

# Projet de recherche – Comblir les lacunes dans les connaissances concernant les compétences des populations autochtones au Canada

---

Analyse documentaire

Août 2022

**Ken Coates et Greg Finnegan**

**[Northern Policy Analytics](#)**

## Reconnaissance

Financé par le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes.

Les opinions et interprétations contenues dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles du gouvernement du Canada.

Canada 

## Table des matières

1. Introduction .....	5
2. Résumé de l'énoncé de travail : Éducation, compétences, compétences transférables et emploi des Canadiens autochtones.....	7
3. Analyse documentaire – Comblers les lacunes dans les connaissances concernant les compétences des populations autochtones au Canada .....	20
3.1 La compétence en tant que concept utilisé dans le PEICA.....	26
3.1.1 Définition des compétences transférables et des « compétences » .....	26
3.1.2 Remarque sur la terminologie.....	32
3.2 Sources de données pour les indicateurs relatifs aux compétences et à l'éducation/la formation des apprenants adultes issus de la population autochtone ou de la société des nouveaux arrivants.....	35
3.3 Le problème de l'inadéquation des compétences et des travailleurs autochtones....	42
3.4 Agentivité numérique et résolution de problèmes.....	50
3.5 Données statistiques et compréhension de l'engagement éducatif et économique des Autochtones. ....	55
3.6 PEICA.....	58
3.7 Connexions et discontinuités : données, publications et résultats sur le marché du travail	64
3.8 Conditions préalables à la participation au marché du travail, éducation de la petite enfance, littératie des enfants et absentéisme scolaire .....	71
3.9 L'approche actuelle sous-estime l'importance du mode de vie et des réalités liées au cycle de vie.....	82
3.10 La pandémie de COVID-19 et le creusement potentiel d'écart de scolarité .....	85
3.11 Éducation et formation en entreprise et capital humain : une autre voie vers la réussite	90
3.12 Le problème le moins étudié : les difficultés des Autochtones en matière de littératie dans les régions rurales et éloignées ainsi que dans les réserves.....	95
3.13 Genre et différences dans l'éducation et l'emploi des Autochtones.....	100

3.14	Les gouvernements autochtones et les sociétés de développement économique en tant que lieux de formation de la main-d'œuvre .....	105
3.15	La criminalité et les toxicomanies, des occasions perdues pour la main-d'œuvre ..	115
3.16	Littératie en santé, qualité de vie et bien-être des Canadiens autochtones .....	120
3.17	STIM, TIC et apprentissage autochtone.....	124
3.18	Initiatives autochtones locales et programmes nationaux .....	129
3.19	Dans quelle mesure les indicateurs nationaux sont-ils adaptés aux communautés autochtones?.....	132
4.	Bibliographie avec résumés des ouvrages relatifs aux lacunes dans les compétences des populations autochtones au Canada .....	138
4.1	Termes de recherche et pistes de recherche .....	138
6.	Annexe 2 : Analyse des populations des Premières Nations « dans les réserves et hors réserves » au Canada à l'aide de données personnalisées de Statistique Canada .....	225
6.1	Introduction .....	225
6.2	La communauté de la Première Nation .....	228
6.3	Décrypter les chiffres de population.....	229
6.4	Niveau de scolarité et revenu .....	238
6.5	Conclusion .....	244
6.6	Bibliographie pour les tableaux personnalisés .....	245
6.7	Remarque sur la terminologie .....	249
7.	ANNEXE 3 : Entrevues avec des informateurs clés et des responsables autochtones sur les programmes d'éducation, de compétences et de formation et l'écart entre les indicateurs relatifs à la littératie, à la numératie et à la résolution de problèmes dans un environnement technologie au sein de la société autochtone et de la société coloniale. ....	251

## **Analyse des principales publications et mise à jour sur les entrevues avec des informateurs clés**

### **1. Introduction**

Le présent rapport examine les publications universitaires et gouvernementales sur la participation des Autochtones aux formations avancées et techniques ainsi qu'aux possibilités d'emploi. Au cours des quatre dernières décennies, les gouvernements et les organisations autochtones ont consacré des centaines de millions de dollars par an à la préparation des jeunes et des adultes autochtones afin qu'ils participent à l'économie basée sur les salaires. S'il est largement admis que cet effort sincère et bien intentionné n'a pas été efficace, le consensus sur les racines des problèmes et les meilleures façons de les résoudre est beaucoup moins large. L'objectif de l'analyse documentaire et des entrevues avec les professionnels clés du secteur est d'examiner les hypothèses, les leçons tirées et les expériences dans ce domaine important.

En matière d'éducation, Statistique Canada et de nombreux rapports de l'OCDE depuis le début du *Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes* (PEICA) en 2013-2014 documentent parfaitement les écarts qui existent entre les Premières Nations, les Métis et les Inuit du Canada. Les publications se tournent souvent vers les « 5 D » de l'analyse sur les Autochtones et les nouveaux arrivants, à savoir « disparités, dénuement, désavantage, dysfonctionnement et différence » pour établir la nature, l'origine et les variables explicatives de ces écarts (Walter et Taylor 2016). En effet, en raison de l'héritage colonial du Canada, les Autochtones souffrent souvent d'une vie familiale perturbée, de logements et de soins de santé inappropriés, de mauvaises infrastructures en matière d'eau, d'eaux usées et de routes, et d'un accès limité à l'éducation et à la formation. Ainsi, les écarts en matière d'éducation persistent, et les études continuent d'établir des moyens nouveaux et toujours plus complexes pour analyser et combler ces écarts entre les communautés autochtones et la société des nouveaux arrivants en matière de littératie, de numératie et de résolution de problèmes dans un environnement de plus en plus dominé par les technologies (ou comme le décrivent Passey *et al.* 2018, l'agentivité numérique).

Tout d'abord, les chercheurs commencent à reconnaître qu'il existe un problème inhérent à la recherche sur les écarts en matière de littératie chez les Autochtones : les études sont conçues, rassemblées et détenues par des organismes gouvernementaux et sont fondées sur le principe de la société des nouveaux arrivants selon lequel les notes en littératie des Autochtones doivent être amenées au niveau de celles de la société des

nouveaux arrivants, et que de nouveaux programmes et de nouveaux financements permettront de combler cet écart. Une fois de plus, les Autochtones sont exclus du problème et de la solution. De plus en plus d'universitaires commencent à réclamer une souveraineté autochtone sur les données et une position plus fondamentale pour les communautés, les organes directeurs et les universitaires autochtones afin de repenser l'ensemble du problème lié à la littératie, à la formation des adultes, à l'éducation des jeunes enfants et aux systèmes de soutien communautaire chez les Autochtones (Rowe, West et Russo Carroll 2022; Walter 2021; Taylor et Kukutai 2016). Les experts recommandent de plus en plus fréquemment des projets de recherche et des programmes de littératie et de numératie menés et conçus par les Autochtones, pour les Autochtones.

On constate également trop souvent un problème d'absence de données concernant la population autochtone vivant dans les réserves. Les personnes vivant dans les réserves ne sont pas interrogées dans le cadre du PEICA ou des programmes nationaux d'enquête sur l'éducation et la population active. En 2021, ce sont 519 000 Autochtones de plus qui ont été totalement exclus de l'équation, un chiffre qui avoisine le million en 2022 (Statistique Canada, Recensement de 2016). Ce groupe vit généralement dans des régions isolées et, comme le souligne le géographe Robert Bone (2003), dans des lieux « non économiques » qui ont un accès limité à l'éducation, à la formation et aux services Internet. Cette population est plus jeune et plus pauvre que la moyenne de la population canadienne.

Le présent rapport n'est cependant pas conçu autour des données que les chercheurs ont utilisées pour construire leurs perspectives sur le fossé qui existe entre les Autochtones et la société des nouveaux arrivants ni des défis que ce fossé soulève. Les chercheurs sont généralement conscients des limites de chaque source de données. (Cela ne veut pas dire que les types de données qui dominent la discussion, leur origine et leur propriété ne doivent pas être critiqués.) Ce rapport est plutôt basé sur les types de questions soulevées et les idées présentées par nos informateurs clés autochtones, à savoir des chefs de file dans les domaines de l'éducation, des affaires et des organismes sans but lucratif. C'est pourquoi cette étude ne comporte aucune section consacrée à l'écart en tant que tel qui existe entre les Premières Nations, les Métis ou les Inuit et la population non autochtone en matière de littératie. Cette analyse statistique a déjà fait l'objet d'une documentation très détaillée, rapport après rapport. Cette analyse ne dissèque pas non plus les problèmes liés à la littératie, à la numératie et à l'agentivité numérique; elle recherche plutôt dans les publications des réponses aux questions soulevées lors des entrevues avec les informateurs clés (annexe 3).

Le présent rapport s'appuie sur des exemples canadiens lorsqu'ils sont disponibles, mais il s'intéresse également aux nombreuses études parallèles sur la littératie autochtone et la politique éducative provenant d'Australie, de Nouvelle-Zélande et des États-Unis. Cette analyse documentaire met l'accent sur les articles scientifiques évalués par des pairs et

publiés depuis 2018, bien qu'une sélection de documents pertinents soit également tirée de rapports gouvernementaux et d'anciens documents de recherche fondamentaux. D'autres pays commencent également à s'intéresser aux répercussions de la société des nouveaux arrivants sur la représentation des peuples nomades dans l'enseignement supérieur, comme l'Irlande avec les *Travellers* (Joyce *et al.* 2022) et la Grande-Bretagne, avec des migrants tels que les Roms et les *Travellers* irlandais (Brassington 2022). Des comparaisons sont également faites entre les populations autochtones du Canada et les populations immigrées, les communautés de couleur et d'autres. Ces comparaisons sont généralement associées à des études portant sur de grandes populations et appliquant des modèles axés sur la statistique inférentielle. Seules quelques études portent sur la littératie des Autochtones à travers plusieurs pays et comparent les programmes de littératie et d'acquisition de compétences destinés aux Autochtones au Canada, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en Australie. Par exemple, Walker (2020) compare la politique éducative unitaire à l'intention des populations autochtones de la Nouvelle-Zélande au système canadien qui dépend de la mise en place de partenariats avec les ministères provinciaux de l'Éducation. On constate notamment un manque d'études sur la manière dont les divergences entre les politiques éducatives des gouvernements provinciaux et territoriaux ont donné lieu à des différences dans les résultats des Autochtones en matière d'éducation et de connaissances, alors qu'il serait logique d'aborder ce sujet pour mener un examen de la politique éducative canadienne au vu des treize politiques éducatives distinctes du pays.

Cette étude se concentre également sur l'agentivité numérique en tant qu'élément central de l'élaboration des prochains programmes de littératie et de numératie dans les écoles, à la maison (notamment en raison de la pandémie en cours de COVID-19) et sur le lieu de travail (qu'il s'agisse d'un bureau ou d'un camion lourd opérant sur un site d'exploitation minière éloigné). Pour les Autochtones, cet élément ajoute un autre niveau de complexité, car de nombreuses collectivités autochtones disposent encore d'une connectivité Internet instable, lente et coûteuse. L'accès au matériel et aux logiciels nécessite également des lignes de crédit et des cartes de crédit, mais l'accès aux services bancaires n'est pas toujours possible dans les collectivités autochtones. En effet, pour de nombreux membres des Premières Nations, la banque reste une institution issue de la société des nouveaux arrivants qui, par le passé, leur a souvent refusé ses services.

## **2. Résumé de l'énoncé de travail : Éducation, compétences, compétences transférables et emploi des Canadiens autochtones**

Le plan de travail de la Direction générale des compétences et de l'emploi (DGCE) d'Emploi et Développement social Canada cherche à obtenir des renseignements sur les quatre

sujets interdépendants relatifs aux compétences et aux niveaux de maîtrise des travailleurs autochtones décrits dans l'énoncé de travail. En voici un résumé :

- 1. La situation des compétences fondamentales et transférables des Autochtones.**
- 2. Les obstacles à l'amélioration de leurs compétences.**
- 3. Les possibilités de réussite grâce à des programmes positifs qui soutiennent le perfectionnement des compétences des Autochtones.**
- 4. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'apprentissage des Autochtones.**

Cependant, il semble qu'il y ait une rupture entre ces domaines et les publications universitaires disponibles. Deuxièmement, les principaux thèmes qui sous-tendent les entrevues avec des informateurs clés ne correspondent pas non plus aux intérêts de recherche de la DGCE. L'équipe de recherche s'est donc retrouvée confrontée à un défi, celui de mettre en correspondance le discours et les constats des universitaires, de même que les opinions exprimées lors des entrevues avec des informateurs clés, avec le programme de recherche de la DGCE. Ce problème représente, en soi, un constat important qui semble indiquer qu'il sera nécessaire de mener des conversations approfondies sur les orientations politiques en matière de perfectionnement des aptitudes éducatives et des compétences. Ces conversations devront réunir ceux qui étudient ces questions et les communautés auxquelles les politiques s'adressent.

- 1. Que savons-nous des niveaux de compétences fondamentales et transférables et des résultats en matière d'emploi des Autochtones, y compris les femmes et les hommes au sein de ce groupe? Quelles sont les lacunes dans les connaissances et comment pourraient-elles être comblées?**

Cette analyse documentaire fournit une documentation détaillée sur les compétences fondamentales et transférables des populations autochtones d'après des recherches menées au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Les données issues du *Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes* (PEICA) de l'OCDE ainsi que d'autres données nationales et de l'OCDE sur le recensement et la population active ont été analysées, arrangées et exprimées statistiquement par des centaines de chercheurs depuis 2012. L'analyse documentaire ci-après détaille les conclusions de ces auteurs. En résumé, des niveaux scolaires plus élevés avec des

compétences en littératie, en numératie et en agentivité numérique sont synonymes d'emplois plus sûrs, de revenus plus élevés, de meilleurs résultats en matière de santé et de meilleures capacités d'apprentissage tout au long de la vie.

Les communautés autochtones, et en particulier celles qui se trouvent dans des réserves, continuent d'enregistrer des taux d'achèvement des études secondaires inférieurs à ceux de la population non autochtone.<sup>1</sup> Si, par le passé, les jeunes pouvaient se rattraper en entrant tardivement dans des programmes de formation, les « métiers et apprentissages » étant une voie d'enseignement appréciée parmi les travailleurs autochtones, la demande en travailleurs qualifiés devrait diminuer avec l'automatisation et les innovations technologiques, en particulier dans les secteurs des ressources naturelles, des métiers de la construction et du camionnage à longue distance, où la participation autochtone est élevée. Depuis quelques années maintenant, le pourcentage de membres des Premières Nations obtenant un diplôme dans les métiers est en baisse. Entre 2001 et 2016, la part de la population autochtone totale dont le niveau d'études le plus élevé était un *certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers* a chuté pour passer d'environ 12,4 % en 2001 à 11,4 % en 2006, puis 10,7 % en 2016.

Cela ne veut pas dire que les étudiants autochtones ne réussissent pas à se frayer un chemin dans le système éducatif. En effet, le Canada commence à voir une amélioration du nombre de personnes qui obtiennent un diplôme dans le cadre de leur parcours éducatif. Par exemple, en 2006, seuls 5,8 % des Autochtones du Canada avaient obtenu un diplôme universitaire de niveau baccalauréat ou supérieur; en 2016, ce chiffre était passé à 8,6 %. Mais ce résultat est à comparer au taux de 23,9 % atteint par les non-Autochtones. Le rôle des établissements d'enseignement supérieur autochtones doit donc être envisagé comme un moyen d'améliorer l'accès des Autochtones à l'éducation.

Il existe également des différences entre les sexes qui méritent d'être soulignées, avec un écart persistant dans le niveau de scolarité atteint dans le supérieur par les femmes et les hommes autochtones<sup>2</sup>. Arriagada (2021) rapportait ainsi en 2016 que la moitié (52 %) des

---

<sup>1</sup> Données compilées par les auteurs à partir des Recensements du Canada de 2001, de 2006 et de 2016. Voir : <https://www12.statcan.gc.ca/english/Profil01/AP01/Index.cfm?Lang=F>; <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-594/index.cfm?Lang=F>; <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

<sup>2</sup>Voir : Arriagada, P. (2021). Les réalisations, les expériences et les résultats sur le marché du travail des femmes des Premières Nations, métisses et inuites titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme de niveau supérieur, produit n° 75-006-X au catalogue de Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-006-x/2021001/article/00009-fra.pdf?st=mCWspwY> Données compilées par les auteurs à partir des Recensements du

femmes autochtones âgées de 25 à 64 ans avaient un diplôme d'études postsecondaires et que 14 % d'entre elles étaient titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme supérieur. Pour les hommes autochtones, ces chiffres étaient inférieurs, 46 % d'entre eux ayant un diplôme d'études postsecondaires et seulement 8 % d'entre eux étant titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme supérieur. La question qui se pose ici est donc la suivante : *Quels sont les autres obstacles qui limitent l'accès des hommes autochtones à l'enseignement supérieur?* On peut également se poser la question suivante : *Comment les universités ont-elles réussi à recruter plus de femmes autochtones?*

Ensuite, les étudiants autochtones sont sous-représentés dans les secteurs des STIM et des TIC à forte demande et dont les économies occidentales dépendent de plus en plus pour l'innovation et la croissance<sup>3</sup>. Les publications analysées font état de plusieurs problèmes rencontrés par les universités et l'industrie pour attirer des étudiants autochtones dans ces secteurs. Les secteurs des STIM et des TIC dépendent d'une éducation de base en matière de calcul et d'agentivité numérique à laquelle les élèves autochtones n'ont pas facilement accès en raison d'un manque de programmes dans les écoles primaires, d'un mauvais recrutement des enseignants ou d'autres facteurs socioculturels, comme l'intégration limitée des connaissances traditionnelles autochtones dans les sciences.

Le Recensement de 2016 montre qu'en 2015, 41,6 % des membres des Premières Nations ne travaillaient pas, contre 32,2 % pour la population non autochtone<sup>4</sup>. Parmi ceux qui travaillaient, 44,2 % des membres des Premières Nations travaillaient à temps plein, contre 52,1 % chez les non-Autochtones. En outre, le nombre moyen de semaines travaillées pour les membres des Premières Nations était de 38,8, contre 42,6 pour les travailleurs non autochtones. Étant donné les taux plus élevés de retrait du marché du travail chez les travailleurs des Premières Nations et le nombre moins élevé de semaines travaillées par an, en moyenne, il convient de s'interroger : *Les travailleurs autochtones sont-ils capables de maintenir un niveau de maîtrise semblable à celui des travailleurs non autochtones? Les travailleurs autochtones sont-ils en mesure de maintenir un niveau de maîtrise et de compétence au fil du temps tout en travaillant moins de semaines et en subissant probablement plus de licenciements en raison de leur plus grande dépendance à l'égard*

---

Canada de 2001, de 2006 et de 2016. Voir : <https://www12.statcan.gc.ca/english/Profil01/AP01/Index.cfm?Lang=F>;  
<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-594/index.cfm?Lang=F>;  
<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

<sup>3</sup>STIM – sciences, technologie, ingénierie et mathématiques; TIC – Technologies de l'information et des communications.

<sup>4</sup> Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018.

<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

*des industries d'extraction des ressources, de la construction et de la restauration et de l'hébergement au cours de leur vie professionnelle, sachant que ces industries ont tendance à suivre une alternance de forte expansion et de récession?*<sup>5</sup> Les publications étudient en profondeur le PEICA, les bases de données de l'OCDE ainsi que les données tirées des recensements nationaux et enquêtes sur la population active en utilisant toutes sortes de statistiques, des plus descriptives aux plus déductives, et la théorie critique; cependant, elles ne font pas état du maintien ou du déclin de la littératie, de la numératie et de l'agentivité numérique au fil du temps. Ce domaine devra faire l'objet d'autres recherches.

**2. Quels sont les principaux obstacles auxquels sont confrontées les Autochtones pour augmenter leurs niveaux de compétences et s'intégrer davantage au marché du travail? Les femmes autochtones sont-elles confrontées à des obstacles supplémentaires? Si oui, quels sont-ils?**

Les obstacles auxquels se heurtent les Autochtones pour augmenter leurs niveaux de compétences sont nombreux et commencent par la présence d'un héritage colonial très perturbant. Il n'est donc pas surprenant qu'il y ait un manque de confiance dans les gouvernements occidentaux et leurs institutions éducatives. Cela nous amène à l'un des thèmes les plus courants abordés par les publications à l'étude, qui est confirmé par les entrevues avec des informateurs clés : la réussite doit être construite au sein même des communautés autochtones par l'intermédiaire de programmes dirigés par des Autochtones. Le travail doit se poursuivre pour améliorer l'accès des Autochtones aux programmes d'enseignement pour augmenter le nombre d'enseignants comprenant la culture autochtone et les connaissances traditionnelles et pouvant servir de modèles dans les salles de classe et dans l'administration. Il est nécessaire d'améliorer l'accès aux langues autochtones, d'accroître la participation des aînés dans les établissements d'enseignement et de soutenir les conseils scolaires autochtones.

---

<sup>5</sup> Ces secteurs représentent 24 % de l'ensemble de l'emploi autochtone, d'après le Recensement du Canada de 2016; Total - Industrie – Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 2012 pour la population active âgée de 15 et plus dans les ménages privés – Données-échantillon (25 %), par catégories d'industrie. Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018.

Les obstacles sont également de nature géographique, et pas seulement sociale et politique. De nombreuses communautés autochtones sont situées dans ce que Robert Bone décrit comme des lieux « non économiques » ou dans des régions qui dépendent des économies basées sur les ressources naturelles qui subissent une alternance de forte expansion et de récession. La formation et l'acquisition de compétences dans ces secteurs de l'économie sont généralement en décalage avec les cycles d'investissement et d'extraction économiques, ce qui entraîne une dépendance à l'égard des travailleurs-navetteurs (travailleurs FIFO – « fly-in/fly-out ») qui sont qualifiés, mobiles et qui ont déjà prouvé qu'ils étaient prêts à travailler. Ces travailleurs font partie de réseaux existants de travailleurs des secteurs de l'extraction minière, du pétrole et du gaz et de la foresterie qui évoluent depuis des années pour des entreprises du secteur des ressources naturelles et qui sont liés aux cycles d'embauche de l'industrie. En comparaison, les travailleurs autochtones n'ont souvent pas les compétences, l'expérience et les réseaux que recherchent les entreprises d'extraction des ressources pour s'insérer dans le marché du travail existant. Récemment, les ententes sur les avantages communautaires (EAC) ou les ententes sur les répercussions et les avantages (ERA) ont gagné en popularité en tant que moyen de favoriser l'égalité des chances pour les employés autochtones et issus d'autres groupes sous-représentés. Les EAC ou les ERA nécessitent des engagements de la part des sociétés d'exploitation des ressources en ce qui concerne les emplois, la formation et les contrats commerciaux pour les entreprises autochtones. Le seul secteur de l'extraction minière compte plus de 400 ententes de ce type, et des centaines d'autres ont été signées dans le cadre d'autres projets de mise en valeur et d'exploitation des ressources. Ces ententes permettent aux travailleurs d'acquérir la formation, les compétences et les heures de travail nécessaires pour s'intégrer dans les réseaux d'emploi existants.

Ensuite, il faut également tenir compte des aspects liés au genre et au handicap. Les femmes autochtones sont confrontées à une composition du marché du travail très différente de celle de leurs homologues masculins, ainsi qu'à des défis uniques. Par exemple, les femmes autochtones vivent de manière disproportionnée dans des communautés isolées. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles sont moins éduquées. En fait, les femmes autochtones ont en moyenne un niveau scolaire plus élevé que les hommes : selon le Recensement de 2021, 65,5 % des femmes autochtones étaient titulaires d'un diplôme d'études secondaires, contre 57,3 % des hommes autochtones. Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes d'être titulaires d'un diplôme universitaire (10,7 % contre 6,3 %, respectivement). Compte tenu de la baisse prévue de la demande de main-d'œuvre faiblement ou moyennement qualifiée dans une économie canadienne en pleine évolution, les hommes autochtones risquent davantage d'être laissés pour compte et d'être moins capables de faire la transition vers l'ère numérique en raison de leur niveau de scolarité limité.

Il est intéressant de noter qu'en dépit d'un niveau de scolarité plus élevé, le pourcentage de femmes autochtones participant à la population active était plus faible que celui des hommes (58,6 % contre 64,5 %, respectivement). Cela peut s'expliquer en partie par le fait que l'on attend souvent des femmes qu'elles quittent la vie active pour s'occuper principalement de la famille. Une autre tendance mérite d'être soulignée : alors que les hommes dominent traditionnellement les secteurs des ressources naturelles et des transports, les femmes sont davantage impliquées dans les services de santé, l'administration publique et l'éducation.

Les Autochtones affichent également des niveaux d'incapacités beaucoup plus élevés que les membres de la société des nouveaux arrivants. Statistique Canada (2017) constate que la prévalence des incapacités varie entre les groupes autochtones, près d'un tiers des membres des Premières Nations vivant hors réserve (32 %) et des Métis (30 %) âgés de 15 ans et plus ayant au moins une incapacité<sup>6</sup>. En revanche, seuls 22 % des membres de la population non autochtone sont en situation de handicap. Les incapacités liées à la douleur étaient beaucoup plus élevées chez les membres des Premières Nations hors réserve que dans la population non autochtone (écart de 8 points de pourcentage), devant les incapacités liées à la santé mentale (6,8 points de pourcentage) et les troubles d'apprentissage (3,8 points de pourcentage). Ces incapacités entravent toutes les capacités d'apprentissage, de littératie, de numératie et d'agentivité numérique.

En outre, Hahmann *et al.* (2019) constatent que, par rapport aux non-Autochtones, les taux d'incapacité prévus pour les membres des Premières Nations vivant hors réserve et les Métis étaient beaucoup plus élevés aux jeunes âges, mais convergeaient aux âges plus avancés. En revanche, chez les jeunes Inuit, les taux d'incapacité prévus étaient assez semblables à ceux de la population non autochtone, mais ces taux divergeaient chez les Inuit plus âgés, de sorte que ces derniers affichaient un taux d'incapacité prévu plus élevé que les non-Autochtones.

Dans les trois groupes autochtones, les femmes plus jeunes présentaient des taux d'incapacité plus élevés que les hommes. Toutefois, ces différences entre les sexes diminuaient avec l'âge. Statistique Canada révèle également que les femmes autochtones sont plus susceptibles que les hommes de souffrir de divers types d'incapacités. Par rapport aux hommes, les femmes des Premières Nations vivant hors réserve et les femmes

---

<sup>6</sup> Voir Tara Hahmann, Ph.D., Nadine Badets et Jeffrey Hughes (2019). *Enquête auprès des peuples autochtones – Les Autochtones ayant une incapacité au Canada : les Premières Nations vivant hors réserve, les Métis et les Inuits âgés de 15 ans et plus*, Ottawa, Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-653-x/89-653-x2019005-fra.htm>

métisses étaient plus susceptibles d’avoir des incapacités liées à la douleur, des incapacités liées à la mobilité, à la flexibilité et à la dextérité, des incapacités liées à la santé mentale et des incapacités visuelles. Par ailleurs, les femmes inuites étaient plus susceptibles que les hommes inuits de souffrir d’incapacités liées à la douleur et à la santé mentale.

Les publications relatives aux compétences et à la formation, au niveau scolaire et à l’activité professionnelle n’abordent pas précisément les Autochtones atteints d’incapacités. Elles n’analysent pas non plus le niveau plus élevé d’incapacités dans les communautés autochtones comme un facteur expliquant l’écart de compétences observé, une omission qu’il faut corriger. Le discours des informateurs clés n’aborde pas non plus cette question.

Cette situation est problématique, car des études antérieures ont montré que l’incapacité tendait à augmenter avec l’âge, et la population autochtone est jeune : les Inuit étaient les plus jeunes des trois groupes de population autochtone, avec un âge moyen de 27,7 ans, suivis par les membres des Premières Nations avec un âge moyen de 30,6 ans et les Métis avec un âge moyen de 34,7 ans (Statistique Canada 2018). Dans la population générale, l’âge moyen était de 41 ans (Statistique Canada 2016). L’incapacité deviendra donc un problème de plus en plus répandu au sein de la population autochtone du Canada.

Il est manifestement nécessaire d’approfondir les études sur le rôle de la santé, et plus particulièrement des incapacités, qui n’est pas encore abordé dans les publications en tant que facteur entravant la participation des populations autochtones à l’éducation et à l’économie. Hahhman (2019) conclut ainsi : « La prévalence élevée de la douleur chronique et des troubles de santé mentale chez les Autochtones a été liée aux inégalités sociales associées aux déterminants sociaux de la santé découlant du colonialisme ». La sous-déclaration est également un problème possible pour les données de santé de cette nature « en raison de biais culturels dans les instruments de diagnostics ainsi que de préjugés, de stéréotypes, de discrimination et de stigmatisation perçus ».

**3. Quelles sont certaines pratiques ou possibilités éprouvées ou prometteuses pour surmonter ces obstacles ou augmenter les niveaux de compétences des Autochtones?**

Les données de l’OCDE et d’autres liens avec des données longitudinales montrent que, à maintes reprises, plus le nombre d’années d’études est élevé, meilleurs sont les résultats en matière d’emploi et de revenu. À ce titre, la participation des Autochtones aux offres de formation et de perfectionnement sera essentielle pour améliorer leurs résultats scolaires et le perfectionnement de leurs compétences. Les publications semblent indiquer qu’une sensibilisation accrue de la société des nouveaux arrivants à la société autochtone (p. ex. les connaissances traditionnelles, les valeurs sociales, les systèmes politiques et les

langues autochtones) facilitera l'évolution des programmes gouvernementaux et des modèles éducatifs, ce qui améliorera au bout du compte le recrutement et le maintien en poste des Autochtones.

Relever le défi de l'amélioration de l'éducation et du perfectionnement des compétences des Autochtones dans les premières années est également un thème récurrent dans les publications et chez les informateurs clés. Les solutions consistent à accroître les possibilités d'autonomie gouvernementale autochtone et à réduire les pouvoirs fédéraux/provinciaux afin de créer des solutions autochtones pour répondre aux problèmes auxquels sont confrontées leurs communautés. Les communautés elles-mêmes doivent être à l'origine des solutions, avec des programmes d'apprentissage élaborés par la communauté et créés par, ou avec, des éducateurs autochtones.

Les sociétés de développement communautaire représentent une autre capacité inexploitée permettant de promouvoir les compétences éducatives au sein des communautés autochtones. La population autochtone contribue au PIB du Canada à hauteur de plus de 32 milliards de dollars par an, tandis que l'économie du secteur privé y contribue à hauteur d'un peu plus de 12 milliards de dollars. Dans de nombreux cas, les sociétés de développement autochtones représentent une plateforme stable pour la formation professionnelle et le développement des compétences en cours d'emploi. Il conviendrait de mieux les exploiter à l'avenir pour la formation en éducation et axée sur les compétences<sup>7</sup>.

Qu'ils soient dispensés par des établissements d'enseignement ou par des sociétés de développement et des entreprises autochtones, plus de programmes de formation devront insister sur les possibilités offertes par les STIM et les TIC autochtones qui intègrent les connaissances traditionnelles afin de combler le fossé entre les travailleurs autochtones et non autochtones. Les programmes qui suscitent l'intérêt et soutiennent les capacités d'entreprendre au sein des communautés autochtones pourraient contribuer à rompre les cycles d'expansion et de récession de l'emploi dans le secteur des ressources naturelles.

Enfin, des programmes de base en littératie financière et en littératie en matière de santé pourraient également contribuer à stabiliser les revenus des ménages et à améliorer les résultats en matière de santé dans les communautés autochtones qui sont généralement mal desservies par les établissements bancaires et les services de santé.

---

<sup>7</sup> Voir Carol Anne Hinton, Indigenomics Institute. <https://indigenomicsinstitute.com/about-us/>

**4. Quelles sont les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'apprentissage des Autochtones? Quelles sont certaines pratiques ou possibilités éprouvées ou prometteuses pour surmonter ces obstacles ou augmenter les niveaux de compétences des Autochtones?**

Les communautés autochtones, et en particulier celles qui se trouvent dans des zones rurales et éloignées, ont souffert de manière disproportionnée pendant la pandémie de COVID-19. Les premières statistiques sanitaires indiquent un taux d'infection et de mortalité plus élevé chez les Autochtones, malgré la mise en place rapide et ciblée des campagnes de vaccination dans les communautés autochtones par Santé Canada. Le Recensement de 2016 indique que 29,7 % des ménages des Premières Nations hors réserve font partie des ménages à faibles revenus, contre 13,8 % des ménages non autochtones. En toute logique, de nombreux ménages des Premières Nations ne disposaient pas de l'équipement nécessaire pour participer à l'environnement d'apprentissage numérique qui a remplacé les salles de classe dans tout le Canada<sup>8</sup>. La fermeture de la plupart des bureaux des gouvernements autochtones et des établissements scolaires pendant la pandémie de COVID-19, associée à la faiblesse de l'agentivité numérique dans certaines communautés, à la faible connectivité à Internet et au faible niveau scolaire, aura contribué à la perte de mois, voire d'années, de scolarité. Les enfants autochtones sont déjà plus susceptibles de manquer plus de jours d'école que les enfants non autochtones, et beaucoup d'entre eux fréquentent des écoles situées dans des communautés éloignées qui étaient déjà confrontées à un taux élevé de roulement des enseignants et à la difficulté de recruter des enseignants. Les gouvernements et les organisations autochtones contrôlent également un nombre considérable de fonds destinés aux programmes de perfectionnement des compétences et de formation, même si les préoccupations des gouvernements autochtones pour les priorités liées à la pandémie ont donné lieu à un engagement moindre dans ces programmes au cours des trois dernières années. Associée à l'héritage du système des pensionnats, la pandémie de COVID-19 a probablement exacerbé l'écart dans l'acquisition des compétences essentielles entre les enfants autochtones et les enfants non autochtones. Cela justifie que les décideurs politiques et les éducateurs redoubtent d'efforts pour combler cet écart croissant en mettant l'accent sur le

---

<sup>8</sup> Statistique Canada. (2018). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

retour des élèves autochtones de tous âges dans les salles de classe et dans les programmes de formation.

Lee *et al.* (2021) ont mené 31 entrevues avec des informateurs clés à Kingston, en Ontario, et ont relevé trois thèmes majeurs ayant des répercussions sur les apprenants autochtones : les fermetures d'écoles, la sécurité à la maison et la capacité limitée à tirer parti des espaces en plein air disponibles. Les fermetures d'écoles étaient généralement décrites comme ayant des répercussions négatives sur l'apprentissage et le développement social, même si « les fermetures d'écoles ont permis à certains enfants autochtones d'être retirés d'un système éducatif colonisé, ce qui a contribué à leur développement culturel et spirituel ». Deuxièmement, les personnes interrogées ont fait état d'une augmentation de la gravité et de la fréquence des violences domestiques, qui ont eu des répercussions négatives sur le bien-être des enfants. Troisièmement, la fermeture des espaces publics en plein air a entravé le maintien d'une bonne santé physique pour les enfants<sup>9</sup>. L'idée selon laquelle les fermetures d'écoles auraient créé une occasion d'enseignement autochtone basé sur le territoire est également soutenue par Kiera Brant--Birioukov (2021) : « Nous avons la preuve que d'autres communautés des Premières Nations, inuites et métisses voient les fermetures d'écoles non pas comme une catastrophe, mais comme une occasion (...) d'ancrer de nouveau leurs jeunes dans leur territoire »<sup>10</sup>.

Dans les secteurs des ressources naturelles, de la restauration et de l'hébergement qui sont soumis à des cycles d'expansion et de récession, les emplois ont été dévastés par les fermetures liées à la COVID-19. De nombreux travailleurs autochtones employés dans ces secteurs ont vu leur éducation et leur formation en cours d'emploi interrompues, avec le risque de ne pas pouvoir retrouver d'emploi au moment où l'économie redémarrera.

Dans un document adressé aux Nations Unies en 2021,<sup>11</sup> Human Rights Watch a présenté une note d'orientation sur la nécessité de combler les fossés qui devraient apparaître après la pandémie entre les populations autochtones et non autochtones d'Australie, du Canada, de Colombie, d'Indonésie, de Nouvelle-Zélande et des États-Unis<sup>12</sup>. Voici quelques-unes de leurs recommandations :

---

<sup>9</sup> Lee, H., Bayoumi, I., Watson, A., Davison, C.M., Fu, M., Nolan, D., Mitchell, D., Traviss, S., Kehoe, J. et Purkey, E. (2021). Impacts of the COVID-19 Pandemic on Children and Families from Marginalized Groups: A Qualitative Study in Kingston, Ontario. *COVID*, 1, 704-716.

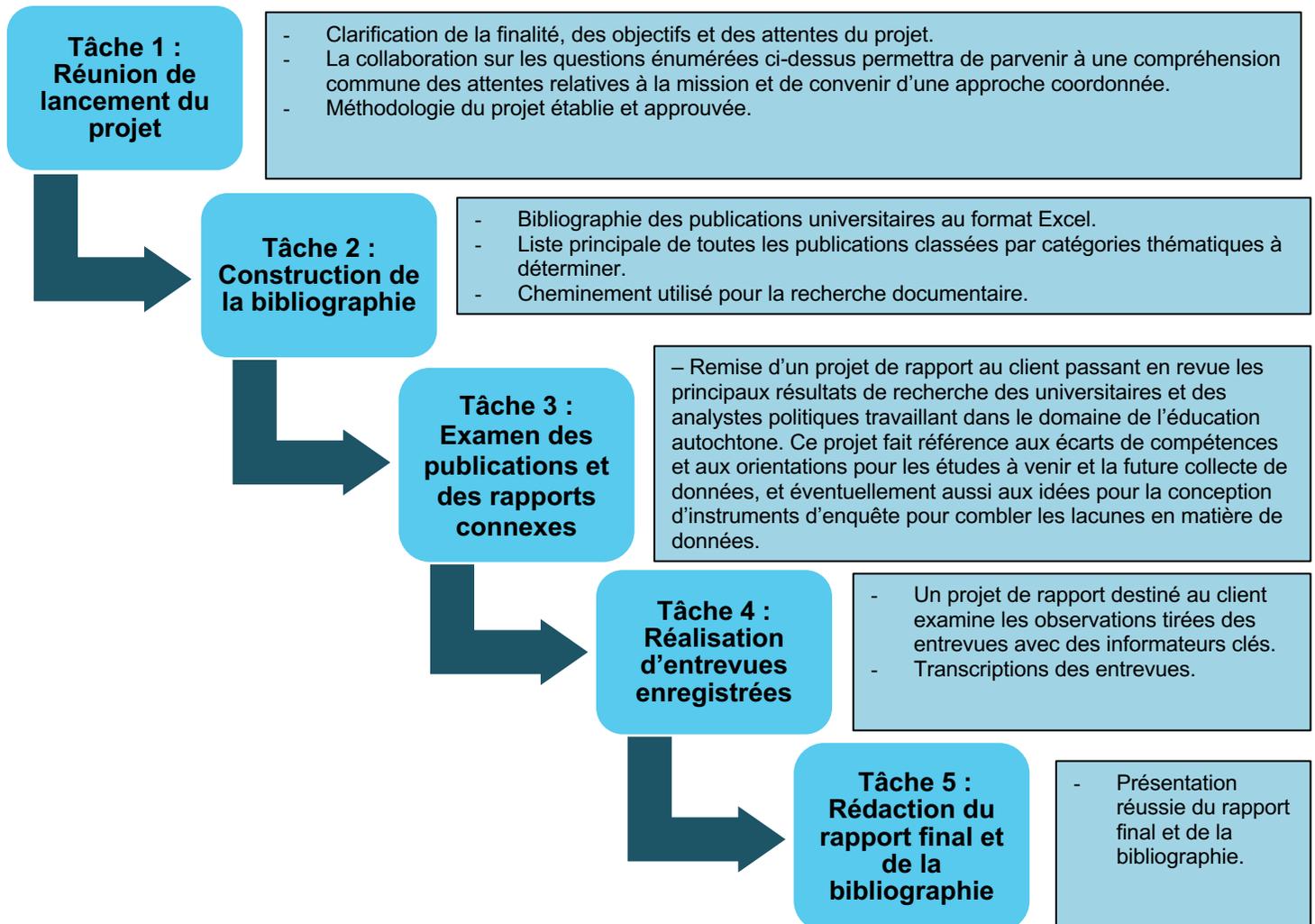
<sup>10</sup> Brant-Birioukov, K. (2021). Covid-19 and Ingenuity: Lessons from Indigenous resilience, adaptation, and innovation in times of crisis. *Prospects (Paris)*, 51(1-3), 247-259.

<sup>11</sup> Human Rights Watch (2021). *Submission to The United Nations : The Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples*. [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2021/03/EMRIP%20Submission.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/03/EMRIP%20Submission.pdf)

- Mener des campagnes nationales de communication et de sensibilisation de masse pour persuader les communautés et les enfants qui n'ont pas été scolarisés, que ce soit en raison de la pandémie ou pour d'autres motifs, de retourner à l'école.
- Faire en sorte que les organisations autochtones participent activement aux consultations et aux processus de prise de décision concernant la réouverture des écoles et les programmes.
- Lorsque les enfants retournent à l'école après une période de confinement ou d'exclusion, veiller à ce que les écoles évaluent le niveau d'apprentissage des élèves dans chaque matière et les intègrent dans de petits groupes d'élèves de niveau identique où l'enseignement pourra répondre de la manière la plus appropriée à leur niveau actuel, y compris par l'intermédiaire d'un tutorat supplémentaire gratuit, au besoin.
- Renforcer progressivement le contenu et la disponibilité de la formation technique et professionnelle, les autres possibilités d'éducation de base, y compris les programmes universels d'éducation de base des adultes, et les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour les enfants plus âgés qui ont quitté l'école pendant la pandémie, mais qui, dans les années à venir, pourraient souhaiter reprendre leurs études, ou pour les enfants qui étaient auparavant exclus du système éducatif officiel.
- Affecter des ressources suffisantes pour garantir aux populations autochtones exclues un accès égal à un enseignement inclusif et de qualité. Si nécessaire, construire ou renforcer les écoles à proximité des enfants qui ont un accès limité à l'éducation et y affecter des enseignants qualifiés supplémentaires, en particulier des enseignants autochtones.

Les recommandations de Human Rights Watch correspondent précisément aux recherches publiées dans ce domaine ainsi qu'aux opinions et aux réflexions de nos informateurs clés. L'accent est mis sur une amélioration des communications, une plus grande participation des communautés autochtones à la prise de décision et une nécessité de présence accrue des Autochtones dans les salles de classe en tant qu'enseignants, locuteurs de langues traditionnelles et aînés.

Ce rapport destiné à la Direction générale des compétences et de l'emploi (DGCE) d'Emploi et Développement social Canada se penche sur les publications et les rapports en s'appuyant sur des entrevues avec des informateurs clés, conformément à la tâche 5 de l'organigramme ci-dessous.



*Organigramme : Aperçu des tâches*  
**Figure 1 : Aperçu des tâches**

### **3. Analyse documentaire – Comblent les lacunes dans les connaissances concernant les compétences des populations autochtones au Canada**

Dans de nombreux pays, les populations autochtones souffrent d'inégalités en matière d'accès à l'éducation, au marché du travail et aux droits politiques. La présente analyse documentaire s'appuie sur des publications antérieures relatives à l'écart de compétences observé entre les Autochtones et la société des nouveaux arrivants autour de la période 2018-2022. Cette analyse est complétée par une série d'entrevues approfondies avec des éducateurs autochtones, des experts en ressources humaines et des hommes d'affaires qui se sont portés volontaires pour faire part de leurs idées et passer du temps avec nos chercheurs. L'analyse documentaire comprend des articles universitaires pertinents publiés dans des revues de référence, des rapports gouvernementaux ainsi que des articles d'opinion de groupes de réflexion basés sur des études se servant des résultats de l'enquête du PEICA au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Les opinions et les idées des personnes interrogées sont intégrées au texte de l'analyse documentaire. Les données probantes proviennent d'autres ensembles de données, pour la plupart relevant du domaine public et accessible par l'intermédiaire de Statistique Canada. De plus en plus, les chercheurs utilisent des entrevues et des études de cas sur les communautés comprenant les connaissances traditionnelles autochtones pour mesurer et analyser les niveaux relatifs de préparation entre les populations autochtones et les populations de nouveaux arrivants, y compris en remettant en question l'acceptabilité d'un modèle occidental unique axé sur les connaissances et les compétences.

Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de l'OCDE est la source principale de centaines de documents de recherche qui se penchent sur l'écart de compétences entre les populations autochtones et les sociétés de nouveaux arrivants. Le PEICA est conçu pour tester les capacités en littératie, en numératie et en résolution de problèmes. Il comprend également une Évaluation des compétences des adultes qui recueille des renseignements sur la manière dont les adultes utilisent leurs compétences à la maison, au travail et dans la communauté au sens large. Cette Évaluation des compétences des adultes est gérée par les organismes de statistique des pays participants et les prestataires de programmes de tous les pays de l'OCDE.

Le rapport du PEICA 2012 du Canada a produit des résultats frappants. Les membres des Premières Nations vivant hors réserve accusaient un retard important par rapport aux autres Canadiens en matière de littératie, de numératie et de résolution de problèmes (y compris les compétences en matière de technologie et d'informatique). Dans certaines

régions canadiennes, les résultats étaient comparables aux scores associés aux pays en développement<sup>13</sup>.

Le Canada doit se préoccuper tout particulièrement de ces lacunes, car le segment autochtone de la population canadienne est jeune et en forte croissance. Les récentes projections démographiques de Statistique Canada (2021) montrent que la population autochtone a connu une croissance régulière au cours des dernières décennies et qu'elle continuera d'augmenter : en 2016, la population autochtone était estimée à 1 800 000 et pourrait atteindre entre 2 495 000 et 3 182 000 d'ici 2041<sup>14</sup>. On attribue la croissance démographique des communautés autochtones à une fécondité plus élevée, à l'amélioration des résultats en matière de santé, à l'augmentation des déclarations d'ascendance autochtone dans le cadre du Recensement et à l'acceptation croissante du statut de Métis par les personnes d'ascendance mixte. La population des Premières Nations est également plus jeune que la population générale (les Inuit étant encore plus jeunes), et elle continuera à être plus jeune jusqu'en 2041, l'âge médian passant de 27,2 ans en 2016 à un âge compris entre 36 et 36,5 ans en 2041. À titre de comparaison, l'âge médian de la population non autochtone devrait passer de 41,4 à 44,7 ans au cours de la même période. Les écarts actuels en matière d'éducation révélés par les résultats de l'enquête de 2012 du PEICA ne disparaîtront pas sans une intervention majeure des communautés concernées, de leurs écoles et des programmes et services gouvernementaux conçus avec et pour eux. Les élèves des Premières Nations qui vivent et étudient hors des réserves affichent des niveaux de réussite scolaire nettement plus élevés, une réalité qui reflète probablement davantage la qualité de l'enseignement et des installations éducatives que les aptitudes des élèves.

Les résultats de l'Évaluation des compétences des adultes complètent les conclusions de l'enquête de 2012 du PEICA en fournissant un indice de la qualité du capital humain dans un pays. Cette évaluation mesure les compétences de l'ensemble de la population en âge de travailler par cohortes de cinq ans, ce qui facilite la construction d'un stock de capital humain en calculant la moyenne des résultats aux épreuves de littératie, de

---

<sup>13</sup> Les moyennes de l'OCDE sont de 268 en littératie et de 263 en numératie. La Saskatchewan autochtone a obtenu 248 en littératie et 232 en numératie, tandis que la Turquie obtenait 227 et 219, et le Canada 274 et 265. <https://www2.compareyourcountry.org/adult-skills> et <https://www.cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/315/Canadian-PIAAC-Report.FR.pdf>

<sup>14</sup> Ces projections sont basées sur les données du Recensement de 2016 qui ont été ajustées pour tenir compte, entre autres, du sous-dénombrement net du Recensement et de la population vivant dans des réserves indiennes et des établissements indiens qui n'était pas totalement dénombrée. En raison de ces rajustements, les chiffres présentés ici pour 2016 peuvent se distinguer de ceux obtenus directement à partir du Recensement de 2016. Voir : [Enquêtes et programmes statistiques – Projections des populations et des ménages autochtones au Canada \(statcan.gc.ca\)](#)

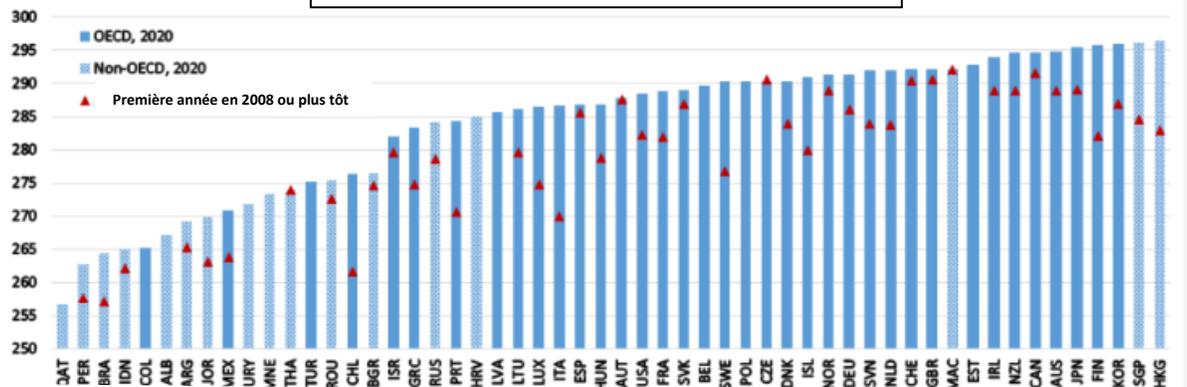
numératie et de résolution de problèmes dans les différents groupes d'âge (Égert 2022). Le PEICA est souvent associé, à des fins analytiques et politiques, aux données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), lequel examine les niveaux de scolarité des élèves au sein de l'OCDE et des pays participants, en se concentrant une nouvelle fois sur la littératie, la numératie et les sciences, ainsi que sur la durée de scolarisation moyenne<sup>15</sup>. Égert *et al.* (2022) illustrent la bonne position occupée par le Canada en matière de capital humain<sup>16</sup>. Sur une échelle de base de 250 à 300 points, le Canada obtient un score très élevé, supérieur à celui de la Grande-Bretagne et bien supérieur à celui des États-Unis, mais derrière les pays de l'OCDE que sont la Corée, la Finlande et le Japon, et affiche un score quasiment égal à celui de l'Australie dans la tranche d'âge des 16 à 39 ans (figure 2).

---

<sup>15</sup> Depuis 2000, l'enquête PISA est menée tous les trois ans afin d'évaluer dans quelle mesure les élèves de 15 ans ont acquis les connaissances et les compétences essentielles pour participer pleinement à la vie sociale et économique. Pour ce faire, des tests normalisés sont réalisés pour évaluer les connaissances et les compétences des élèves dans trois matières (mathématiques, lecture et sciences) dans environ 80 pays.

<sup>16</sup> Égert, B., de la Maisonneuve, C. et Turner, D. (2022). A new macroeconomic measure of human capital exploiting PISA and PIAAC: Linking education policies to productivity, *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1709, Paris, Éditions OCDE et <https://oecdecoscope.blog/2022/04/21/a-new-aggregate-measure-of-human-capital-linking-education-policies-to-productivity-through-pisa-and-piaac-scores/>

Figure 2 : Population âgée de 16 à 39 ans



Remarque : Le stock de capital humain est calculé comme la moyenne pondérée par cohorte des résultats aux tests des élèves ajustée pour le coefficient d'estimation reliant les résultats des tests PIAAC pour adultes aux résultats des tests PISA pour étudiants (spécification log-log avec effets fixes par pays, transformés à partir de log à niveaux). La première année du panel B va de 1987 à 2008.

Les effets du capital humain sur la productivité sont potentiellement importants mais s'accompagnent de longs décalages

La nouvelle mesure du capital humain montre une forte corrélation positive avec la productivité pour les pays de l'OCDE en régression de panels de séries chronologiques entre pays, suggérant que les améliorations du capital humain sont accompagnées par des grains de productivité macroéconomiques.

Cependant, les performances nationales du Canada doivent être nuancées par des études plus approfondies sur les sous-groupes de population, et notamment les Premières Nations, les Métis, les Inuit, les immigrants, les personnes de couleur et les personnes en situation de handicap. Égert *et al.* (2022) constatent que :

« Le potentiel de gains de productivité à long terme est beaucoup plus important si l'on améliore la qualité du capital humain plutôt que sa quantité. Une amélioration des résultats aux tests du PISA, correspondant à la réduction de l'écart entre la médiane et les trois pays les plus performants de l'OCDE, génère finalement une augmentation à long terme de la productivité multifactorielle (PMF) de l'ordre de 3,4 % à 4,1 %. Par ailleurs, une augmentation similaire de la durée moyenne de scolarité, correspondant également à la réduction de l'écart entre la médiane et les trois pays les plus performants de l'OCDE, génère une augmentation de la productivité totale des facteurs (PTF) de l'ordre de 1,8 % à 2,2 % ».

Cela permet de faire le lien entre la qualité des expériences éducatives (qui se définit par la réussite scolaire et les diplômes obtenus) et le nombre d'années passées dans la salle

de classe, ce qui rend l'évaluation encore plus complexe. Les résultats relatifs à la valeur plus élevée de l'amélioration de la qualité par rapport au nombre d'années de scolarité doivent être pris en compte. Aujourd'hui plus que jamais, le Canada doit investir dans l'amélioration de la qualité de l'éducation autochtone tout en s'efforçant de créer une expérience d'apprentissage plus pertinente pour les jeunes autochtones, les incitant ainsi à rester plus longtemps à l'école. Le Canada n'a pas d'organisme national responsable de l'éducation, l'éducation des jeunes et des adultes étant organisée au niveau provincial. Ainsi, les politiques d'éducation autochtone varient d'une province à l'autre, ainsi que dans les trois territoires qui comptent une forte représentation d'Autochtones au sein de leur population (Walker 2020). Comme le fait remarquer Walker dans sa comparaison des politiques d'éducation des adultes autochtones en Nouvelle-Zélande et au Canada, « la Nouvelle-Zélande dispose d'un système d'éducation des adultes centralisé et très réglementé, tandis que le Canada dispose d'une pléthore de politiques aux niveaux provinciaux et fédéral; bien qu'il y ait un désir de collaboration/coordination accrue, il n'y a rien qui se rapproche vraiment d'un système d'éducation des adultes ».

Finnegan et Coates (2016) soulignent également qu'une stratégie efficace de lutte contre la pauvreté intègre l'amélioration de l'éducation et des compétences au sein des ménages, car il existe depuis longtemps une corrélation entre pauvreté et faible niveau de scolarité<sup>17</sup>. Vézina, Bélanger, Sabourin et Marois (2019) notent que les facteurs liés à la maîtrise de la littératie dans la population en âge de travailler sont multiples. Néanmoins, au Canada comme ailleurs, l'éducation et l'école restent la principale source de maîtrise de la littératie. D'autres déterminants jouent également un rôle important, comme l'exposition au capital social au cours de la petite enfance (mesurée dans l'étude en question par le niveau d'études de la mère).

---

<sup>17</sup> Pour obtenir un exemple des travaux de l'OCDE sur le capital humain et l'éducation, voir Égert (2022), encadré 1, « Past OECD Economics Department work on macroeconomic measures of human capital », à la page 7.

### Compétences en littératie dans le cadre du PEICA

Les compétences en littératie dans le cadre du PEICA évaluent la capacité des adultes âgés de 16 à 65 ans à lire des renseignements présentés sous forme de textes, de tableaux et de graphiques et, surtout, à appliquer ce qu'ils ont lu. Lorsqu'elle est définie de cette manière, il s'avère que la littératie a des répercussions non négligeables sur l'efficacité de l'apprentissage et sur la productivité des travailleurs. Dans une économie où l'automatisation réduit la demande en travailleurs obligés d'appliquer des connaissances procédurales routinières et augmente la demande en travailleurs capables de résoudre avec souplesse des problèmes à forte densité de données au moyen d'ordinateurs et au sein d'équipes hétérogènes, des compétences avancées en matière de littératie représentent une condition préalable à l'obtention et au maintien d'un emploi ainsi qu'à l'obtention d'un salaire décent. Bien que l'accent soit porté sur la littératie, l'analyse est effectuée séparément pour la littératie et la numératie. Puisque les compétences en numératie et en littératie sont fortement corrélées (coefficient de corrélation  $> 0,8$  au niveau individuel), la mesure de la littératie captera également une partie de l'effet de la numératie sur la croissance (et vice-versa). L'estimation saisit non seulement les répercussions liées au niveau de compétences disponibles, mais également celles liées à l'efficacité avec laquelle les compétences sont mises en œuvre au travail, dans la mesure où ces deux facteurs sont corrélés. On pourrait inclure les indices d'utilisation des compétences du PEICA pour détecter les effets marginaux non corrélés des différences dans l'utilisation des compétences entre les pays sur les taux de croissance, mais nous nous abstenons de le faire pour rester cohérents avec l'analyse de Coulombe, Tremblay et Marchand.

Schwerdt, Wiederhold et Murray 2020.

Les études de cas démontrant les mérites des programmes de littératie des adultes sont rares. Boughton *et al.* (2022), dans « Measuring adult English literacy improvements in First Nations communities in Australia », fournissent une critique positive d'un programme de littératie des adultes destiné aux Premières Nations. Ils constatent que la prévalence des niveaux faibles, voire très faibles de littératie en anglais des adultes dans les communautés des Premières Nations reste un problème, malgré dix années de formation aux compétences de base financées par le gouvernement dans le cadre du système national d'enseignement et de formation professionnels. Leur étude compare l'approche du gouvernement australien à une approche innovante, gérée par la communauté des Premières Nations, visant à améliorer la littératie des adultes en utilisant un modèle de campagne de masse internationalement reconnue. Les progrès en matière de littératie ont été évalués pour 63 participants dans six communautés, à l'aide

de tests validés menés avant et après conformes au cadre australien des compétences de base intitulé Australian Core Skills Framework (ACSF). Dans l'ensemble, 73 % des participants ont amélioré leur niveau de littératie, c'est-à-dire qu'ils ont progressé d'au moins un niveau pour un ou plusieurs des six indicateurs de l'ACSF. Le nombre de leçons achevées et les niveaux de littératie de base selon l'ACSF étaient associés de manière significative à des progrès en matière de littératie, avec un enseignement scolaire antérieur positivement associé, mais de manière non significative sur le plan statistique; l'estimation du nombre minimum de leçons associé à l'amélioration de la littératie est comprise entre 47 et 49 (80-83 % des leçons) [Boughton *et al.* 2022]. L'accent est mis ici sur le contrôle du programme par la communauté et sur sa mise en œuvre dans un contexte autochtone tout en conservant un système de test et de notation approuvé à l'échelle nationale pour faciliter les analyses comparatives.

### **3.1 La compétence en tant que concept utilisé dans le PEICA**

Le terme « compétence » est parfois utilisé dans le présent rapport pour décrire les performances des adultes dans les trois domaines de la littératie, de la numératie et de la résolution de problèmes dans des environnements technologiques (RP-ET). La compétence se définit comme « un continuum d'aptitudes impliquant la maîtrise de tâches de traitement de l'information de difficulté croissante » (OCDE 2013c, p. 64). Les compétences sont divisées en « niveaux de compétence » d'après des fourchettes de scores et la difficulté des tâches à l'intérieur de ces fourchettes. Ces niveaux indiquent ce que les adultes ayant obtenu des scores de compétence précis dans un domaine de compétence particulier peuvent faire. Il existe six niveaux de compétence pour la littératie et la numératie (niveaux 1 à 5, et niveau inférieur au niveau 1) et quatre niveaux pour la RP-ET (niveaux 1 à 3, et niveau inférieur au niveau 1). Il est important de noter que les niveaux de compétence ne sont pas censés représenter des normes ou des points de référence, mais qu'ils visent plutôt à faciliter l'interprétation, la compréhension et la comparabilité des résultats (Canada, Conseil des ministres de l'Éducation 2021).

#### **3.1.1 Définition des compétences transférables et des « compétences »**

L'édition 2019 du Manuel à l'usage des lecteurs de l'Évaluation des compétences des adultes de l'OCDE définit le terme « compétence » comme suit :

*La compétence est la capacité à exécuter une tâche de façon efficace : mobiliser les ressources (outils, connaissances, techniques) dans un contexte social (impliquant des interactions avec les autres et la compréhension de leurs attentes) pour atteindre un objectif pertinent par rapport à un contexte donné. La compétence est généralement décrite en termes d'application et d'utilisation des*

*connaissances et des aptitudes dans des situations de la vie quotidienne, par opposition à la maîtrise d'un ensemble de connaissances ou d'un éventail de techniques.*

Il existe quatre principales caractéristiques concernant les compétences clés. Les compétences clés :

- représentent une condition préalable pour atteindre le ou les résultats souhaités, par exemple pour une « vie réussie et une société qui fonctionne bien » (Rychen et Salganik 2003), en tant que préparation au marché du travail (qui évolue) [Mayer 1992], ou pour l'« épanouissement personnel, la vie citoyenne active, la cohésion sociale et l'employabilité dans la société du savoir » (Commission européenne, 2007);
- concernent tous les individus;
- peuvent être acquises;
- sont des compétences génériques ou fortement transférables, dans le sens où elles sont appropriées à plusieurs contextes sociaux et plusieurs situations de travail, par opposition à des compétences relevant de professions, branches ou types d'activités spécifiques<sup>18</sup>.

Dans le secteur de l'éducation, de l'apprentissage et de la formation, cela se traduit par des « compétences transférables [qui] comprennent la capacité à résoudre des problèmes, à communiquer efficacement des idées et des informations, à faire preuve de créativité, de leadership et de conscience professionnelle, ainsi que d'esprit d'entreprise. Elles permettent de s'adapter aux différents environnements de travail et d'améliorer ses chances de conserver un emploi rémunérateur »<sup>19</sup>.

Les employeurs veulent avoir la garantie que les jeunes qui postulent à un emploi possèdent au moins des compétences de base solides et qu'ils peuvent déployer leurs connaissances pour résoudre des problèmes, prendre des initiatives et communiquer avec les membres de l'équipe plutôt que de se contenter de suivre des tâches routinières qui leur sont prescrites. Ces compétences transférables ne sont pas enseignées dans des manuels, mais peuvent être acquises grâce à une éducation de qualité. Les

---

<sup>18</sup> Voir : <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/844b69e3-en/index.html?itemId=/content/component/844b69e3-en>

<sup>19</sup> UNESCO (2012). [Jeunes et compétences: l'éducation au travail; rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2012](#). Paris, UNESCO.

employeurs indiquent souvent que ces compétences font défaut aux nouvelles recrues sur le marché du travail.

Deux écoles de pensée dominent la littérature quant au rôle de l'éducation en tant que déterminant des perspectives d'emploi. En effet, nombreux sont ceux qui reconnaissent les avantages de l'éducation, tant d'un point individuel que d'un point de vue national. Parmi eux, Calvert explique :

*Les avantages agrégés à l'échelle nationale dépassent souvent l'ensemble des avantages privés captés par les individus, ce qui semble indiquer que des externalités positives considérables sont associées à l'éducation.*

Haan *et al.* (2020) avancent également un lien positif entre l'éducation et le revenu, ce qui correspond au modèle de base du capital humain. Pourquoi l'éducation a-t-elle des répercussions aussi positives sur les résultats économiques individuels? Il y a deux explications majeures à cela. La première explication est que l'éducation accroît le capital humain en perfectionnant les connaissances, les compétences cognitives (mathématiques, littératie et raisonnement) [Ishikawa et Ryan 2002; Heckman 2006] et les compétences non cognitives, comme les compétences interpersonnelles et les compétences organisationnelles (Brunello et Schlotter 2011). Ces améliorations du capital humain rendent la main-d'œuvre plus productive. C'est généralement l'objectif déclaré de l'éducation. La deuxième explication est que le rôle de l'éducation est de sélectionner les individus en relevant certains traits ou certaines capacités<sup>20</sup>. Ce point de vue sous-entend que la valeur d'un diplôme ne découle pas de ce que les personnes ont appris en l'obtenant, mais plutôt de la preuve qu'il apporte s'agissant des attributs préexistants ayant permis à l'individu de l'obtenir en premier lieu.

Dans l'ère post-COVID-19, alors que les étudiants retournent à un apprentissage en personne dans leur établissement d'enseignement, il est important d'améliorer notre compréhension des défis et des obstacles uniques qui ont entravé la réussite scolaire des Autochtones tout au long de la pandémie. Les écoles, les familles et les enfants autochtones étaient peut-être les moins aptes à participer pleinement aux programmes d'enseignement à domicile sur lesquels les systèmes scolaires se sont appuyés pour dispenser les programmes d'études au cours des deux dernières années.

---

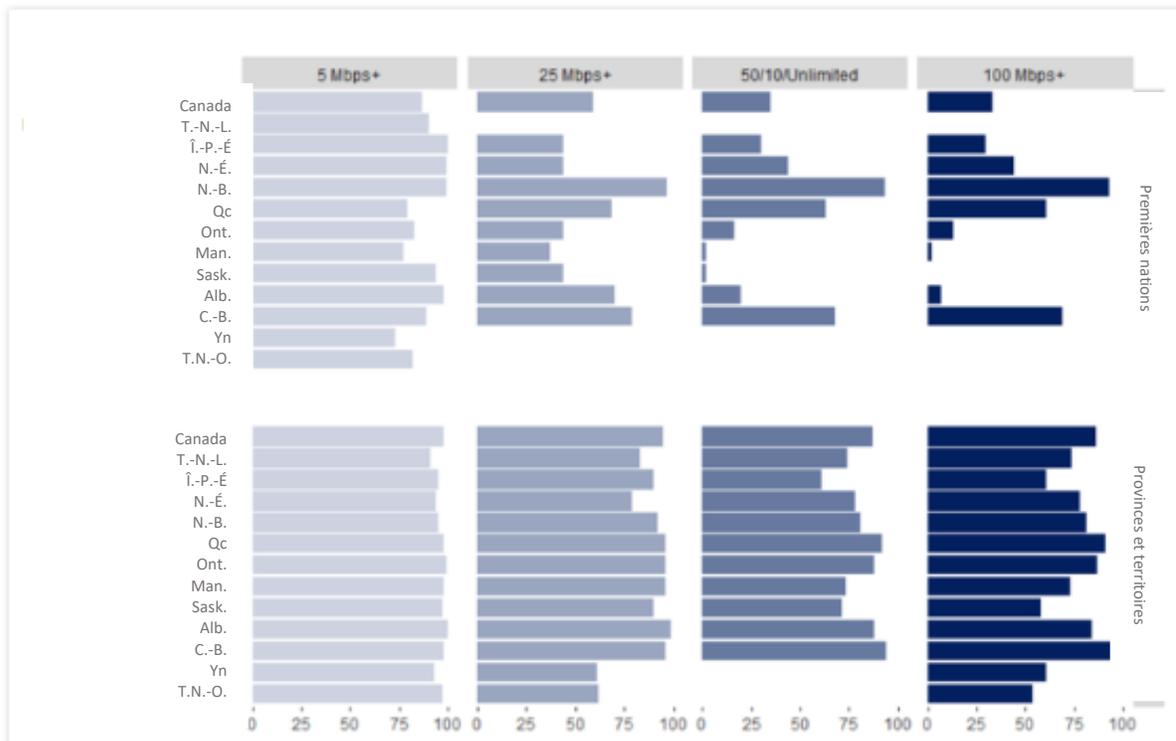
<sup>20</sup>Voir, par exemple, Layard, R. et Psacharopoulos, G. (1974). The Screening Hypothesis and the Returns to Education. *Journal of Political Economy*, 82(5), 985-998, et Spence, M. (1973) Job Market Signaling. *Quarterly Journal of Economics*, 87(3), 355-374.

En 2019, avant la pandémie, 87,4 % des ménages canadiens, dont 98,6 % des ménages urbains et 45,6 % des ménages ruraux, avaient accès à des services atteignant ou dépassant l'objectif de service universel du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, à savoir veiller à ce que tous les Canadiens disposent d'un accès Internet à haut débit. A contrario, seulement 34,8 % des réserves des Premières Nations disposaient d'un tel accès (Bibliothèque du Parlement 2022). La figure 3 montre la variation de la vitesse et de la disponibilité du haut débit dans les réserves des Premières Nations, par province et territoire. Plus particulièrement, il existe des écarts considérables dans l'accès à Internet haut débit au sein des communautés des Premières Nations. Les conclusions du rapport sur l'accès à Internet produit par le Conseil des académies canadiennes méritent d'être examinées, car il s'agit de l'un des premiers rapports publiés par un organisme canadien après la COVID-19 à aborder l'écart technologique qui a des répercussions sur les possibilités d'éducation et de formation des Premières Nations<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> Conseil des académies canadiennes (2021). *En attente de connexion*, Ottawa (Ontario), le comité d'experts sur les réseaux à haut débit pour les collectivités rurales et éloignées du Canada, Conseil des académies canadiennes.

**Figure 3 : Accès à Internet haut débit dans les réserves des Premières Nations, les provinces et les territoires selon la vitesse, en 2019 (en pourcentage des ménages)**



Remarque : L'analyse de la disponibilité de la large bande est basée sur les réserves des Premières Nations selon les données du recensement de Statistique Canada. Le terme « réserve » est défini dans le Rapport de surveillance des communications 2020 du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Le Nunavut est exclu de la figure car il n'y a pas de réserve sur le territoire. Au Nunavut, la disponibilité de la large bande par catégorie est de 99,6 % pour 5 Mbps+, 0 % pour 25 Mbps+, 0 % pour 50/10/illimité et 0 % pour 100 Mbps+.

Les données du Nunavut sont reflétées dans les données du Canada. Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données obtenues du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, « LTE and Broadband

Availability », Rapport de surveillance des communications.

Avant la pandémie de COVID-19, le manque d'accès à Internet à haut débit nuisait déjà aux communautés autochtones de plusieurs manières :

- Les gouvernements autochtones avaient du mal à proposer des services électroniques à leurs collectivités et à exploiter les occasions de commerce en ligne.
- Les limitations de la bande passante avaient des répercussions sur l'utilisation de la vidéoconférence, l'accès à l'enseignement à distance et l'utilisation d'Internet dans les salles de classe.
- Certains Autochtones ont dû quitter leur communauté pour accéder aux services de santé alors même qu'un accès à Internet haut débit permettrait de proposer localement des soins virtuels.
- Les jeunes autochtones ont peu de possibilités d'acquérir des compétences numériques, ce qui peut avoir une incidence sur leur participation économique<sup>22</sup>.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance de l'accès à Internet haut débit, car le travail, l'école et de nombreux services se sont déplacés en ligne. En outre, les communautés autochtones qui n'ont pas accès à Internet haut débit sont confrontées à des difficultés, y compris :

- Dans le Nord du Canada, de nombreuses personnes ont eu du mal à travailler à partir de leur domicile.
- L'enseignement à distance était impossible dans de nombreuses communautés des Premières Nations et représentait un défi pour de nombreux étudiants autochtones de niveau postsecondaire.
- L'accès limité à Internet haut débit a eu des répercussions sur l'accès aux services de santé et de santé mentale.
- Pour les Autochtones en situation de handicap, le manque d'accès à l'Internet à haut débit ou aux ressources numériques pourrait avoir aggravé les obstacles préexistants aux soins de santé en limitant l'accès aux aides et aux services en ligne, ainsi que la capacité à échanger avec ses proches.
- Les entreprises autochtones ont également subi les conséquences de la pandémie, y compris celles situées dans les collectivités autochtones<sup>23</sup>.

Le rapport de (année) du Parlement du Canada sur les inégalités d'accès au haut débit dans les réserves des Premières Nations conclut :

---

<sup>22</sup> Andrew Schrumm et al. (2021). *Des connexions à bâtir : Préparer les jeunes Autochtones à un avenir numérique*, Toronto, RBC.

<sup>23</sup> Shannon Chalmers et al. (2021). *Les répercussions de la COVID-19 sur les entreprises appartenant majoritairement à divers groupes de sous-populations et de minorités visibles, troisième trimestre de 2021*, Ottawa, Statistique Canada.

*Le manque de services Internet à large bande touche les collectivités autochtones de manière disproportionnée, car il accentue les inégalités dont elles souffrent depuis longtemps dans les domaines de la santé, de l'emploi et de l'éducation. Même dans les régions où ils sont offerts, les services en question peuvent être inaccessibles aux Autochtones qui n'en ont pas les moyens ou qui ne possèdent pas d'appareil numérique. Parmi les facteurs qui empêchent certaines collectivités autochtones d'avoir accès à des services Internet à large bande fiables et abordables, citons : les coûts élevés d'installation et d'entretien des infrastructures, le faible taux de revenu pour les fournisseurs de services, les défis à relever pour régler rapidement les pannes de réseau dans les régions éloignées, et la courte durée de la saison du transport maritime et de la construction pendant laquelle on peut installer l'équipement nécessaire.*

Bien que ces résultats concernent les réserves des Premières Nations, les Autochtones vivant dans les zones urbaines peuvent ne pas jouir d'une égalité d'accès aux services haut débit ou à la technologie nécessaire pour participer à l'apprentissage en ligne en raison de leurs faibles revenus et des coûts élevés des appareils informatiques et de la connexion haut débit.

Enfin, pendant les entrevues avec des éducateurs autochtones, l'un d'entre eux, qui a grandi dans une collectivité éloignée, a souligné qu'un autre facteur avait des conséquences négatives sur le perfectionnement des élèves, à savoir la mobilité des enseignants, un sujet qui nécessite des études et des analyses plus poussées. En effet, il semble y avoir un niveau élevé de mobilité dans les professions « d'aide » (par exemple, les enseignants, les formateurs, les travailleurs de soutien), ce qui exacerbe les problèmes en matière de main-d'œuvre et d'éducation autochtone. Dans une étude de cas basée sur des entrevues portant sur un projet minier axé sur des travailleurs-navetteurs au Yukon, Saxinger et Gartler (2017) notent ce qui suit : « Il est important d'avoir des modèles de réussite dans la communauté qui peuvent parler de leur travail et expliquer aux plus jeunes ce que l'exploitation minière a à offrir ».

### **3.1.2 Remarque sur la terminologie**

La présente étude emploie le terme « Autochtones » pour désigner collectivement les membres des Premières Nations, les Inuit et les Métis au Canada, comme le reconnaît l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. La présente analyse documentaire suit les grandes lignes de la recherche au Canada qui tend à envisager les peuples autochtones de manière collective tout en se concentrant sur les distinctions entre les Premières Nations, les Métis et les Inuit lorsque lesdites distinctions sont disponibles.

Dans le cadre du recensement canadien, le terme « Autochtone » qui permet l'auto-identification, tout comme les termes « Première Nation », « Métis » et « Inuit ». Cette question porte sur l'identité personnelle, et non sur un statut juridique ou une inscription. Cependant, des règles s'appliquent au sein de Services aux Autochtones Canada pour les personnes « inscrites » et « non inscrites », une question que la Cour suprême du Canada doit interpréter de plus en plus souvent (par exemple dans l'affaire R. c, Desautel, 2021). Cependant, les désignations pour les personnes vivant dans les réserves ou en dehors des réserves se heurtent à certaines limites dans le PEICA et d'autres sources de données clés qui sont essentielles pour comparer et comprendre les aptitudes et compétences des adultes au sein des groupes ethniques/culturels au Canada<sup>24</sup>.

Il convient également d'explicitier le terme « société des nouveaux arrivants ». La chercheuse Dwanna L. McKay, spécialiste des études amérindiennes, le définit comme suit :

*Les chercheurs évoluant dans les domaines des études autochtones, des études ethniques critiques, de la géographie et dans d'autres disciplines des sciences sociales s'interrogent activement sur les relations intersectionnelles entre la race, le genre, le capitalisme, l'impérialisme et le colonialisme de peuplement. Dans ces domaines, les chercheurs examinent des questions telles que : la manière dont le travail antiraciste visant à obtenir des droits juridiques et culturels perpétue la dépossession des autochtones, la manière dont la racialisation des peuples autochtones en tant que minorités raciales a été déployée comme moyen de s'approprier les terres autochtones, et la manière dont ces processus façonnent non seulement les formations raciales autochtones et blanches, mais aussi la racialisation de tous les peuples, produisant des formations raciales-coloniales contradictoires au sein des communautés noires, latinos et asiatiques américaines.*

Veracini (2008) décrit la « société des nouveaux arrivants comme s'appuyant par définition sur le remplacement ou le déplacement violent et traumatisant de l'autre autochtone ». Daschuk (2013) décrit comment s'est déroulé ce déplacement dans l'Ouest du Canada, par l'intermédiaire de politiques gouvernementales et d'une ignorance/culpabilité des colons soulignant l'aliénation des terres et de la souveraineté. La réinstallation dans des réserves et d'autres politiques ont entraîné la perte de la langue et de la culture, tandis que la maladie et la famine ont provoqué un génocide. La

---

<sup>24</sup> R. c. Desautel, 2021, CSC 17 <https://www.scc-csc.ca/case-dossier/cb/2021/38734-fra.aspx>

Commission de vérité et réconciliation du Canada a documenté les conséquences du système des pensionnats autochtones, un héritage qui a une nouvelle fois été exposé récemment par le scandale des sépultures d'enfants anonymes (MacDonald et Hudson 2012; Wilk, Maltby et Cooke 2017). Coulthard (2014) soutient que le pouvoir colonial contemporain et l'hégémonie ne fonctionnent pas par un processus d'exclusion, mais par l'inclusion et le façonnage des peuples et des perspectives autochtones par le discours étatique. Il affirme que l'autodétermination ne peut être accordée par l'État, mais qu'elle doit découler d'un renouveau autochtone, même si celle-ci remet en cause la légitimité de l'État colonisateur canadien. Les pratiques de reconnaissance ne corrigent pas l'injustice coloniale, mais réaffirment la légitimité de l'État colonisateur. De plus, la reconnaissance mutuelle dans un contexte colonial est impossible puisque l'État canadien n'a pas besoin de la reconnaissance des Premières Nations, des Métis et des Inuit pour exister (Cook 2018). Stasiulis (2020), dans une analyse de la manière dont le Canada utilise les travailleurs migrants qu'il considère comme « jetables » note que : « les études canadiennes sur la justice sociale ont connu un regain d'intérêt notable à l'égard du cadre du colonialisme de peuplement afin d'éclairer "le colonialisme actuel, la dépossession des terres autochtones et l'élimination réelle ou tentée des peuples autochtones" et d'informer et d'accompagner ainsi les mouvements pour le renouveau autochtone ».

La société des nouveaux arrivants n'est pas statique, elle évolue et change en tant que population par rapport à la population autochtone, car les politiques d'immigration canadiennes continuent de compenser le vieillissement de la population des nouveaux arrivants par l'immigration de personnes plus jeunes qualifiées et éduquées. L'immigration peut avoir des effets positifs directs et indirects sur le niveau de compétences moyen de la population canadienne en âge de travailler. Cependant, l'une des caractéristiques intéressantes et importantes des politiques canadiennes de sélection des immigrants est qu'elles sont déjà « axées sur la littératie » (Vézina, Bélanger, Sabourin et Marois 2019). Ainsi, alors que la composition de la population canadienne non autochtone est en constante évolution, l'écart en matière de littératie et de numératie entre cette population et la population autochtone semble être une constante.

Le colonialisme de peuplement est une structure, pas un événement. Il persiste dans l'élimination continue des populations autochtones et dans l'affirmation de la souveraineté de l'État et du contrôle juridique sur leurs terres (Barker 2012)<sup>25</sup>. Il élabore

---

<sup>25</sup> Voir également Global Social Theory (s. d.). *Settler Colonialism*.  
<https://globalsocialtheory.org/concepts/settler-colonialism/>

des politiques pour les Autochtones sans tenir compte de leur point de vue ou de leur droit à l'autodétermination, et les traite comme un peuple conquis/inférieur qui est devenu un fardeau pour l'État. La société des nouveaux arrivants des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles qui a jeté les bases de nombreux conflits actuels entre la société autochtone et la société des nouveaux arrivants, est résumée dans les écrits de Duncan Campbell Scott, surintendant général adjoint des Affaires indiennes du Canada de 1913 à 1932 :

*Je veux me débarrasser du problème autochtone. Je ne crois pas, justement, que ce pays doive continuer à protéger une classe de personnes parfaitement capables de se prendre en charge. Voilà tout l'objet de mon propos... Notre objectif est de continuer jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul Autochtone au Canada qui n'ait pas été assimilé dans le corps politique, qu'il n'y ait plus de question autochtone ni de ministère des Affaires indiennes. Voilà l'objectif du projet de loi.<sup>26</sup>*

### **3.2 Sources de données pour les indicateurs relatifs aux compétences et à l'éducation/la formation des apprenants adultes issus de la population autochtone ou de la société des nouveaux arrivants**

Le PEICA n'est pas le seul indicateur observé par les chercheurs pour examiner les résultats scolaires et sur le marché du travail des Autochtones. Calver (2015) utilise les données du recensement (Recensement de 2001 et Enquête nationale auprès des ménages [ENM] de 2011), l'Enquête auprès des peuples autochtones, les projections de croissance démographique et les prévisions des conditions économiques agrégées pour évaluer les répercussions économiques d'une réduction de l'écart dans le niveau de scolarité entre les populations autochtones et la société des nouveaux arrivants d'ici à 2031. Il constate qu'en dépit des améliorations constatées entre 2001 et 2011, la population autochtone du Canada est restée moins performante sur le marché du travail. Il note qu'en moyenne, « les Autochtones sont moins susceptibles de travailler que les non-Autochtones et, lorsqu'ils travaillent, ils ont tendance à avoir des revenus plus faibles » (Calver 2014). Son analyse des données du Recensement de 2016 indique une nouvelle fois des améliorations limitées.

Calvert examine tout d'abord l'écart de scolarité absolu entre la population autochtone et la population non autochtone et constate qu'entre 2001 et 2011, très peu de progrès ont été réalisés en vue de combler cet écart. En fait, l'écart s'est même creusé de 1,34 à 1,40 entre 2001 et 2011, seules les provinces de la côte est (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-

---

<sup>26</sup> McDougall, Robert L. (18 janvier 2018). Duncan Campbell Scott. *L'Encyclopédie canadienne* Historica Canada. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/duncan-campbell-scott> (consulté le 14 juin 2022).

Prince-Édouard et Nouvelle-Écosse) affichant des améliorations. L'écart s'est considérablement creusé dans les provinces de l'Ouest et les territoires. En Ontario et au Québec, les données de Calvert sur les écarts de scolarité semblent indiquer de modestes améliorations qui ne sont pas proportionnelles à l'argent et au temps consacrés à la réduction des écarts. Le plus déconcertant, c'est que parmi les quatre groupes d'âge analysés, l'écart entre la population autochtone et la population non autochtone était systématiquement au plus haut chez les jeunes (de 25 à 43 ans). Ce groupe d'âge chez les Autochtones n'a guère progressé, affichant un écart de 1,76 en 2001, de 1,81 en 2006 et de 1,75 en 2011. Calvert a procédé à une répartition entre les populations des Premières Nations, des Métis et des Inuit qui démontre que les Métis ont fait davantage de progrès pour combler l'écart de scolarité entre 2006 et 2011, tandis que les Premières Nations et les Inuit ont continué à prendre du retard.

Cependant, entre les recensements plus récents de 2006 et de 2016, on constate une certaine amélioration du niveau de scolarité chez les Premières Nations au cours de la décennie, le pourcentage de membres des Premières Nations âgés de 15 ans et plus titulaires d'un diplôme universitaire étant passé de 5,2 % à 7,4 %. Ce chiffre reste inférieur à celui de la population non autochtone, dont le taux d'atteinte du niveau universitaire, qui était de 18,5 % en 2006, est passé à 23,9 % en 2016. Si l'on se rapporte à ce critère, l'écart quant à l'atteinte du niveau universitaire ne se réduit pas.

Des améliorations sont également constatées dans d'autres filières d'enseignement. Par exemple, si l'on compare les populations qui n'ont « aucun certificat, diplôme ou grade », les chiffres concernant les Premières Nations ont chuté de manière impressionnante de 48,4 % en 2006 à 38,2 % en 2016. Cette chute est comparable à celle observée dans la société des nouveaux arrivants (de 23,1 % en 2006 à 17,6 % en 2016)<sup>27</sup>. Les études menant à un « certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers » ont toujours été une filière appréciée chez les Autochtones, mais elle est en déclin depuis peu. En 2006, cette filière d'enseignement représentait 10,4 % de la population des Premières Nations, un chiffre soutenant la comparaison avec la population active non autochtone (10,8 %). Cependant, en 2016, le pourcentage de membres des Premières Nations ayant obtenu un certificat ou un diplôme d'une école de métiers avait légèrement diminué pour atteindre 9,8 %, une baisse également observée dans la société

---

<sup>27</sup> Les catégories de recensement de Statistique Canada diffèrent entre 2006 et 2016, la catégorie utilisée ici pour la comparaison étant « Indien de l'Amérique du Nord – Réponse unique », alors que la catégorie en 2016 indiquait « Première Nation ». Voir : Statistique Canada (2008). Recensement de 2006, produit n° 97-560-XCB2006028 au catalogue, Ottawa et Statistique Canada (2018). Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa.

des nouveaux arrivants (9,7 %). Le Recensement de 2016 montre que le niveau de scolarité des membres des Premières Nations vivant dans les réserves est plus faible. Elle montre que 33 % des membres des Premières Nations vivent dans une réserve, et que 44 % d'entre eux ne sont titulaire d'aucun certificat, diplôme ou grade. La population vivant dans les réserves est sous-représentée dans les diplômes de l'enseignement secondaire, les diplômes de l'enseignement supérieur et les diplômes universitaires de niveau supérieur au baccalauréat, par exemple, avec seulement 18,4 %, contre 33 % pour l'ensemble de la population. Elle est à peu près également représentée dans les diplômes d'apprentis et des métiers et légèrement surreprésentée dans les certificats et diplômes universitaires de niveau inférieur au baccalauréat (37,7 % contre 33 %) <sup>28</sup>. À l'aide des données tirées de l'ENM de 2011, Calver (2015) estime que :

*Comblent l'écart de scolarité augmenterait l'emploi autochtone de 90 000 travailleurs, le PIB de 28,3 milliards de dollars (en dollars de 2010) et le revenu d'emploi des Autochtones de 11 236 \$ par travailleur en 2031. La productivité de la main-d'œuvre augmenterait de 0,03 point de pourcentage par an au cours de la période 2011-2031. En supposant que l'amélioration se produise à un rythme constant, nous estimons que les gains cumulés pour le PIB canadien atteindraient pas moins de 261 milliards de dollars (en dollars de 2010) sur la période 2011-2031.*

Les bénéfices potentiels pour le Canada de l'amélioration des capacités de littératie, de numératie et de résolution de problèmes des Autochtones sont clairement considérables. La question qui se pose alors est la suivante : comment travailler avec les communautés autochtones pour élaborer des politiques et mettre en œuvre des programmes qui leur permettront d'atteindre les objectifs souhaités en matière de littératie et de compétences? Le message clé de cette étude est que la solution doit être apportée par la communauté autochtone.

Ensuite, Calver (2015) se penche sur les résultats sur le marché du travail de la population autochtone et non autochtone du Canada. En utilisant les fichiers de microdonnées à grande diffusion du Recensement de 2001, du Recensement de 2006 et

---

<sup>28</sup> Le Dictionnaire, Recensement de la population de 2016 de Statistique Canada définit cette catégorie comme suit : Les certificats ou diplômes universitaires inférieurs ou supérieurs au baccalauréat sont décernés dans le cadre de programmes d'études ne menant pas à un grade universitaire, mais suivis dans une université. Ces programmes sont souvent liés à des associations professionnelles dans des domaines tels que la comptabilité, les banques, les assurances ou l'administration publique. Voir : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/dict/pop038-fra.cfm>

de l'Enquête nationale sur les ménages de 2011, il montre les résultats sur le marché du travail pour les Autochtones, en examinant les écarts absolus et les écarts relatifs dans les statistiques relatives à l'emploi.

Les tableaux personnalisés de Calver permettent d'obtenir des données sur le marché du travail concernant la population autochtone en âge de travailler, c'est-à-dire les personnes âgées de 25 à 64 ans. Il combine des données rassemblées pour la communauté autochtone au lieu de tenir compte des différences inhérentes aux trois groupes distincts de populations autochtones. Calver modifie la pondération attendue de la cohorte plus importante des jeunes autochtones de 15 à 23 ans dans la population. Les données de 2016 qui comprennent le groupe des 15 à 23 ans montrent que l'effet est en fait plus important au sein de la communauté non autochtone. Cela s'explique probablement par le fait que les possibilités d'études postsecondaires sont plus nombreuses dans la société des nouveaux arrivants que dans la communauté des Premières Nations (voir les figures 4 et 5).

<b>Figure 4 : Résultats des Autochtones sur le marché du travail et écarts pour le groupe d'âge de 25 à 64 ans, Canada (2011)</b>				
<b>Résultat sur le marché du travail</b>	<b>Autochtones</b>	<b>Non-Autochtones</b>	<b>Écart absolu</b>	<b>Écart relatif (en %)</b>
Taux d'emploi	62,5	75,8	13,3	17,5 %
Taux de participation	71,7	80,6	8,9	11 %
Taux de chômage	12,8	6	-6,8	-113,3 %
Revenu d'emploi moyen*	50 928 \$	60 296 \$	9 368 \$	15,5 %
* des travailleurs à temps plein pendant toute l'année en 2010 (en dollars constants de 2010).				
Calver 2015				

<b>Figure 5 : Résultats des membres des Premières nations sur le marché du travail et écarts pour le groupe de 15 à 64 ans, Canada (2016)</b>				
<b>Résultat sur le marché du travail</b>	<b>Autochtones</b>	<b>Non-Autochtones</b>	<b>Écart absolu</b>	<b>Écart relatif (en %)</b>
Taux d'emploi	57,1	65,4	8,3	12,7 %
Taux de participation	46,8	60,5	13,7	22,6 %
Taux de chômage	18	7,4	-10,6	-143,2 %
Revenu d'emploi moyen*	51 529 \$	66 376 \$	14 847 \$	22,4 %
* des travailleurs à temps plein pendant toute l'année en 2015 (en dollars constants de 2015).				
Coates et Finnegan 2022, d'après Calver 2015.				

L'écart relatif entre la main-d'œuvre autochtone et la main-d'œuvre non autochtone est considérable. L'écart dans le taux de chômage était de 113,3 % et l'écart dans le revenu d'emploi pour les travailleurs à temps plein toute l'année était de 15,5 % (figure 6). Les données de 2016, qui fournissent une répartition en fonction des différentes populations autochtones, révèlent que la population active des Premières Nations est moins bien lotie

en ce qui a trait à la participation au marché du travail que la population non autochtone, avec un écart de 22,6 % par rapport à celle-ci. On constate également un écart de 143,2 % dans le taux de chômage et de 22,4 % dans le revenu d'emploi des travailleurs à temps plein entre ces deux populations.

**Figure 6 : Accroissement de l'écart absolu entre le nombre moyen d'années d'études des populations autochtones et non autochtones âgées de 25 à 64 ans, selon certaines caractéristiques, Canada (2001, 2006 et 2011)**

Catégorie	2001	2006	2011
Premières Nations	1,45	1,59	1,63
Métis	1,07	1,14	<b>0,98</b>
Inuit	1,84	2,27	2,53
Indiens inscrits	1,47	1,64	1,78
Calver 2015			

Schirle et Sogaolu (2020) recensent un grand nombre de preuves au Canada indiquant que les résultats sur le marché du travail sont liés à l'identité raciale. Feir (2013) propose une analyse récente des revenus des populations autochtones au Canada qui met en évidence les écarts importants dans les revenus annuels des Premières Nations, des Métis et des Canadiens non minoritaires. Son étude souligne l'importance de tenir compte des semaines et des heures travaillées au cours de l'année, l'importance de caractéristiques comme l'éducation et l'accès à un travail bien rémunéré ainsi que les différences d'expérience entre les personnes vivant dans des réserves et celles qui vivent en dehors de celles-ci. Pendakur et Pendakur (2002), en étudiant les écarts de revenus entre les groupes ethniques au Canada, ont constaté que les Autochtones étaient confrontés à l'écart de revenus le plus important et que cet écart s'était creusé au fil du temps. Ce constat est confirmé par George et Kuhn (1994), Mueller (2004) et Haan *et al.* (2020) qui, à l'aide d'une analyse multivariée, concluent que non seulement les populations autochtones se heurtent à un écart de salaire considérable, mais que les femmes autochtones sont encore plus susceptibles d'être moins bien payées pour le même travail effectué que les femmes de la société des nouveaux arrivants. En outre, ils constatent que l'écart salarial entre les hommes et les femmes autochtones reste une réalité. Les femmes autochtones sont économiquement désavantagées dans certains secteurs d'activité ainsi qu'à certains niveaux de qualification professionnelle. Les femmes autochtones bénéficieraient clairement d'un accès à des postes plus qualifiés.

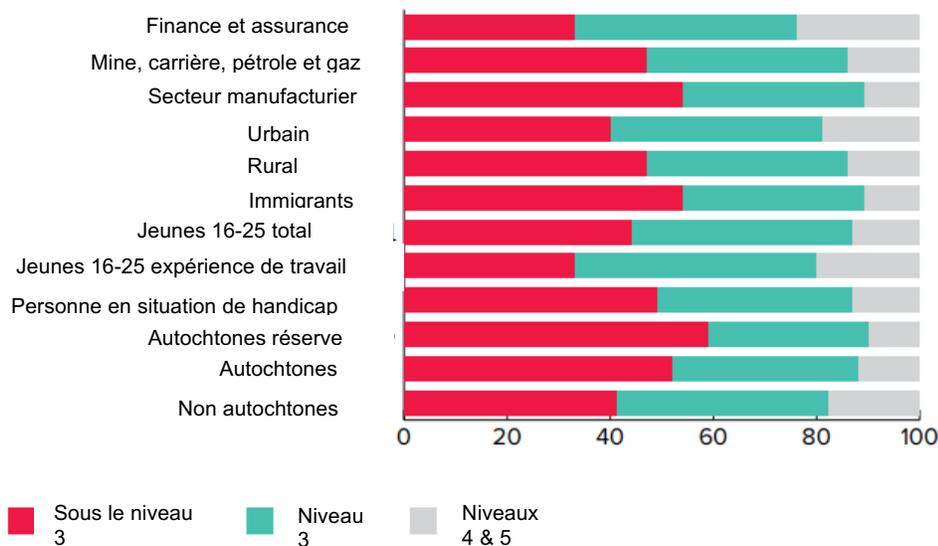
Toutefois, la productivité et l'adéquation des compétences des Canadiens dans une économie de plus en plus numérique ne sont pas seulement un problème entre la société autochtone et la société des nouveaux arrivants. C'est également un problème lié à la baisse des capacités des Canadiens, comme le notent Lane et Murray (2018). Ils

affirment que les piètres performances du Canada en matière de productivité freinent l'amélioration du niveau de vie de sa population, y compris des salaires. En particulier, la productivité de la main-d'œuvre stagne pratiquement depuis 2000, selon les conclusions d'une analyse des données de l'enquête de 2011 du PEICA et des données économiques internationales de 1970 à 2010. Ces données montrent que la proportion d'adultes (âgés de 16 à 65 ans) ayant un faible niveau en littératie au Canada (niveau 3 et moins) est plus élevée que dans les pays nordiques, au Japon, en Autriche et aux Pays-Bas, ce qui signifie que près de la moitié de la main-d'œuvre canadienne possède des compétences inférieures à celles requises pour répondre aux demandes cognitives maximales de 96 % des emplois au sein de l'économie canadienne. Schwerdt, Wiederhold et Murray (2020) affirment que :

- Lorsque des meilleures compétences en matière de littératie sont mises à profit, la croissance de la productivité augmente en moyenne de cinq pour cent (5 %) et le PIB par habitant de trois pour cent (3 %) pour chaque augmentation de 1 % (un pour cent) des scores moyens en littératie.

- Le renforcement des compétences des personnes ayant un faible niveau en littératie est plus rentable sur le plan économique que celui des personnes ayant un niveau plus élevé.

**Figure 7 : Proportions de personnes ayant une expérience professionnelle récente, dans différents groupes, pour chaque niveau en littératie (2011)**



Source: NHS 2021, avec niveaux basés sur PIAAC 2011 et profils ES

Comme l'illustre la figure 7, Lane et Murray (2018) montrent également que des segments précis de la main-d'œuvre canadienne ont des besoins plus importants : les Autochtones, y compris ceux vivant dans les réserves, les immigrants, les personnes en situation de handicap et les travailleurs du secteur manufacturier ont tous des compétences en littératie inférieures à celles de la population non autochtone et des travailleurs exerçant des professions dans des secteurs comme la finance. Comme Calvert, ils affirment que l'investissement des pouvoirs publics dans l'éducation, en l'occurrence en aidant les entreprises à améliorer le niveau moyen de littératie, ne serait-ce que d'une partie de la main-d'œuvre, serait très rentable, tant pour les personnes que pour l'économie. Lane et Murray concluent qu'il faut que les responsables de la politique économique mettent en œuvre des mesures qui incitent les employeurs à accroître

l'intensité des connaissances et des compétences au travail afin que les compétences en littératie nouvellement acquises soient utilisées sur le lieu de travail.

Stijepic (2021) constate que, dans les économies les plus avancées, les chômeurs ont moins de chances de retrouver rapidement un emploi s'ils ont de faibles compétences en numératie. Stijepic n'a pas trouvé de preuves selon lesquelles cette relation entre les compétences et les flux de chômage s'étendrait aux économies moins avancées incluses dans l'ensemble de données du PEICA (Pérou, Équateur, Indonésie, Mexique, Chili, Turquie et Kazakhstan). Si les données de Stijepic étaient reproduites pour les chômeurs au Canada, on peut se demander si la société des nouveaux arrivants obtiendrait des résultats similaires, la population ayant de bonnes compétences en numératie réintégrant rapidement les rangs des travailleurs, tandis que les populations ayant des compétences plus faibles en numératie, comme les travailleurs des Premières Nations, seraient moins susceptibles d'être rapidement réembauchées.

### **3.3 Le problème de l'inadéquation des compétences et des travailleurs autochtones**

Brunello et Wruuck (2021) définissent l'inadéquation des compétences comme suit :

*À l'échelle macroéconomique, il s'agit de l'écart entre l'offre et la demande (agrégées) de compétences, généralement en référence à une unité géographique précise (région, pays ou groupe de pays) et au fait que les adéquations observées entre les travailleurs disponibles et les emplois proposés par les entreprises en matière de compétences ou de qualifications ne sont pas optimales. À l'échelle microéconomique, l'inadéquation des compétences se produit lorsque les travailleurs ont un niveau de compétences différent de celui exigé pour leur emploi.*

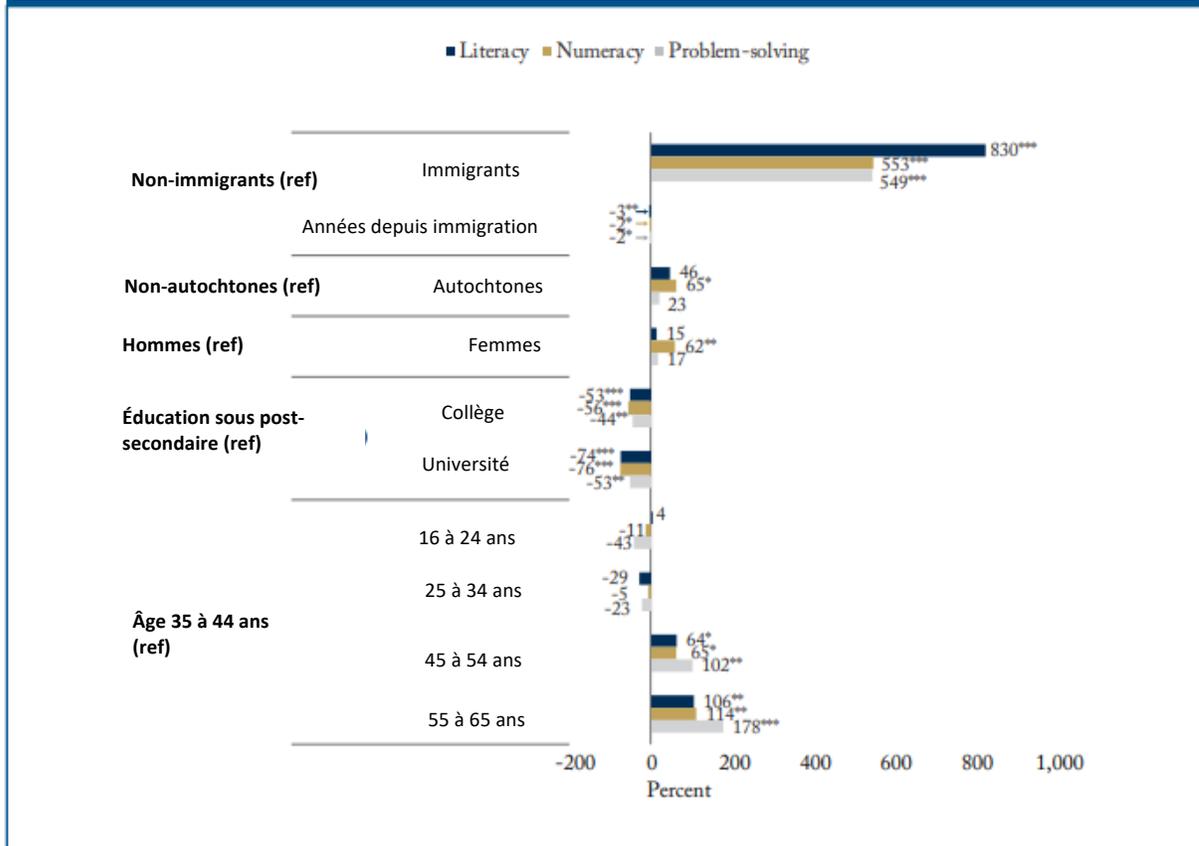
Ils notent également que les pénuries de compétences et l'inadéquation de celles-ci varient à la fois en fonction du cycle économique et de facteurs structurels (changements démographiques et technologiques, mondialisation). L'inadéquation des compétences peut également être considérée comme une inadéquation subjective ou objective, voire les deux. Brunello et Wruuck (2021) affirment que les coûts économiques de l'inadéquation des compétences et des pénuries de compétences touchent les personnes, les entreprises et l'économie dans son ensemble. Les coûts individuels comprennent des salaires plus bas et un perfectionnement des compétences plus faible. Les coûts assumés par les entreprises comprennent la baisse de la productivité et les coûts liés à l'embauche et à la formation associés au roulement accru du personnel. Les coûts globaux comprennent les pertes d'efficacité – qui se matérialisent par la baisse de la productivité moyenne et l'augmentation du chômage – associées à une affectation

sous-optimale des ressources. Bischof (2021) note d'autres conséquences liées à l'inadéquation des compétences, y compris :

- l'inadéquation des compétences peut également nuire aux avantages non pécuniaires, comme la satisfaction au travail;
- une faible satisfaction au travail peut également avoir des conséquences négatives, comme la baisse de la productivité des employés;
- elle donne lieu à un taux d'absentéisme plus élevé;
- les membres du personnel sont plus susceptibles de quitter leur emploi.

Maslov et Zhong (2022), dans leur analyse documentaire sur l'inadéquation des compétences, ne trouvent que deux articles canadiens se penchant sur l'inadéquation des compétences chez les Autochtones : Calhoun (2015) et Mahboubi (2019). Ces articles révèlent que les Autochtones sont plus susceptibles d'être sous-qualifiés en numératie que les personnes non autochtones nées au Canada, mais pas en littératie. En outre, ils constatent que les femmes des Premières Nations sont plus susceptibles d'être sous-qualifiées en numératie, tandis que les hommes des Premières Nations sont plus susceptibles d'être sous-qualifiés en littératie (voir la figure 8; cela ajoute une nuance supplémentaire).

**Figure 8 : Incidence relative de la sous-qualification en fonction de certaines caractéristiques socioéconomiques**

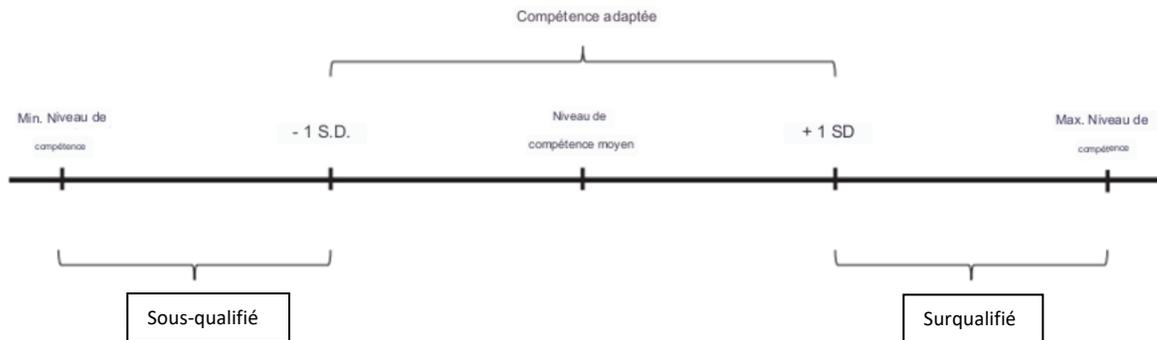


Remarque : L'échantillon est limité aux employés qui travaillent au moins 30 heures par semaine, qui ne sont pas apprentis et qui ne sont pas étudiants. Les chiffres montrent la probabilité relative d'être sous-qualifié plutôt que d'être en adéquation avec les compétences. L'incidence du surcompétence pour certaines caractéristiques socio-économiques est relative à leur groupe correspondant référencé à l'extrême gauche de l'axe vertical. \* significatif avec un niveau de confiance de 95 % ; \*\* significatif avec un niveau de confiance de 99 % ; \*\*\* significatif avec un niveau de confiance de 99,9 pour cent.

Source : Calcul de l'auteur à l'aide des tableaux 4.5, 4.6 et 4.7 dans Calhoun (2015).

Étant donné que les Autochtones se heurtent à divers obstacles en matière de perfectionnement des compétences et de réussite scolaire, ils sont, en moyenne, moins qualifiés que les non-Autochtones (Mahboubi et Busby 2017). Il n'est donc pas surprenant de constater qu'ils sont plus susceptibles d'être sous-qualifiés pour leur emploi. Par exemple, l'incidence du manque de compétences en numératie chez les travailleurs autochtones est supérieure de 65 % à celle des travailleurs non autochtones.

**Figure 9 : Détermination de l'inadéquation des compétences chez les travailleurs (d'après Maslov et Zhong 2022)**



Les hommes autochtones sont également plus susceptibles d'être surqualifiés dans tous les domaines de compétences que les femmes (Calhoun 2015). Cela s'explique principalement par le fait que les femmes autochtones ont des niveaux de compétences techniques et appliquées moindres, même si elles affichent un niveau de scolarité plus élevé que les hommes autochtones. Cette ghettoïsation des femmes dans des emplois manuels moins bien rémunérés peut également avoir des répercussions sur les questions de sécurité et d'égalité. Comme le notent Saxinger et Gartler (2017) dans leur étude sur les répercussions de l'exploitation minière sur une communauté des Premières Nations du Yukon, les gestionnaires du camp minier et les représentants de l'entreprise affirment clairement qu'en cas de harcèlement, l'auteur est licencié immédiatement. Cependant, une électricienne travaillant sur le site de la société Victoria Gold a indiqué qu'elle faisait l'objet de critiques de la part de ses pairs masculins, avec des commentaires du type : « ce n'est pas un travail pour une femme ». Une autre employée a déclaré « C'est une situation délicate. D'une part, vous devez être vous-même et, d'autre part, vous devez vous adapter dans une certaine mesure à un environnement masculin. Ils sont simplement majoritaires. »

**Figure 10 : Recensement du Canada 2016, Premières Nations, total – groupes d’âge et total – sexe, personnes vivant dans les réserves en tant que pourcentage de la population totale**

Thème : Plus haut certificat, diplôme ou grade	Population des Premières Nations dans les réserves <sup>1</sup>	Population totale des Premières Nations dans les réserves ou en dehors	Dans les réserves (pourcentage du total)	Niveau scolaire dans les réserves (pourcentage par rapport au niveau scolaire au sein de la population totale)
Dans les réserves : Plus haut certificat, diplôme ou grade	227 940	691 405		33 %
Aucun certificat, diplôme ou grade	116 910	264 430	51,3 %	44,2 %
Diplôme d’études secondaires ou attestation d’équivalence	45 480	175 315	20 %	25,9 %
Certificat ou diplôme d’apprentis ou d’une école de métiers	21 425	67 480	9,4 %	31,8 %
Certificat ou diplôme d’un collège, d’un cégep ou d’un autre établissement non universitaire	28 905	117 790	12,7 %	24,5 %
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	5 850	15 520	2,6 %	37,7 %
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	9 365	50 880	4,1 %	18,4 %
<p>1) Les utilisateurs doivent prendre note que les chiffres correspondant à cette variable subissent plus que les autres l’incidence du dénombrement partiel d’un certain nombre de réserves indiennes et d’établissements indiens au Recensement de la population de 2016. Pour plus de renseignements sur les variables autochtones, se reporter au Guide de référence sur les peuples autochtones, Recensement de la population, 2016.</p> <p>Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018. <a href="https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F">https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F</a></p> <p>Coates et Finnegan 2022</p>				

Maslov et Zhong (2022) proposent un autre exercice de modélisation statistique par lequel ils évaluent les tendances, au sein des Premières Nations, des Métis et des Inuit, à être sur-qualifiés ou sous-qualifiés en littératie et en numératie dans leur emploi. En utilisant les données du PEICA, ils ont constaté que « les hommes des Premières Nations sont presque deux fois plus susceptibles d’être sous-qualifiés en littératie que les hommes non autochtones nés au Canada, et les femmes des Premières Nations sont deux fois plus susceptibles d’être sous-qualifiées en numératie que les femmes nées au Canada ». En outre, « les hommes et les femmes inuits sont cinq à sept fois plus susceptibles d’être sous-qualifiés en littératie et en numératie que les personnes non autochtones ». De plus, ils constatent que l’écart estimé est plus important pour les femmes des Premières Nations peu qualifiées que pour les femmes des

Premières Nations plus qualifiées et pour les hommes des Premières Nations plus qualifiés que pour les hommes des Premières Nations peu qualifiés (Maslov et Zhong 2022).

Maslov et Zhong pensent que les partenariats entre le gouvernement canadien et les organisations autochtones peuvent être un instrument important à long terme pour réduire les taux de sous-qualification parmi les populations autochtones. Cependant, chaque politique, réforme institutionnelle et conception de programmes d'éducation et de formation ciblés (que ce soit en cours d'emploi ou à l'intention des personnes au chômage) devrait s'accompagner d'une analyse approfondie des obstacles systématiques à l'augmentation de la quantité et de la qualité des enseignements adaptés à la culture.

Une autre approche pour comprendre le décalage entre les travailleurs autochtones (et ceux qui sont au chômage ou qui ne font pas partie de la population active) pourrait consister à évaluer leur niveau de scolarité par rapport aux offres d'emploi qui existent sur le marché du travail canadien. Les postes vacants au Canada ont atteint le chiffre record de 912 600 au troisième trimestre 2021, alors que les employeurs et les travailleurs continuaient de s'adapter aux restrictions de santé publique et à l'évolution rapide de la situation économique. À l'instar d'autres économies qui se remettent des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le marché du travail, le nombre record d'offres d'emploi a coïncidé avec une croissance de l'emploi global et une chute du chômage<sup>29</sup>. Lors de discussions avec le personnel de Statistique Canada, les auteurs ont discuté de la possibilité de se pencher sur les postes vacants d'un point de vue autochtone. Ce point de vue peut comprendre la situation géographique de l'emploi, la probabilité qu'une personne autochtone corresponde géographiquement à l'offre, l'ensemble des compétences professionnelles requises pour les postes et la manière dont ces compétences concordent avec les compétences de la main-d'œuvre autochtone. Statistique Canada<sup>30</sup> suggère :

*Pour l'Enquête sur la population active (EPA) et l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), nous avons utilisé les variables relatives aux professions de ces bases de données, en combinaison avec la base de données O\*NET (<https://www.onetonline.org/help/onet/>) pour obtenir des renseignements sur l'évolution de la demande pour des compétences*

---

<sup>29</sup>Voir Statistique Canada (2021). <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211220/dq211220a-fra.htm>

<sup>30</sup> Correspondance datée du 14 janvier 2022 entre Vincent Dale, directeur du Centre de l'information sur le marché du travail, et Greg Finnegan ([vincent.dale@canada.ca](mailto:vincent.dale@canada.ca)).

*particulières. Pour une échelle géographique donnée, nous pouvons examiner si l'emploi augmente dans les professions exigeant des compétences particulières. De même, nous pouvons déterminer si le nombre de postes vacants exigeant généralement des compétences données est en augmentation ou en diminution. Si l'on envisage d'aborder cette question sous l'angle de l'indigénéité, et si l'on tient compte des contraintes liées à la taille de l'échantillon, je proposerais d'adopter une approche « écologique » plutôt qu'une approche au niveau de la personne et d'utiliser le Recensement de 2021 (les variables relatives à la main-d'œuvre seront publiées en novembre 2022) plutôt que l'EPA. On pourrait alors envisager de répondre à des questions du type :*

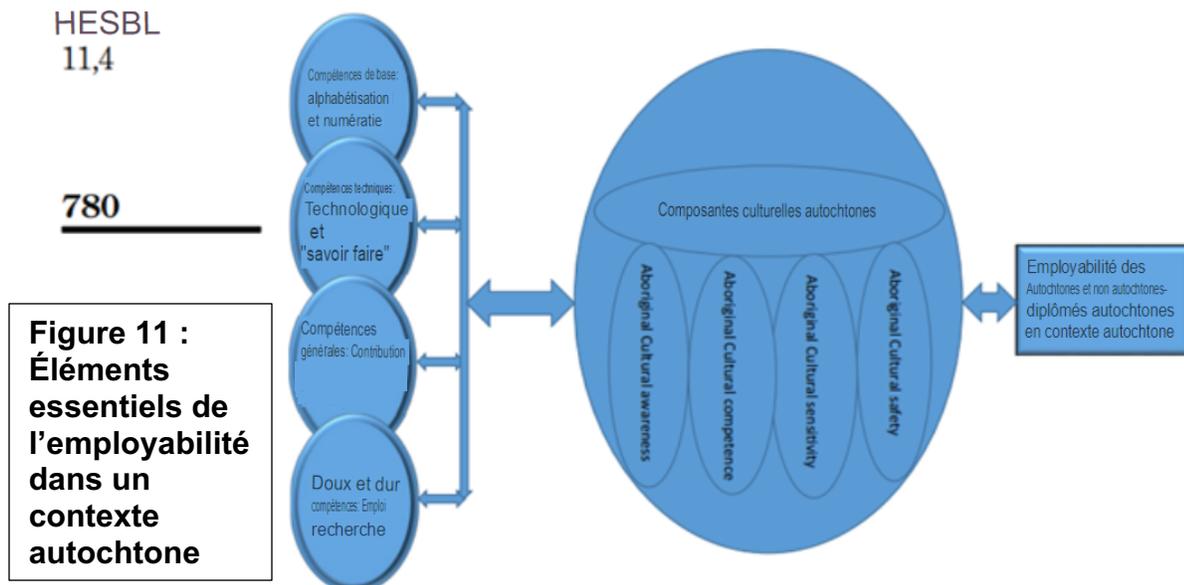
- 1. L'emploi augmente-t-il dans des professions (ou des groupes de compétences) distinctes chez les Canadiens autochtones et chez les Canadiens non autochtones?*
- 2. La demande de compétences particulières augmente-t-elle ou diminue-t-elle dans les régions économiques où la population autochtone est plus importante que dans celles où elle est moins importante?*
- 3. Y a-t-il des indications selon lesquelles les Canadiens autochtones migrent vers des emplois présentant des profils de compétences particuliers?*

Ces idées constituent la base d'un futur projet de recherche qui pourrait fournir un aperçu géographique plus détaillé pour les publications relatives à l'inadéquation de l'emploi. Elles permettraient non seulement d'ajouter une nouvelle dimension aux publications universitaires en fournissant une base spatiale à l'inadéquation de la main-d'œuvre autochtone, mais aussi de mieux cibler les programmes sur des zones précises où la demande et l'offre ne sont pas en adéquation. Enfin, une telle approche inclurait la population vivant dans les réserves, pour laquelle il n'existe pas d'études significatives sur le marché du travail.

Hossain *et al.* (2021) ont constaté que, même si le nombre de diplômés autochtones de l'enseignement postsecondaire augmentait, nombre d'entre eux occupaient des emplois sans rapport avec les compétences qu'ils avaient acquises dans leurs établissements d'enseignement. Le nombre de diplômés autochtones de l'enseignement postsecondaire est passé de 170 520 à 281 765 entre 2001 et 2011 pour le groupe d'âge de 25 à 64 ans. Par conséquent, 42 % de la population autochtone en âge de travailler est titulaire d'un certificat ou d'un diplôme d'études postsecondaires (Statistique Canada 2011; Gordon et White 2013). Cependant, comme beaucoup d'entre eux n'ont pas accès à un emploi pertinent dans leur zone géographique, en raison de la situation économique des régions

rurales et éloignées, ils finissent par accepter des emplois de niveau inférieur pour répondre à leurs besoins financiers.

Pour améliorer les compétences des étudiants en matière d'employabilité, il est essentiel d'intégrer les contenus autochtones aux contenus et au contexte d'apprentissage et d'enseignement tout en se concentrant sur les compétences de base en matière d'employabilité comme la numératie, les questions technologiques et la compréhension de l'écrit (Hossain *et al.* 2021). Le modèle utilisé par Hossain *et al.* (2021) illustre de manière originale les différents ensembles de compétences nécessaires aux étudiants pour passer des phases éducatives à l'employabilité, y compris les compétences de base, les compétences spécialisées et les compétences non techniques. Leur étude, basée sur une analyse quantitative des étudiants autochtones du Collège universitaire du Nord du Manitoba, a révélé que la sensibilisation à la culture avait un effet sur l'employabilité, mais que les étudiants ne la reliaient pas aux compétences nécessaires à l'employabilité. Une telle déconnexion entre la sensibilisation à la culture et les compétences relatives à l'employabilité justifie la nécessité d'intégrer des contenus culturels autochtones dans les programmes et les cursus de l'enseignement postsecondaire actuel, en particulier pour améliorer les connaissances culturelles des étudiants, ce qui, en retour, renforcera leur employabilité dans les contextes autochtones.



### 3.4 Agentivité numérique et résolution de problèmes

La technologie numérique transforme la manière dont les personnes, les entreprises et les administrations interagissent, effectuent des transactions, travaillent et apprennent. En réponse, la Banque mondiale affirme que « les pays doivent favoriser l'acquisition de compétences numériques par les citoyens grâce à des offres formelles et informelles d'éducation et de formation<sup>31</sup> ». L'agentivité numérique peut se définir selon trois éléments constitutifs : des compétences, une confiance et une prise de responsabilité dans le domaine du numérique (Passey *et al.* 2018). Passey *et al.* s'inspirent de l'article 1 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* des Nations Unies (1948) pour définir l'agentivité numérique. Cette déclaration garantit qu'au fur et à mesure que nous progresserons en tant que société mondiale, sous l'impulsion des technologies numériques et d'autres technologies encore à inventer, l'individu conservera toujours sa capacité à contrôler et à s'adapter aux évolutions rapides de la société en exerçant ses compétences numériques, sa confiance dans le numérique et sa prise de responsabilité dans le domaine du numérique. À l'instar de la Banque mondiale, les auteurs affirment que l'agentivité numérique représente une exigence fondamentale pour et par l'éducation qui doit être rendue possible par les pratiques numériques en cours et en développement.

Ainsi, l'agentivité numérique devient de plus en plus importante pour les communautés autochtones. Par exemple, Holcombe et Kemp (2019) concluent que l'automatisation et la robotique transforment la nature du travail dans le secteur des ressources renouvelables où la participation autochtone est élevée, et que de conséquences existent pour la main-d'œuvre autochtone. Dans le secteur minier, par exemple, ils constatent qu'au cours des deux dernières décennies, le nombre d'employés autochtones a atteint des niveaux sans précédent en raison des accords locaux, des exigences réglementaires des États et des politiques et engagements des sociétés minières. Pourtant, l'accélération prévue de l'automatisation des mines pourrait perturber cette tendance positive, car l'automatisation vise des emplois de base et peu qualifiés où les Autochtones sont employés de manière disproportionnée dans des fonctions manuelles et semi-qualifiées. Rien n'indique que l'industrie tient compte des effets négatifs potentiels de l'automatisation des mines. Les auteurs estiment qu'il est urgent de procéder à un examen minutieux et critique de l'automatisation des mines et de ses effets sur les populations autochtones. Coates (2020) se fait l'écho de ces préoccupations.

---

<sup>31</sup> Banque mondiale (2022). *Investing in human capital in El Salvador: the knowledge currency of the digital economy*. WORLD BANK BLOGS. <https://blogs.worldbank.org/education/investing-human-capital-el-salvador-knowledge-currency-digital-economy> (consulté le 20 juin 2022).

S’adressant à une conférence de cadres de l’industrie minière au Nunavut, Coates (2018) déclare : « On ne se contente pas de former des gens pour les emplois de demain. Il faut bien quelqu’un pour conduire tel ou tel camion. Mais il vaut mieux former les gens aux emplois de 2030. En 2030, les personnes que l’on forme aujourd’hui à 18 ans auront une trentaine d’années et seront en train de fonder une famille. Si votre plan consiste à supprimer ces emplois en automatisant les camions, assurez-vous que ces personnes sont formées pour la prochaine génération d’emplois.<sup>32</sup> »

**Figure 12 : Relations entre les termes liés à l’agentivité numérique**

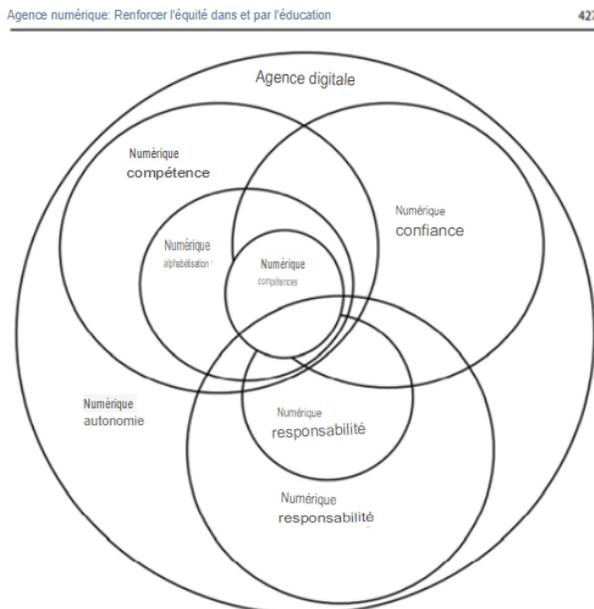


Fig. 1 Relations proposées des termes liés à l’agence numérique

Le Conseil canadien pour l’entreprise autochtone (CCEA), dans une étude réalisée en 2020 portant sur le contexte numérique des entreprises et la vulnérabilité des entreprises autochtones face aux évolutions technologiques, constate que :

*Par secteur, l’emploi autochtone est plus concentré dans les cinq secteurs qui présentent les risques d’automatisation les plus élevés (services d’hébergement et de restauration, commerce de détail, construction, transport et entreposage, ainsi*

<sup>32</sup> Cité dans Inuit must lead Development, *The Nunatsiaq Times*, 11 avril 2018. <https://nunatsiaq.com/stories/article/65674ken-coates-inuit-must-lead-nunavut-mine-development/>

*que gestion, services administratifs et autres services) par rapport à l'emploi non autochtone au Canada.*

Cette étude souligne également qu'au Nunavut, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Ontario et en Alberta, les travailleurs autochtones sont plus exposés au risque d'automatisation que les travailleurs non autochtones. Alors que les personnes occupant des postes de cadres supérieurs sont beaucoup moins susceptibles de perdre leur emploi dans les prévisions liées aux risques d'automatisation, les travailleurs occupant des postes exigeant des qualifications minimales sont les plus susceptibles de perdre leur emploi.

Coates et Holroyd (2022) considèrent que le Nord, et notamment les vastes zones géographiques abritant les communautés autochtones, n'a que peu de possibilités de participer à la nouvelle ère du numérique. La solution, selon le CCEA, « nécessitera une plus grande collaboration entre tous les niveaux administratifs, le secteur privé, les dirigeants autochtones et les organisations communautaires ». Tout d'abord, la réforme de l'éducation doit se concentrer sur la mise en place de programmes d'éducation et de ressources de haute qualité et adaptés à la culture dans les régions urbaines et les réserves éloignées tout en veillant à ce que les jeunes autochtones vivant dans les réserves et hors des réserves aient accès à des possibilités d'éducation équivalentes à celles proposées aux Canadiens non autochtones. Le rapport de l'OCDE intitulé « Connectés pour apprendre? Les élèves et les nouvelles technologies » (2015) montre l'importance de la littératie et de la numératie traditionnelles en tant que préalable aux compétences numériques. Le rapport indique qu'à l'école, les compétences de base en littératie et en numératie sont plus importantes pour l'équité numérique (future) que l'accès aux technologies avancées et aux services Internet. En effet, les compétences traditionnelles en littératie et en numératie ouvrent la voie à l'acquisition de connaissances. La Banque mondiale estime également que les technologies numériques transforment la manière dont les personnes, les entreprises et les administrations interagissent, effectuent des transactions, travaillent et apprennent. Elle affirme que « les pays doivent favoriser l'acquisition de compétences numériques par les citoyens grâce à des offres formelles et informelles d'éducation et de formation »<sup>33</sup>. Dans le cadre de son programme de fondation internationale des compétences, elle investit dans l'enseignement du numérique en Afrique et en Amérique latine afin de renforcer les compétences numériques. Il sera ensuite essentiel d'accroître la connectivité numérique dans les communautés autochtones. Malgré des investissements importants des

---

<sup>33</sup> Banque mondiale (2022). *Investing in human capital in El Salvador: the knowledge currency of the digital economy*. WORLD BANK BLOGS. <https://blogs.worldbank.org/education/investing-human-capital-el-salvador-knowledge-currency-digital-economy> (consulté le 20 juin 2022).

secteurs public et privé pour soutenir le déploiement du haut débit, l'accès à Internet haut débit reste le plus faible dans les zones rurales et éloignées et continue d'être à la traîne pour les groupes minoritaires, notamment les Inuit et les Premières Nations (Bureau du vérificateur général du Canada 2018).

**Figure 13 : Connectivité numérique**

Personnes âgées de 15 ans et plus

	Pourcentage de la population ayant accès au logement internet (total)	Pourcentage de la population ayant accès à Internet sur appareil sans fil au cours du dernier mois
Métis	93	81
Premières Nations hors réserve	90	79
Inuits	75	73
Canada (population totale)	86	sans objet

Sources: Statistique Canada (2018p9), Expériences des Métis sur le marché du travail: principales constatations de l'enquête de 2017 Enquête auprès des peuples autochtones, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-653-x/89-653-x2018002-eng.htm>; OCDE (2017 (63)), Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2017, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264276284-en>.

La connectivité numérique diffère d'un groupe autochtone à l'autre en fonction de sa situation géographique et de l'âge des personnes. La plupart des Métis (93 % en 2017) ont accès à Internet à la maison. La proportion de Métis ayant accès à Internet à la maison est plus faible dans les zones rurales (88 %) que dans les petites (93 %), moyennes (94 %) et grandes agglomérations (95 %). Dans tout le Canada, l'accès à Internet à domicile chez les Métis était plus élevé en Colombie-Britannique (96 %) qu'au Québec (89 %), qu'aux Territoires du Nord-Ouest (90 %) et qu'en Saskatchewan (90 %). L'accès variait également selon les groupes d'âge, puisque 98 % des jeunes Métis avaient accès à Internet, contre 95 % des Métis en âge de travailler et 86 % des Métis plus âgés (Statistique Canada 2018). Bien que les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones indiquent que le pourcentage de la population ayant accès à Internet à domicile est plus élevé chez les Métis et les Premières Nations hors réserve que pour l'ensemble du Canada, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence, car ils ne tiennent pas compte de la qualité de la bande passante. Par exemple, des groupes comme le First Nations Technology Council de la Colombie-Britannique signalent que 75 % des communautés des Premières Nations de Colombie-Britannique ne disposent pas d'un accès Internet adéquat (p. ex. il y est impossible de télécharger une pièce jointe en format .pdf dans un courriel en raison de la lenteur de la connexion) [First Nations Technology Council 2018].

Li, Brar et Roihan (2021) ont procédé à une analyse systémique de 25 études empiriques portant sur la maîtrise de l'informatique et les populations autochtones afin d'examiner les preuves de l'efficacité de l'utilisation des technologies numériques pour soutenir l'apprentissage de la langue et la maîtrise de littératie par les populations autochtones. Leur étude couvre des projets de recherche empirique au Canada, en Australie, en Amérique latine, en Malaisie, à Taïwan et aux États-Unis qui testent l'élaboration de stratégies d'enseignement et d'apprentissage en tirant parti de la technologie numérique. Ils ont constaté que les jeunes adoptaient précocement les nouvelles technologies et que

les éducateurs devraient mettre au point un enseignement innovant de la littératie à l'aide des technologies tout en incitant les élèves autochtones à intégrer leur apprentissage de la langue et de la littératie à leur utilisation croissante des médias sociaux et des appareils technologiques. Une question qui revient souvent dans cette recherche est la nécessité d'un contenu sensible d'un point de vue culturel qui ne tient pas seulement compte de la société autochtone, mais qui est produit par celle-ci : par exemple, grâce au développement de littératies multiples pour les populations autochtones ou à une combinaison de compétences numériques et de compétences en littératie. Li, Brar et Roihan concluent que les programmes éducatifs basés sur la communauté et le territoire (ce qu'ils appellent la multimodalité) ont de meilleures chances de réussite que les modèles éducatifs occidentaux traditionnels. Selon eux, ces approches permettraient d'améliorer les compétences linguistiques, les compétences en littératie et les compétences technologiques tout en renforçant le sentiment d'appartenance à la communauté autochtone des élèves.

Ils ont également constaté que les outils d'apprentissage basés sur le Web semblaient efficaces pour assurer un développement précoce de la littératie en faisant appel aux TIC et à la faisabilité dans la salle de classe, bien que ce constat soit uniquement basé sur les résultats de quatre études<sup>34</sup>. Ils concluent que « l'utilisation de ces technologies numériques s'appuie sur une motivation intrinsèque que les chercheurs et les éducateurs peuvent mettre à profit pour soutenir l'apprentissage efficace des langues et des compétences en littératie chez les populations autochtones ». Troisièmement, les organismes qui emploient de nombreux autochtones ont l'obligation d'anticiper les tendances sectorielles susceptibles d'exposer des segments de leur main-d'œuvre aux risques d'automatisation et de mettre en œuvre un programme d'amélioration des compétences pour favoriser le maintien en poste des travailleurs autochtones. Ledit programme devrait mesurer les aptitudes et les compétences de base, puis élaborer une stratégie visant à combler les lacunes actuelles et futures en matière de compétences. Les programmes d'éducation et de formation conçus pour les Autochtones de tous âges et de tous niveaux d'éducation doivent tenir compte des différences historiques et culturelles (CCEA 2020). Le programme de fondation internationale pour les compétences de la Banque mondiale en est un bon exemple : il investit dans l'apprentissage numérique en Afrique et en Amérique latine afin de renforcer les compétences numériques. La méthodologie d'apprentissage numérique de la Banque mondiale se concentre sur six piliers pour une économie numérique inclusive : l'infrastructure numérique, les plateformes numériques publiques, les services financiers

---

<sup>34</sup> Voir : ABRACADABRA, un programme de littératie en ligne conçu par le Centre d'études sur l'apprentissage et la performance (CEAP) de l'Université Concordia. Voir : <https://literacy.concordia.ca/resources/abra/parent/fr/index.php>

numériques, les entreprises numériques, les compétences numériques et l'environnement de confiance. Son programme en Amérique latine met l'accent sur l'apprentissage des compétences techniques et numériques au cours des deux dernières années d'études secondaires, suivi d'une année de spécialisation dans un institut technique, le tout complété par des programmes de formation du secteur privé dans le cadre desquels des organisations d'entreprises à vocation sociale proposent des camps d'entraînement, des cours de courte durée et des cours accélérés en collaboration avec des entreprises qui recrutent des personnes qui maîtrisent ces compétences, en particulier dans les secteurs des technologies créatives.

### **3.5 Données statistiques et compréhension de l'engagement éducatif et économique des Autochtones.**

Comme le montrent les études couvertes jusqu'à présent, les recherches de la société occidentale des nouveaux arrivants ont tendance à s'appuyer sur des données numériques abstraites et se présentent souvent de manière bureaucratique et impersonnelle, ce qui n'est pas toujours compatible avec les visions du monde des Autochtones (Finnegan 2012). L'accent mis par la société des nouveaux arrivants sur la numérisation et le besoin d'abstraction fait partie intégrante de l'expérience sociopolitique occidentale. Elle réduit les expériences individuelles à des uns et à des zéros pour se conformer aux rapports sur la base desquels les politiques sont élaborées et les fonds et les ressources sont distribués.

Walters (2016) offre une autre perspective sur les statistiques de la société des nouveaux arrivants. Elle définit les études occidentales sur les communautés autochtones comme des études s'appuyant sur les « 5 D » – disparités, dénuement, désavantage, dysfonctionnement et différence. La plupart des recherches statistiques présentées précédemment sont liées à ces 5 D. Walters reconnaît que les chiffres et les données peuvent également représenter des instruments du colonialisme. Du point de vue conceptuel, accepter que les chiffres existent, en tant que prémisse philosophique, se distingue du fait d'accepter que ces chiffres aient une réalité fixe. Dans la société et les statistiques autochtones, la question n'est pas seulement de savoir si ces chiffres sont réels, mais aussi de savoir comment ils sont déployés et à qui ils servent. Bien que certains auteurs reconnaissent les limites des données, ils remettent rarement en question la logique de leur recherche, dont le public cible est l'administration ou le monde universitaire, plutôt que les communautés autochtones qu'ils étudient. Un point de vue canadien est apporté par Shawn Wilson, un chercheur cri originaire du Manitoba et vivant en Australie qui présente une perspective autochtone et interculturelle de la recherche : « La recherche autochtone est la cérémonie qui permet le maintien d'une responsabilité à l'égard de ces relations. En tant que chercheurs, pour être responsables de toutes nos relations, nous devons faire des choix judicieux dans la sélection des thèmes, des

méthodes de collecte des données, des formes d'analyse et, enfin, de la manière dont nous présentons les informations.<sup>35</sup> »

Núñez affirme que, bien qu'omniprésente dans le monde industrialisé, la cognition numérique ne doit pas être prise pour argent comptant. La réponse à la question de savoir ce qu'il faut faire pour passer de la cognition quantique<sup>36</sup> à la cognition numérique peut être importante. Il poursuit ainsi :

*Des êtres humains en bonne santé issus de cultures parlant des langues autochtones n'ont traditionnellement pas de pratiques liées à l'écriture et n'effectuent pas de calculs exacts. Ils vivent avec des quantités imprécises et pour l'essentiel sans chiffres exacts ni arithmétique, probablement comme le font avec succès depuis des dizaines de milliers d'années les humains qui n'ont reçu aucune formation explicite. L'étude des petits groupes de chasseurs-cueilleurs ou de personnes vivant d'une agriculture de subsistance révèle que le développement des notions numériques (lorsqu'elles existent) est, contrairement aux affirmations axées exclusivement sur la psychologie individuelle, intrinsèquement culturel ou correspond à un trait culturel. Une vision « industrialo-centrée » de l'humanité minimise, voire néglige, les conséquences cruciales de ce fait : les humains ne manifestent pas de manière innée (c'est-à-dire, sans médiation culturelle) une capacité précise à mener une quantification exacte généralisée et donc à utiliser les chiffres.*

Le fait est que de nombreuses cultures isolées, sans tradition scolaire, parlent des langues dont les systèmes numériques sont très limités (c'est-à-dire qu'elles disposent d'un lexique et d'expressions numériques qui ne peuvent désigner que des quantités de l'ordre de la subitisation) et ne connaissent pas de concepts numériques exacts et catégoriquement distincts, comme nos « sept » ou « neuf » familiers. Contrairement aux renseignements selon lesquels ces cas sont rares, une étude récente portant sur 189 langues aborigènes australiennes a révélé que 139 d'entre elles (74 %) présentaient une limite supérieure de numération de seulement « trois » ou « quatre », et que 21 autres langues (11 %) présentaient une limite de numération de « cinq ». Une autre

---

<sup>35</sup> Shawn Wilson (2008). *Research is Ceremony*, Halifax et Winnipeg, Fernwood Publishing.

<sup>36</sup> Quantique : s'entend de la cognition liée à la quantité (par exemple, la subitisation) partagée par de nombreuses espèces et qui fournit des MPE pour la cognition numérique et l'arithmétique, mais qui n'est pas elle-même liée aux nombres ou à l'arithmétique. Le traitement quantitatif semble relever de nombreuses dimensions sensorielles autres que le nombre et ne permet pas, à lui seul, de produire des nombres et de l'arithmétique.

étude, analysant 193 langues de chasseurs-cueilleurs de différents continents, a révélé que la plupart de ces langues présentaient une limite supérieure de « cinq » ou moins (61 % en Amérique du Sud, 92 % en Australie et 41 % en Afrique), certaines langues, comme le pirahã amazonien et certaines langues yanomami ainsi que certaines langues australiennes, n'ayant qu'une limite de « deux ». Il est important de noter qu'au-delà de cette faible limite supérieure, toutes ces langues désignent des quantités à l'aide de quantificateurs naturels, comme les mots français « plusieurs » et « beaucoup ».

Núñez (2017) explore les sciences cognitives qui sous-tendent la langue et la numération dans la dichotomie Autochtone/colon. S'il a raison, le fossé que Calvert (2015) a analysé trouve son origine dans des milliers d'années de développement socioéconomique différenciant l'expérience autochtone de l'expérience des colons européens. Walter (2021), chercheuse australienne aborigène, remet en question la logique des données de la société des nouveaux arrivants ainsi que leur contrôle et leur utilisation par l'État. Elle estime que ces chiffres sont utilisés pour renforcer les discours dominants sur les peuples autochtones et, ce faisant, soutiennent le *statu quo* dans la position de subalterne qu'occupent les Autochtones au sein de l'État-nation (Taylor 2016). Walter *et al.* (2020) se font l'écho de ces sentiments. Pour eux, « les données gouvernementales et les données massives ne tiennent pas compte des réalités autochtones et n'apportent pas les ressources de données nécessaires aux communautés autochtones et aux Premières Nations pour participer pleinement à la détermination de leur propre avenir. Elles reflètent en réalité le mode privilégié par l'État pour l'organisation administrative d'une sous-population autochtone. Et elles sont puissantes. La manière dont l'État "perçoit" sa ou ses populations autochtones est le prisme de données qui permet de rendre les peuples autochtones visibles. Cette perception définit qui et ce que sont les Autochtones, et qui et ce qu'ils ne sont pas; elle délimite ce qui peut être vu et, de manière plus critique, ce que l'État refuse de voir. »

Blue et Pinto (2017) ont adopté une thématique semblable dans le cadre d'un examen des programmes d'éducation en matière de littératie financière au Canada. L'objectif des approches classiques d'éducation en matière de littératie financière consiste à montrer que les individus doivent être conscients de leur situation financière et responsables de leur avenir financier. Il est très préoccupant de présenter les compétences et les connaissances financières comme faciles à acquérir, en particulier auprès des personnes vulnérables ou marginalisées. Ils recommandent que les programmes d'éducation en matière de littératie financière s'orientent vers une approche plus globale, ce qui nécessite de s'éloigner des programmes d'études universels et d'inclure un enseignement sur l'économie, la finance et la justice sociale. Il convient en outre de reconnaître que l'accumulation de richesses peut non seulement être hors de portée de nombreuses familles autochtones à faibles revenus, mais aussi que le concept occidental d'« une accumulation de richesses individuelles axée sur l'établissement d'un budget et l'épargne s'oppose à une vie "riche" qui, dans certaines communautés autochtones,

consiste souvent plus à avoir des relations familiales solides, un accès à la nourriture et un logement » – des concepts qui mettent plus l’accent sur le comportement collectif et le partage.

Les documents de recherche et les rapports organisationnels interprétés dans le cadre de la présente étude ont presque tous en commun de dépendre de vastes ensembles de données collectées, gérées et contrôlées par des organismes gouvernementaux et des organisations telles que Statistique Canada, le Bureau de la statistique de l’Australie, l’OCDE à Paris et divers ministères en charge de l’éducation au niveau des provinces et des États, qui sont tous des entités administratives de type occidental. La question suivante doit alors être posée : les communautés autochtones peuvent-elles élaborer des mesures pour, sinon contrer les données massives du gouvernement, du moins les modérer ou apporter un angle de vue autochtone sur les données liées à l’éducation et au savoir, à l’emploi et aux compétences, au revenu et à la gouvernance, qui permettraient d’atténuer la tendance des statistiques de la société des nouveaux arrivants à être dominées par les 5 D? Diverses organisations autochtones et des universitaires comme Walters *et al.* en Australie, Rowe au Canada, West en Nouvelle-Zélande et Carroll aux États-Unis s’efforcent d’établir un nouveau modèle de souveraineté pour les données autochtones. Au Canada, le Centre de gouvernance de l’information des Premières nations a créé les principes de PCAP (propriété, contrôle, accès et possession) afin de fournir une norme pour la collecte et l’utilisation des données statistiques relatives aux peuples autochtones. Selon Paul (2019), cette question est essentielle puisque les récits tirés des données à grande échelle actuelles diffusent souvent les mêmes messages d’oppression d’une manière si constante qu’ils remodelent les réalités des groupes marginalisés et affaiblissent leurs capacités à surmonter les difficultés.

### 3.6 PEICA

En 2013, le *Programme pour l’évaluation internationale des compétences des adultes* (PEICA) a publié sa première série d’analyses comparatives sur les trois ensembles de compétences fondamentales des Canadiens par rapport à

**Figure 14 : Répartition de l’échantillon du PEICA (ébauche, 10 novembre 2010)**

Territoire	Échantillon général (national + PT)	Population autochtone	Échantillon total	Total de l’EICA (2003)
Yukon	450	450	900	1 092
T.N.-O.	450	450	900	818
Nunavut	180	700	880	677
<b>Territoires uniquement</b>	<b>1 080</b>	<b>1 600</b>	<b>2 680</b>	<b>2 587</b>

Source : Bureau des statistiques du Yukon, le 1<sup>er</sup> novembre 2010. G.F. Finnegan à Sylvie Grenier, gestionnaire du PEICA à Statistique Canada.

d'autres pays. Ces données comparent également les résultats des provinces et des territoires à ceux du Canada et d'autres États.

Le nouvel instrument de mesure de la RP-ET, lancé en 2012, présente un intérêt considérable. Il permet de mesurer la capacité des personnes à travailler à la résolution de problèmes dans un environnement technologique<sup>37</sup>.

La particularité de l'enquête du PISA de 2013 est que le Canada a mis l'accent sur l'augmentation de la taille des échantillons dans les territoires du Nord afin de mieux représenter et distinguer les compétences des Autochtones et des non-Autochtones, et d'être en mesure d'examiner chaque territoire séparément. Trop souvent, les enquêtes canadiennes présentent les trois territoires comme un bloc arctique en raison de la petite taille des échantillons. Ainsi, en 2010, le Yukon a pris l'initiative d'un « échantillonnage plus important » de la population autochtone dans le Nord, en collaboration avec Statistique Canada et l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor). À l'époque, le Yukon et les T.N.-O. disposaient chacun d'un échantillon de 450 personnes, et le Nunavut d'un échantillon de 180 personnes seulement (figure 14). Grâce à une entente de financement avec le Canada, les échantillons des territoires ont été rehaussés de 450 Autochtones supplémentaires au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, et de 700 au Nunavut, permettant de créer une base de données beaucoup plus riche. À l'heure actuelle, on ne sait pas si les données du PEICA sur les territoires du Nord du Canada ont été entièrement analysées à l'aide de cette base géographique complémentaire. Les données du PEICA sur les territoires canadiens pourraient également constituer une approximation viable pour des études sur les réserves et fournir une base de référence pour l'analyse des communautés éloignées, bien qu'il puisse encore y avoir un biais « urbain » en raison des importantes populations autochtones de Whitehorse, d'Iqaluit et de Yellowknife.

L'une des conclusions les plus remarquables du rapport du PEICA est qu'entre 2003 et 2012, une proportion plus faible de Canadiens a atteint les niveaux 4 ou 5 en littératie et en numératie, une part plus importante se situant au niveau 1 ou à un niveau inférieur. Les commentaires pertinents du rapport du PEICA sont présentés ci-dessous :

*Même si les résultats scolaires [des populations autochtones du Canada] s'améliorent, une proportion élevée des Autochtones de 16 à 65 ans n'avait ni*

---

<sup>37</sup>Statistique Canada (2013). *Les compétences au Canada : Premiers résultats du Programme d'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC)*, Division du tourisme et du centre de la statistique de l'éducation, Immeuble principal, Pièce 2001, Ottawa, K1A 0T6, produit n° 89-555-X au catalogue (ISBN 978-1-100-22678-1).

*certificat, ni diplôme, ni grade : un peu plus d'un quart en Ontario et en Colombie-Britannique; environ un tiers au Manitoba, en Saskatchewan et au Yukon; presque la moitié dans les Territoires du Nord-Ouest; et deux tiers au Nunavut. Par comparaison, dans les mêmes provinces et territoires, les proportions de personnes non autochtones de 16 à 65 ans qui n'avaient ni certificat, ni diplôme, ni grade variaient de 6 % au Nunavut à 17 % au Manitoba (ENM, 2011).*

*Au Manitoba, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, il y a cependant une différence notable aux niveaux [d'éducation] les plus élevés et les plus faibles. Par rapport aux personnes non autochtones, il y a moins d'Autochtones qui affichent des scores correspondant au niveau 4 ou 5, et il y a nettement plus d'Autochtones qui affichent des scores correspondant au niveau 1 ou à un niveau inférieur; dans les trois territoires, les proportions aux niveaux les plus faibles sont au moins trois fois plus élevées que celles de la population non autochtone.*

*[...] en numératie, le score moyen de la population autochtone est de 244, tandis que celui de la population non autochtone est de 266 [figure 15]. Dans les sept provinces et territoires suréchantillonnés, les Autochtones affichent des scores inférieurs à ceux de leurs homologues non autochtones, mais ces différences varient de façon considérable. Parmi les quatre provinces, la différence varie de 15 points en Ontario à 35 en Saskatchewan; dans les trois territoires, elle est de plus de 50 points. Au sein de chaque province et de chaque territoire, la différence est légèrement plus élevée pour la numératie que pour la littératie.*

<b>Figure 15 : Scores moyens composés du PEICA dans le nord de la Saskatchewan, au Canada et dans les pays de l'OCDE (2012)</b>			
<b>Région</b>	<b>Score moyen en littératie</b>	<b>Scores moyens en numératie</b>	<b>Score moyen en RP-ET de niveau 1 ou inférieur, et non-répondants</b>
Pays de l'OCDE	273,3	269,4	66
Canada	273,5	265,5	57,4
Yukon	277,2	263,1	64,3
T.N.-O.	253,3	239,4	71,7
Nunavut	219,1*	200,5*	88,2

Autochtones de la Saskatchewan	248,2	231,6	78,7
Source : Statistique Canada, produit n° 89-555-X ISBN 978-1-100-22678-1 au catalogue. Les compétences au Canada :			
Premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA).			
*Scores les plus faibles au test du PEICA de l'OCDE (2012) Finnegan et Coates 2022.			

Si le Canada a obtenu des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE en littératie et s'il se situe au-dessus de la moyenne en RP-ET, il est tombé en dessous de la moyenne en numératie. Au sein même du Canada, les écarts sont considérables : le Canada a une proportion plus élevée de sa population aux niveaux les plus élevés de compétence en RP-ET que la moyenne de l'OCDE, mais a également une proportion plus élevée de sa population aux niveaux les plus bas de compétence dans les trois catégories (littératie, numératie et RP-ET). Les données du PEICA sont également réparties selon l'identité autochtone et montrent que la population autochtone a des résultats étonnamment bas en matière de littératie, de numératie et de compétences technologiques.

Les résultats concernant les Autochtones de la Saskatchewan sont particulièrement alarmants. En Saskatchewan, 32,6 % de la population autochtone se situe au niveau 1 ou inférieur en littératie, contre 16,2 % de la population non autochtone. S'agissant d'une compétence, avoir le niveau 1 signifie que les personnes peuvent entreprendre des tâches d'une complexité limitée, comme le fait de trouver des éléments d'information uniques dans des textes courts en l'absence d'autres données qui détournent l'attention. Les personnes classées « en dessous du niveau 1 » ne maîtrisent pas ces compétences. Ils ne possèdent qu'un vocabulaire de base et ne sont pas en mesure de lire des textes brefs sur des sujets familiers pour y trouver un élément d'information unique. La situation est encore plus problématique en ce qui concerne la numératie : 45,2 % de la population autochtone se situait au niveau 1 ou en dessous. Pour la population non autochtone, ce chiffre était de 22,1 %. Cela signifie que les personnes ont les compétences nécessaires pour effectuer des opérations mathématiques simples nécessitant une seule étape, comme compter ou classer. Les personnes classées « en dessous du niveau 1 » peuvent gérer des tâches très simples mises dans des contextes concrets et familiers où le contenu mathématique est explicite et n'exige que des mécanismes simples.

Les conséquences de ces scores sur l'avenir de la main-d'œuvre dans le nord de la Saskatchewan, dont la population est composée à 86 % d'Autochtones, sont inquiétantes. La nécessité de faire venir par avion de la main-d'œuvre qualifiée, semi-qualifiée et même non qualifiée pour exploiter les mines, entreprendre la prospection minière ainsi que gérer et diriger le gouvernement et les entreprises se fera toujours

sentir, voire s'aggraver. Une étude de Finnegan (2014) indique qu'au lieu de faciliter l'embauche des travailleurs du Nunavut, il semble que plus de résidents du Nunavut viennent grossir les rangs des chômeurs et des inactifs à mesure que le nombre d'employés interprovinciaux arrivant sur place (les travailleurs-navetteurs) augmente. Les travailleurs disponibles localement ne correspondent tout simplement pas aux compétences requises, et au cœur de cette inadéquation se trouvent les lacunes indiquées par le PEICA en matière de littératie, de numératie et de résolution de problèmes.

Une analyse documentaire et une analyse de l'environnement permettront de combler le manque de connaissances en matière de *compétences fondamentales et transférables* qui existe actuellement entre la population autochtone du Canada et les sociétés non autochtone/des nouveaux arrivants. On utilise l'italique ci-dessus pour mettre en évidence les *compétences fondamentales et transférables*, car elles doivent être approfondies et mises en contexte. En effet, les rapports du PEICA fournissent un contexte considérable au sujet des compétences fondamentales, lesquelles constituent la base de leur programme de tests et de rapports comparatifs à l'échelle internationale. Pour le PEICA, les *compétences fondamentales* se définissent :

*« [...] en fonction de trois paramètres : contenu, stratégies cognitives et contexte. Le contexte définit les différentes situations dans lesquelles ces compétences sont utilisées, et inclut le travail, l'éducation, la vie personnelle, ainsi que la société. Pour chaque domaine étudié, le contenu et les stratégies cognitives sont définis selon un cadre précis, qui décrit l'élément mesuré et oriente l'interprétation des résultats (OCDE 2012).*

- La littératie s'entend de la « capacité de comprendre, d'évaluer, d'utiliser et de s'engager dans des textes écrits pour participer à la société, pour accomplir ses objectifs et pour développer ses connaissances et son potentiel » (OCDE 2012, p. 19).
- La numératie est la « la capacité de localiser, d'utiliser, d'interpréter et de communiquer de l'information et des concepts mathématiques afin de s'engager et de gérer les demandes mathématiques de tout un éventail de situations de la vie adulte » (OCDE 2012, p. 33).
- Dans le domaine de la résolution de problèmes dans des environnements technologiques (RP-ET), les répondants sont évalués sur leur capacité d'utiliser « les technologies numériques, les outils de communication et les réseaux pour acquérir et évaluer de l'information, communiquer avec autrui et accomplir des tâches pratiques » (OCDE 2012, p. 47).

Le programme attribue des scores pour chaque compétence fondamentale :

- La population d'adultes de 16 à 65 ans a été évaluée sur un continuum de capacités en littératie à l'aide d'une échelle de mesure allant de 0 à 500. Les niveaux de compétence servent à faciliter l'interprétation des résultats. L'OCDE a divisé les échelles de mesure de la littératie en cinq niveaux de compétence (avec une catégorie supplémentaire, « Inférieur au niveau 1 »), définis par une fourchette de points particulière, où chaque niveau correspond à une description de ce que des adultes ayant des scores particuliers peuvent faire en termes concrets.
- La population d'adultes de 16 à 65 ans a été évaluée selon un continuum d'aptitudes en numératie, à l'aide d'une échelle de mesure allant de 0 à 500. Comme dans le cas de la littératie, les résultats pour la numératie sont présentés soit sous la forme d'une moyenne, soit sous la forme d'une répartition entre les divers niveaux de compétence.
- L'échelle de compétence en RP-ET a été divisée en quatre niveaux associés à la participation au test et à une cinquième catégorie pour les participants à l'enquête qui n'y ont pas répondu, y compris les personnes qui n'ont aucune expérience en informatique, qui ont échoué au test de base des TIC ou qui ont choisi de ne pas subir la composante informatique de l'évaluation.

La Banque mondiale plaide également en faveur des compétences fondamentales en tant que base du développement économique, notant que la crise de l'apprentissage n'est pas le résultat de la COVID-19, mais plutôt que celle-ci n'a fait qu'aggraver la situation. Elle estime qu'avant la pandémie, 53 % des enfants des pays à revenu faible ou intermédiaire vivaient dans une situation de pauvreté éducative, c'est-à-dire qu'ils étaient incapables de lire et de comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans<sup>38</sup>. D'ici la fin de la pandémie, la pauvreté éducative augmentera probablement d'au moins 10 points de pourcentage en raison de l'effet de la fermeture des écoles, des heures d'apprentissage perdues et de l'augmentation des taux d'abandon scolaire.

La Banque mondiale affirme que « sans apprentissage fondamental, les élèves ne réussissent souvent pas à s'épanouir plus tard à l'école ou lorsqu'ils entrent sur le marché du travail ». Ils n'acquièrent pas le capital humain dont ils ont besoin pour faire avancer leur carrière et leur économie une fois qu'ils ont quitté l'école, ni les compétences qui les aideront à devenir des citoyens engagés et à élever des familles prospères et en bonne

---

<sup>38</sup>Banque mondiale (2022). *L'urgence de se concentrer sur l'acquisition de compétences fondamentales*, BANQUE MONDIALE BLOGS. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/lurgence-de-se-concentrer-sur-lacquisition-de-competes-fondamentales>

santé. En contribuant largement aux déficits en capital humain, la crise de l'apprentissage compromet la croissance durable et la réduction de la pauvreté.<sup>39</sup> » La littératie est une pierre angulaire de la stabilité politique et économique. Bien que quelque 260 millions d'enfants ne soient même pas scolarisés, la Banque mondiale a constaté que, malgré les obstacles auxquels sont confrontées les filles dans certains domaines de l'éducation, dans pratiquement tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, les filles ont des taux de pauvreté éducative inférieurs à ceux des garçons.

À l'échelle mondiale, les compétences fondamentales constituent une préoccupation politique majeure pour les organismes d'aide internationaux, les agences et les banques de développement économique, les administrations locales et nationales et, selon toute probabilité, les familles qui cherchent à mener une vie prospère et durable. Compte tenu de ce niveau de préoccupation et d'attention, les gouvernements luttent pour apporter des niveaux de base en littératie et en numératie à beaucoup d'enfants et de familles au Canada, et en particulier dans les communautés autochtones. Comme l'indique Brassington (2022) dans la conclusion de son étude innovante sur les obstacles à l'éducation auxquels sont confrontés les peuples nomades, comme les Gitans, les Roms et les Travellers en Grande-Bretagne, où seuls 6,3 % des élèves gitans/roms et 3,8 % des élèves travellers irlandais accèdent à l'enseignement supérieur<sup>40</sup> :

*« L'accès à l'éducation est un droit universel. Si l'enseignement supérieur n'est peut-être pas la meilleure voie à suivre pour tout le monde, chaque étudiant devrait avoir le droit de choisir son avenir en connaissance de cause. Nous devons mettre tout le monde sur un pied d'égalité : chaque élève doit disposer des ressources nécessaires pour suivre la meilleure voie possible pour son avenir. »*

### **3.7 Connexions et discontinuités : données, publications et résultats sur le marché du travail**

Le *Rapport sur le développement humain dans l'Arctique* (2015) note qu'un niveau scolaire plus élevé est associé à une plus grande participation à la population active et à une plus faible probabilité de chômage. Ce rapport affirme que l'école a un rôle à jouer dans la réduction de la pauvreté et qu'elle fournit aux groupes

---

<sup>39</sup> Banque mondiale (2022). *Learning Poverty*. <https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/what-is-learning-poverty> (consulté le 28 juin 2022).

<sup>40</sup> Nous pensons qu'il est important de reconnaître que l'« indigénéité » peut comprendre ces peuples traditionnellement « nomades » d'Europe occidentale qui, à bien des égards, ressemblent culturellement à l'expérience autochtone des Premières Nations d'Amérique du Nord, d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

économiquement défavorisés les moyens d'améliorer leur niveau de vie. Financièrement, l'obtention d'un diplôme universitaire est l'élément le plus gratifiant en termes d'amélioration des revenus des Canadiens autochtones, suivi par l'obtention d'un diplôme d'enseignement postsecondaire non universitaire (Hossain et Lamb 2012). Le retour sur investissement de l'éducation était particulièrement élevé pour les résidents autochtones de la Saskatchewan, où l'on a constaté que les revenus à vie d'un homme autochtone augmentaient de 38 % s'il était titulaire d'un diplôme universitaire, et de 59 % pour les femmes autochtones. Les investissements dans l'éducation profitent également à la compétitivité de l'économie nationale et régionale, avec des augmentations de la productivité générale pouvant atteindre 5 % par année de scolarité supplémentaire (De la Fuente et Ciccone 2002).

L'industrie forestière canadienne est un secteur clé pour l'emploi des Autochtones, en particulier dans le nord de la Saskatchewan. Le Grand Nord de la Saskatchewan est une région qui compte près de 85 % d'Autochtones, avec de grandes réserves des Premières Nations, ainsi que des villages et des villes à dominante métisse disséminés dans la forêt boréale. Une étude récente du Conference Board du Canada (2021) passe en revue les aspects positifs et négatifs de l'industrie forestière dans la région. Cette étude reconnaît les éléments suivants :

*Les entreprises forestières autochtones s'efforcent d'intégrer les membres de la communauté dans l'activité forestière. Mais les travailleurs locaux ne sont souvent pas intéressés par les emplois liés à la récolte, qui nécessitent un travail physique risqué dans des endroits éloignés, ou par la création d'entreprises qui nécessitent un investissement important en équipement. Il est également difficile de trouver des membres de la communauté ayant des compétences professionnelles et de gestion plus élevées. Les programmes d'études correspondants ne sont disponibles que dans d'autres régions ou provinces et exigent de suivre des cours de mathématiques et de sciences de niveau supérieur.*

### **Anecdote concernant une pratique d'embauche autochtone**

Vers 2009, le Bureau des statistiques du Yukon a commencé à organiser des examens oraux pour sélectionner des sondeurs issus des Premières Nations pour ses nombreuses enquêtes, dont l'une serait à terme l'enquête du PEICA. Le Bureau souhaitait qu'au moins un membre de chaque équipe d'enquête en personne travaillant dans les communautés des Premières Nations soit issu des Premières Nations. Traditionnellement, la sélection du personnel se faisait sur la base de l'examen du *curriculum vitae* suivi d'un examen écrit, mais cette méthode ne fonctionnait pas avec les candidats des Premières Nations. De nombreux candidats étaient des candidates d'âge moyen, parmi lesquelles beaucoup n'avaient pas forcément terminé leurs études secondaires. Le responsable de l'enquête a décidé de faire passer des examens oraux au cours desquels le candidat avait le temps de lire l'enquête avant de mener le sondage dans la cafétéria, le responsable faisant office de personne interrogée, comme si c'était un sondage réel. Cela a permis d'améliorer les niveaux de dotation en personnel des Premières Nations et probablement aussi d'augmenter les taux de réponse des Premières Nations. Cette approche a permis de lever la barrière des examens écrits dans une salle de classe stérile et a permis d'ouvrir les portes du succès grâce à des entretiens autour d'un thé et d'une banquette.

### **Anecdotes concernant un milieu de travail autochtone**

Deux courtes anecdotes offrent un aperçu des problèmes auxquels sont confrontés les Autochtones sur leur lieu de travail.

Une société de développement d'une Première Nation disposait d'un excellent pompier qui souhaitait être promu chef d'équipe. Doté de plusieurs années d'expérience dans la lutte contre les feux de végétation, il était respecté par ses collègues. Cependant, lorsqu'il a été envoyé à Edmonton pour suivre deux cours distincts de formation au rôle de chef d'équipe, à quelques années d'intervalle, il a échoué à chaque fois à l'examen écrit obligatoire. Sa peur des examens était trop forte et il a fini par quitter le service des pompiers. La société a perdu un pompier excellent et compétent, lui a perdu sa carrière et la communauté a peut-être perdu un futur chef de file. La Première Nation n'est pas parvenue à contourner ce problème, car les examens et la certification sont établis par un organisme national dirigé par la société coloniale. Comme elle a pu le découvrir dans d'autres transactions commerciales, cette société est très protectrice lorsqu'il s'agit de défendre sa main-d'œuvre majoritairement blanche et masculine.

Le rapport reconnaît le fossé qui existe entre la demande industrielle et l'offre de compétences autochtones. On constate que les communautés du Grand Nord sont particulièrement intéressées par l'écosystème de perfectionnement des compétences dans le Nord, mais que l'écosystème actuel ne propose pas toutes les formations qui seraient nécessaires.

La figure 16, qui présente les emplois autochtones dans le secteur de la foresterie dans la région, par niveau de compétence selon la Classification nationale des professions (CNP), montre clairement l'écart de compétences. Voici les différents niveaux de compétence de la CNP :

- les emplois correspondant au niveau de compétence A sont ceux qui requièrent généralement un diplôme universitaire;
- les emplois correspondant au niveau de compétence B sont ceux qui requièrent généralement plusieurs années d'études supérieures ou une formation d'apprenti (généralement au moins trois ans);
- les emplois correspondant au niveau de compétence C sont ceux qui requièrent généralement un diplôme de fin d'études secondaires, un cours de courte durée ou une formation en cours d'emploi d'une durée maximale de deux ans;
- les emplois correspondant au niveau de compétence D sont ceux qui ne nécessitent généralement qu'une courte formation en cours d'emploi.<sup>41</sup>

---

<sup>41</sup> Pour consulter la Classification nationale des professions, voir : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/entree-express/admissibilite/trouver-classification-nationale-professions.html>

**Figure 16 : Participation des personnes autochtones aux professions forestières dans les régions du Nord de la Saskatchewan et de Prince-Albert (Recensement de 2016)**

Profession	Total des personnes occupées	Numéro en Premier Identité des nations	Nombre Métis Identité	Pourcentage Autochtones	Niveau de compétence du CNO	Offres d'emploi (tous SK) 2019-2023
Conducteurs de camions de transport	3,100	375	360	24	C	3,220
Mécaniciens d'équipement lourd	625	35	25	11	B	410
Mécaniciens de chantier et mécaniciens industriels	560	50	65	22	B	380
Directeurs de fabrication	175	10	15	17	A	390
Sylviculture et travailleurs forestiers	165	115	30	91	C	20
Opérateurs de machines forestières	140	35	15	39	B	30
Fonctionnement de la troupeuse et du débiteur	115	55	10	61	C	30
Ouvriers dans la transformation du bois, de la pâte et du papier	105	30	10	38	D	30
Technologues et techniciens forestiers	100	0	20	20	B	20
Opérateurs de machines de scierie	90	10	10	22	C	30
Superviseurs, exploitation forestière et foresterie	65	25	0	54	B	20
Ouvriers forestiers et forestiers	55	20	15	55	D	30
Professionnels Forestiers	50	0	0	0	A	au
<b>Totales Régions</b>	<b>5,345</b>	<b>760</b>	<b>575</b>			<b>4,610</b>

Sources: Le Conference Board du Canada; Statistique Canada; Conseil des ressources humaines de l'industrie minière, gouvernement de la Saskatchewan.

L'annexe d'origine tirée du rapport du Conference Board du Canada est reproduite à la figure 17 ci-dessous, avec une réinterprétation des chiffres pour mieux documenter l'inégalité constatée en matière d'embauche.

**Figure 17 : Participation autochtone aux métiers du secteur de la foresterie dans le nord de la Saskatchewan**

Profession	Nombre total d'employés	Autochtones	Non-Autochtones	Main-d'œuvre autochtone (en %)	Niveau de compétence de la CNP
Professionnels/professionnelles des sciences forestières	50	0	50	0 %	A
Directeurs/directrices de la fabrication	175	25	150	14,3 %	A
Mécaniciens/mécaniciennes d'équipement lourd	625	60	565	9,6 %	B
Technologues et techniciens/techniciennes en sciences forestières	100	20	80	20 %	B
Mécaniciens/mécaniciennes de chantier et mécaniciens industriels/mécaniciennes industrielles	560	115	445	20,5 %	B
Conducteurs/conductrices de machines d'abattage d'arbres	140	50	90	35,7 %	B
Surveillants/surveillantes de l'exploitation forestière	65	25	40	38,5 %	B
Opérateurs/opératrices de machines à scier dans les scieries	90	20	70	22,2 %	C
Conducteurs/conductrices de camions de transport	3 100	735	2 365	23,7 %	C

Opérateurs/opératrices de scies à chaîne et d'engins de débardage	115	65	50	56,5 %	C
Ouvriers/ouvrières en sylviculture et en exploitation forestière	165	145	20	87,9 %	C
Manœuvres dans le traitement des pâtes et papiers et la transformation du bois	105	40	65	38,1 %	D
Manœuvres de l'exploitation forestière	55	35	20	63,6 %	D
<b>Totaux</b>	<b>5 295</b>	<b>1 335</b>	<b>3 960</b>	<b>25,2 %</b>	
Par les auteurs, d'après le Conference Board du Canada (2021), <i>Saskatchewan's Forest Sector Future Skills for an Indigenous-Led Revitalization</i> , Annexe C.					

En triant à nouveau les données sur la base des catégories hiérarchiques des niveaux de compétences de la CNP, on constate que les travailleurs autochtones se trouvent de manière disproportionnée dans les niveaux de compétences C et D de la CNP, soit les moins qualifiées et les moins bien rémunérées (voir la figure 18). Les travailleurs autochtones du secteur de la foresterie occupent près de 50 % des postes de la catégorie D. Dans le même temps, seuls 11,1 % des postes de catégorie A sont occupés par des travailleurs autochtones, tandis que leur représentation dans les professions de catégorie B s'élève à 18,1 %. Une représentation égale des Autochtones possédant des compétences dans la région nécessiterait un taux d'emploi autochtone de 87,4 %<sup>42</sup>.

Jensen et Sandström (2020) ont noté des difficultés similaires pour la main-d'œuvre autochtone dans le secteur minier. Les auteurs ont laissé leurs interlocuteurs s'exprimer sur la façon dont la main-d'œuvre autochtone percevait le travail dans les mines du nord de la Saskatchewan :

<b>Figure 18 : Emploi autochtone par niveau de compétence du CNP</b>				
<b>CNP</b>	<b>Total</b>	<b>Autochtones</b>	<b>Autochtones (en %)</b>	<b>Non-Autochtones (en %)</b>
A	225	25	11,1 %	88,9 %
B	1 490	270	18,1 %	8,9 %
C	3 470	965	27,8 %	72,2 %
D	160	75	46,9 %	53,1 %
Coates et Finnegan 2022, d'après le Conference Board du Canada 2021.				

*D'après ce que j'ai entendu de la part des sociétés minières, la difficulté actuelle est que tous les postes de débutants sont occupés par des habitants du Nord, mais que les emplois qui nécessitent des compétences plus élevées sont plus*

<sup>42</sup>Voir Statistique Canada (2018). <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

*exigeants et qu'ils requièrent un diplôme ou une maîtrise. Le défi consiste à faire en sorte que les habitants du Nord accèdent à des postes de direction et à des postes plus élevés.*

*(Femme autochtone, ancienne mineuse aujourd'hui administratrice)*

*Ce plafond devient très apparent. On peut le voir. Il y a presque quelque chose d'enraciné ou d'inébranlable qui fait que l'on n'est pas engagé aux niveaux supérieurs. [...] Il faut se poser la question du pourquoi. Ils ont des personnes compétentes qui pourraient occuper des postes de direction, mais elles ne les obtiennent pas. Je pense donc que les sociétés minières commencent à se poser les questions suivantes : « Pourquoi cela se produit-il? Nous devons en être conscients ».*

*(Gestionnaire autochtone d'une entreprise appartenant à une bande)*

Cela signifie qu'une grande partie des entreprises évoluant dans le secteur des ressources naturelles dans le Grand Nord de la Saskatchewan dépendent de travailleurs-navetteurs (travailleurs FIFO) recrutés à l'extérieur de la région. Les publications ne manquent pas concernant les répercussions négatives de ces travailleurs-navetteurs sur les communautés autochtones locales, et Finnegan et Jacobs (2015) en ont fait une analyse. Ils ont constaté que le nombre de travailleurs-navetteurs avait augmenté chaque année entre 2004 et 2009 dans le Grand Nord de la Saskatchewan et au Nunavut, tout comme le nombre de chômeurs inuits et le nombre de personnes ne faisant pas partie de la population active.

Un autre problème est que « les travailleurs locaux ne sont souvent pas intéressés par les emplois liés à la récolte, qui nécessitent un travail physique risqué dans des endroits éloignés, ou par la création d'entreprises qui nécessitent un investissement important en équipement »<sup>41</sup> (Conference Board du Canada 2020). Le Conference Board du Canada reconnaît que :

*La question plus profonde de l'acceptabilité de la foresterie en tant que secteur d'activité complique le besoin en travailleurs qualifiés. Dans ces régions de la forêt boréale où l'exploitation forestière est pratiquée, les communautés sont confrontées à une forte tension entre les possibilités d'emplois bien rémunérés à l'échelle locale dans le secteur forestier et la crainte d'un empiètement sur les modes de vie traditionnels basés sur la terre, ainsi que les risques pour l'intégrité écologique. Les personnes participant déjà à ce secteur partagent certaines de ces préoccupations.*

De même, Jensen et Sandström (2020) notent que :

*Certains diront que les travailleurs-navetteurs permettent aux gouvernements nationaux et provinciaux ainsi qu'aux sociétés minières de poursuivre la colonisation (Coulthard 2007; Dorow et O'Shaughnessy 2013; Hilson et Laing 2017). Selon ce point de vue, les populations autochtones du Nord sont assimilées en développant leur employabilité, en les transportant par avion vers les mines, en leur attribuant des contrats commerciaux en tant que fournisseurs, en les rendant dépendantes des exploitations minières capitalistes qui sont basées sur la transformation de leurs terres en paysages de rentabilité. D'autres y voient une autonomisation de communautés confrontées depuis longtemps à de nombreux défis sociaux, pour que les Autochtones « évoluent » d'une vie traditionnelle à une vie capitaliste moderne afin de « sortir de l'assistanat ».*

Les cycles d'expansion et de récession vécus par les secteurs des ressources naturelles constituent également une fondation délicate pour construire une économie régionale.

Par le passé, les gouvernements ont investi dans des programmes de formation dans le secteur de la foresterie, mais nombre de ces programmes ont pris fin il y a plusieurs dizaines d'années avec des employés vieillissants. Au lieu de cela, la formation et le développement incombent de plus en plus à l'industrie. Comme le note le Conference Board : « Aujourd'hui, la Saskatchewan ne dispose d'aucun organisme chargé de coordonner le travail des partenaires du perfectionnement des compétences dans la province, à l'instar du First Nations Forestry Council de la Colombie-Britannique. Cet organisme collabore avec des partenaires pour développer une large base de capacités autochtones pour travailler dans les métiers de la foresterie. » Une organisation des Premières Nations de la Saskatchewan avait commencé à envisager la création d'un conseil de la formation semblable en 2019, mais la pandémie a retardé ses projets.

### **3.8 Conditions préalables à la participation au marché du travail, éducation de la petite enfance, littératie des enfants et absentéisme scolaire**

Le préambule du rapport de 2017 de l'OCDE, *La réussite scolaire des élèves autochtones – Pratiques prometteuses* commence comme suit :

*Les processus de colonisation ont eu des répercussions très négatives sur des générations successives de peuples autochtones au Canada. L'UNICEF a récemment examiné quatre mesures du bien-être des enfants : l'inégalité de revenu, l'inégalité en matière d'éducation, l'inégalité en matière de santé et la satisfaction concernant la vie. Sur 35 pays, le Canada se classe au 26<sup>e</sup> rang, ce qui signifie que les jeunes Canadiens grandissent dans des contextes qui se caractérisent par des inégalités relativement importantes, notamment en matière de revenus, de santé et de satisfaction dans la vie, même si c'est légèrement*

*moins vrai en ce qui concerne l'éducation. Les données canadiennes montrent que les taux de pauvreté chez les enfants issus de familles autochtones sont plus élevés que ceux issus de familles non autochtones.*

Les effets néfastes des premières politiques coloniales sont encore présents dans de nombreuses familles et communautés (Karl *et al.* 2020). Un moyen important de réduire les inégalités pendant la petite enfance est de proposer des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants (EAJE, Heckman 2017) de grande qualité. Il est donc essentiel d'investir dans des programmes d'EAJE de qualité supérieure à l'intention des enfants autochtones afin de corriger les déséquilibres socioéconomiques. Pourtant, les faits montrent que les enfants autochtones ont moins accès à ces programmes que leurs homologues non autochtones (OCDE 2017-1).

On peut également citer le problème du manque de formation des enseignants et des directeurs d'école qui dispensent l'enseignement aux membres des Premières Nations, ainsi que celui lié à la nature du programme d'études, lequel ne tient généralement pas compte des contributions autochtones ou de l'aspect pratique des enseignements. Comme le note McCue (2018) : « Les membres des Premières Nations sont des pragmatiques. Si un élément extérieur à leur culture et à leurs traditions a de la valeur et de la pertinence, il fera rapidement partie intégrante de leur culture. Ils acceptent et intègrent dans leur culture ce qui leur convient. Les meilleurs exemples, et les plus récents, sont la motoneige, les véhicules tout-terrain, les tronçonneuses et les téléphones par satellite. »

Lors d'entrevues menées avec des dirigeants des Premières Nations dans le domaine de l'éducation et de l'industrie, l'un d'entre eux a mentionné une autre caractéristique gênante de la mobilité des enseignants. Il s'agissait d'une parenthèse dans une discussion beaucoup plus large sur l'abandon de l'approche de l'éducation autochtone fondée sur les programmes d'études de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année pour avancer vers une pédagogie autochtone. C'est ce que font certaines communautés du Yukon qui ont augmenté les contenus liés aux Premières Nations; en réponse à cela, certaines familles de la société des nouveaux arrivants se sont interrogées sur la pertinence desdits contenus par rapport aux besoins éducatifs de leurs enfants. La solution a été de former une Commission scolaire des Premières Nations du Yukon (décembre 2021)<sup>43</sup>. Comme

---

<sup>43</sup>Voir : Gouvernement du Yukon (s. d.). <https://yukon.ca/fr/learn-about-yukons-school-boards>

l'indique l'illustration, « nous avons le droit d'affirmer notre autorité en matière d'éducation »<sup>44</sup>. Voici une remarque d'une des personnes interrogées :

*Le fait d'arriver [à la Commission scolaire des Premières Nations du Yukon] me donne de l'espoir, parce qu'elle propose une pédagogie autochtone... Elle est conçue pour les compétences, l'apprentissage par l'expérience... tous ces éléments. Mais quelle que soit la chose que l'on crée, [elle sera totalement déconnectée] si vous n'apprenez pas à vos enseignants à se plonger totalement (dans la culture autochtone).*

---

<sup>44</sup>Voir : Gouvernement du Yukon (2021).

<https://static1.squarespace.com/static/5ddc27b50cfd2a79a6da6595/t/618c015cffb400500fb28a01/1636565340756/Reconciliation.pdf>

Voir : Gouvernement du Yukon (2021).

<https://static1.squarespace.com/static/5ddc27b50cfd2a79a6da6595/t/618c015cffb400500fb28a01/1636565340756/Reconciliation.pdf>

## WHY THE FIRST NATION SCHOOL BOARD IS AN EXAMPLE OF **RECONCILIATION IN ACTION**



**Figure 19 : La Commission scolaire des Premières Nations du Yukon**

Pourquoi le First Nation School Board est un exemple de réconciliation en action.

« Construisons ensemble une société basée sur deux visions du monde »

« Commençons à renverser les dommages faits par les pensionnats autochtones ».

« Nous avons vu une foule de rapports au cours des 50 dernières années recommander cela. Le temps est venu. »

« Une occasion de partenariat et de collaboration. »

« C'est notre droit de déclarer notre autorité en matière d'éducation. »

« Il n'y aura plus d'enfants qui vont passer entre mailles du filet. »

En fin de compte, les nouvelles politiques et les nouveaux budgets fédéraux en matière d'éducation ne parviendront pas à améliorer les résultats scolaires si les autorités continuent d'ignorer le programme d'études dans les écoles des Premières Nations et de négliger la formation des enseignants et des directeurs qui travaillent avec les élèves des Premières Nations (McCue 2018). M. McCue est particulièrement critique à l'égard des programmes destinés aux étudiants en enseignement issus des Premières Nations :

*Depuis le milieu des années 1970, environ 5 000 enseignants qualifiés membres des Premières Nations et métis ont travaillé à un moment ou à un autre dans une école des Premières Nations située dans l'une des 630 réserves du Canada. La persistance de taux d'obtention de diplômes secondaires inacceptablement faibles pour les élèves des Premières Nations à l'échelle nationale devrait soulever de sérieuses inquiétudes quant à la contribution de ces programmes spécialisés de formation des enseignants des Premières Nations à la qualité de l'enseignement primaire et secondaire des Premières Nations depuis leur création.*

Il est visiblement nécessaire que les communautés autochtones participent plus au système éducatif. Les Autochtones devraient avoir leur mot à dire à la table des négociations sur l'éducation afin de définir le contenu du programme et la manière dont

il est enseigné. Il ne suffit pas d'avoir un enseignant représentant les Autochtones à l'école. Ce concept n'est pas nouveau. En 1989, Mary Simon a déclaré lors de la Conférence circumpolaire inuit :

*« Le succès de l'éducation des Autochtones est directement lié au degré de contrôle et de participation de la communauté au sein du système scolaire. Ce n'est que lorsque les Autochtones auront le sentiment de faire partie de ce système et d'y avoir un intérêt qu'ils assumeront des responsabilités de manière importante et qu'ils s'engageront pour sa réussite. »<sup>45</sup>*

Cai et Gut (2020), dans leur article *Literacy and Digital Problem-solving Skills in the 21st Century*, utilisent les données du PEICA pour montrer que les enseignants des États-Unis sont très désavantagés par rapport à leurs homologues finlandais et japonais en matière de littératie, se classant derniers, sur les quatre pays étudiés, s'agissant des compétences en résolution de problèmes. Parmi les autres résultats clés, citons : (a) au Canada et en Finlande, les éducateurs obtiennent des résultats nettement plus élevés en matière de littératie que les non-éducateurs dans leurs pays respectifs; (b) les jeunes éducateurs aux États-Unis (moins de 35 ans) sont loin derrière le même groupe d'âge en Finlande, au Japon et au Canada; et (c) dans les quatre pays, les compétences des éducateurs en matière de résolution de problèmes numériques ont tendance à diminuer à mesure que leur âge augmente. Bien que Cai et Gut (2020) ne s'appuient pas sur des bases de données autochtones dans leur étude, une analyse similaire mettant l'accent sur les enseignants autochtones et non autochtones au Canada pourrait aider à définir les défis que la profession enseignante peut rencontrer dans la mise en œuvre d'un programme équilibré insistant sur la littératie, la numératie et la résolution de problèmes.

McCue (2018) estime également que le fait d'inclure dans les écoles des Premières Nations des matières ayant une valeur appliquée persuadera les parents et les dirigeants de la communauté que l'éducation officielle a des avantages qui vont au-delà de la littératie et de la numératie de base. Si le programme scolaire permet à leurs jeunes d'acquérir de précieuses compétences appliquées ainsi qu'un solide niveau de littératie et de numératie, l'intérêt des parents pour l'éducation de leurs enfants s'en trouvera renforcé. Les éducateurs et les législateurs doivent garder à l'esprit que, pour améliorer les résultats scolaires des jeunes issus des Premières Nations, il faut convaincre les parents d'une manière qui leur soit utile, à eux et à leurs communautés. On a désespérément besoin de preuves mesurables de la valeur de l'éducation, se

---

<sup>45</sup> Citée dans : Larsen, Joan Nymand et Fondahl, Gail (dir.) [2015]. *Arctic Human Development Report: Regional Processes and Global Linkages*, Copenhague, Conseil des ministres des pays nordiques.

concrétisant par de jeunes adultes possédant des compétences pratiques et appliquées, en plus des compétences en littératie et en numératie. L'application généralisée des systèmes éducatifs provinciaux aux écoles des Premières Nations au cours des six dernières décennies n'a pas permis de persuader 75 % des parents et des élèves qu'il valait la peine de suivre le parcours scolaire officiel au-delà de la 10<sup>e</sup> ou de la 11<sup>e</sup> année. Dans le document *La réussite scolaire des élèves autochtones – Pratiques prometteuses* (OCDE 2017-1), les auteurs reconnaissent que le rôle de la famille est essentiel à la réussite scolaire des enfants :

*Implication des familles : N'ayant pas toujours connu le respect et la confiance et entretenu de bonnes relations avec le système éducatif, les familles peuvent se montrer réticentes à collaborer avec le personnel enseignant. Toutefois, lorsque de nouveaux rapports se construisent sur la base du respect et de l'échange, les bénéfices pour l'élève s'avèrent importants.*

M. McCue note également que les directeurs d'école doivent apprendre à gérer positivement la résistance des familles et des élèves afin de lutter contre les taux d'absentéisme élevés des élèves des Premières Nations dans les écoles situées dans les réserves et à l'extérieur de celles-ci.

Ensuite, Preston *et al.* (2012) soulignent les défis auxquels sont confrontés les éducateurs des Premières Nations pour recruter des spécialistes de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants. Les facteurs qui contribuent à la pénurie d'enseignants autochtones qualifiés dans le domaine de l'éducation de la petite enfance sont notamment les exigences rigoureuses en matière d'autorisation d'exercer, les coûts prohibitifs de mise en place et de maintien des programmes, les grandes distances géographiques entre les établissements d'enseignement postsecondaire et les communautés autochtones, ainsi que les conditions d'admission spécialisées nécessaires pour les étudiants qui poursuivent des études postsecondaires. Les enseignants de la petite enfance sont généralement tenus d'obtenir des qualifications normalisées avant que leur candidature puisse être envisagée pour un emploi dans le secteur de l'éducation de la petite enfance. En outre, la plupart des programmes autochtones pour la petite enfance doivent obtenir un agrément officiel de la part des autorités provinciales avant d'être financés.

Aucun programme d'études unique fixé par les autorités provinciales n'a pas fonctionné, tandis que dans les communautés comme le Yukon qui ont tenté d'augmenter le contenu lié aux Premières Nations, certaines familles de la société des nouveaux arrivants remettent en question la pertinence des exigences éducatives de leurs enfants si des

enseignements sur les Premières Nations sont intégrés. Au Yukon, la solution a consisté à former une Commission scolaire des Premières Nations du Yukon (décembre 2021)<sup>46</sup>.

M. McCue reconnaît le travail positif effectué par le programme pilote introduit par l'Initiative d'éducation autochtone Martin à l'intention des directeurs d'école des Premières Nations. Il fournit un modèle indispensable aux directeurs d'école et aux futurs directeurs d'école souhaitant améliorer leurs compétences et leurs connaissances dans le domaine de l'éducation des Premières Nations (McCue 2018). Mais encore une fois, ne s'agit-il pas d'un programme dirigé par un nouvel arrivant qui projette une solution de la société dominante sur un problème perçu et défini par celle-ci?

Contrairement à l'opinion convaincante de M. McCue, l'étude menée par Karl *et al.* (2020) dans le cadre de la série de documents de travail de l'OCDE sur l'éducation (n° 251) et intitulée *A Strong Start for Every Indigenous Child* s'appuie sur les bases de données approfondies disponibles à l'OCDE pour réaliser une analyse comparative de l'éducation des jeunes autochtones en Aotearoa (Nouvelle-Zélande), en Australie et au Canada, des pays qui ont tous subi un colonialisme britannique similaire basé sur le conflit avec la société des nouveaux arrivants. Ils reconnaissent que les effets néfastes des premières politiques de colonisation sont encore présents aujourd'hui dans de nombreuses familles et communautés. Partant de la perspective de Heckman, ils affirment qu'Égert *et al.* (2022) constatent que les élèves de qui avaient été inscrits dans un établissement préscolaire pendant plus d'un an obtenaient de meilleurs résultats aux tests de compétences des élèves, améliorant leurs scores de 8,2 à 9,6 points. Flanagan *et al.* (2015) décrivent un programme d'apprentissage estival au Nouveau-Brunswick, géré avec la participation d'une communauté des Premières Nations, qui met l'accent sur les loisirs de plein air et la littératie comme méthode pour surmonter la perte de littératie que de nombreux élèves autochtones et autres subissent pendant leurs vacances d'été. Ils soulignent qu'il est essentiel d'acquérir correctement les compétences en littératie au cours des premières années : les enfants dont les difficultés en lecture perdurent à la fin de la troisième année sont plus susceptibles de subir des effets néfastes à long terme (c.-à-d. qu'ils sont plus susceptibles d'abandonner l'école secondaire, d'être en mauvaise santé et d'avoir un revenu plus faible). Le développement positif des jeunes enfants (avant l'âge de 5 ans) a été associé à un meilleur niveau scolaire, à une meilleure santé physique et mentale, à de meilleurs résultats socioéconomiques, à une satisfaction autodéclarée à l'égard de la vie et à un meilleur bien-être à mesure que les individus vieillissent (Karl *et al.* 2020; Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada 2017). Ce qui est inquiétant, c'est que la fenêtre permettant un apprentissage

---

<sup>46</sup>Voir : Gouvernement du Yukon (s. d.). <https://yukon.ca/fr/learn-about-yukons-school-boards>

précoce positif se referme lorsque les enfants ont environ 7 ans, en raison d'une forte diminution de la malléabilité du cerveau. Cela souligne l'importance d'une éducation de qualité et de programmes d'intervention précoces, en particulier pour les enfants qui risquent d'avoir des difficultés de lecture.

Le rapport de 2021 de l'OCDE reconnaît les progrès réalisés au Yukon, où les langues des Premières Nations sont protégées par la politique linguistique du territoire et où l'enseignement est intégré dans les écoles dès le plus jeune âge. Bien que le Canada ait mis en place plusieurs programmes d'aide préscolaire à l'intention des enfants, comme le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques, de nombreux obstacles continuent de priver les enfants autochtones de possibilités d'éducation préscolaire qualifiée. En 2019, M<sup>me</sup> Pasolli a conclu que l'apprentissage et l'accueil des jeunes enfants au Canada étaient « en état de crise perpétuelle. De nombreuses études et évaluations dressent un tableau national sombre marqué par une grave pénurie de places, des frais inabordables, des mauvaises conditions de travail pour les éducateurs de la petite enfance, des lacunes dans les services qui ont conduit à l'expansion des services à but lucratif et des programmes de qualité douteuse [à l'exception du Québec] ». On espère que le nouveau plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien annoncé en avril 2021 contribuera à réduire ces inégalités dans les communautés autochtones, bien qu'il s'agisse d'un programme national ouvert à toutes les familles canadiennes<sup>47</sup>.

En fin de compte, les solutions doivent émerger des communautés, grâce à leur droit à la consultation, tout en respectant leur souveraineté dans l'élaboration de leurs propres programmes éducatifs. Karl *et al.* résument les recommandations autour de huit (8) solutions axées sur la communauté et menées par cette dernière. Les voici :

1. Mettre en place un partenariat entre les communautés autochtones et les organismes d'enseignement comme une plateforme fondamentale pour les stratégies et les politiques concernant les enfants autochtones et leurs familles.
2. Adopter une approche globale du bien-être de l'enfant et de la famille, satisfaisant à l'ensemble des besoins qui touchent le développement de l'enfant.

---

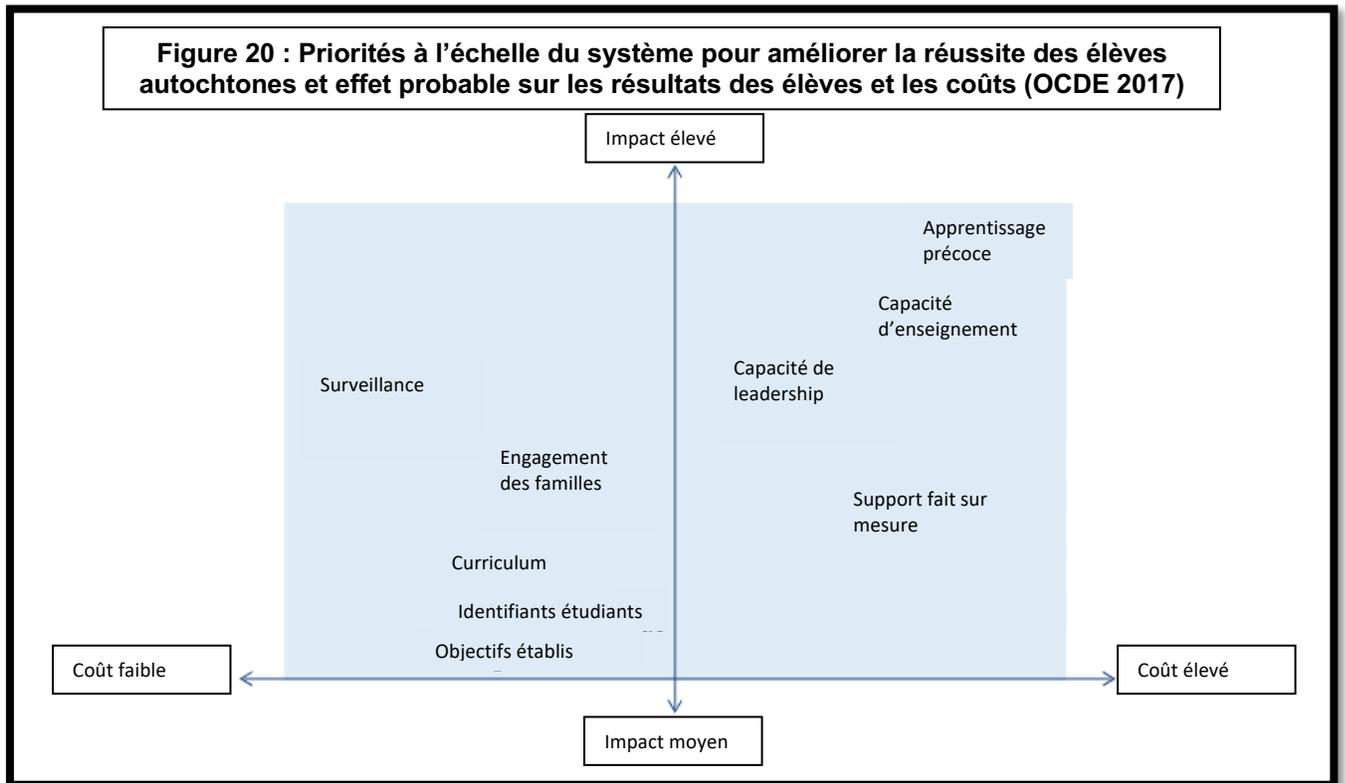
<sup>47</sup> Voir : Budget de 2021 – Un plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2021/04/budget-de-2021--un-plan-dapprentissage-et-de-garde-des-jeunes-enfants-pancanadien.html> qui s'appuie sur le cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones publié en 2018. Voir : <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/apprentissage-jeunes-enfants-autochtones.html>

3. Apporter un soutien précoce aux enfants et aux familles, lorsqu'une aide supplémentaire s'avère bénéfique.
4. Adopter des politiques de la petite enfance qui tiennent compte des spécificités culturelles, ce qui signifie qu'elles sont dirigées et élaborées avec les communautés autochtones qu'elles sont censées accompagner.
5. Embaucher des éducateurs de la petite enfance autochtones et non autochtones confiants et compétents, dotés de compétences et de connaissances concernant les cultures et les langues autochtones locales, ainsi qu'en matière de pédagogie pour la petite enfance.
6. Faire le lien avec les langues parlées à la maison par les enfants afin de renforcer le développement global des enfants et l'apprentissage des langues.
7. Établir des évaluations larges, basées sur les points forts, pour suivre le développement et le bien-être de l'enfant, et pour tenir compte des priorités locales comme les connaissances linguistiques et culturelles.
8. Disposer d'écoles prêtes à accueillir les enfants afin de gérer des transitions harmonieuses pour l'entrée des enfants à l'école.

De nombreuses études décrivent la jeune population autochtone comme une main-d'œuvre inexploitée. En 2016, le Conseil national de développement économique des Autochtones estimait que l'économie canadienne perdait chaque année 27,7 milliards de dollars de PIB en raison de la « sous-utilisation » de la main-d'œuvre autochtone. Voici deux des principaux facteurs sur lesquels le Conseil fondait son analyse :

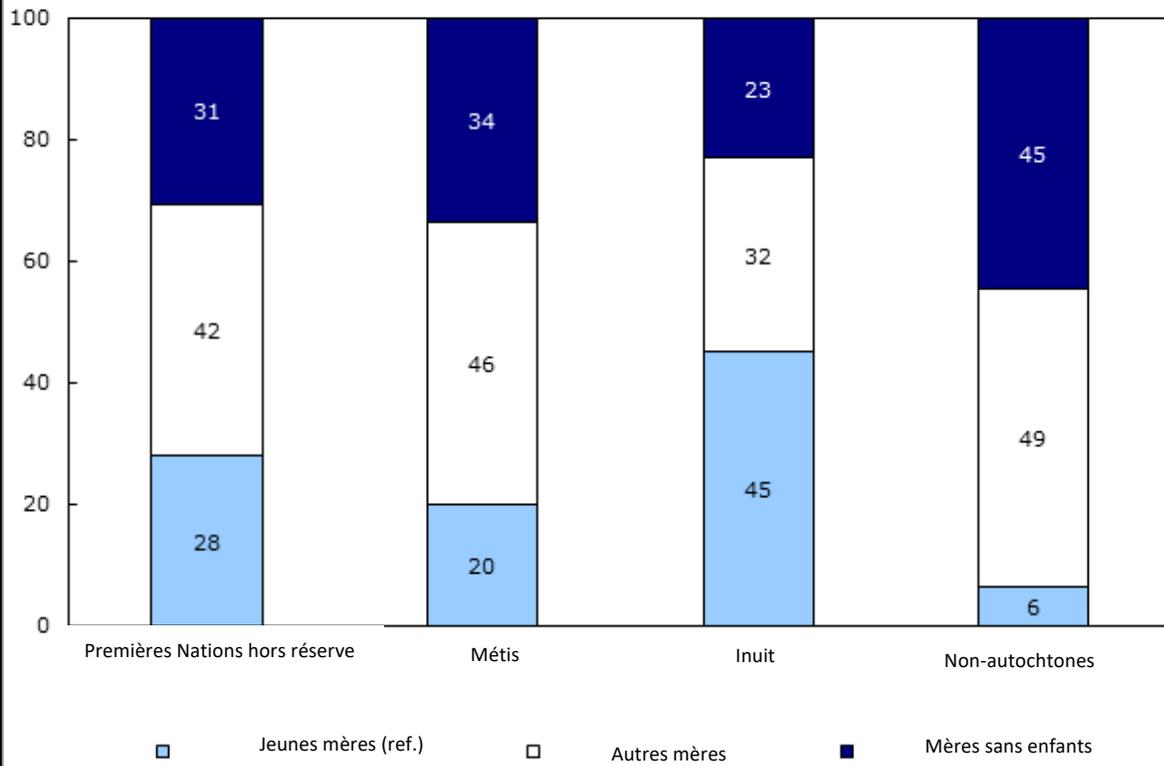
- en 2011, le taux d'achèvement des études secondaires chez les Autochtones était inférieur de 18,5 points de pourcentage à celui de la population non autochtone;
- toujours en 2011, le taux d'achèvement des études universitaires chez les Autochtones était inférieur de 15,6 points de pourcentage à celui des Canadiens non autochtones.

Dans quelle mesure leur évaluation de la perte de PIB aurait-elle pu être plus élevée si elle avait intégré le taux d'absentéisme élevé observé de l'école primaire aux programmes secondaires?



L'OCDE (2017) indique que « l'apprentissage des jeunes enfants est le levier le plus puissant pour réaliser un changement radical en l'espace d'une génération ». Si les programmes d'apprentissage des jeunes enfants sont les plus efficaces, ils sont aussi les plus coûteux à mettre en œuvre. Cette perspective à long terme sur le développement

**Figure 21 : Répartition des femmes âgées de 20 à 44 ans selon leur statut de maternité et leur identité autochtone (2011 et 2012)**



**Sources:** Statistics Canada, Aboriginal Peoples Survey, 2012; General Social Survey, 2011.

du capital humain sera essentielle pour constituer une main-d'œuvre canadienne dynamique, adaptable et inclusive. De nombreuses situations sociofamiliales ont des répercussions sur l'apprentissage des jeunes enfants. Historiquement, les femmes autochtones ont des enfants à un âge beaucoup plus jeune, souvent avant d'avoir terminé leurs études secondaires. Le Recensement de 2016 de Statistique Canada indique que les filles autochtones de 15 à 19 ans sont plus susceptibles de devenir mères que les adolescentes non autochtones. Le Recensement de 2006 indique que, contre 1,3 % des adolescentes non autochtones, 8 % des adolescentes autochtones étaient mères (9 % des adolescentes de toutes les Premières Nations et des adolescentes inuites; 12 % des adolescentes des Premières Nations vivant dans les réserves, mais seulement 4 % des adolescentes métisses). Boulet et Badets (2017), s'appuyant sur les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012, montrent que 45 % des femmes inuites sont des mères précoces; ce chiffre était de 28 % pour les Premières Nations hors réserve, et de 20 % pour les femmes métisses. Sans surprise, la maternité précoce est

liée à une scolarité incomplète. Chez les femmes autochtones et non autochtones, la proportion de femmes ayant au moins un diplôme d'études secondaires était significativement plus faible chez les femmes ayant eu leur premier enfant pendant l'adolescence (figure 21)<sup>48</sup>. Chez les femmes métisses âgées de 20 à 44 ans, 58 % de celles qui avaient eu un enfant pendant l'adolescence avaient un diplôme d'études secondaires, contre 84 % des autres mères du même groupe d'âge et 92 % des femmes sans enfant. Ces éléments soulignent la nécessité de mettre en place un large éventail de soutiens culturellement adaptés pour les femmes autochtones enceintes et une fois devenues mères, et de disposer de renseignements culturellement adaptés sur la sexualité et l'utilisation de contraceptifs pour les adolescents autochtones. Les mesures de soutien devraient inclure l'achèvement et la poursuite des études ainsi que le soutien à l'apprentissage de la petite enfance pour la mère et l'enfant<sup>49</sup>.

### **3.9 L'approche actuelle sous-estime l'importance du mode de vie et des réalités liées au cycle de vie**

Les traumatismes, l'enfance et l'intracommunauté intergénérationnelle ont tous des répercussions sur l'apprenant pendant l'enfance et à l'âge adulte. Comment rendre compte de ces conditions sociales au sein des communautés autochtones au fur et à mesure que de nouvelles recherches et de nouvelles interprétations/réinterprétations de cette histoire sont présentées? Fitzgerald *et al.* (2021) examinent les publications relatives aux diverses réactions aux traumatismes subis par les peuples autochtones en raison des politiques gouvernementales axées sur l'assimilation. La plupart des études ont été menées aux États-Unis pour élaborer des théories sur les traumatismes historiques et le stress traumatique lié à la race; toutefois, les réactions des Premières Nations au Canada sont liées à des histoires similaires d'oppression et de colonisation. L'un des thèmes communs à toutes les publications est que l'autonomie gouvernementale et le lien avec la culture et la spiritualité se traduisent par de meilleurs résultats pour les populations autochtones qui sont aux prises avec le traumatisme intergénérationnel de la colonisation.

---

<sup>48</sup>Voir : Statistique Canada (2017). <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2017001/article/54877-fra.htm>

<sup>49</sup> Voir O'Donnell, V. et Wallace, S. (2011). *Les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites*, produit n° 89-503-X au catalogue, Ottawa (Ontario), Statistique Canada, et Archibald, L. (2004). *Teenage pregnancy in Inuit communities: Issues and perspectives*, Ottawa (Ontario), Pauktuutit Inuit Women's Association.

Haskell et Randall (2009) définissent le « traumatisme » et le « trouble de stress post-traumatique complexe » comme une « série de réactions possibles, typiques et normales à un événement ou à une série d'événements extrêmes et accablants [et les] façons dont le stress traumatique est vécu par les personnes, tout en tenant compte de la pertinence des contextes sociaux qui façonnent cette même expérience ». Tandis que le « "stress post-traumatique complexe" est une forme de réaction au stress traumatique qui découle d'expériences traumatiques plus chroniques et prolongées, [...] il est multidimensionnel et envahissant parce qu'il est souvent le résultat d'une expérience continue de préjudice et de négligence » (Lindstrom 2018).

D'autres auteurs affirment que le « traumatisme historique » a été défini comme « une accumulation de blessures émotionnelles et psychologiques tout au long de la vie et à travers les générations, émanant d'un traumatisme collectif massif » qui, dans le contexte amérindien, comprend : l'enlèvement d'enfants à leur famille et le placement de ces derniers dans des internats ou des refuges temporaires qui n'avaient pas été conçus à l'origine pour accueillir ces personnes; le fait de forcer des personnes, des communautés et des nations à quitter leur terre natale pour vivre dans des réserves; divers types de génocide à motivation raciale et religieuse; et bien d'autres événements historiques menant à des résultats comme un traumatisme intergénérationnel.

Kim (2019) établit un lien entre les traumatismes intergénérationnels imposés aux Autochtones par des décennies de discrimination systémique prenant notamment la forme du système des pensionnats autochtones et de la *Loi sur les Indiens*, leur perte de statut socioéconomique et leurs résultats plus médiocres en matière de santé. Il soutient que les prestataires de soins de santé devraient être conscients du traumatisme lié au colonialisme dans la prestation de leurs programmes de soins de santé. En effet, un large éventail d'ouvrages sur l'éducation et la formation professionnelle font écho aux publications sur les soins de santé en ce qui concerne l'effet du colonialisme traumatique sur le bien-être des populations autochtones. Miller *et al.* (2022) poursuivent sur ce thème dans une étude sur les jeunes autochtones et la résilience au Canada et aux États-Unis, et constatent que les jeunes autochtones sont sous-représentés lorsque l'on étudie les moyens qui permettent d'atteindre le bien-être mental. Pourtant, on reconnaît qu'il existe un large éventail d'adversités découlant des traumatismes intergénérationnels et continus issus des politiques coloniales. Dans une vaste analyse documentaire, on a constaté qu'il n'existait que peu de mesures de la résilience concernant précisément les Autochtones, les études s'appuyant sur des mesures occidentales de la résilience psychologique, alors que des concepts comme *le fait de marcher sur un bon chemin, le bon esprit, les enseignements des grands-pères sur les sept valeurs, la prise de décision pour les sept générations à venir*, relèvent du concept « occidental » de résilience. En résumé de leur analyse documentaire, Heid *et al.* (2022) constatent que :

*Les facteurs de stress chez les jeunes étaient les suivants : la consommation de substances, l'instabilité familiale et la perte d'identité culturelle. Les stratégies de résilience des jeunes comprennent les éléments suivants : l'orientation vers l'avenir, la fierté culturelle, l'apprentissage à partir du monde naturel et l'interaction avec les membres de la communauté (p. ex. les relations avec les aînés, la présence au sein de la communauté et sur le territoire). Le savoir traditionnel autochtone et la continuité culturelle sont des voies de choix vers la résilience des jeunes autochtones.*

En outre, un certain nombre d'éminents chercheurs sur les traumatismes historiques et raciaux notent des cas de négligence ou de maltraitance psychologique, de détresse mentale grave, de statut socioéconomique inférieur, de famille nombreuse (promiscuité), de criminalité paternelle, de troubles psychiatriques maternels, de transfert de la garde aux autorités locales, de maltraitance physique, de violence sexuelle, de négligence physique, de violence domestique, de toxicomanie au sein du foyer, de maladie mentale au sein du foyer, de séparation ou de divorce des parents et, entre autres problèmes, de criminalité au sein du foyer (Fitzgerald *et al.* 2021). Le préambule de la thèse de doctorat de Gabrielle Lindstrom, soutenue en 2018 à l'Université de Calgary, donne une idée précise de ces questions : elle y évoque ouvertement les conséquences des traumatismes qu'elle a subis en tant que femme Pieds-Noirs au sein du système d'enseignement supérieur canadien :

*En tant que femme Pieds-Noirs intégrant l'académie, j'apporte mes propres expériences de vie à ce travail. J'ai fait face à de nombreuses difficultés lorsque j'ai entamé des études postsecondaires, tant au sein de l'établissement universitaire qu'en dehors. Ces difficultés étaient directement liées à mes propres réactions aux violences cycliques, car je luttais également pour maintenir un faux sentiment d'identité fondé sur des constructions coloniales de la culture autochtones (Cote-Meek 2014) elles-mêmes enracinées dans les conceptions négatives de la communauté locale non autochtone à l'égard de mon peuple de Pieds-Noirs. Pour aggraver ces difficultés, j'ai souvent participé à un rituel d'amnésie intentionnelle que je provoquais moi-même par l'abus d'alcool pendant les fins de semaine. Pendant ces périodes d'« oubli », terme que j'ai adopté pour désigner ces moments, j'ai été témoin d'une grande violence et j'ai souffert des séquelles d'un traumatisme persistant, aggravé par le fait que je devais supporter les regards des camarades de classe et des professeurs lorsque je retournais en classe.*

Fitzgerald *et al.* (2021) notent que le passage de la résilience à la résistance active peut redonner aux groupes et aux communautés raciaux et ethniques un sens de l'action (Johnson *et al.* 2021). Au Canada, le mouvement Idle No More (Jamais plus l'inaction)

s'inscrit clairement dans le cadre de la résistance aux politiques néocoloniales telles que le projet de loi du gouvernement Harper C-45 qui aurait réduit les droits des Autochtones. Coates affirme que ce mouvement de 2012-2013 a été la plus profonde déclaration d'identité et de confiance autochtone de l'histoire du Canada, déclenchée par les femmes autochtones et leurs partisans et soutenue par des jeunes autochtones remplis de fierté et de détermination<sup>50</sup>.

### **3.10 La pandémie de COVID-19 et le creusement potentiel d'écart de scolarité**

COVID-19 continue de mettre en lumière la façon dont les expériences des Autochtones sont enracinées dans le racisme, l'oppression, la dépossession des terres et le déplacement (Rose, West et Carroll 2022)<sup>51</sup>. Dans la mise à jour de 2021 de l'ouvrage *The Indigenous World* portant sur la souveraineté des données autochtones, la COVID-19 est décrite comme ayant un effet aggravant sur les inégalités existantes et les inégalités subies par les communautés autochtones. L'accès limité à des soins de santé de qualité, les taux d'infection et de mortalité plus élevés ainsi que les effets différentiels des bouleversements économiques et sociaux restent des problèmes majeurs pour les personnes racisées, y compris les Autochtones, pendant la pandémie.

La pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations dans l'enseignement qui pourraient avoir des effets à long terme, en particulier dans les communautés autochtones où de nombreux jeunes autochtones n'ont pas pu accéder à l'enseignement en ligne ou y participer pleinement en raison de fractures numériques ou technologiques. C'est l'avis de Dinku *et al.* (2020), écrivant d'un point de vue australien, qui déclare que « la fracture numérique actuelle peut représenter un problème particulier pour les Autochtones qui accèdent au travail à distance. Les difficultés d'accès à Internet d'un grand nombre de foyers autochtones peuvent également entraver l'accès à l'enseignement à distance. Ces questions auront des conséquences importantes pour la prise en compte du désavantage des Autochtones à l'avenir. »

---

<sup>50</sup> Coates, Ken (2015). *#IdleNoMore: And the Remaking of Canada*. Regina (Saskatchewan), Université de Regina. Impression.

<sup>51</sup> Voir : <https://iwgia.org/en/ip-i-iw/4699-iw-2022-Indigenous-data-sovereignty.html> - edn29

Aylsworth et Filice (2022) notent que la pandémie de COVID-19 a freiné ou stoppé l'emploi dans diverses industries à travers le monde. Au Canada, la pandémie a entraîné une baisse des taux d'emploi chez les Autochtones et les non-Autochtones. Toutefois, les taux d'emploi des Autochtones se redressent plus lentement que ceux des non-

Autochtones. Entre 2019 et 2021, le taux de chômage de la population totale est passé de 5,8 % à 9,6 %, avant de redescendre à 7,5 %. Toutefois, le taux de chômage des Premières Nations est resté presque deux fois plus élevé

**Figure 22 : Caractéristiques de la population active au Canada pour le groupe autochtone pendant la période 2017-2021 (en pourcentage)**

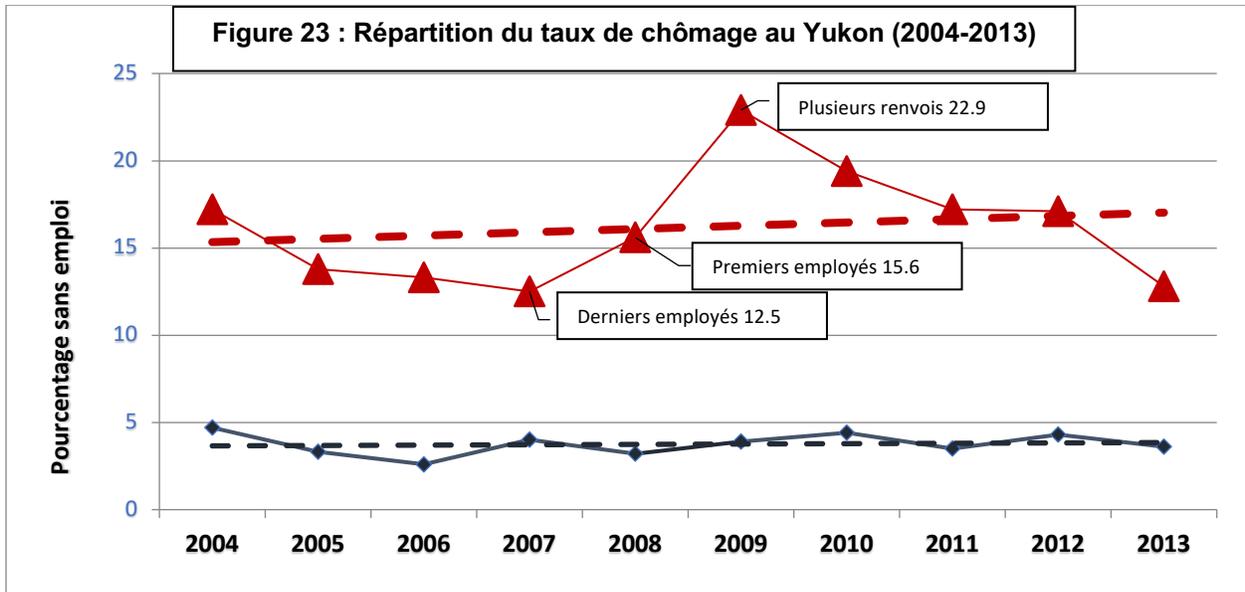
Taux de chômage pour les personnes des deux sexes âgées de 15 ans et plus					
	2017	2018	2019	2020	2021
Population totale	6,4	5,9	5,8	9,6	7,5
Population autochtone	11,4	10,4	10,2	14,2	11,6
Premières Nations	13,5	11,7	11,9	15,1	14,4
Métis	9,4	9	8,4	13,3	8,8
Population non autochtone	6,2	5,8	5,6	9,4	7,4

Statistique Canada. Tableau 14-10-0365-01 Caractéristiques de la population active selon la région et le groupe autochtone détaillé  
[https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410036501&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410036501&request_locale=fr)  
 Coates et Finnegan 2022

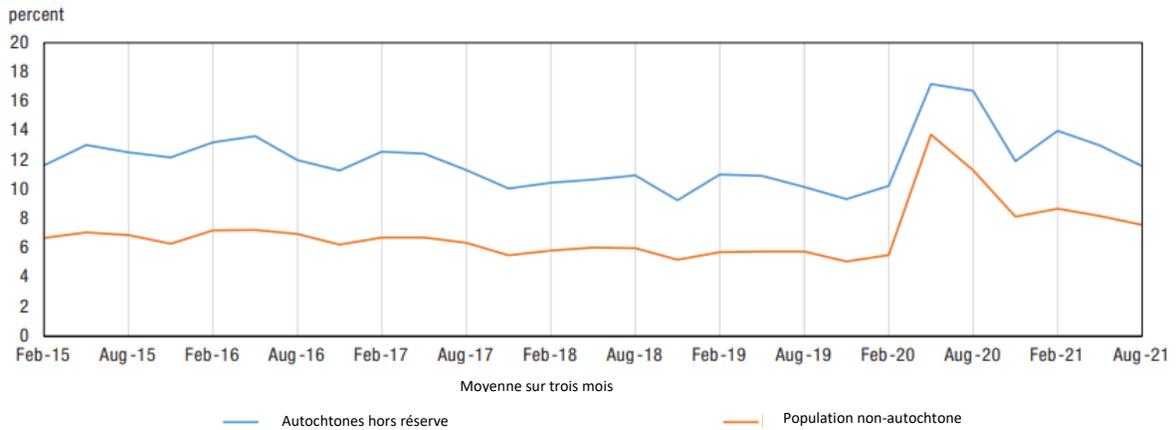
que la moyenne nationale, à 14,4 % en 2021. Les baisses relativement importantes de l'emploi chez les Autochtones reflètent le fait que de nombreux Autochtones travaillent dans les secteurs les plus durement touchés par la pandémie, comme les transports, le commerce, la vente au détail et les services. La notion de « *Last hired, first fired* » (dernier embauché, premier licencié) a été récemment inventée par la Réserve fédérale américaine à propos des répercussions de la COVID-19 sur les travailleurs noirs aux États-Unis;<sup>52</sup> au Canada, les employés des Premières Nations souffrent d'un préjudice similaire.

Finnegan (2013) illustre les effets de la récession de 2008-2009 dans un examen du marché du travail autochtone au Yukon, où la population autochtone représente 24 % de la population. La récession semble avoir à peine touché la population non autochtone, mais elle a eu de graves répercussions sur la main-d'œuvre autochtone, avec un taux de chômage passant de 12,5 % en 2007 à 22,5 % en 2009 (figure 23).

<sup>52</sup> Voir : US Federal Reserve Bank of Dallas (2020). Spotlight: Black Workers at Risk for 'Last Hired, First Fired'. *Southwest Economy*. <https://www.dallasfed.org/research/swe/2020/swe2002/swe2002e.aspx>



**Figure 24 : Taux de chômage, selon l'identité autochtone, moyennes sur trois mois, population vivant hors réserve dans les provinces, Canada, décembre 2014 à août 2021, données non désaisonnalisées**



Source: Statistics Canada, the Labour Force Survey.

Les défis posés par la pandémie sur le marché du travail autochtone sont également examinés par Bleakney, Masoud et Robertson (2020), qui reconnaissent que les mises à pied découlant de fermetures d'entreprises et les interruptions dans la disponibilité des services de garde et des écoles ont amplifié les disparités préexistantes en matière

d'emploi et ont ralenti la reprise du marché du travail chez les Autochtones, en particulier les femmes et les jeunes adultes autochtones. Les auteurs utilisent l'Enquête sur la population active, qui fournit les données les plus récentes sur les caractéristiques du marché du travail des populations autochtones au Canada. Les données présentées dans ce rapport concernent les Autochtones vivant hors réserve dans les provinces. La figure 24 illustre le taux de chômage le plus élevé des travailleurs autochtones dans l'ensemble, ainsi que le ralentissement de la reprise par rapport à la population non autochtone. La prochaine étape évidente consistera à produire des données plus complètes sur le scénario de chômage dans les réserves après la pandémie.

Les niveaux d'emploi des femmes autochtones ont particulièrement souffert de la pandémie. L'Enquête sur la population active montre qu'en 2019, le taux de chômage chez les femmes des Premières Nations âgées de 15 ans et plus était de 10 %, qu'il a grimpé à 14,1 % en 2020 et qu'il est resté élevé en 2021, à 13,1 %. En comparaison, le taux de chômage des femmes non autochtones est passé de 5,9 % en 2019 à 9,4 % en 2020, pour revenir à 7,9 % en 2021. Ces tendances reflètent l'effet de la pandémie sur la vie familiale, car de nombreux parents – en particulier les femmes – ont assumé la garde des enfants à la maison.

Bleakney, Masoud et Robertson (2020) notent également que les différentes cohortes d'âges ont été touchées différemment par la pandémie de COVID-19. Par exemple, les travailleurs autochtones plus âgés qui « qui sont plus vulnérables aux répercussions économiques et sanitaires de la COVID-19 [...] pourraient avoir choisi de prendre leur retraite plus tôt que prévu, possiblement pour éviter les risques pour la santé qui y sont associés ». Sur une note plus positive, ils ont constaté que le taux de participation des jeunes autochtones s'élevait à 66,8 %, soit le taux le plus élevé depuis le début de la pandémie. Il était supérieur de 3 points de pourcentage à celui observé sur le marché de l'emploi d'été un an plus tôt. Le taux d'emploi chez les jeunes autochtones a atteint 57,4 % au cours de la période de trois mois ayant pris fin en août 2021, dépassant son niveau pré-pandémique et celui de l'été 2020, soit 47,4 % (figure 24). Des recherches plus approfondies sont nécessaires pour expliquer ce phénomène.

Dinku (2020) présente une perspective australienne détaillée sur les répercussions de la COVID-19 sur l'avenir de la main-d'œuvre aborigène. En étudiant les chocs macroéconomiques et les réponses politiques à ces chocs, il n'a trouvé que peu de rétroactions positives pour la main-d'œuvre autochtone. M. Dinku note que la concentration sectorielle de l'emploi autochtone, les niveaux relativement élevés d'emplois occasionnels et le profil d'âge relativement jeune de la population autochtone augmentent l'exposition de celle-ci à des risques économiques importants. Il note que les entreprises autochtones emploient de manière disproportionnée des travailleurs autochtones, mais que ces entreprises se concentrent dans le groupe des petites et moyennes entreprises qui peuvent être plus sensibles aux conditions de récession, en

particulier si l'incertitude économique conduit à une crise financière plus généralisée provoquant une insuffisance de liquidités. En outre, les Autochtones peuvent avoir des difficultés à conserver leur emploi. La COVID-19 entraînera probablement une période intense de correction structurelle de l'économie, et il est important que la communauté et les entreprises autochtones se positionnent de manière à tirer parti des éventuelles occasions et à minimiser les risques potentiels.

La résilience est un sujet rarement abordé dans les publications (Finnegan et Coates 2015). Un nombre croissant de travaux recensent les facteurs qui contribuent au bon développement et au bien-être dans les situations d'adversité, tant pour l'individu que pour la communauté. Les communautés autochtones résilientes sont liées à la langue et à la terre, dans une continuité écologique (Heid, 2022). Voici les conclusions de Heid *et al.* (2022) dans leur étude sur la résilience des jeunes autochtones (et il s'agit certainement de la population cible pour le développement des compétences futures) :

*La résilience est un processus complexe à multiples facettes qui nécessite une interaction entre les facteurs de stress, les facteurs favorisant la résilience et les parcours. Pour les jeunes autochtones, la résilience joue un rôle important dans leur vie, car ils sont confrontés à des facteurs de stress uniques et persistants à plusieurs niveaux. Si la plupart des études soulignent le rôle des traumatismes, aucune n'a mesuré directement les symptômes ou l'expérience des traumatismes, ni n'a pris en compte de manière exhaustive des aspects tels que les traumatismes intergénérationnels, la perte et le deuil, ou encore l'anxiété et le deuil écologiques. Certaines études prennent en compte la différence de sexe, mais aucune étude examinée dans cette analyse ne tient compte des catégories de genre ni ne cite précisément les jeunes bispirituels. Cela semble indiquer que la définition et la signification de la résilience, de même que le processus connexe peuvent évoluer en fonction des variables de santé mentale étudiées ainsi que de l'inclusivité des groupes de jeunes.*

**Figure 25 : Taux de mortalité lié à la COVID-19/100 000 habitants chez les Autochtones canadiens vivant dans les réserves par rapport au reste du Canada, au 6 janvier 2022**

Total des décès au Canada	Population du Recensement de 2016 au Canada	Taux de mortalité /100 000 habitants	Nombre total de décès au Canada – Hors réserve	Population canadienne – Hors réserve	Taux de mortalité dans le reste du Canada/100 000 habitants	Décès dans les réserves	Population dans les réserves au Canada (2016)	Taux de mortalité dans les réserves/100 000 habitants
30 788	35 151 728	87,59	30 219	34 820 703	86,78	569	331 025	171,89

Sources : Services aux Autochtones Canada <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1598625105013/1598625167707> (consulté le 10 janvier 2022); Statistique Canada <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/41-20-0002/412000022021001-fra.htm> Coates et Finnegan 2022

### 3.11 Éducation et formation en entreprise et capital humain : une autre voie vers la réussite

Dans le monde de l'entreprise, de nombreuses initiatives visent à mettre les Autochtones en contact avec des formations qualifiantes pour des débouchés précis. Toutefois, peu de recherches universitaires se sont intéressées à l'évaluation de ces initiatives menées par les entreprises, probablement en raison d'une insuffisance de données et de transparence (Pearson et Daff 2013). Le nouveau programme de recherche 2022 de Statistique Canada, à savoir la Plateforme longitudinale entre l'éducation et le marché du travail (PLEMT) et les bases de données associés, pourrait contribuer à combler ces lacunes. « La PLEMT permet l'intégration longitudinale des données administratives relatives à l'éducation avec d'autres sources de données afin de fournir des ensembles de données anonymisés et personnalisés à des fins analytiques. Le programme de la PLEMT permet de combler des lacunes statistiques et de mieux comprendre les parcours des étudiants et des apprentis, leur transition vers le marché du travail et leurs résultats au fil du temps. »<sup>53</sup> Un examen de ce programme ne permet pas de déterminer si des indicateurs relatifs aux Autochtones sont utilisés dans la base de données telle qu'elle est actuellement conçue, mais comme d'habitude, Statistique Canada pourrait, selon toute vraisemblance, générer des volets sur les Autochtones.

Les publications universitaires sont étonnamment peu abondantes en ce qui concerne le rôle des entreprises dans la prestation de compétences et de formations. C'est surprenant, car le capital humain est au cœur de l'industrie, notamment dans le secteur des ressources naturelles qui dépend souvent d'accords industriels ou d'ententes sur les avantages communautaires qui comprennent des quotas d'embauche à l'échelle locale. Pearson et Daff (2013) présentent une étude de cas australienne dont le titre lui-même est révélateur des défis posés par l'introduction de l'exploitation minière occidentale dans la culture autochtone. Voici la traduction de ce titre : « Transcender les activités des chasseurs-cueilleurs tout en équilibrant les idéaux culturels coutumiers avec les forces du marché des sociétés occidentales avancées : l'extension des frontières traditionnelles du peuple autochtone des Yolngu, dans Territoire du Nord de l'Australie ». Leur étude porte sur quatre années de données relatives à la situation professionnelle des Yolngu, du nord-est de la Terre d'Arnhem, dans le Territoire du Nord de l'Australie. Les Yolngu participaient à un programme unique d'enseignement professionnel mis en place par la multinationale minière Rio Tinto Alcan. Les auteurs notent que plusieurs entreprises

---

<sup>53</sup> Voir : Statistique Canada (2022). Aperçu de la Plateforme longitudinale entre l'éducation et le marché du travail et des bases de données associées, produit n° 37200001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada (ISBN 978-0-660-43488-9). <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/37-20-0001/372000012022004-fra.pdf>

autochtones à vocation sociale liées à l'exploitation du bois ont été lancées par l'une des communautés autochtones de la région qui s'était initialement retirée du programme initial de formation et d'enseignement professionnels en matière d'exploitation minière. Selon eux, cela illustre la pertinence de fortes continuités culturelles pour que les membres de la communauté travaillent dans l'industrie forestière plutôt que dans l'exploitation minière (Pearson et Daff 2013).

Pearson et Daff ont constaté que les taux d'abandon du programme en question étaient incroyablement élevés. Sur les 337 candidats intéressés, 199 n'ont pas donné suite à leur déclaration d'intérêt parce qu'ils étaient « tenus de présenter des documents attestant de leur niveau d'études officiel, des références professionnelles ou des certificats autochtones ». Au final, seules 138 personnes ont commencé le programme. Les auteurs estiment également que le faible niveau de littératie et le mauvais état de santé ont entraîné une réduction du nombre d'inscriptions. Par la suite, ils rapportent que 94 des 138 personnes ont quitté le programme. Sur les 42 personnes restantes, seules 21 ont obtenu un emploi à temps plein, dont huit en apprentissage. Les 21 autres candidats sont encore en train de suivre le processus de préparation au travail et de démarrage du travail, en vue d'être formés pour commencer des apprentissages dans le secteur minier. Ces chiffres représentent un taux d'achèvement de 15 % pour ceux qui étaient qualifiés pour commencer le programme, contre 6 % si l'on utilise le « n » de membres de la communauté autochtone ayant initialement posé des questions sur le programme<sup>54</sup>. Les auteurs remarquent bien que certains des candidats qui ont franchi les différentes étapes du programme sont partis pour occuper un emploi ou créer une entreprise, ce qui est également un résultat positif (Pearson et Daff 2014). Ils concluent que le faible taux de réussite de ce programme particulier est dû aux facteurs suivants :

- les programmes d'aide sociale qui ont érodé les compétences professionnelles et l'intérêt pour les compétences et la formation;
- la toxicomanie, qui a entraîné l'élimination de certains candidats;
- les limites dans les compétences en littératie et en numératie;
- les retraits involontaires du programme (incarcération);
- les autres possibilités s'offrant aux personnes.

---

<sup>54</sup> Au Canada, environ 10 % des membres des Premières Nations avaient obtenu un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers en 2016. Produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada, publié le 18 juillet 2018. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

**Figure 26 : Emploi dans une mine anonyme dans le Nord canadien autochtone (décembre 2018)**

Entreprise (* si elle appartient à une Première Nation)	SCIAN	Premières Nations locales	Autres Premières Nations	Non-membres d'une Première Nation	Nombre total d'employés	Pourcentage de Premières Nations	Femmes	Hommes
Camps – Première Nation*	Camp et alimentation	1	31	26	58	55 %	26	32
Électricité – Première Nation*	Construction	0	0	8	8	0 %	0	8
Terrassement – Première Nation	Construction	1	6	22	29	24 %	9	20
Ingénierie environnementale – Première Nation*	Génie	0	0	5	5	0 %	1	4
Équipement lourd local*	Construction	2	12	22	36	39 %	3	33
Construction locale	Construction	0	0	4	4	0 %	0	4
Concassage de pierres	Exploitation minière et agrégats	3	1	9	13	31 %	0	13
Géomatique locale	Génie (arpentage)	0	1	4	5	20 %	0	5
Équipement lourd local	Construction	9	33	88	130	32 %	18	112
Entreprise de gros œuvres	Construction	0	1	9	10	10 %	0	10
Montage de charpentes en acier en extérieur	Construction	0	3	39	42	7 %	2	40
Construction extérieure	Construction	0	0	5	5	0 %	0	5
Ingénieurs – opérations sur place	Construction	4	8	34	46	26 %	5	41
Ingénieurs – conception	Génie	0	1	26	27	4 %	5	22
Constructeurs internationaux	Construction	0	0	74	74	0 %	2	72
Constructeur du Nord	Construction	0	1	12	13	8 %	0	13
Constructeurs – acier	Construction	0	7	59	66	11 %	7	59
Ingénieurs électriciens	Construction	0	8	40	48	17 %	3	45
Personnel médical	Santé et médecine	0	0	3	3	0 %	3	0
Grande société internationale	Génie	0	0	1	1	0 %	0	1

La société minière	Extraction minière	3	1	6	10	40 %	5	5
<b>Totaux</b>		<b>23</b>	<b>114</b>	<b>496</b>	<b>633</b>	<b>22 %</b>	<b>89</b>	<b>54 4</b>

Dans le contexte australien, les formations destinées à sensibiliser les employés à la culture des populations autochtones sont devenues monnaie courante dans l'industrie minière. Ces formations visent à favoriser les bonnes relations entre les entreprises et les propriétaires traditionnels autochtones des terres, et à accroître l'emploi autochtone dans l'industrie. L'étude examine la manière dont cette formation est mise en œuvre dans plusieurs grandes mines de Rio Tinto Iron Ore (RTIO) dans la région de Pilbara en Australie-Occidentale<sup>55</sup>. L'étude constate que l'engagement du secteur des entreprises à éduquer les travailleurs sur les différences culturelles est difficile à mener à bien dans ce contexte hautement politisé. L'article plaide en faveur d'une compréhension des complexités et des politiques stratégiques qu'implique la mise en œuvre d'une formation à la sensibilisation culturelle autochtone afin d'éviter non seulement les attentes trop naïves, mais également les conséquences négatives involontaires.

Au début des années 2010, une société minière indépendante a conclu une entente sur les avantages communautaires avec une Première Nation dont le nom n'a pas été divulgué, en vue de l'exploitation d'une mine sur son territoire. La Première Nation en question participe depuis longtemps à l'exploitation minière, mais jusqu'en 2019, elle ne s'était jamais aventurée dans la propriété de sociétés d'exploration minière ni dans le jalonnement de concessions minières. Cela a créé de nombreuses possibilités pour cette Première Nation, qu'il s'agisse d'avantages liés à des partenariats commerciaux ou de possibilités d'embauche. La mine a fourni des déclarations mensuelles quant aux entreprises ayant des contrats sur place, ainsi que sur les personnes employées (travailleurs locaux, extérieurs et non autochtones). Des répartitions par sexe ont également été fournies, comme le montre la figure 26. Comme l'a déclaré un employé de la mine, « nous travaillons sur les terres de la Première Nation, elle doit donc en bénéficier sur le plan de l'emploi. Nous avons conclu des ententes avec la communauté pour embaucher et faciliter la formation, le mentorat, l'avancement professionnel, etc. ».

Dans cette région, environ un quart de la population est autochtone, de sorte que la part de 22 % des employés répertoriés par la société minière comme travaillant sur le site en tant que membres des « Premières Nations » témoigne d'une représentation proportionnelle. Cependant, beaucoup de ces employés venaient d'autres régions du Canada, comme la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Manitoba. Au sein de la société

<sup>55</sup> Parmenter, Joni et Rodger Barnes (2021). Factors supporting indigenous employee retention in the Australian mining industry: A case study of the Pilbara region. *The Extractive Industries and Society* 8(1), 423-433.

minière, la représentation féminine sur place s'élevait à 14,1 %, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne nationale de 17 % pour les femmes dans le secteur minier, selon le rapport du Conseil des ressources humaines de l'industrie minière basé à Ottawa intitulé *Explorer l'inclusion des genres* (2016).

Les embauches locales, définies comme l'embauche de citoyens/membres de la Première Nation locale originaires de n'importe où au Canada (voir l'annexe 2) se chiffraient à 23 personnes. Il est difficile d'interpréter ce chiffre comme étant la population en âge de travailler des Premières Nations vivant dans le village local et ses environs. Chez les hommes, l'emploi dans la Première Nation était fortement axé sur la construction et l'exploitation d'équipements lourds, tandis que chez les femmes, l'emploi était plutôt axé sur la restauration et l'hébergement dans les camps.

Ensuite, Saxinger et Gartler (2017) explorent les répercussions des travailleurs-navetteurs et du travail par roulement dans l'industrie minière avec la Première Nation des Nacho Nyäk Dun. Saxinger et Gartler ont vécu plusieurs années dans la localité de Mayo, au Yukon, créant ainsi un catalogue riche, nuancé et intime de la vie dans une collectivité isolée directement concernée par l'exploitation minière. Ils ont présenté leurs résultats sous la forme d'une publication accessible à la communauté qui mettait l'accent sur des citations, de brefs commentaires et des images de la vie communautaire et minière. Comme le notent Saxinger et Gartler : « Les cours de formation vont des compétences de base, comme la littératie pour ceux qui ont abandonné l'école, à la gestion financière ou au conseil en matière d'alcoolisme et de toxicomanie. Une formation [est également dispensée] pour des métiers tels que mécanicien, foreur, opérateur de machine, conducteur de camion, ainsi que dans les domaines de la santé et de la sécurité et des premiers secours... certains cours étant dispensés au sein même de la communauté ».

Enfin, les nouveaux outils de recherche élaborés dans le cadre de l'initiative de la *Plateforme longitudinale entre l'éducation et le marché du travail (PLEMT)* de Statistique Canada, lancée les années 2010, permettent de mieux comprendre le rôle des compétences autochtones et de la formation. La PLEMT est élaborée en collaboration avec les différents ministères de l'Éducation des provinces et des territoires, Emploi et Développement social Canada (EDSC) et d'autres parties prenantes. Ce programme permet l'intégration longitudinale des données administratives relatives à l'éducation avec d'autres sources de données afin de fournir des ensembles de données anonymisés et personnalisés à des fins analytiques. La PLEMT permet de mieux comprendre les parcours des étudiants et des apprentis, leur transition vers le marché du travail et leurs résultats au fil du temps. Les données de la PLEMT peuvent aider à répondre à une vaste gamme de questions stratégiques relatives à la persévérance, à la réussite, à la mobilité et aux parcours des étudiants et des apprentis, ainsi qu'à étudier leurs résultats sur le marché du travail. Grâce à ces données, les décideurs sont en mesure de mieux comprendre les divers types de parcours que les étudiants peuvent

suivre tout au long de leurs études postsecondaires ou de leur formation d'apprenti, de même que les caractéristiques des étudiants qui pourraient être liées à ces parcours. La PLEMT peut contribuer à éclairer les recherches à venir, l'élaboration de programmes et la planification de politiques liées aux compétences, à l'apprentissage et à l'éducation des populations autochtones et d'autres segments de la population.

### **3.12 Le problème le moins étudié : les difficultés des Autochtones en matière de littératie dans les régions rurales et éloignées ainsi que dans les réserves**

La population vivant dans les réserves a un profil socioéconomique très différent de celle vivant hors des réserves. Alasia *et al.* (2017) ont constaté qu'environ 46 % des Autochtones vivaient dans des régions éloignées à prédominance rurale au Canada et qu'ils étaient moins bien lotis que les Autochtones vivant dans des régions urbaines en termes de résultats socioéconomiques. Ces écarts dans les résultats socioéconomiques varient également en fonction de la géographie. Il est reconnu que la proximité des activités économiques joue un rôle clé dans le façonnage des possibilités socioéconomiques d'une région. Les coûts de transport beaucoup plus élevés auxquels les communautés éloignées font face ont des répercussions sur un large éventail de facteurs allant de l'accessibilité des services au coût de l'activité économique, en passant par la mise en place des infrastructures communautaires de base.

Le géographe de l'Arctique Robert Bone (1992) note que la plupart des communautés vivant dans des réserves sont situées dans ce qu'il appelle des « lieux non économiques ». Les réserves indiennes, même celles situées dans des régions riches en agriculture comme la région des Prairies et du Nord, ne sont pas des « lieux économiques » au sens de l'économie occidentale<sup>56</sup>. Cette affirmation est renforcée par Robert Miller dans *Establishing Economies on Indian Reservations* (2021), lorsqu'il déclare :

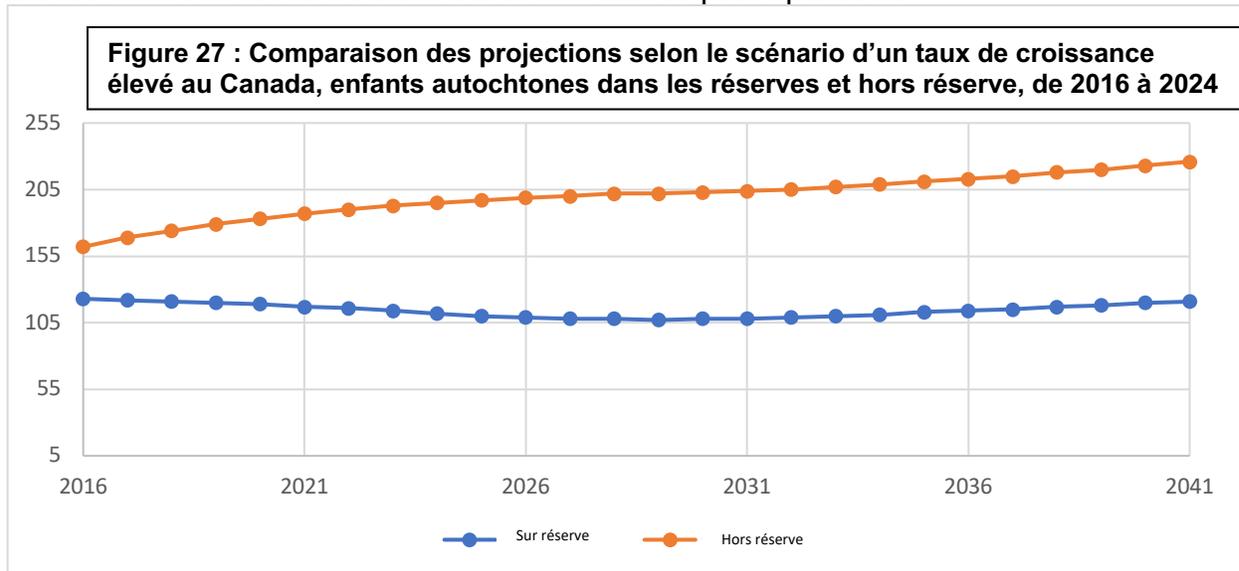
*Sur les 300 réserves indiennes que comptent les États-Unis, peu d'entre elles ont une économie fonctionnelle, dans laquelle les habitants de la réserve peuvent être employés, dépenser leur argent et trouver un logement convenable. Par conséquent, presque tous les habitants des réserves doivent se rendre dans des villes éloignées afin de trouver des banques, des entreprises, des établissements d'enseignement supérieur et des emplois. Cette situation favorise*

---

<sup>56</sup> Robert M. Bone (2003). *The Geography of the Canadian North: Issues and Challenges*. Toronto, Oxford University Press, 186-187.

*les économies des États, mais participe à l'appauvrissement des réserves, où les Autochtones vivent de manière disproportionnée dans la pauvreté<sup>57</sup>.*

Il existe moins d'études sur les populations autochtones des réserves et du Nord. Cela peut s'expliquer par les économies limitées dans ces régions, par la pénétration limitée des chercheurs dans ces communautés ainsi que par l'effet de l'émigration de leurs membres sur l'éducation et l'emploi, ne laissant plus que des communautés isolées avec des « laissés-pour-compte » (voir l'étude de cas à l'annexe 2). Selon les projections démographiques, la population dans les réserves devrait atteindre 404 000 à 406 000 en 2022, ce qui représente environ 40 % de la population autochtone du Canada. Les projections jusqu'en 2041 indiquent que quelque 500 000 personnes pourraient vivre dans les réserves si l'on se base sur le scénario le plus optimiste.



Si la population des réserves compte aujourd'hui entre 114 000 et 116 000 jeunes, leur pourcentage dans la population commencera à diminuer au fil du temps, passant de 91 000 dans la projection la plus basse à 122 000 dans la projection la plus haute. Cela s'explique par le fait que la population des réserves vieillit et que les jeunes familles autochtones quittent les réserves. Selon le scénario de croissance élevée, le pourcentage d'enfants autochtones (âgés de 0 à 14 ans) vivant dans les réserves par rapport à la population totale passera de 31,1 % à 24,4 % entre 2016 et 2041 (figure 27). Dans le

<sup>57</sup> Miller, Robert J. (2021). Establishing Economies on Indian Reservations. *The Regulatory Review*, Opinion (6 avril). <https://www.theregview.org/2021/04/08/miller-establishing-economies-indian-reservations/>

scénario de croissance faible, le pourcentage d'enfants autochtones vivant dans les réserves pourrait tomber à 20,2 %. D'un côté, cela soulage en partie les programmes gouvernementaux qui proposent des programmes éducatifs aux communautés vivant dans les réserves, permettant ainsi de consacrer plus de ressources par habitant à l'amélioration de la qualité de l'éducation. D'un autre côté, cela signifie que les enfants autochtones vivant dans les régions métropolitaines de recensement (RMR), en dehors des réserves et de l'Inuit Nunangat, passeront de 162 000 à 226 000 (selon le scénario de croissance élevée). Plus de ressources devront alors être consacrées aux milieux urbains et hors des réserves, des lieux dans lesquels les communautés autochtones peuvent avoir moins de contrôle.

L'un des moyens permettant d'augmenter le temps d'enseignement et les compétences en matière de littératie, de numératie et de résolution de problèmes pourrait être que le gouvernement fédéral octroie des contrats pour des programmes d'apprentissage des jeunes enfants et de rétablissement de l'apprentissage à des sociétés de conseil en éducation des Premières Nations, les programmes étant ensuite gérés dans les réserves par des mentors éducatifs des Premières Nations. Cela permettrait au Canada de participer davantage à la mise en œuvre du programme et à la formation des enseignants, tout en soutenant une programmation locale et une maîtrise des contenus linguistiques et des connaissances traditionnelles par les Premières Nations ainsi que l'entrepreneuriat local.

Le nouvel indice d'éloignement de Statistique Canada mesure la proximité avec les centres d'activité économique. Il tient compte de la taille des centres de population, des coûts réels de déplacement par les différents modes de transport et de leur disponibilité saisonnière. Une comparaison entre les groupes autochtones révèle que les communautés inuites affichent l'indice d'éloignement médian le plus élevé parmi les trois groupes de distinction. Par rapport aux Premières Nations, l'indice médian des communautés inuites est supérieur d'environ 40 points d'indice et d'environ 50 points d'indice par rapport aux communautés non autochtones. Cette situation n'est pas surprenante, car environ trois quarts de la population inuite vit dans les régions septentrionales du Canada, où l'accès aux réseaux routiers est limité. En fait, 38 des 46 communautés inuites ne sont accessibles que par voie aérienne. Lorsque l'on examine les variations de l'éloignement entre les communautés, il apparaît que les différences entre les communautés autochtones et les communautés non autochtones sont beaucoup plus marquées.

L'écart-type montre la répartition de l'indice d'éloignement des communautés. Selon cette mesure, la variation la plus faible de l'indice d'éloignement est observée dans les communautés inuites, avec un écart-type de 0,146 point d'indice. Une fois encore, cela n'a rien de surprenant, car la majeure partie de la population inuite se concentre dans certaines régions précises du Canada. Les communautés des Premières Nations sont

celles qui présentent la plus forte variation de l'indice d'éloignement (0,18). Figure 27. Écart-type de l'indice d'éloignement selon le groupe autochtone et pour la population non autochtone, 2011. Médiane Moyenne Écart-type Premières Nations 44 0,46 0,18 Inuit 85 0,78 0,146 Autochtones 45 0,47 0,19 Non-Autochtones 32 0,32 0,15<sup>58</sup>

Les communautés autochtones plus accessibles ont des niveaux de bien-être plus élevés, comme le montre la corrélation entre l'indice d'éloignement et l'Indice de bien-être des communautés (IBC) [figures 28 et 29]. Il en va de même pour les communautés non autochtones, bien que dans ce cas, l'association soit plus forte : la corrélation entre le bien-être des communautés et l'éloignement est relativement faible pour les communautés autochtones (-0,30) et modérée dans le cas des communautés non autochtones (-0,38). La comparaison entre l'éloignement et le bien-être des communautés montre également que les communautés autochtones présentent des niveaux élevés d'éloignement associés à de faibles niveaux de bien-être, des niveaux qui ne sont pas observés pour les communautés non autochtones. En d'autres termes, il n'y a pas d'équivalent non autochtone aux communautés autochtones les plus éloignées ayant les niveaux de bien-être les plus bas. Des tendances similaires peuvent être observées lorsqu'on examine les corrélations entre l'IBC et l'indice d'éloignement au sein des communautés autochtones.

Dans les deux cas, on observe une relation linéaire négative (figure 28-29). L'une des mesures statistiques les plus courantes en matière de relations statistiques (à savoir le coefficient de Pierson) révèle une corrélation modérée pour les communautés inuites et des Premières Nations (-0,34 et -0,36, respectivement). S'agissant de la distance médiane par rapport à la ville la plus proche, en moyenne, le temps de trajet médian jusqu'à la ville la plus proche dans les régions à prédominance rurale et éloignée s'élève à 514 minutes. Toutefois, le temps de trajet ne constitue pas une mesure adéquate de la proximité lorsqu'il s'agit de comparer les communautés n'ayant pas ou peu d'accès au réseau routier avec celles qui sont reliées au réseau routier principal. Par exemple, le territoire le plus septentrional, à savoir le Nunavut, n'est relié au continent par aucune route, et les seules options pour voyager sont donc le transport aérien et le transport maritime. Dans le Nord, le transport aérien est coûteux et souvent perturbé par les conditions météorologiques pendant les mois d'hiver.

---

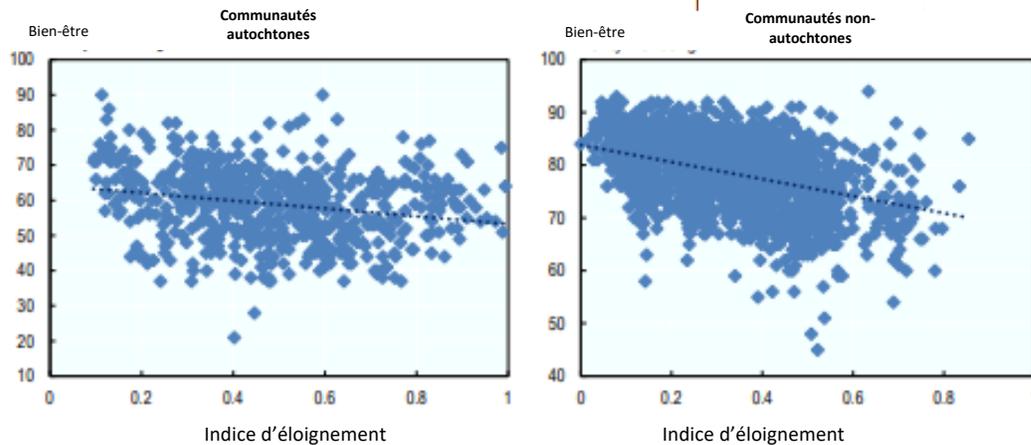
<sup>58</sup> Notes : Les données relatives aux communautés autochtones excluent les communautés métisses. Les concepts et la méthodologie retenus pour l'indice d'éloignement sont présentés dans le document de travail suivant : Alasia *et al.* (2017[58]). Source : Explication d'après les données fournies par Statistique Canada le 27 septembre 2018.

Miller (2021) note que l'un des moyens de favoriser les initiatives commerciales dans les réserves aux États-Unis est que le Congrès des États-Unis soutienne plus la loi [Buy Indian Act](#) de 1910 qui vise à promouvoir l'industrie autochtone chaque fois que c'est possible. La loi donne au secrétaire du [département de l'Intérieur des États-Unis](#) un pouvoir discrétionnaire considérable quand il s'agit de dépenser des fonds fédéraux pour la main-d'œuvre autochtone et l'achat de produits fabriqués par les Autochtones. Le Canada dispose d'un programme similaire avec la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones d'Industrie Canada. Industrie Canada a également créé un Répertoire des entreprises autochtones (REA) qui permet aux entreprises d'inscrire leurs services et leurs produits auprès du gouvernement du Canada<sup>59</sup>.

---

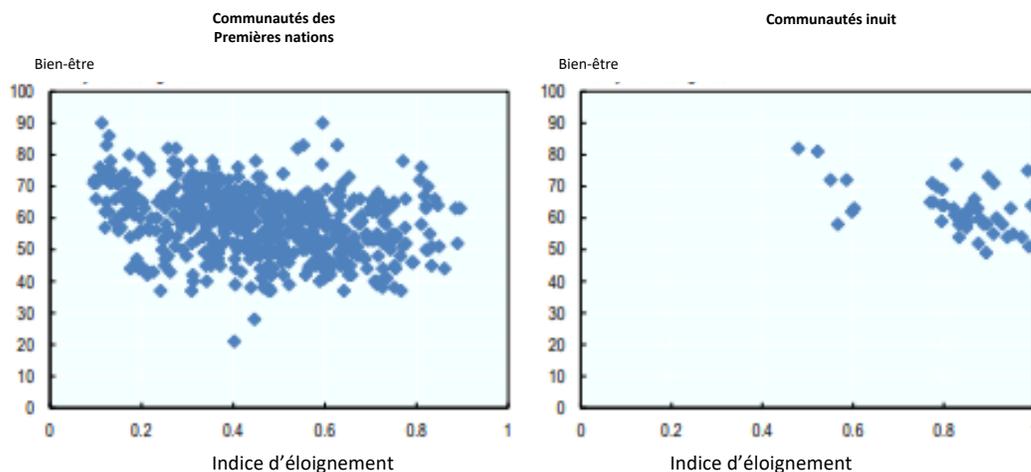
<sup>59</sup> Voir gouvernement du Canada. Stratégie d'approvisionnement : <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1354798736570/1610985991318>. Répertoire des entreprises autochtones : <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100033057/1610797769658>

**Figure 28 : Indice de bien-être des communautés et indice d'éloignement selon l'identité ethnique (2011)**



Sources: Elaboration based on data provided by Statistics Canada on 27 September 2018; Indigenous and Northern Affairs Canada (2019<sup>[49]</sup>), *The Community Well-Being (CWB) Index*, <https://open.canada.ca/data/en/dataset/56578f58-a775-44ea-9cc5-9bf7c78410e6> (accessed on 19 September 2018).

**Figure 29 : Indice de bien-être des communautés et indice d'éloignement selon le groupe autochtone (2011)**



### 3.13 Genre et différences dans l'éducation et l'emploi des Autochtones

L'inégalité sociale fondée sur le genre persiste également au sein de la population autochtone (Haan *et al.* 2020). Haan *et al.* fondent leurs travaux sur la « perspective de "dévalorisation culturelle" : les femmes et leur travail sont dévalorisés sur le marché du

travail en raison de la prédominance des rôles, des normes et des attentes liés au genre; les femmes sont tout simplement moins bien payées pour un travail similaire ». Par exemple, Schirle et Sogaolu (2020) notent que les salaires horaires des femmes dans le secteur privé étaient inférieurs de 27 % à ceux des hommes en 2000, l'écart se réduisant à 19 % en 2019. Dans le secteur public, les écarts salariaux tendent à être beaucoup plus faibles : à l'aide des données de l'Enquête sur la population active, elles ont constaté que les salaires horaires des femmes dans le secteur public étaient inférieurs de 12 % à ceux des hommes en 2000, et de 8 % à ceux des hommes en 2019. Finnegan (2014) a toutefois constaté des écarts de revenus considérables entre les fonctionnaires employés dans le secteur des services gouvernementaux autochtones et ceux employés dans le secteur des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux. Entre 2002 et 2012, l'écart entre les salaires des administrations autochtones et la moyenne des salaires de toutes les administrations du Canada fluctuait de -42 % à -39 %, montrant une légère amélioration au fil du temps (Finnegan 2013). Les gouvernements autochtones du Canada comptaient quelque 61 000 à 64 000 employés mensuels en 2021 et 2022, la perception générale étant que les femmes représentaient la majorité des personnes employées par ces gouvernements autochtones<sup>60</sup>. L'écart salarial est clairement défini dans l'étude de Schirle et Sogaolu (2020). Le genre reste manifestement un creuset dans lequel l'égalité en milieu de travail imposée par la loi n'est pas encore parvenue à modifier la formule de l'équité en matière d'emploi. En effet, les revenus des femmes blanches, des femmes issues de minorités visibles et femmes autochtones étaient respectivement inférieurs de 30 %, de 17 % et de 44 % (données non ajustées) à ceux des hommes blancs nés au Canada, selon le Recensement de 2016.

Haan *et al.* manient les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones pour tester les facteurs permettant de prédire le revenu des femmes autochtones. Leur premier modèle teste les principaux effets des variables prédictives clés que sont le genre, les études et les caractéristiques de l'emploi. Leur deuxième modèle ajoute des effets d'interaction entre le secteur d'activité, le niveau de qualification, les études, l'identité, le nombre d'enfants et le genre afin de déterminer comment ces facteurs peuvent faire varier le revenu entre les hommes et les femmes. En fin de compte, ils ont constaté que, même si les hommes et les femmes gagnent des revenus presque similaires dans certains secteurs, comme le commerce de gros, l'immobilier, l'administration et les services d'éducation, les hommes gagnent en moyenne plus que les femmes dans tous les secteurs d'activité. En outre, en accédant aux données de l'Enquête auprès des

---

<sup>60</sup> Statistique Canada. Tableau 14-10-0201-01 Emploi selon l'industrie, données mensuelles non désaisonnalisées. <https://doi.org/10.25318/1410020101-fra>

peuples autochtones, Haan *et al.* (2020) peuvent établir un lien entre le revenu, les études et le « sentiment d'appartenance à la communauté autochtone ». Ils ont constaté que :

*D'une manière générale, le sentiment d'appartenance à la communauté autochtone est également lié au revenu. Les personnes qui ne sont pas du tout d'accord avec l'affirmation selon laquelle elles ont un sentiment d'appartenance à leur communauté autochtone gagnent plus que celles qui sont tout à fait d'accord avec cette affirmation.*

Cela peut s'expliquer par le fait que de nombreuses femmes autochtones quittent leur communauté d'origine, en particulier les réserves éloignées, pour accéder à l'enseignement supérieur, aux programmes de formation et aux emplois qui leur permettent de gagner plus. Les auteurs concluent que ce n'est pas seulement l'isolement social, mais aussi l'éloignement social par rapport à la société dominante et l'attachement à des groupes moins puissants qui peuvent contribuer à des revenus moindres. L'éloignement social des populations autochtones par rapport au marché du travail dominant et ses conséquences négatives sur les revenus mettent en lumière un système qui tend à récompenser ceux qui sont moins attachés à leurs communautés, favorisant ainsi des attitudes de détachement (Haan *et al.* 2020).

Bleakney et Melvin (2022), s'appuyant sur les résultats du Recensement du Canada de 2021, évoquent la surreprésentation des femmes et des filles autochtones dans les régions éloignées du pays<sup>61</sup>. Leurs conclusions mettent l'accent sur les questions de genre associées à celles de l'éloignement géographique et de l'isolement, et font d'une certaine manière écho aux conclusions de Haan *et al.* (2020). Voici certaines de leurs conclusions :

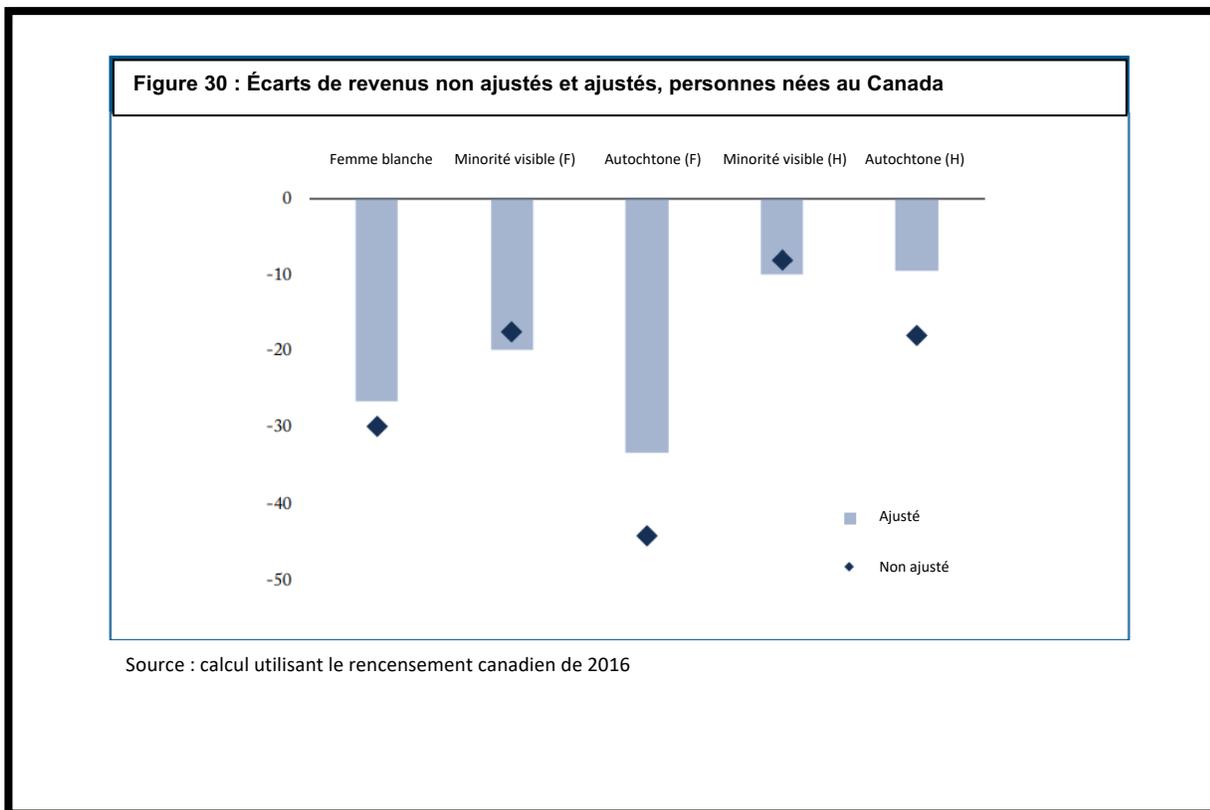
- Les femmes et les filles autochtones sont plus susceptibles que leurs homologues non autochtones de vivre dans des régions se trouvant à une plus grande distance des grands centres de population.

---

<sup>61</sup> L'indice d'éloignement (IE) de Statistique Canada a servi à quantifier l'éloignement d'une subdivision de recensement (SDR) ou la distance la séparant des centres de population voisins. Pour élaborer l'IE, les chercheurs ont utilisé des données provenant de sources statistiques officielles, comme le recensement, et des données provenant de sources statistiques non officielles, comme l'interface de programmation d'applications de Google Maps. La valeur d'IE de chaque SDR a été déterminée en fonction de la proximité relative de la SDR à tout centre de population voisin dans un rayon permettant une accessibilité quotidienne (mesurée en coût du trajet), ainsi qu'en fonction de la taille de ces centres de population (déterminée par la taille de la population). Voir : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/17260001>

- Plus particulièrement, les femmes et les filles autochtones représentaient près des trois quarts (72 %) de la population de sexe féminin vivant dans des collectivités très éloignées en 2016.

Selon une nouvelle étude, les femmes et les filles autochtones vivant dans des régions plus éloignées sont plus souvent confrontées à des défis et à des obstacles qui ont une incidence sur leur bien-être socioéconomique comparativement à celles vivant dans des régions accessibles. En outre, l'un des principaux constats est qu'elles sont moins susceptibles d'avoir terminé leurs études secondaires ou d'avoir obtenu un niveau d'études plus élevé. Toutefois, il est intéressant de noter que le niveau scolaire diminuait parallèlement à l'augmentation de l'éloignement chez les femmes des Premières Nations, métisses et inuites.



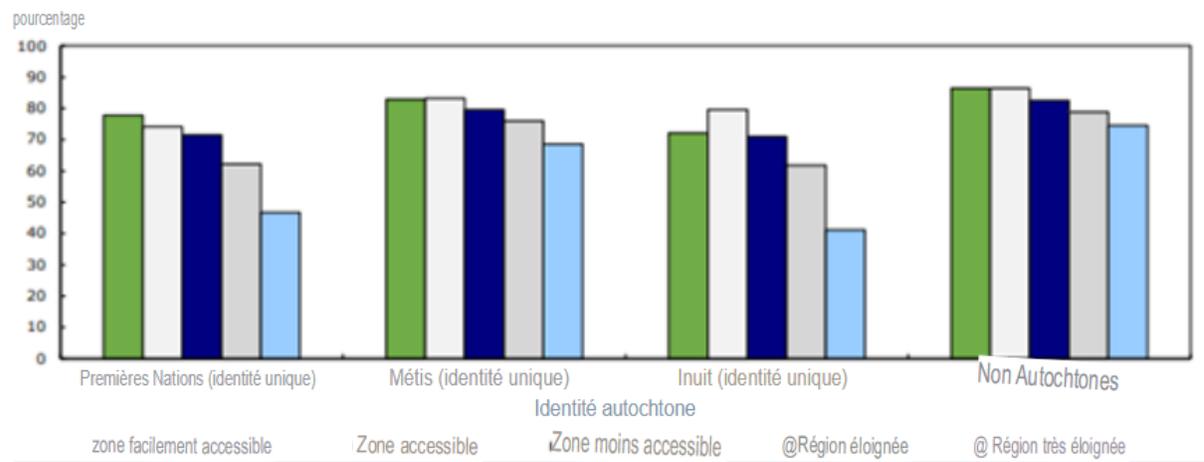
Par exemple, environ 4 femmes inuites sur 10 vivant dans des régions très éloignées avaient terminé des études secondaires ou supérieures (41 %), contre plus de 7 sur 10 chez celles vivant dans des régions facilement accessibles (72 %). La prestation de programmes efficaces et équitables dans les petites communautés éloignées qui disposent de peu de ressources, d'une connectivité Internet limitée et de faibles niveaux

de compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes, constitue un défi majeur et permanent pour les programmes d'éducation et de formation. Il s'agit généralement de communautés où la population est plus jeune, où il y a plus d'enfants et où la demande de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants est plus importante. Ces communautés éloignées restent le foyer des langues autochtones au Canada, les femmes et les filles inuites vivant dans des régions éloignées (60 %) et très éloignées (83 %) étant dix fois plus susceptibles de parler une langue autochtone que celles vivant dans des régions moins accessibles (10 %) et accessibles (8 %). À titre de comparaison, plus de la moitié (57 %) des femmes et des filles des Premières Nations vivant dans des régions très éloignées pouvaient parler une langue autochtone, contre seulement 7 % de leurs homologues vivant dans des régions facilement accessibles.

Hirshberg et Petrov (2015), abordant les tendances éducatives panarctiques pour le rapport *Arctic Human Development Report 2014*, reconnaissent que « la féminisation du capital humain est un phénomène plutôt nouveau ». Les auteurs constatent que les femmes autochtones sont toujours à la traîne par rapport à la plupart des groupes de la société en ce qui concerne l'accès aux occasions éducatives, le développement de carrière et l'égalité des revenus, et que l'isolement tant social que géographique entrave les possibilités qui s'offrent à elles.

Femmes et filles autochtones: Conditions socioéconomiques dans les régions éloignées  
communautés comparées à des zones plus accessibles

Figure 31 : Part des femmes âgées de 18 ans et plus ayant terminé des études secondaires ou des études supérieures, selon l'identité autochtone et le niveau d'éloignement, Canada (2016)



Bien qu'elle ne traite pas de l'indigénité, l'étude internationale de Reiter (2022) sur l'évolution des compétences en littératie à mesure que les cohortes vieillissent est une découverte importante qui devra être appliquée au contexte autochtone à l'avenir. Il déclare : « Les résultats sous-entendent une hétérogénéité importante dans le modèle d'évolution des compétences en littératie avec l'âge, reflétant une exposition différentielle à la stimulation cognitive au cours de la vie et semblant indiquer que le perfectionnement des compétences dans un pays est également la conséquence de l'évolution de la composition de sa population. En revanche, il s'est avéré que le genre n'avait pratiquement aucun effet sur l'évolution des compétences en littératie entre 15 et 65 ans. Au niveau global, les résultats révèlent des différences considérables entre les pays, tant en ce qui concerne le niveau des compétences que leur évolution dans le temps. Dans l'ensemble, on constate que l'expansion massive de l'éducation dans le monde au cours des dernières années ne s'est traduite que partiellement par une augmentation correspondante des compétences. » Ces résultats semblent indiquer que la qualité est plus importante que la quantité (ou le nombre d'années d'études supplémentaires à l'école), ce qui vient valider les conclusions d'Égert *et al.* (2022) ci-dessus.

Enfin, Feir *et al.* (2021) évaluent les effets distributifs des programmes actifs du marché du travail pour les populations autochtones à l'aide de données administratives et d'une stratégie empirique comparant les participants inscrits à des programmes intensifs (interventions en matière de compétences, partenariats pour la création d'emplois ou subventions salariales) à ceux inscrits à des programmes moins intensifs, comme l'aide à l'emploi ou le conseil en matière d'emploi. Les auteurs ont constaté que les programmes intensifs étaient très efficaces pour les revenus supérieurs à la moyenne. Ils concluent que les bénéficiaires sont plus importants pour les femmes au point médian en termes de revenus, ce qui suggère que les programmes intensifs peuvent réduire les écarts de revenus entre les genres parmi les participants.

### **3.14 Les gouvernements autochtones et les sociétés de développement économique en tant que lieux de formation de la main-d'œuvre**

Selon l'OCDE, une formation à l'emploi bien étayée dispensée et dirigée par des Autochtones représente un élément essentiel pour améliorer les résultats des Autochtones sur le marché du travail. Les gouvernements autochtones et les sociétés de développement économique apportent d'importantes contributions en matière de main-d'œuvre, en particulier dans les régions septentrionales, grâce à une approche radicalement différente en matière de gestion de la main-d'œuvre.

Des entrevues avec des informateurs clés ont permis de recueillir plusieurs points de vue autochtones importants concernant l'autonomie gouvernementale, le fossé numérique et l'éducation. Un informateur clé notait :

*Nous devons avancer sur trois éléments. Tout d'abord, l'autodétermination est la clé... L'autonomie gouvernementale permettrait en fait d'aiguiller l'argent vers les communautés en évitant les tracasseries administratives. Deuxièmement, le fossé numérique. Nous ne pourrions pas construire nos nations, mettre en œuvre nos ententes et soutenir l'autodétermination si nous ne maîtrisons pas ce fossé numérique. Il ne cesse de se creuser. Je m'inquiète toujours pour nos enfants de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année... ils ne reçoivent aucune formation en informatique parce que les programmes sont conçus en partant du principe qu'ils ont accès à une connexion Internet fiable, qu'ils possèdent des appareils et qu'ils les comprennent. Or, ce n'est pas le cas. [Troisièmement] c'est vraiment difficile d'apprendre pour certains enseignants, alors que d'autres sont vraiment excellents, créent des sites Web pour les enfants et trouvent des vidéos pour les enfants. Ils créent un lien avec les enfants. Vous savez, l'enseignant de ma fille communique avec elle une fois par semaine ou une fois tous les trois jours. Mon fils n'a pas vu le sien depuis le mois d'octobre.*

À ce jour, les publications universitaires manquent quant au rôle de l'autonomie gouvernementale dans le cadre de la *Loi sur les Indiens*. Finnegan a abordé ce sujet en 2014 en produisant des statistiques descriptives

**Figure 32 : Évolution de l'emploi dans les administrations publiques autochtones de 2002 à 2013**

Géographie	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)	2002	2013	Évolution de 2002 à 2013	Évolution de 2002 à 2013 (en %)
		Total	Total		
Canada	Administrations publiques autochtones	41 020	51 361	10 341	25,2 %
Yukon	Administrations publiques autochtones	981	1 551	570	58,1 %
T.N.-O.	Administrations publiques autochtones	603	585	-18	-3,0 %

Finnegan (2014)

dérivées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) pour évaluer le niveau élevé d'emploi dans le cadre de l'autonomie gouvernementale du Yukon par rapport au reste du Canada. Finnegan souligne l'importance de l'autonomie gouvernementale autochtone en tant que vecteur d'emplois, avec quelque 1 500 à 1 600 emplois par an dans une économie qui compte environ 20 000 emplois au total. L'article examine la valeur de la contribution des salaires liés à l'autonomie gouvernementale autochtone à l'économie du Yukon, qui s'élevait à environ 3,1 % de son PIB en 2012. L'emploi dans le gouvernement autochtone ne comprend toutefois pas seulement les employés autochtones, mais aussi le personnel recruté au sein de la société des nouveaux arrivants. Entre 2002 (au début de l'autonomie gouvernementale

au Yukon) et 2013, l'administration publique autochtone en tant que catégorie d'emploi a augmenté de 58,1 %, soit plus du double du taux d'augmentation dans l'ensemble du Canada (figure 32).

Notamment, de nombreux emplois au sein de l'autonomie gouvernementale occupés par des employés autochtones étaient des emplois de débutants, avec des salaires limités. Néanmoins, ces emplois représentent des perspectives de carrière intéressantes pour les travailleurs autochtones dans leurs propres communautés et contribuent à faire progresser l'autodétermination en les incitant à participer à la gestion de leurs communautés. Ces postes sont souvent assortis d'avantages et de possibilités de formation et de perfectionnement des compétences, de rencontres avec des personnes extérieures à la communauté, de participation à des réunions et de création d'un sentiment d'appartenance à une organisation ayant un but et une mission. Les possibilités d'acquérir de nouvelles compétences ou de suivre des programmes sanctionnés par un certificat ou un diplôme sont des décisions prises localement par des administrateurs qu'ils connaissent et qui vivent et travaillent à leurs côtés, et non par des mandarins se trouvant dans des bureaux administratifs régionaux ou nationaux très éloignés. L'importance de l'autonomie gouvernementale en tant que terrain de formation pour les employés autochtones ou la mobilité de ces travailleurs au sein de leur propre gouvernement ou vers d'autres rôles dans les secteurs public ou privé représente un sujet évident pour de futures recherches. Comme l'indique l'un de nos informateurs clés autochtones :

*Quels sont donc les systèmes de formation et d'éducation qui ne fonctionnent pas? Je pense que l'autonomie gouvernementale est l'élément fondamental que nous maîtrisons et qui peut être à l'origine du changement. Oui, absolument. Je pense qu'il existe un lien direct entre des programmes de formation autochtones plus efficaces et une plus grande autodétermination.*

La frontière est floue entre le gouvernement, les sociétés de développement et les programmes de développement communautaire des Premières Nations. Il n'est pas rare que le chef d'une Première Nation soit également PDG ou président de la société de développement, ou au moins qu'il siège à son conseil d'administration. Certains chefs sont même des hommes d'affaires actifs au sein de la communauté. Il s'agit souvent de petites localités isolées disposant de ressources limitées et d'un nombre restreint d'entrepreneurs et de personnes actives sur la scène politique. Des recherches plus approfondies doivent être menées sur le fonctionnement de ces « opérations conjointes » et sur la manière dont elles peuvent stimuler la bonne gouvernance lorsque la prise de décision politique et la logique commerciale peuvent fonctionner ensemble pour éviter tout mélange des genres entre les besoins politiques et le profit personnel. Gladun, Nysten-Haarala et Tulaeva (2021) étudient la manière dont le développement des

communautés autochtones dans l'Arctique est lié à leur bien-être économique, d'une part, et à leur culture et à leurs traditions, d'autre part. Elles s'intéressent particulièrement à la manière dont les stratégies politiques et communautaires peuvent servir à préserver des économies autochtones uniques. Il s'agit d'un élément original de leur travail, car la plupart des études dans le domaine du développement économique autochtone examinent les moyens par lesquels les Premières Nations peuvent s'adapter aux possibilités économiques occidentales ou créer des entreprises autour des investissements de la société des nouveaux arrivants dans le secteur des ressources naturelles. Dans les publications, l'hypothèse *a priori* selon laquelle il n'existait aucune économie autochtone en tant que telle avant l'arrivée des investissements occidentaux/des colons est presque une évidence.

En effet, le rôle des sociétés de développement autochtones dans la formation locale et le perfectionnement des compétences est moins clair et moins systématiquement examiné que celui des gouvernements autonomes. Le Conseil canadien pour l'entreprise autochtone (CCEA) a produit plusieurs rapports d'enquête qui s'appuient sur les bases de données approfondies que les organisations autochtones ont constituées tout au long d'années d'entretiens et de suivi des entreprises autochtones au Canada. Le point de départ de cette recherche est que la population autochtone est jeune et en forte croissance. Entre 2016 et 2026, 350 000 jeunes Autochtones atteindront l'âge de 15 ans et pourront intégrer le marché du travail. Avec la population vieillissante des nouveaux arrivants, la jeune population autochtone du Canada est une source potentielle de renouvellement de la main-d'œuvre. Le CCEA (2020) note que si les entreprises autochtones représentent des employeurs importants pour les Autochtones. Or, souvent, ces entreprises font partie des secteurs d'activités aux prises avec des perturbations. Les données du CCEA montrent que les entrepreneurs parlent de climat défavorable aux affaires dans les réserves, et les entrepreneurs autochtones aspirants citent l'accès difficile aux capitaux. Qui plus est, des lacunes dans l'éducation et l'acquisition de compétences chez les Autochtones représentent à la fois un problème d'employabilité et d'affaires. Les entreprises autochtones rapportent des difficultés de recrutement d'employés compétents et disent qu'en absence d'actions pour relever les compétences des futurs travailleurs, la croissance de leurs entreprises sera menacée. Pour maximiser leur potentiel, les programmes d'acquisition des compétences pour Autochtones doivent comporter les éléments suivants :

- des moyens d'intervention précoce et de formation préemploi destinés aux jeunes;
- des programmes d'acquisition de compétences offerts aux clients avant la formation préemploi;
- des services de garde d'enfants abordables et accessibles.

D'autres études ont démontré que l'adaptation au contexte culturel augmente les chances de succès des programmes de formation en tenant compte des particularités du territoire et en offrant un soutien global. Les programmes fédéraux d'acquisition de compétences et de formation n'ont pas encore résolu cette difficulté : selon une étude indépendante, dans le passé, aucune donnée sur le succès des programmes n'a été compilée, ce qui a donné aux programmes les plus efficaces les mêmes chances d'être renouvelés ou soutenus qu'aux programmes les moins efficaces (CCEA 2020).

Une part importante des emplois n'est pas pourvue dans les régions du Canada à forte population autochtone. Par exemple, au Nunavut, 28 % des Inuit sont au chômage, contre 3 % des non-Autochtones. Dans le même temps, un nombre important d'emplois dans les services publics de ces régions ne sont pas pourvus. Par exemple, au sein du gouvernement du Nunavut, les postes de fonctionnaires dans le domaine de la santé ne sont pourvus qu'à 55 %, et ceux des services communautaires et gouvernementaux ne sont pourvus qu'à 62 %, la moyenne pour l'ensemble des ministères étant de 71 %, ce qui laisse 29 % de tous les postes non pourvus. Plus de la moitié (52 %) des Inuit au chômage ont également indiqué comme difficulté le fait de ne pas avoir fait suffisamment d'études ou suivi assez de formation pour occuper les emplois disponibles. C'est au Nunavut que cette proportion était la plus élevée (60 %). De nombreuses publications économiques traitent de l'inadéquation entre l'offre et la demande et, au Canada, cette inadéquation est souvent exacerbée par la géographie et l'écart de compétences entre les Autochtones et les non-Autochtones.

Les conclusions du CCEA méritent d'être examinées, car elles s'appuient sur une base de données longitudinale détaillée et riche, bien que contrôlée par le secteur privé :

- Puisque la moitié des membres inscrits des Premières Nations vivent dans les réserves, les possibilités de développement économique et commercial doivent être adaptées pour tenir compte des infrastructures et des compétences existantes ou les intégrer.
  - Comment favoriser la croissance des entreprises et les occasions économiques dans les communautés isolées (surtout si l'on tient compte des capitaux et des prêts limités dans le contexte financier qui règne dans les réserves)?
- Le monde économique et entrepreneurial dirigé par les Autochtones ressemblera-t-il à l'économie canadienne dans son ensemble?
- Comment concevoir la formation professionnelle pour faciliter le transfert des connaissances pour les Autochtones?
  - En outre, quels aspects des pratiques de formation professionnelle peuvent être généralisés à partir de l'écosystème des compétences non autochtones et quels sont ceux qui devront être adaptés au contexte de l'écosystème des compétences autochtones?

- En outre, quels sont les aspects qui doivent être adaptés aux différents besoins des groupes autochtones précis, par exemple pour les Inuit dans l'Inuit Nunangat, pour les Premières Nations vivant hors réserve, etc.?
- Quelles mesures pouvons-nous prendre pour nous assurer que les politiques et les financements actuels soutiennent de manière adéquate l'éducation, la formation et le développement de l'esprit d'entreprise chez les Autochtones?
- Quelles pratiques doivent être mises en place à l'échelle des employés pour garantir aux travailleurs autochtones un lieu de travail exempt de préjugés et culturellement sûr? Par ailleurs, que peuvent apprendre les exploitants d'entreprises non autochtones sur ces pratiques auprès des entreprises appartenant à des Autochtones?

Berge (2020), dans un article sur le mouvement coopératif et les magasins nordiques, affirme que les coopératives jouent un rôle symbiotique ou étroitement lié dans les communautés. Pour résumer son point de vue à propos du rôle des coopératives dans le développement des entreprises autochtones dans les communautés isolées, il souligne les éléments suivants :

- il existe un lien entre la communauté et la coopérative qui doit être encouragé et approfondi afin de maintenir les avantages tirés de l'activité économique dans la communauté;
- la formation professionnelle doit être développée afin d'accroître la capacité des membres de la communauté à répondre aux besoins croissants des coopératives en matière de sens des affaires;
- la formation professionnelle doit comprendre une composante culturelle afin que les personnes qui travaillent pour les coopératives communautaires, des éléments clés au sein des communautés, comprennent ces dernières.

Arctic Co-operatives Limited est une société basée à Winnipeg qui promeut activement l'idée d'entreprises commerciales détenues par leurs membres et qui redistribuent les projets aux bénéficiaires. Les Premières Nations du Yukon disposent de quelques coopératives et sont souvent propriétaires de leur magasin communautaire par l'intermédiaire de leur société de développement. Une étude réalisée par le gouvernement du Yukon utilise Old Crow comme un cas particulier qui modère le mouvement coopératif. Old Crow est une zone accessible uniquement par avion, contrairement aux localités de Mayo ou de Dawson qui, bien qu'éloignées, sont situées sur des autoroutes. L'auteur omet de commenter les prix beaucoup plus élevés pratiqués par la coopérative d'Old Crow (avec un indice des prix atteignant 209,8) par rapport aux magasins de Mayo (122,5) ou de Dawson (121,3), qui sont relativement éloignés, et à

Whitehorse (100, en octobre 2018)<sup>62</sup>. Enfin, le chercheur ne s'est pas penché sur le rôle de la coopérative dans la formation ou l'absence de formation de gestionnaires issus de la communauté. Dans de nombreuses communautés, la coopérative est active depuis 25 ans ou plus. Toutefois, a-t-elle mis en place une équipe de gestion autochtone ou se contente-t-elle de platitudes? Les entreprises autochtones doivent, dans la mesure du possible, former du personnel autochtone.

Dans une analyse plus équilibrée, Proulx *et al.* (2020) analysent le potentiel inexploité ainsi que les attitudes et les comportements des employeurs du secteur de la foresterie à l'égard de la main-d'œuvre autochtone au Québec dans leur publication intitulée *Untapped potential? Attitudes and behaviours of forestry employers toward the Indigenous workforce in Quebec, Canada*. Les auteurs reconnaissent que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur des ressources naturelles est un problème important dans le secteur de la foresterie au Canada. Seulement dans la province de Québec, 15 000 emplois devront être comblés d'ici 2022. Ils notent qu'au même moment, plusieurs communautés autochtones cherchent à développer les perspectives d'emploi, étant aux prises avec un taux élevé de chômage et une population jeune et en pleine croissance. Ils se posent donc la question suivante : *est-ce que les employeurs en foresterie créent un environnement favorable au recrutement, à l'intégration et à la rétention d'une main-d'œuvre autochtone?* En interrogeant 22 directeurs et responsables des ressources humaines, dont trois seulement étaient autochtones, ils ont découvert ce qui suit :

- les employeurs commencent à peine à réaliser le potentiel de la main-d'œuvre autochtone et à mettre en œuvre des pratiques de gestion de la diversité;
- les partenariats entre les communautés autochtones et les entreprises forestières ainsi que l'élaboration de méthodes alternatives de formation et de perfectionnement des compétences sont essentiels;
- il s'avère que la sensibilisation parmi les employeurs et les employés favorise le recrutement, l'intégration et la rétention des travailleurs autochtones;
- les stéréotypes, la discrimination, l'absence de mesures d'inclusion, l'usage de drogue et d'alcool ainsi que le manque de formation réduisent la possibilité que la population autochtone joigne la main-d'œuvre forestière.

Proulx *et al.* (2020) notent que dans le secteur forestier, peu d'entreprises disposent d'une stratégie ou d'une politique de recrutement des membres des groupes

---

<sup>62</sup>Voir : Bureau des statistiques du Yukon. <https://yukon.ca/sites/yukon.ca/files/ybs/fin-consumer-price-index-2018.pdf>

autochtones, et que des ressources financières et humaines minimales sont généralement consacrées au recrutement et à la fidélisation des employés autochtones. Ils déclarent que :

*Pour qu'une politique de gestion de la diversité soit efficace, elle doit s'accompagner d'engagements clairs en matière de ressources humaines et financières; le soutien des cadres supérieurs est donc fondamental. En outre, les partenariats avec les communautés autochtones peuvent aider les entreprises à attirer des travailleurs autochtones, bien que les preuves empiriques soient rares.*

Alors que Berge (2020) et Proulx (2020) discutent du rôle de l'industrie dans le développement d'entreprises autochtones, ils omettent ce qui devrait être un aspect essentiel de l'interface entre l'industrie de la société des nouveaux arrivants et les communautés autochtones avec lesquelles elle cherche à travailler, à savoir l'amélioration des compétences opérationnelles et scolaires des personnes vivant dans ces communautés.

La question des compétences non techniques est abordée par quelques chercheurs comme un moyen d'améliorer l'employabilité, en particulier dans le cadre du recrutement et du maintien en poste. Bartel (2018), bien qu'elle ne se penche pas directement sur les questions autochtones, explique que les lacunes dans certaines compétences non techniques peuvent faire partie d'un déficit en littératie culturelle. Elle soulève la question des quatre compétences non techniques qui peuvent influencer les employeurs :

- la poignée de main;
- la volonté de s'engager dans des discussions informelles;
- la capacité à parler de choses et d'autres (pour établir un lien);
- la capacité à poser des questions.

Elle conclut en expliquant qu'il existe de nombreux autres actes verbaux et comportements non verbaux représentant des compétences non techniques pour l'employabilité, comme le fait de prendre la parole à tour de rôle lors de réunions, d'interrompre, de s'excuser, d'ouvrir et fermer les courriels, de demander, et ainsi de suite. (À titre d'exemple, on peut consulter une leçon sur les demandes au sein d'un milieu de travail australien dans le secteur de la santé dans Yates et Springall [2010]). Bartel note que : « Les entretiens d'embauche sont des interactions sociales dans lesquelles il existe une différence de pouvoir entre les deux interlocuteurs : l'intervieweur, qui jouit d'un plus grand pouvoir et qui représente l'institution (l'entreprise), et le candidat, qui jouit d'un pouvoir moindre et qui a (ou prend) moins souvent l'occasion d'orienter la conversation ».

Lindsay A. Bell (2017) aborde également le rôle de la formation aux compétences non techniques, mais sous un angle radicalement différent. Elle explique comment l'industrie de l'extraction des diamants a appris aux travailleurs autochtones des Territoires du Nord-Ouest à parler de leur travail dans les mines et le travail que cette industrie entreprend pour soutenir l'éthique dans le commerce du diamant. Dans le cadre de son travail sur le terrain, M<sup>me</sup> Bell a rencontré 12 adultes autochtones inscrits au programme *Ready for the Job*, un cours de formation professionnelle de deux semaines subventionné par le gouvernement et l'industrie pour devenir mineurs de diamants dans les mines souterraines. Le programme *Ready for the Job* met l'accent sur les compétences non techniques plutôt que sur un savoir-faire technique industriel. Dans cette étude novatrice, M<sup>me</sup> Bell a reconnu que l'industrie du diamant s'employait activement à intégrer la main-d'œuvre autochtone afin de respecter ses engagements envers les communautés autochtones et d'améliorer son image à l'échelle nationale. Une main-d'œuvre locale permet de réduire les frais de déplacement tout en générant une bonne volonté à l'échelle locale, mais pour être acceptable, un travailleur autochtone devait répondre à des exigences précises, comme l'indique l'auteure :

*Le programme Ready for the Job comprenait des tests de personnalité, des inventaires des styles d'apprentissage et des questionnaires sur les styles de communication qui cherchaient tous à donner les moyens aux stagiaires de comprendre et de s'exprimer. Une partie du programme consistait à aider les stagiaires à se voir différemment, et donc à parler différemment d'eux-mêmes. Les stagiaires avaient besoin de nouvelles visions (ou plutôt versions) d'eux-mêmes s'ils voulaient être « prêts pour la vie ». On part ici du principe que les Autochtones ne se connaissent pas eux-mêmes et ne savent pas comment exprimer leur « potentiel ». En d'autres termes, ils sont incapables de hiérarchiser leurs capacités de travail dans leurs expressions quotidiennes.*

M<sup>me</sup> Bell conclut de manière critique :

*La promotion des compétences non techniques dans le contexte de l'extraction de roches dures ne peut pas être considérée comme une simple tentative de produire des travailleurs parfaits, même si c'est aussi le cas. Les diamants du Canada, commercialisés comme produits éthiques, ont autant besoin de travailleurs potentiels que d'ouvriers dans les mines.*

*Les personnes sous-employées sont essentielles à la promotion des diamants en tant que vecteur de développement. Le registre de l'état de préparation permet de gérer la contradiction entre des promesses d'emploi imprévisibles, en présentant les possibilités qui se sont tariées comme des « occasions de faire preuve de patience », ce qui permet de contrecarrer les critiques des stagiaires*

*et de maintenir la réputation de la marque des diamants canadiens aux échelles locale et mondiale.*

Lindsay A. Bell (2017) démontre non seulement l'échec des programmes de formation, mais aussi la manipulation de l'entreprise occidentale selon laquelle l'échec leur appartient, pas à nous, et qu'en essayant de faire de notre mieux en tant qu'industrie, « nous » devrions être récompensés par les normes éthiques les plus élevées. Comment les leçons que Bell expose sur l'hypocrisie des diamants éthiques et des programmes de formation autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest peuvent-elles être utilisées pour créer de meilleurs programmes qui combleront le fossé culturel entre les communautés autochtones et les entreprises occidentales axées sur la production de matières premières et leurs doreurs d'image?

M<sup>me</sup> Hall (2021) n'est pas moins critique quant au rôle du gouvernement et de l'industrie minière du diamant dans la subversion de la main-d'œuvre autochtone. Comme elle le souligne : Dans les T.N.-O., les Autochtones locaux sont ciblés pour l'emploi en raison de leur attachement au lieu : le lieu d'extraction. Les objectifs en matière d'emploi, utilisés comme marqueurs du développement responsable, varient selon les mines et les phases d'exploitation; toutefois, les objectifs d'embauche dans le Nord étaient d'au moins 50 %. Les objectifs d'embauche les plus récents dans le Nord pour les exploitations minières d'Ekati et de Diavik, les deux mines les plus anciennes, étaient respectivement de 62 % et de 66 %. En effet, de 1996 à 2016, toutes phases d'exploitation confondues, les Autochtones du Nord ont représenté au total 24 % de la main-d'œuvre du secteur minier, tandis que les personnes recrutées dans le Nord représentaient 51 % de la main-d'œuvre. En raison de la structure axée sur les travailleurs-navetteurs de l'industrie du diamant, les populations autochtones du Nord ne correspondent pas au rôle traditionnel d'une population régionale répondant au besoin immédiat d'une main-d'œuvre locale. L'embauche d'habitants du Nord et la sous-traitance par des entreprises autochtones permettent de réduire les coûts de transport et de bénéficier de l'expérience et de l'expertise locales sur le territoire concerné. Cependant, les impératifs les plus importants en matière d'embauche d'Autochtones, qui motivent les gouvernements fédéral et territoriaux, ainsi que l'industrie, relèvent de l'équation du « développement responsable » – ou, dans cette situation précise, l'image de marque très lucrative des diamants éthiques (Bell 2017) – par laquelle les entreprises s'engagent à consulter les collectivités autochtones et à assurer le développement avec ces dernières.

M<sup>me</sup> Hall cite M<sup>me</sup> Bell (2010) pour conclure que « si les Autochtones ont utilisé ces programmes de formation et de recrutement pour acquérir de nouvelles compétences et s'assurer un emploi lucratif, ils jouent également un rôle de légitimation des “divisions inégales du travail” et, je dirais, plus largement, de la dépossession coloniale nécessaire aux activités d'extraction sur les terres autochtones, “tout en permettant au gouvernement de s'afficher comme neutre dans la reproduction de l'inégalité” ».

Enfin, les communautés autochtones commencent à passer d'une dépendance au diesel à un mélange d'énergies renouvelables comme le solaire et l'éolien. Ces projets d'énergie renouvelable peuvent fournir des compétences et des occasions de formation professionnelle avec les fournisseurs et les promoteurs d'énergie renouvelable, ainsi que des chemins vers la réconciliation et l'atténuation des changements climatiques tout en offrant des avantages locaux et communautaires. Hoicka, Savic et Campney (2021) analysent 194 projets d'énergie renouvelable associés aux communautés autochtones et concluent que l'une des voies vers la réconciliation est la participation au capital, qui a augmenté au fil du temps, bien que la plupart des projets situés sur les territoires traditionnels et les communautés autochtones affichent généralement une participation minoritaire, voire nulle. Les projets de production d'énergie renouvelable ne se contentent pas de réduire la dépendance à l'égard des anciennes technologies émettrices de carbone, ils s'inscrivent dans une éthique autochtone tout en créant potentiellement des emplois et de nouvelles sources de revenus pour la communauté si celle-ci peut se raccorder à un réseau, ce qui n'est généralement pas toujours le cas dans les communautés isolées du Nord.

### **3.15 La criminalité et les toxicomanies, des occasions perdues pour la main-d'œuvre**

V. Chartrand (2019) donne un aperçu complet du rôle de l'incarcération en tant qu'instrument de l'État néocolonial pour appliquer des politiques qui continuent de limiter et de restreindre les droits des Autochtones au Canada. Elle note que les peuples autochtones sont surreprésentés dans le système pénal canadien, comparant les prisons d'aujourd'hui aux pensionnats d'hier.

#### **Anecdote tirée d'un programme de recherche gouvernemental**

En 2008, un chercheur a été chargé par un ministre de la Justice de superviser un programme de recherche hautement confidentiel sur la vie d'une cohorte de personnes purgeant des peines dans des prisons non fédérales. Ce groupe d'une centaine d'hommes était uniquement composé d'Autochtones appartenant presque tous aux Premières Nations locales. À ce titre, le gouvernement avait accès à leurs dossiers les plus anciens, dans la plupart des cas depuis leur naissance, depuis leur premier contact avec les services sociaux et l'école primaire jusqu'à leur premier contact avec la police et le système judiciaire pénal. On a demandé à une tierce partie approuvée de rassembler les documents et d'en rendre compte et, par conséquent, le chercheur n'a jamais lu aucun des dossiers individuels. En bref, les résultats sont les suivants : la plupart des personnes présentaient un double diagnostic, des problèmes de santé mentale et des difficultés d'apprentissage, y compris le syndrome d'alcoolisme fœtal, combinés à des dépendances à l'alcool et à la drogue, à un faible niveau de scolarité, à des situations familiales problématiques et à des situations d'itinérance ou à une vie d'incarcération presque continue pour des délits mineurs. La prison était en effet devenue un foyer pour de nombreuses personnes dont le récidivisme assurait un logement garanti.

En 2018-2019, le Canada comptait 37 854 personnes dans ses prisons fédérales/provinciales/territoriales. Cela représente un taux d’incarcération de 12 pour 100 000 personnes, les adultes autochtones représentant 31 % des incarcérations dans des prisons provinciales/territoriales et 29 % des incarcérations dans des prisons fédérales. À la même époque, ils représentaient environ 4,5 % de la population adulte du Canada<sup>63</sup>.

Les femmes autochtones représentent la population carcérale qui croît le plus rapidement au Canada : elles représentent 42 % de l’ensemble des femmes incarcérées au Canada. . McGuire et Murdoch (2021) appliquent la notion de « carcéralité génocidaire » aux forces intersectionnelles du racisme systémique et de la discrimination qui provoquent leur surincarcération<sup>64</sup>. Leur commentaire critique utilise un cadre décolonial pour déterminer comment le fait d’être Autochtone et femme augmente le risque d’être victime, assassinée et soumise au contrôle colonial. Elles explorent les liens entre la construction des femmes autochtones comme moins qu’humaines et l’utilisation de l’espace carcéral pour les contrôler, les détruire et les assimiler. Ils présentent l’histoire racontée par Donald Meikle, directeur exécutif de Saskatoon Downtown Youth Centre Inc. :

*Cela me rappelle souvent l’histoire de ces deux personnes qui retirent des cadavres d’une rivière. Ils tiennent bon, tirant sur ces corps jour après jour, jusqu’à ce qu’un aîné passe par là et leur demande ce qu’ils font. Ils lui expliquent... l’Ancien les regarde et leur demande : « Quelqu’un est-il allé en amont de la rivière pour savoir pourquoi tous ces cadavres arrivent ici? » Lorsque nous nous penchons sur les questions relatives aux femmes autochtones, nous regardons toujours en aval de la rivière.*

Dans ce contexte, il est nécessaire de soutenir la recherche appliquée sur le développement de programmes susceptibles de réduire les risques encourus par les Autochtones « en amont » grâce à une meilleure éducation. En aval, il convient de trouver des moyens de s’assurer que la période d’incarcération en cours sera la dernière et qu’ils

---

<sup>63</sup> Malakieh, Jamil (2020). Statistiques sur les services correctionnels pour les adultes et les jeunes au Canada, 2018-2019. Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités.

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00016-fra.htm>

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00016-fra.htm>

<sup>64</sup> Ce concept s’intègre à l’étude de la « criminologie du génocide par l’examen des destructions liées au colonialisme de peuplement dans un contexte plus large de ce que nous appelons la “carcéralité génocidaire”. Les auteurs utilisent ce terme pour examiner la manière dont l’espace est impliqué dans la destruction physique, biologique et culturelle de la vie de groupe. » Woolford, A. et Gacek, J. (2016). Genocidal carcerality and Indian residential schools in Canada. *Punishment & Society*, 18(4), 400-419. <https://doi.org/10.1177/1462474516641375>

ont accès aux programmes de préparation à la vie active, aux services éducatifs fondamentaux et à la formation dont ils ont besoin pour rompre ce cycle de la criminalité.<sup>65</sup> McGuire et Murdoch (2021) soulignent le manque de programmations à jour et les tendances singulières à l'autochtonisation au sein du système pénitentiaire qui conduisent à un traitement homogène de tous les détenus autochtones.

Renbarger, Rivera et Sulak (2019), dans leur document de recherche fondé sur le PEICA à propos de l'incarcération et de l'éducation en Amérique, notent que la participation aux programmes d'enseignement en établissement pénitentiaire a augmenté les capacités en littératie et en numératie (Rampey *et al.*, 2016), tandis que la recherche de Vacca (2004) révèle que l'enseignement de la lecture et de l'écriture aux délinquants pouvait réduire les taux de récidive<sup>66</sup>. Les délinquants qui participent à des programmes d'enseignement peuvent acquérir des compétences en matière de résolution de problèmes, ce qui leur permet de mieux se réadapter une fois libérés. Pour Renbarger *et al.* (2019) :

*Les capacités de résolution de problèmes peuvent être entravées par des traits ou des états particuliers, comme la fatigue, l'anxiété, le stress (Jonassen 2000), une faible autoefficacité, une faible estime de soi ou de l'autocritique (Heppner, Reeder, et Larson 1983). En outre, une recherche corrélationnelle semble indiquer que les personnes obtenant des résultats plus faibles aux outils mesurant le concept de soi et les croyances obtiennent également des résultats plus faibles aux inventaires de résolution de problèmes.*

---

<sup>65</sup>L'une des pistes d'enquête possible consisterait à consigner les défis éducatifs auxquels ont été confrontés les Autochtones devant les tribunaux et qui sont décrits dans les rapports Gladue. Si vous vous identifiez comme Autochtone et que vous êtes accusé d'un crime, le juge doit appliquer les principes Gladue lorsqu'il s'agit d'une cour pénale. Les principes Gladue sont un moyen pour le juge de tenir compte des circonstances (expériences) propres aux populations autochtones. Ces circonstances uniques comprennent les difficultés liées à la colonisation auxquelles vous, votre famille et votre communauté avez été confrontés et avez résisté en tant que populations autochtones, et qui continuent d'avoir des répercussions sur vous aujourd'hui. Ces difficultés comprennent le racisme, la perte de la langue, l'expulsion des terres, les pensionnats indiens et le placement en famille d'accueil. Ces difficultés sont appelées facteurs Gladue.

<sup>66</sup> En 2014, l'OCDE a publié un supplément de données à propos de la population carcérale aux États-Unis. Ce supplément à usage public contient des renseignements sur la vie passée et actuelle des prisonniers américains.

Renbarger *et al.* (2019), à l'aide d'une modélisation bayésienne, ont constaté que l'utilisation de l'informatique sur place était positivement associée aux résultats en matière de littératie et de numératie, alors que la plupart des établissements pénitentiaires limitent l'accès aux ordinateurs et à Internet (Davis *et al.* 2013). Il est important de limiter l'utilisation des technologies pour des questions de sécurité, mais il est possible que l'utilisation de ces technologies serve d'intervention positive pour certains détenus.

Les publications canadiennes semblent relativement silencieuses quant au niveau de désavantage auquel les Autochtones canadiens sont confrontés lorsqu'ils ont affaire au système judiciaire. Dans leur article au titre provocateur *The Degree of Disadvantage : Incarceration and Inequality in Education* Ewart, Sykes et Pettit (2014) explorent comment les prisons et les établissements pénitentiaires américains sont devenus des réceptacles pour les décrocheurs du secondaire, occultant ainsi le niveau de désavantage auquel sont confrontés les hommes noirs. Ils ont ainsi constaté que près de trois hommes blancs sur dix ayant abandonné leurs études secondaires aux États-Unis pouvaient s'attendre à purger une peine dans un établissement pénitentiaire d'État ou fédéral au cours de leur vie, et que près de 60 % des hommes noirs ayant abandonné leurs études sont emprisonnés à un moment ou à un autre de leur vie. Cela n'a pas seulement des répercussions sur la main-d'œuvre, mais cela pourrait également fausser les résultats des recherches socioéconomiques qui excluent les personnes vivant dans les prisons. L'incarcération d'un pourcentage aussi important de la population noire la moins éduquée élimine une importante population à faible revenu et à faible niveau scolaire pour le dénominateur des études sur le marché du travail ou les revenus. Comme le notent Ewart, Sykes et Pettit (2014) :

*Si l'exclusion des prisonniers de ces calculs biaise les estimations du niveau d'éducation, une institution de plus en plus importante (le système carcéral) a obscurci notre compréhension de l'une des mesures les plus fondamentales de la réussite socioéconomique et de l'un des principaux piliers de la démocratie américaine, à savoir le niveau scolaire. Une telle omission pourrait avoir des conséquences importantes sur la recherche sociologique et les politiques publiques. En outre, si l'exclusion des prisonniers conduit à une représentation erronée du niveau scolaire de la population, les résultats sous-entendent que les cadres actuels de compréhension de la relation entre l'éducation, la mobilité individuelle et la compétitivité américaine nécessiteront l'élaboration de théories supplémentaires et une plus grande rigueur empirique, car ils ignorent une institution marquante de la vie des hommes défavorisés.*

Dans le même ordre d'idées, Norris (2019), dans un examen de la recherche universitaire sur l'incarcération des femmes autochtones aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, conclut que l'absence d'un point de vue critique concernant les formes et les expériences

contemporaines de racisme qui sous-tendent la criminalisation à grande échelle des Autochtones perpétue une cécité à la couleur qui, à son tour, normalise l'incarcération massive des femmes. Malgré ses tentatives d'impartialité, la recherche universitaire portant sur l'incarcération des femmes, dans sa façon d'aborder les questions de race/d'ethnie, de genre, d'âge et de classe, semble se faire l'écho de la nature influente des images de contrôle au lieu de les critiquer. Ce document de recherche utilise de nombreux exemples de racisme dans les systèmes éducatifs qui ont des conséquences à vie sur le comportement social, avec une citation qui se démarque parmi de nombreux exemples : Rata (2017), *en expliquant les lacunes du recadrage des pratiques racistes comme des préjugés inconscients, analyse les conclusions d'un rapport du Trésor qui a comparé les notes des élèves Maori à l'évaluation qu'en font les enseignants. Les résultats révèlent que les enfants Maori et Pasifika sont injustement jugés par des enseignants qui ont moins d'attentes à leur égard.*

Des questions similaires pourraient-elles fausser la recherche canadienne sur les populations autochtones et leurs résultats sur le marché du travail, en matière de revenu et concernant leur lieu de travail? Un processus fondé sur le principe Gladue dans les systèmes juridique, judiciaire et carcéral pourrait fournir une orientation quant aux approches à adopter à l'avenir en matière d'emploi et de formation. Il s'agirait de prendre en compte les expériences familiales et personnelles liées au colonialisme pour déterminer l'admissibilité à des programmes et/ou à des possibilités de travail. En d'autres termes, la recherche apporte-t-elle des résultats biaisés en excluant souvent de l'échantillon les Autochtones vivant dans des réserves ainsi que celles et ceux qui sont incarcérés? Le ministère de l'Éducation du Yukon a été pris en défaut sur ce point précis dans un rapport du vérificateur général du Canada datant de 2008-2009, dans lequel il indiquait que le ministère en question rapportait les taux de réussite au diplôme d'études secondaires en utilisant comme « base n » de la cohorte d'élèves entrés en 12<sup>e</sup> année par rapport à la population ayant quitté l'école la même année. Cette « base-n » aurait dû correspondre, comme ailleurs au Canada, à la cohorte d'élèves entrant en 10<sup>e</sup> année, et non en 12<sup>e</sup> année. Le taux d'obtention de diplômes était donc gonflé, tout en restant bien inférieur à la moyenne nationale<sup>67</sup>.

---

<sup>67</sup> Greg Finnegan était statisticien en chef du Yukon au moment de la publication du rapport. Il lui a été demandé de corriger les données produites par les fonctionnaires du ministère de l'Éducation Yukon et de faire un rapport à l'intention de la sous-ministre aux fins de réponse au Canada. Voir : [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/yuk\\_201906\\_f\\_43400.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/yuk_201906_f_43400.html)

### 3.16 Littératie en santé, qualité de vie et bien-être des Canadiens autochtones

La littératie en santé est reconnue comme un obstacle fondamental à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être des Canadiens autochtones et de leurs communautés, en particulier si les services de santé sont de plus en plus dispensés par l'intermédiaire de services en ligne dans les communautés éloignées. Rempel, Donelle et Kothari (2016) définissent la littératie fonctionnelle en santé comme la capacité à accéder, à comprendre, à évaluer et à communiquer des renseignements pour promouvoir, maintenir et améliorer l'état de santé tout au long de la vie. Rheault *et al.* (2019) fournissent une définition plus détaillée :

*La littératie en santé va bien au-delà de la capacité à lire et à écrire. Elle englobe un éventail plus large de compétences permettant de gérer sa propre santé. La littératie en santé nécessite la consultation, le dialogue et la communication avec les prestataires de soins de santé, ainsi que la navigation dans des systèmes de soins de santé complexes. Elle comprend également l'évaluation critique des renseignements sur la santé provenant de différentes sources, l'accompagnement social nécessaire pour accéder aux services et rester en bonne santé ainsi que la compréhension de ses droits en tant que consommateurs de soins de santé. Les personnes ayant un faible niveau de littératie en santé connaissent moins bien leurs problèmes de santé, savent moins bien comment s'autogérer efficacement, ont moins recours aux dépistages sanitaires, adoptent moins souvent des comportements favorables à leur santé, suivent moins bien leur traitement, sont plus souvent hospitalisées, sont souvent réadmisées à l'hôpital dans les 30 jours qui suivent leur sortie et affichent un état de santé général moins bon.*

Il existe des corrélations évidentes entre la littératie en santé et l'éducation ainsi que la productivité de la main-d'œuvre. La présente section passe en revue certaines recherches qui établissent des liens entre la littératie des Autochtones au Canada et la santé.

Hu (2019), dans sa thèse de doctorat, utilise les résultats du PEICA pour étudier les résultats sur le marché du travail et en matière de santé chez trois groupes de la société canadienne. La section consacrée aux résultats sur le marché du travail soutient les conclusions générales selon lesquelles : « par rapport à l'échantillon de travailleurs non autochtones, cette étude révèle des écarts négatifs dans les revenus, des compétences moindres dans le traitement de l'information, un taux de chômage plus élevé, un taux d'emploi plus faible et une plus grande participation au marché du travail chez les Autochtones. Toutefois, son travail sur les différences dans l'état de santé des hommes et des femmes autochtones, qui s'appuie sur les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2001, de 2006 et de 2012 est plus significatif. Elle montre que,

s'agissant de l'état de santé général autoévalué, l'écart entre les hommes et les femmes autochtones s'est creusé, passant de 1,6 à 5,2 points de pourcentage entre 2001 et 2012. » Une meilleure lecture de l'enquête du PEICA parallèlement aux bases de données de l'Enquête auprès des peuples autochtones pourrait-elle servir à évaluer les écarts entre les hommes et les femmes des Premières Nations, des Métis et des Inuit en matière de littératie et de niveau de réussite scolaire?

Rempel, Donelle et Kothari (2016) ont réalisé une étude à petite échelle basée sur des entrevues afin d'évaluer l'état de santé de huit mères célibataires membres d'une Première Nation vivant dans une réserve. Ils notent que dans un système de soins de santé qui attend des personnes qu'elles jouent un rôle actif dans la promotion de leur propre santé, la littératie joue un rôle essentiel dans la promotion d'une bonne santé. La littératie en santé est encore plus impérative dans les communautés rurales et éloignées, où l'accès aux médecins est limité. Leur étude qualitative basée sur des entrevues menées avant la pandémie s'articule autour des thèmes suivants :

- (1) Besoins en renseignements sur la santé des jeunes mères des membres des Premières Nations.
- (2) Ressources interpersonnelles pour obtenir des renseignements sur la santé :
  - (i) médecin/service de télésanté;
  - (ii) membres féminins de la famille et amies.
- (3) Accessibilité en ligne et compétences des utilisateurs :
  - (i) renseignements sur la santé en ligne;
  - (ii) médias sociaux;
  - (iii) navigation et compétences informatiques.

Ce dernier thème est étroitement lié aux travaux du PEICA sur l'agentivité numérique. Bien que les participantes aient utilisé les ressources en ligne et les médias sociaux pour accéder à des renseignements sur la santé, elles ont fait part de leur manque de confiance dans leur capacité à comprendre les renseignements ainsi obtenus. L'étude de Rheault *et al.* (2019) révèle que toutes les jeunes femmes disposaient d'un téléphone intelligent, d'un accès à un ordinateur et à Internet, mais qu'elles avaient du mal à naviguer et qu'elles souhaitaient développer leur capacité à naviguer sur le Web pour accéder à des renseignements/services de santé en ligne.

En septembre 2021, Ilze Brands Kehris, Sous-Secrétaire générale des Nations unies aux droits de l'homme, a déclaré que les populations autochtones avaient été touchées de manière disproportionnée par la COVID-19, la pandémie ayant mis en évidence et exacerbé des inégalités structurelles et un racisme systémique préexistants. Elle a souligné l'importance de la participation des populations autochtones aux forums des

Nations unies, en particulier ceux portant sur des questions qui les concernent. Compte tenu des répercussions disproportionnées de la COVID-19 sur les populations autochtones, leur participation est plus essentielle que jamais, notamment en ce qui concerne les efforts de redressement et l'inversion de la tendance à l'accroissement des inégalités<sup>68</sup>.

Allan *et al.* (2022) ont comparé les réponses à un sondage sur les risques et les répercussions de la COVID-19 des populations autochtones et non autochtones issues des régions rurales de l'Australie dans le cadre d'une étude sur la communication en matière de santé publique. Leur analyse quantitative utilise un échantillon important de personnes vivant dans des communautés rurales de l'ouest de la Nouvelle-Galles du Sud, qu'elles soient ou non issues des Premières Nations australiennes<sup>69</sup>. Les auteurs constatent des écarts importants entre les réponses des populations autochtones et celles des populations non autochtones. Les résultats reflètent un niveau d'anxiété nettement plus élevé chez les Australiens des Premières Nations de l'échantillon : ces derniers avaient plus souvent peur, estimaient qu'il était très probable qu'ils attrapent le virus et, s'ils l'attrapaient, pensaient qu'il serait très nocif. Le fait de vivre avec des enfants de moins de 18 ans et d'habiter dans une petite localité rurale était un facteur clé dans le sentiment de peur face à la COVID-19 pour les membres des Premières Nations. Allan *et al.* (2022) concluent que la communication sur les risques sanitaires dans le cadre de la réponse à la pandémie devrait se pencher équitablement sur les zones rurales, reconnaissant que les Australiens des Premières Nations représentent une part importante de la population rurale, avec des facteurs de risque et des préoccupations différents de ceux des Australiens qui ne sont pas membres des Premières Nations. Le gouvernement australien devrait intégrer les zones rurales dans la planification des réponses à la pandémie, reconnaissant ainsi les conditions syndémiques liées au fait que les populations des Premières Nations représentent une part importante de la population rurale<sup>70</sup>.

---

<sup>68</sup> Nations unies (2021). *Les États doivent veiller à ce que les peuples autochtones soient informés sur la COVID-19 et en soient protégés d'une manière culturellement appropriée, souligne la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme*. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2021/09/indigenous-peoples-have-been-disproportionately-affected-covid-19-senior>

<sup>69</sup> Il s'agit de la première référence aux communautés aborigènes d'Australie en tant que Premières Nations australiennes.

<sup>70</sup> Les conditions syndémiques peuvent comprendre le faible niveau d'éducation, la maltraitance pendant l'enfance, la dépression, le VIH, la consommation d'alcool et de cocaïne ainsi que l'obésité, des éléments qui ont été déterminés comme représentant des facteurs de risque indépendants pour, notamment, le risque cardiovasculaire.

Une étude à petite échelle axée sur des entrevues avec de jeunes Autochtones a été réalisée en 2022 par Thomas *et al.* Elle s'appuyait sur une série de neuf entrevues virtuelles avec de jeunes Inuit du Nunavut et portait sur les répercussions de la COVID-19. Leur étude est l'une des premières à décrire précisément les répercussions de la pandémie sur les communautés éloignées. Les fermetures d'écoles et d'activités organisées, y compris les sports, ont eu des effets profonds sur le bien-être des jeunes. La plupart des écoles sont passées à un enseignement à temps partiel. On a annulé très largement les activités sportives et communautaires. L'augmentation des taux de chômage a constitué un facteur de stress supplémentaire à cette époque. Plusieurs jeunes ont déclaré avoir perdu leur emploi ou avoir vu un membre de leur famille devenir chômeur. La perte d'emploi, l'annulation des activités, l'évolution du rythme scolaire et la diminution des interactions sociales sont décrites comme des causes d'ennui et de bouleversements affectifs, se concrétisant notamment par de la tristesse et de la peur.

*Nous nous ennuyons vraiment parfois, mais c'est simplement parce que [avant la COVID-19] nous nous retrouvions tous les jours pour jouer au hockey. . . Tous les jeunes s'ennuyaient avec l'annulation de toutes les activités proposées. D'habitude, nous proposons beaucoup d'activités. . . En plus, l'école est restée fermée pendant près d'un an. C'était vraiment embêtant. Sans les sports et sans l'école, il était assez difficile de ne pas se laisser déborder par la pandémie et tout le reste. Ça a été assez dur et beaucoup de jeunes le sont parfois ici. . . [C'est] parfois difficile pour les jeunes ici. Certains enfants étaient vraiment tristes. – Jeune 1*

*Avant la COVID, je n'avais plus l'esprit à fumer, mais [maintenant] c'est reparti. . . J'ai replongé. Lorsque la COVID a frappé, ça m'a fait mal. J'ai replongé dans les drogues et [commencé] à avoir un état d'esprit totalement différent. – Jeune 5*

Les auteurs ont constaté que le suicide était un thème abordé en dehors du processus formel d'entrevue, deux des neuf jeunes ayant déclaré qu'ils avaient récemment perdu un proche qui s'était suicidé. Cependant, un thème fort de résilience se dégage de l'ensemble de leurs conclusions, centré sur les modes de vie traditionnels, le fait de se trouver sur le territoire, de lancer des programmes de couture inuits, de travailler avec des enfants et d'apprendre à faire du patin. Thomas *et al.* (2022) étudient la résilience de l'Inuit Qaujimaqatuqangit (IQ), qui englobe les connaissances et la sagesse traditionnelles relatives à l'éducation des enfants, au lien avec la nature, à l'épanouissement dans un climat nordique et à la construction d'une vie familiale et communautaire harmonieuse.

Les communautés inuites sont également au cœur d'un rapport de Statistique Canada sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangut, lequel révèle que l'un des principaux facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire des ménages était le niveau de scolarité (Arriagada 2017). Puisque le diplôme d'études secondaires est souvent considéré

comme étant le niveau de scolarité minimum requis pour accéder au marché de l'emploi, les travailleurs n'ayant pas obtenu ce diplôme éprouvent plus de difficultés à trouver un emploi bien rémunéré; ils sont aussi plus vulnérables lors de ralentissements économiques. Le niveau de scolarité est donc étroitement lié à l'insécurité alimentaire d'un ménage, puisqu'il a une incidence sur les possibilités d'emploi et de revenu. Même si les Inuit sont de plus en plus scolarisés, plusieurs d'entre eux ne terminent pas leurs études secondaires. Selon le recensement de 2016, 51,9 % des Inuit âgés de 15 ans et plus n'avaient pas obtenu de diplôme d'études secondaires, contre 17,6 % de la population non autochtone<sup>71</sup>. Parmi les adultes inuits, seuls 3,9 % avaient obtenu un diplôme universitaire, contre 23,9 % de la population non autochtone. Parmi les Inuit de l'Inuit Nunangat âgés de 25 ans et plus, la probabilité de vivre une situation d'insécurité alimentaire était de 45 % chez ceux qui avaient terminé leurs études secondaires, alors qu'elle se chiffrait à 55 % chez ceux qui n'avaient pas achevé leurs études secondaires, même en tenant compte des autres facteurs. L'analyse longitudinale de quatre cycles de l'Enquête auprès des populations autochtones, couvrant près de 20 ans, montre une tendance à la baisse de la participation à la chasse, à la pêche ou au piégeage chez les résidents de l'Inuit Nunangut (Kumar *et al.* 2018). Les Inuit occupés étaient plus susceptibles de pratiquer la chasse, la pêche ou le piégeage que les chômeurs ou les personnes inactives. Ici, le message est que le fait de vivre sur le territoire coûte de l'argent, qu'il s'agisse du prix à payer pour les motoneiges, les fusils, le carburant, l'équipement de camping et la nourriture en plus du temps de travail.

### 3.17 STIM, TIC et apprentissage autochtone

Des questions majeures se posent sur les populations autochtones dans les économies nouvelles et émergentes, où la priorité est donnée aux notions de base en matière de sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) ainsi qu'aux technologies de l'information et des communications (TIC)<sup>72</sup>. Elizabeth McKinley, professeure de STIM à l'Université de Melbourne, en Australie (2016), déclare que « les élèves autochtones ne perçoivent pas les STIM comme accueillantes. En tant qu'enseignants de STIM, nous devons adopter un point de vue plus large qui englobe l'interaction complexe des

---

<sup>71</sup> Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018.

<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

<sup>72</sup> Les chiffres de la population autochtone du Recensement de 2021 seront publiés le 21 septembre 2022. Si vous souhaitez que les résultats soient croisés en fonction du niveau d'études ou de la situation d'activité, les résultats relatifs au niveau d'études et à la situation d'activité seront publiés le 30 novembre 2022.

contextes familiaux, sociaux, culturels, éducatifs, économiques et politiques, tout en tenant compte de la nature du savoir et de l'importance de l'identité culturelle pour les communautés autochtones ».

Le Recensement du Canada de 2016 indique que seulement 3,6 % de la population des Premières Nations (de 15 ans et plus) a obtenu un diplôme dans un domaine des STIM, ce qui représente 23 640 personnes sur près de 700 000. À l'inverse, 10,1 % (2 813 510) des adultes non autochtones âgés de 15 ans et plus avaient obtenu un tel diplôme. La répartition des élèves des Premières Nations ayant obtenu un diplôme de STIM dans les trois catégories est assez semblable à celle de la population non autochtone, soit 24 % contre 29,3 % pour les sciences, 53,7 % contre 48,1 % pour l'ingénierie et 22,3 % contre 22,6 % pour les mathématiques (figure 33).

<b>Figure 33 : Participation des Premières Nations à des études dans le secteur des STIM et résultats sur le marché du travail, Recensement de 2016</b>					
<b>Regroupements STIM et SACHES (non-STIM), Principal domaine d'études – Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (16)</b>	<b>Total – Situation d'activité</b>	<b>Pourcentage de tous les STIM</b>	<b>Taux de participation</b>	<b>Taux d'emploi</b>	<b>Taux de chômage</b>
<b>Population du Recensement</b>	<b>Non-Autochtones</b>				
Total – Regroupements STIM et SACHES (non-STIM), Principal domaine d'études – Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016[4], Non-Autochtones	27 418 100				
STIM	2 813 510		77,7	72,6	6,6
Science et technologie de la science	823 385	29,3 %	74,5	69,5	6,7
Ingénierie et technologie de l'ingénierie	1 354 370	48,1 %	77,3	72,1	6,8
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	635 760	22,6 %	82,5	77,4	6,2
<b>Population du Recensement</b>	<b>Premières Nations</b>				
Total – Regroupements STIM et SACHES (non-STIM), Principal domaine d'études – Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016[4], Premières Nations	691 405				
STIM	23 640		77,6	67,4	13,2
Science et technologie de la science	5 680	24 %	78,9	69,5	11,8
Ingénierie et technologie de l'ingénierie	12 695	53,7%	76,6	65,5	14,5
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	5 265	22,3 %	78,6	69,3	11,7
Source : Statistique Canada, Recensement de 2016, produit numéro 98-400-X2016263 au catalogue. Coates et Finnegan 2022					

Ce qui diffère de façon frappante, ce sont les résultats sur le marché du travail pour les membres des Premières Nations titulaires d'un diplôme en STIM par rapport à la population non autochtone, avec des taux de chômage dans les trois catégories de STIM qui sont deux fois plus élevés que ceux des diplômés non autochtones. Les diplômés en STIM des Premières Nations avaient un taux de chômage de 13,2 % en 2016, contre 6,6 % pour leurs homologues non autochtones. Parallèlement, le taux de chômage moyen pour le Canada, selon l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, s'élevait à 7 % en X avant de tomber à 6,3 % en 2017. Si l'on utilise les données sur le taux de chômage du Recensement ou de l'EPA, le taux de chômage des membres des Premières Nations titulaires d'un diplôme en STIM est anormalement élevé.

McKinley (2016) souligne que « les enseignants en STIM ont du mal à engager les étudiants non occidentaux dans la sous-culture des STIM ». Les élèves qui sont capables de négocier les transitions entre leur monde quotidien et la sous-culture des STIM sans avoir à assimiler le bagage culturel des STIM ou à s'y acculturer sont considérés comme des apprenants qui réussissent mieux, en particulier par certaines communautés autochtones ». Elle poursuit en expliquant que « ceux qui ont du mal à négocier le passage des frontières culturelles auront besoin d'un accompagnement pédagogique explicite pour passer des sous-cultures de leurs pairs et de leur famille aux sous-cultures des STIM et des STIM à l'école ». L'expression « passage des frontières » a été inventée pour décrire ce scénario et sous-entend qu'il existe des domaines de connaissances propres à divers contextes culturels. Elle semble également indiquer que les passages d'une manière de savoir à une autre peuvent se produire dans le cadre de l'apprentissage des STIM.

La manière dont les enseignants et les étudiants d'origines diverses utilisent leurs expériences linguistiques et culturelles en tant que ressources intellectuelles dans l'apprentissage des matières liées aux STIM représente un domaine de recherche important, tout comme la manière dont ils tentent de surmonter les tensions et les défis qui peuvent survenir lorsque ces ressources sont en rupture avec la manière dont les matières liées aux STIM sont définies et enseignées dans la salle de classe (McKinlay 2016).

Jin (2021), dans une évaluation détaillée, examine 24 programmes axés sur les STIM et l'apprentissage des jeunes autochtones<sup>73</sup>. Jin note que deux caractéristiques, à savoir la

---

<sup>73</sup> Jin (2021) reconnaît le risque de biais de recherche dans sa déclaration : « La grande majorité des programmes examinés dans le cadre de cette étude ont fait état de résultats positifs. Une certaine prudence se justifie dans

pertinence culturelle et la recherche scientifique, sont évidentes dans 23 des 24 programmes. Dans certains cas, les élèves ont appris et expérimenté les modes de connaissance autochtones, notamment le respect de la terre et les relations réciproques avec l'environnement et les autres. Dans d'autres cas, l'apprentissage des élèves a été intégré dans le contexte des traditions et des histoires des tribus autochtones, comme les festivals traditionnels et les activités culturelles. Des programmes permettent aussi aux élèves de se pencher sur les problèmes rencontrés par les communautés autochtones locales (p. ex. la gestion des ressources naturelles).

En résumant les résultats des 24 programmes, Jin (2021) a constaté que trois grandes catégories de résultats ont été relevées : (1) les résultats liés à la science occidentale ou aux STIM; (2) les résultats liés aux connaissances et à la culture autochtones; (3) les résultats liés à la complémentarité entre la science occidentale et la science autochtone (voir la figure 34 pour des explications détaillées). Certains programmes étaient principalement axés sur les résultats liés aux sciences ou aux STIM, comme le développement des connaissances scientifiques, l'augmentation de l'intérêt pour les sciences et les STIM et le renforcement de l'identité des apprenants en sciences. L'intégration des connaissances autochtones (p. ex. les histoires, les exemples et les contextes autochtones) dans ces programmes vise principalement à rendre la science occidentale plus pertinente pour les étudiants autochtones et à attirer davantage d'élèves autochtones dans les domaines des STIM; c'est ce que McKinley appelle « l'enseignement scientifique biculturel ». Jin (2021) critique la science biculturelle comme une tentative d'accroître l'estime de soi des élèves autochtones en valorisant leurs cultures tout en maintenant le cadre occidental des programmes scientifiques comme base d'enseignement. Ainsi, cette méthode ne permet pas d'établir un cadre autochtone pour l'enseignement. L'auteure est plutôt partisane de l'approche « interculturelle » d'Aikenhead, qui « donne aux élèves un accès à la science et à la technologie occidentales sans leur demander d'adopter la vision du monde endémique à la science occidentale ni de changer leur propre identité culturelle »<sup>74</sup>. Les programmes dont les résultats relèvent de plusieurs catégories (p. ex. les étudiants ont renforcé leurs connaissances scientifiques ainsi que leur compréhension de leurs propres cultures traditionnelles) sont cohérents avec cette approche.

---

l'interprétation de ces résultats positifs. On peut supposer qu'il existe un biais s'agissant des études rapportant des résultats positifs, semblant indiquer qu'une surreprésentation peut se produire, car les chercheurs hésitent à publier des résultats négatifs ou nuls. »

<sup>74</sup> Aikenhead, G. (2001). Integrating Western and Aboriginal sciences: Cross-cultural science teaching. *Research in Science Education*, 31, 337-355.

**Figure 35 : Participation des femmes membres des Premières Nations à des études dans le secteur des STIM et résultats sur le marché du travail, Recensement de 2016**

Regroupements STIM et SACHES (non-STIM), Principal domaine d'études – Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (16), Femmes non autochtones	Total – Situation d'activité	Pourcentage de tous les STIM	Taux de participation	Taux d'emploi	Taux de chômage
<b>Femmes non autochtones</b>					
Total – Regroupements STIM et SACHES (non-STIM)	14 012 620				
STIM	813 780		75,5	69,9	7,3
Science et technologie de la science	411 140	50,5 %	74,5	69,5	6,7
Ingénierie et technologie de l'ingénierie	201 045	24,7 %	77,5	70,7	8,7
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	201 590	24,8 %	75,4	70	7,1
<b>Femmes des Premières Nations</b>					
Total – Regroupements STIM et SACHES (non-STIM)	365 330				
STIM	7 395		74	65	12,1
Science et technologie de la science	2 975	40,2 %	77,6	69,2	10,8
Ingénierie et technologie de l'ingénierie	2 250	30,4 %	71,3	59,8	16,2
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	2 160	29,2 %	71,8	65	9,7
Coates et Finnegan 2022, d'après Statistique Canada, Recensement de 2016, produit numéro 98-400-X2016263 au catalogue.					

Ces programmes ont le potentiel de fournir aux élèves les bases et les encouragements nécessaires pour poursuivre leurs études et leurs choix de carrière dans les domaines des sciences et des STIM. Pour d'autres élèves, ces programmes facilitent l'identification de deux cultures : la culture de leur communauté autochtone et la culture de la science occidentale et des STIM. Ils « aident les élèves à se sentir à l'aise dans les deux cultures et à faire des allers-retours entre ces deux cultures ». Ces programmes contribuent ainsi à la fois à la diversité des STIM et au renouveau autochtone.

L'un des programmes évoqués lors du processus d'entrevue est celui de la Verna J. Kirkness Education Foundation, en Alberta, qui travaille avec des jeunes autochtones dans tout le Canada pour les intéresser aux programmes de STIM. Ce programme travaille avec des élèves du secondaire pour améliorer leur accès aux sciences, aux mathématiques et à l'ingénierie technique et les associe à un professeur d'université pendant une semaine. Il s'appuie sur ratio de deux étudiants pour un professeur pendant

une semaine, ce qui permet susciter chez les jeunes autochtones un intérêt pour les sciences<sup>75</sup>.

### 3.18 Initiatives autochtones locales et programmes nationaux

Tous les rapports soulignent la nécessité de créer et de soutenir des initiatives locales et communautaires concernant les programmes d'éducation, les programmes de développement des compétences et les programmes relatifs au marché du travail à l'intention des Autochtones. Le gouvernement du Canada a déployé des efforts considérables, notamment par l'intermédiaire du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, qui soutient plus d'une centaine d'organisations autochtones dans la mise en place de formations locales. D'autres initiatives concernent le programme du Fonds pour les compétences et les partenariats (FCP) et le projet pilote d'enquête sur l'information sur le marché du travail (IMT) et de répertoire des compétences des Premières Nations. L'effort est important et bien financé, mais il n'est pas toujours bien évalué<sup>76</sup>. Radcliffe et Broughton (2019) proposent une analyse intéressante du problème lié à la programmation « venant d'en haut ». Elle concerne le contexte australien, mais ses conclusions sont néanmoins pertinentes :

*Une étude portant sur quatre communautés diverses de Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland a révélé que les efforts de mobilisation communautaire étaient souvent influencés par une vision déficitaire, axée sur les faiblesses perçues plutôt que sur les points forts. Cela a conduit le personnel scolaire à interpréter la mobilisation communautaire comme un « moyen de changer, de recadrer et de modifier ce contexte extrascolaire... [remodelant ainsi] la « mobilisation » comme une tâche consistant à réparer, plutôt qu'à connaître, un Autre culturel/racial ». Lowe (2011) affirme que ces partenariats sont conçus pour donner l'impression de responsabiliser les citoyens, mais que la théorie et la pratique néolibérales qui encadrent ces partenariats empêchent les parents et les communautés de participer en tant que partenaires égaux avec les écoles ou les enseignants. Il nous rappelle que les écoles n'existent pas en vase clos.*

et

---

<sup>75</sup> Pour plus de renseignements sur cette initiative, voir la Vera Kirkness Foundation (<https://vernajkirkness.org/>).

<sup>76</sup> Des renseignements sont accessibles à l'adresse [https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#infographic/program/HRSD-BGO10/intro/...-\(panel key...-'profile\)](https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#infographic/program/HRSD-BGO10/intro/...-(panel key...-'profile)). Voir également [https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#infographic/program/HRSD-BGO08/intro/...-\(panel key...-'profile\)](https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#infographic/program/HRSD-BGO08/intro/...-(panel key...-'profile))

*Il semble que ces visions déficitaires des communautés et des familles constituent encore trop souvent un obstacle à une mobilisation communautaire efficace. Comme nous l'expliquons ci-dessous, les très faibles taux de littératie des adultes constituent un autre obstacle et, en fait, ces problèmes sont étroitement liés. Parallèlement, l'examen le plus récent de l'éducation pour les élèves autochtones appelle une fois de plus à améliorer la participation, la prise de décision et l'appropriation par les communautés autochtones, mais sans citer cet obstacle (Gillan, Mellor et Krakouer 2017).*

En 2018, l'OCDE, dans le chapitre *Improving local skills training for Indigenous People in Canada* du rapport intitulé *Indigenous Employment and Skills Strategies in Canada* recommande d'« améliorer la gouvernance locale » : le succès d'un programme ou d'une politique dépend de l'existence de bons cadres de gouvernance et d'une coordination optimale aux niveaux national et local afin d'encourager l'innovation politique. L'OCDE étudie la meilleure façon de concevoir les politiques nationales de manière à récompenser l'innovation locale en matière d'emploi et de développement économique chez les Autochtones. L'accent est mis ici sur l'innovation autochtone locale. L'OCDE estime également que le Canada doit améliorer l'investissement dans les entreprises communautaires autochtones afin de soutenir l'emploi autochtone à l'échelle locale. L'organisation insiste sur les projets autochtones réussis, notamment :

- le Centre for Aboriginal Human Resource Development (CAHRD), dont le siège se trouve à Winnipeg (Manitoba), propose des services d'emploi, d'éducation des adultes et d'enseignement postsecondaire, de formation professionnelle, de garderie et de logement de transition pour les étudiants afin de préparer les Autochtones à être autonomes et à s'adapter au marché du travail et à l'emploi, au service de tous les Autochtones de Winnipeg (Manitoba);
- l'organisation Community Futures Treaty 7 (CFT7), dont le siège se trouve dans la province de l'Alberta, aide toutes les personnes des Premières Nations à obtenir et à conserver un emploi significatif d'après les besoins de la communauté en proposant des formations dans la zone de recrutement du Traité n° 7;
- le Conseil Mawiw de la Première Nation d'Elsipogtog, au Nouveau-Brunswick, soutient et promeut l'autonomisation des membres de la Première Nation résidant dans la zone couverte par l'organisation, en offrant une formation appropriée au personnel des ressources humaines afin d'assurer la prestation adéquate de services visant à atteindre l'autosuffisance et l'indépendance par l'intermédiaire de services de conseil, de formation et d'emploi, tout en fournissant des ressources à ses communautés;
- l'organisation Kiikenomaga Kikenjigewen Employment and Training Services (KKETS), à Thunder Bay, en Ontario, aide les populations autochtones à se préparer à l'emploi, à l'obtenir et à le conserver en leur donnant des possibilités

d'éducation, de formation et d'emploi en fonction de la demande, grâce à des partenariats avec la communauté, les établissements d'enseignement, les entreprises et le gouvernement.

Boughton *et al.* (2022) dans *Measuring adult English literacy improvements in First Nations communities in Australia*, constatent que 73 % des participants aux programmes de littératie menés par les communautés des Premières Nations dans six communautés ont amélioré leurs scores de littératie, progressant d'au moins un niveau complet sur un ou plusieurs indicateurs du cadre australien des compétences de base (Australian Core Skills Framework). L'accent est une nouvelle fois mis sur la maîtrise communautaire de ces programmes. Avant cet article, Ratcliffe et Broughton (2019) avaient analysé l'aliénation continue des communautés autochtones d'Australie par s'agissant des prises de décisions en matière d'éducation. Ils affirment qu'il est nécessaire de s'attaquer au problème du faible niveau de littératie des adultes pour améliorer les relations entre les communautés et les écoles de manière généralisée et durable. Selon leurs propres termes :

*Les communautés qui ont participé à la campagne de littératie des adultes autochtones intitulée « Yes, I Can! » nous aident à comprendre un certain nombre de questions importantes, notamment l'ampleur de la privation de droits associée à une littératie insuffisante chez les adultes, l'énormité des défis auxquels sont confrontées les personnes précédemment peu alphabétisées et désengagées pour se réengager dans la vie communautaire, les pressions supplémentaires exercées sur les membres alphabétisés de la communauté lorsque de nombreuses personnes ont un niveau de littératie minimal et la relation entre les faibles taux de littératie des adultes et la persistance d'une pensée axée sur les lacunes de la part des écoles (Radcliffe et Broughton 2019).*

Parallèlement, Ball (2021) pousse plus loin la question de la participation des Autochtones à l'enseignement de la littératie dès la petite enfance en remettant en question le concept même de tests normalisés pour les enfants autochtones. Ball (2021) note que le concept de « petite enfance » va à l'encontre de certaines « manières de savoir et d'être des Autochtones. Les dirigeants des communautés autochtones et les gardiens du savoir rejettent l'idée selon laquelle tous les enfants devraient grandir selon une norme universelle homogénéisante qui n'est pas fondée sur des objectifs et des pratiques culturels spécifiques autour du développement des enfants et qui ne respecte pas le caractère unique de chaque enfant ». Ball conclut que la collaboration avec les enfants, les familles et les communautés autochtones pour créer une évaluation culturellement pertinente est la voie à suivre.

Shalley et Stewart (2017), dans une analyse statistique complète des écarts entre les Autochtones australiens et la société des nouveaux arrivants à l'aide de multiples

indicateurs liés à la littératie, à la numératie et à la résolution de problèmes, présentent des recommandations au gouvernement australien. Voici l'une de leurs principales recommandations : élaborer une politique d'apprentissage de l'anglais pour les adultes autochtones, fondée sur des données probantes, pour le Territoire du Nord, en s'appuyant sur un groupe consultatif composé de membres très divers et avec une représentation importante des secteurs suivants : des spécialistes du secteur de la littératie et de la numératie, de l'éducation et de la formation, du droit, de la santé, de l'emploi, des entreprises, du bénévolat, des services communautaires et des médias.

Colbourne *et al.* (2019) critiquent l'approche de recherche mise en œuvre par *Indigenous Works* (<https://indigenousworks.ca/en>) et le document intitulé « two eyed seeing : mapping the case for Indigenous-led research » de leur programme. Ce document s'appuie sur un paradigme de recherche autochtone facilité par une méthodologie de recherche participative communautaire dirigée par des Autochtones et éclairée par les cadres du wampum à deux rangs et à double perspective afin de rapprocher les systèmes scientifiques et de connaissances autochtones des systèmes occidentaux. Les résultats soulignent la nécessité de se concentrer davantage sur la manière dont les connaissances autochtones et occidentales peuvent être alignées dans le domaine du contenu méthodologique tout en s'attaquant à un large éventail d'objectifs de recherche autochtone auxquels participent des alliés non autochtones. Cet article aborde la nécessité de développer des idées et des connaissances sur la manière de créer un espace sûr et éthique pour les partenariats de recherche transdisciplinaires et multicommunautaires dirigés par des autochtones, qui contribuent à l'autogestion et au bien-être des communautés. En utilisant la formule de recherche d'*Indigenous Works*, les études sur la littératie autochtone seraient conçues par la communauté autochtone pour la communauté autochtone, en mettant l'accent sur sa compréhension de l'écart de compétence en matière d'éducation et sur ce que cela signifie pour elle dans sa vision du monde.

### **3.19 Dans quelle mesure les indicateurs nationaux sont-ils adaptés aux communautés autochtones?**

En 2020, le CCEA a déclaré que le pays avait besoin de plus de clarté sur les données relatives au marché du travail qui sont les plus utiles aux chefs d'entreprise, aux décideurs politiques et aux travailleurs autochtones. Cette déclaration fait écho à celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 2018 selon laquelle les communautés autochtones du Canada ne disposent pas de suffisamment de données sur le marché du travail autochtone pour planifier des programmes et des services. Cela remet en question toute la logique des données collectées en affirmant que « les données ne reflètent pas les réalités autochtones et ne fournissent pas les ressources de données nécessaires pour que les communautés autochtones et les

Premières Nations puissent participer pleinement à la détermination de leur propre avenir ». Maggie Walters estime que ces données relatives au marché du travail et à l'éducation des entreprises reflètent *le mode privilégié par l'État pour l'organisation administrative d'une sous-population autochtone*. Elle poursuit : « cette perception définit qui et ce que sont les Autochtones, et qui et ce qu'ils ne sont pas; elle délimite ce qui peut être vu et, peut-être de manière plus critique, ce que l'État refuse de voir ». Finnegan et Coates (2016), dans une analyse de l'applicabilité des indicateurs sociaux de l'Arctique en tant que modèle d'interprétation du bien-être communautaire dans le nord de la province de Saskatchewan, notent :

*Les communautés nordiques sont soumises à d'énormes pressions pour s'adapter à l'évolution des conditions politiques, économiques, climatiques et sociales. Elles le font malgré de profonds désavantages qui vont d'une capacité professionnelle locale limitée à des populations peu nombreuses en passant par une marginalisation économique. Le plus souvent, ces communautés ne disposent pas non plus des données de base nécessaires à la prise de décisions éclairées. Les plus petites communautés du pays, en particulier les communautés autochtones, disposent de peu de données pour planifier correctement leur avenir.*

Le travail de Walter *et al.* (2020) est très critique à l'égard des « données massives de l'État » qui font appel à des simplifications transformatrices et souvent radicales des environnements sociaux afin que des « pratiques sociales exceptionnellement complexes, difficilement compréhensibles et locales » soient normalisées pour permettre un enregistrement et un suivi centralisés. Les données qui en résultent ne représentent pas la réalité de la société qui est dépeinte, mais seulement de la tranche qui intéresse l'État (Andersen 2014)<sup>77</sup>. En mettant ces données à la disposition de chercheurs extérieurs ou de processus de couplage de données, le trope du déficit s'amplifiera au lieu de diminuer.

Maggie Walter conclut que la position marginalisée des populations autochtones au sein de l'État-nation australien signifie qu'elles sont beaucoup plus susceptibles d'être confrontées aux dangers inhérents aux données ouvertes, et moins susceptibles d'avoir les ressources ou d'une position à la table des décisions politiques pour en récolter les bénéfices. Coates et Finnegan (2016) ajouteraient qu'elles peuvent également se méfier des données de l'État et ne pas considérer ces données produites par l'État comme

---

<sup>77</sup> Voir : Andersen, C. (2014). *Metis : Race, recognition, and the struggle for Indigenous peoplehood*, Vancouver, UBC Press.

pertinentes pour elles. Ce déséquilibre des pouvoirs fait que les populations autochtones continuent d'être facilement effacées des systèmes qui déterminent l'accès aux données ainsi que l'utilisation et l'interprétation de celles-ci.

Maggie Walter, en collaboration avec un groupe plus large de défenseur de la souveraineté autochtone sur les données, a élaboré un modèle conceptuel décrivant à quoi devrait ressembler une souveraineté des données pertinente pour les Autochtones. Par exemple, les adjectifs « accusatrices, agressives, décontextualisées, déficitaires et restrictives » définissent d'emblée la manière dont nous considérons les données autochtones dans les économies des nouveaux arrivants. Dans une étude préalable, Maggie Walters explique que les statistiques relatives à la société des nouveaux arrivants relèvent toutes des 5 D, à savoir « disparités, dénuement, désavantage, dysfonctionnement et différence »<sup>78</sup>. Hamel et Laniel (2014), dans *Producing official statistics via voluntary surveys*, décrivent les mesures prises par le Canada pour assurer la précision de la collecte, du traitement et de l'estimation des données, ainsi que les processus d'assurance qualité qui sous-tendent la stratégie de diffusion qu'ils utilisent dans leurs produits, comme l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, qui est loin d'être exhaustive. En effet, Maggie Walters et d'autres défenseurs de la souveraineté autochtone en matière de données veulent changer le récit, le message actuel étant de nature coloniale et présentant la population autochtone en comparaison avec la société des nouveaux arrivants comme la norme à laquelle la population autochtone devrait aspirer.

Dans *Indigenous Statistics* (2013), Andersen et Walters citent Daniel Salée (2006) qui souligne que « les décideurs politiques semblent avoir une idée assez précise de ce qui affecte les communautés et les individus autochtones : l'incidence plus élevée de la violence familiale, du suicide chez les jeunes, de la détresse psychologique et de la toxicomanie, une santé personnelle moins bonne, une capacité de développement économique faible ou non développée, une plus grande probabilité d'exclusion des principaux marchés du travail, des conditions de logement et d'hygiène inférieures aux normes –tout cela leur rend la vie, du moins en apparence, plus difficile et moins attrayante. Il serait surprenant que les classifications de recensement actuelles produisent des données sur autre chose que ce type de conditions. » Walters et Andersen (2013) concluent : « non pas parce qu'elles ne touchent pas légitimement nos

---

<sup>78</sup>Voir : Chris Andersen et Maggie Walter (2016). *Indigenous Statistics : A Quantitative Research Methodology*, Taylor and Francis Group.

communautés, mais plutôt parce que les configurations statistiques actuelles ne sont conçues que pour produire des images empiriques de ces conditions<sup>79</sup>. »

Les données du PEICA et, en fait, presque toutes les données présentées dans nos études occidentales soulignent le fossé entre les Autochtones et les non-Autochtones, le principal argument étant que le gouvernement doit créer des programmes pour amener la population autochtone à notre niveau. Walter *et al.* (2020) remettent en question la logique de cette approche et appellent à une réorganisation de la collecte des données et des statistiques autochtones. Toutefois, comment y parvenir et comment cette approche fournira-t-elle un ensemble de mesures plus applicables pour les organismes autochtones autonomes? C'est un exercice d'autonomie et de dialogue communautaire qui vaut la peine d'être exploré s'il permet aux organisations et aux gouvernements autochtones de mettre au point des indicateurs auxquels ils peuvent se fier et qui répondent mieux à leurs besoins afin de mieux éclairer leurs politiques. L'accent est ici mis sur « leurs ».

*Les données autochtones peuvent constituer un atout culturel et économique en fournissant des informations précieuses aux groupes autochtones pour qu'ils puissent fixer leurs propres objectifs, prendre leurs propres décisions stratégiques et mesurer leurs propres progrès. Cependant, des données inadéquates, des données erronées ou une mauvaise approche des données ne constituent pas seulement un gaspillage de ressources, mais peuvent avoir des répercussions négatives sur le budget et le bien-être humain des populations autochtones.*

Walter (2020)

Conclusion : Le développement des compétences, la formation et l'emploi des Autochtones sont des priorités nationales depuis plusieurs décennies, mais le problème reste entier. L'argent n'est pas le principal obstacle, pas plus que l'engagement politique ou administratif. Les défis sont complexes et multifactoriels, soulignant la longue histoire perturbatrice des interventions coloniales, de la dépossession des terres, de la dépendance à l'égard de l'aide sociale et d'une relation très alambiquée avec l'éducation dispensée par le gouvernement. Des études approfondies ont été menées sur les initiatives en matière de compétences et de formation destinées aux populations et aux

---

<sup>79</sup>Maggie Walter et Chris Andersen (2013). *Indigenous Statistics : A Quantitative Research Methodology*, Taylor and Francis Group.

communautés autochtones, et de nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de programmes précis et même des motivations sous-jacentes des gouvernements et des partenaires du monde des affaires. L'analyse documentaire permet de dégager une série d'observations générales :

- Comme pour tous les aspects liés aux affaires autochtones au Canada, il existe de grandes différences (Premières Nations, Métis, Inuit, régions rurales, régions éloignées, régions urbaines, hommes, femmes, jeunes et adultes) dans le vaste domaine de la formation et du développement des compétences autochtones. Des solutions efficaces émergeront au niveau régional et, souvent, au niveau local, et non en fonction d'un ensemble d'initiatives nationales.
- De profonds problèmes socioculturels, comme le racisme systémique à l'encontre des populations autochtones dans le système éducatif et dans le monde du travail, sapent bon nombre de ces efforts.
- Les lacunes en matière d'éducation, enracinées dans une longue et douloureuse histoire de pensionnats et d'externats autochtones, continuent d'avoir des répercussions sur les efforts de formation et d'acquisition de compétences.
- Les Autochtones des communautés rurales et éloignées sont confrontés à des défis plus complexes, notamment l'absence relative de possibilités d'emplois stables et bien rémunérés.
- La croissance rapide du nombre d'étudiants et de diplômés autochtones de l'enseignement postsecondaire ainsi que les taux d'emploi et les salaires relativement élevés dont jouissent ces diplômés constituent une réussite notable.
- L'évaluation correcte et systématique des programmes de formation et de développement des compétences des Autochtones rend difficile la détermination de l'efficacité et des répercussions réelles des programmes financés par le gouvernement.
- Il existe des indications significatives selon lesquelles les programmes de formation gérés et contrôlés par les Autochtones sont plus efficaces que les programmes proposés par d'autres gouvernements et institutions non autochtones.
- Les preuves sont de plus en plus nombreuses concernant les innovations transformatrices dans la conception des programmes qui font appel principalement aux connaissances autochtones, à l'expérience de la terre et à la programmation communautaire.
- Comme c'est le cas pour tous les programmes de formation et d'acquisition de compétences, les liens directs avec la main-d'œuvre facilitent la transition des participants vers le monde du travail. Pour les populations autochtones, c'est dans le secteur des ressources que ces liens sont les plus forts.

Les études menées à ce jour sur le développement des compétences, la formation et l'emploi des Autochtones ont exploré les complexités et les complications dans ce domaine. Elles ont montré clairement qu'une solution globale et systématique à un problème socioéconomique largement reconnu était nécessaire. Les efforts des gouvernements, des communautés autochtones et d'un large éventail d'organisations autochtones et non gouvernementales se poursuivront. Des recherches plus approfondies sont nécessaires dans certains domaines, notamment les processus de prise de décision et d'affectation internes au gouvernement, les caractéristiques des instituts de formation « performants », les modèles d'apprentissage au sein du secteur, les études longitudinales des participants aux programmes afin de déterminer l'efficacité à long terme des initiatives et une analyse plus poussée du degré auquel les cultures et les valeurs non autochtones orientent les programmes et de la manière dont les connaissances et les normes autochtones sont intégrées dans la formation.

## **4. Bibliographie avec résumés des ouvrages relatifs aux lacunes dans les compétences des populations autochtones au Canada**

### **4.1 Termes de recherche et pistes de recherche**

L'équipe de recherche a utilisé des moteurs de recherche à l'Université de la Saskatchewan et à l'Université de Limerick pour établir la bibliographie. Elle a ainsi cherché à accéder aux publications récentes en provenance des universités, des gouvernements et des groupes de réflexion des organismes de recherche pour mener une analyse documentaire et une analyse de l'environnement sur les lacunes en matière de connaissances concernant les compétences fondamentales et transférables des populations autochtones au Canada, ainsi que sur les défis auxquels ces populations sont confrontées en matière d'emploi et de marché du travail.

Voici les termes clés utilisés pour le champ NOM :

Canada, OCDE, Australie, Premières Nations de Nouvelle-Zélande, Autochtones, Métis et Inuit, Maori et Aborigènes, un terme en déclin dans la recherche canadienne, mais permettant d'accéder aux publications australiennes pertinentes.

Ces termes ont fait l'objet de références et de recherches croisées avec les termes suivants :

- 1) éducation, compétences, apprentissage, métiers, professionnels, diplôme d'études secondaires, garde d'enfants et éducation de la petite enfance;
- 2) PEICA, littératie, compétences, numératie, littératie numérique;
- 3) emploi/chômage, salaires, revenus, gains, main-d'œuvre, marché(s);
- 4) exploitation minière, ressources naturelles, foresterie, compétences, programmes de formation, changement technologique;
- 5) sources de données connexes : PEICA, Enquête auprès des peuples autochtones, Recensement du Canada, Enquête sur la population active, assurance-emploi, travail indépendant, enquêtes sur la santé et la littératie en santé, enquêtes des ministres de l'Éducation et Premières Nations/populations autochtones.

Conformément à notre proposition au programme, nous nous sommes appuyés sur les publications scientifiques et les rapports de recherche récents parus depuis 2018.

Alcover, C.-M., Guglielmi, D., Depolo, M. et Mazzetti, G. (2021). "Aging-and-Tech Job Vulnerability": A proposed framework on the dual impact of aging and AI, robotics, and automation among older workers. *Organizational Psychology Review*, 11(2), 175-201. Le vieillissement de la population et de la main-d'œuvre étant une préoccupation mondiale, il devient nécessaire de prévoir comment la double menace du vieillissement et de la technologie au travail accroît la vulnérabilité professionnelle des travailleurs âgés et compromet leur employabilité et leur maintien au sein du marché du travail. L'objectif de cette étude est double : (1) analyser les perceptions de l'intelligence artificielle (IA), de la robotique et de l'automatisation dans les milieux de travail et l'effet attendu de ces technologies sur les travailleurs âgés afin de contextualiser ce phénomène émergent; et (2) proposer un modèle général lié à la « vulnérabilité professionnelle liée au vieillissement et à la technologie » pour expliquer et prédire l'effet combiné du vieillissement et de l'IA/de la robotique/de l'automatisation sur l'insécurité de l'emploi et d'autres résultats chez les travailleurs âgés. Les propositions du modèle de vulnérabilité professionnelle liée au vieillissement et à la technologie élaborées dans ce document visent à présenter une première approche pour réaliser une percée sur le plan conceptuel et de la recherche concernant ce phénomène émergent. Elles comportent plusieurs conséquences théoriques et pratiques en matière de psychologie organisationnelle.

Alejandro, A.J., Fong, C.J., De La Rosa, Y.M. (2020). Indigenous Graduate and Professional Students Decolonizing, Reconciling, and Indigenizing Belongingness in Higher Education. *Journal of college student development*, 61(6), 679-696. Résumé : Bien que le sentiment d'appartenance ait été conceptualisé par les établissements d'enseignement supérieur de manière marginale, nous revendiquons la construction de relations authentiques caractérisées par l'humanisation, la réciprocité et le respect des atouts culturels, des valeurs et des identités sociales des élèves. Afin de démanteler les perspectives colonisatrices et de mettre en avant les manières de savoir et d'être des Autochtones, notre étude rapporte les récits de trois élèves autochtones masculins cisgenres de la CEI, diplômés et professionnels, ainsi que leurs expériences éducatives aux États-Unis. Dans le cadre d'une étude de cas collective s'appuyant sur l'autoethnographie, nos conclusions mettent en évidence les aspects décolonisants de l'appartenance, l'adoption des valeurs autochtones de la matrice d'appartenance au peuple, l'accent mis sur les relations au sein de la communauté et le rapprochement entre les connaissances autochtones et le monde universitaire.

Alasia, A., Bédard, F., Bélanger, J., Guimond, E. et Penney, C. (2017). *Mesurer l'éloignement et l'accessibilité : un ensemble d'indices applicables aux collectivités canadiennes*, produit n° 18-001-X au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. La proximité des centres d'activité économique et des agglomérations de population constitue un important déterminant des résultats socioéconomiques régionaux et, par le fait même, un facteur à prendre en compte dans le cadre de l'analyse et de la mise en œuvre de politiques et de programmes. C'est pourquoi différents ministères utilisent depuis des

années des mesures de l'éloignement et de l'accessibilité. Certains des indices existants ont été élaborés au cours des années 1980 et n'ont fait l'objet que de révisions mineures depuis. La présente étude a été menée en raison de la nécessité de mettre à jour et d'améliorer les mesures existantes de l'éloignement. L'objectif était de conceptualiser et de mettre en application une méthode qui prenne en compte les résultats des travaux les plus récents sur le sujet, et également de tirer avantage des nouvelles possibilités de calcul découlant de l'intégration de statistiques officielles avec des données provenant de sources statistiques non officielles.

Allan, J., Kleinschafer, J., Saksena, T., Rahman, A., Lawrence J. et Lock, M. (2022). A comparison of rural Australian First Nations and Non-First Nations survey responses to COVID-19 risks and impacts: implications for health communications, *BMC public health*, 22(1), 1276-1276.

Introduction : Cette étude se penche sur les différences entre les perceptions des risques liés à la COVID-19 chez les répondants issus ou non des Premières Nations dans les régions rurales de l'Australie et analysé les autres variables susceptibles de prédire une exacerbation de l'anxiété liée aux effets néfastes de la COVID-19. Méthodes : Une enquête transversale en ligne et sur papier a été menée auprès de résidents ruraux des régions occidentales de la Nouvelle-Galles du Sud, en Australie. Des analyses statistiques descriptives et multivariées ont été utilisées pour évaluer les liens entre le statut des Premières Nations et les mesures démographiques, notamment le code postal, l'âge, le genre, le niveau d'éducation, la vie en milieu rural ou dans une ville ou un village, la proximité des services médicaux et les conditions de vie. L'analyse comprenait cinq éléments liés à la perception de la COVID-19 : la probabilité perçue de contracter la COVID-19 au cours des 12 prochains mois, la nocivité perçue du virus, la fréquence du sentiment de peur chez les personnes, la perception de la capacité des personnes interrogées à faire quelque chose contre le virus et la perception des répercussions économiques de la pandémie. Résultats : Des différences importantes ont été observées entre les répondants des Premières Nations (n = 60) et les autres (n = 639) dans toutes les catégories sociodémographiques. Les résultats reflètent un niveau d'anxiété nettement plus élevé chez les Australiens des Premières Nations de l'échantillon : ces derniers avaient plus souvent peur, estimaient qu'il était très probable qu'ils attrapent le virus et, s'ils l'attrapaient, pensaient qu'il serait très nocif. Le fait de vivre avec des enfants de moins de 18 ans et d'habiter dans une petite localité rurale était un facteur clé dans le sentiment de peur face à la COVID-19 pour les membres des Premières Nations. Conclusion : La communication sur les risques sanitaires dans le cadre de la réponse à la pandémie devrait se pencher équitablement sur les zones rurales, reconnaissant que les Australiens des Premières Nations représentent une part importante de la population rurale, avec des facteurs de risque et des préoccupations différents de ceux des Australiens qui ne sont pas membres des Premières Nations. Ce principe de conception par les Premières Nations est essentiel pour toute politique et planification en matière de santé. Le gouvernement australien devrait intégrer les zones rurales dans la planification des réponses à la pandémie, reconnaissant ainsi les

conditions syndémiques liées au fait que les populations des Premières Nations représentent une part importante de la population rurale.

Anderson, Thomas (2019). L'emploi chez les hommes et les femmes des Premières Nations vivant hors réserve, Enquête auprès des peuples autochtones, produit n° 89-653-X2019004 au catalogue, Statistique Canada. À l'aide des données de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2017, le présent article examine les caractéristiques liées à l'emploi des hommes et des femmes des Premières Nations. L'EAPA de 2017 est le cinquième cycle de l'enquête. Celui-ci porte principalement sur la participation à l'économie, les facteurs qui ont des conséquences sur la participation à la vie économique, la mobilité de la main-d'œuvre, l'entrepreneuriat, l'éducation postsecondaire, la formation professionnelle ciblée, les sources de revenus et le bien-être financier.

Anonyme (2018). Improving local skills training for Indigenous People in Canada. Dans *Stratégies d'emploi et de compétences au Canada*. Paris, Éditions OCDE, 47-62 [en ligne]. Ce rapport examine une série d'indicateurs clés relatifs au marché du travail, à l'économie et à la société, liés à la population autochtone croissante du Canada, qui comprend les Premières Nations, les Inuit et les Métis. En 2016, le Canada comptait plus de 1,6 million d'Autochtones, soit 4,9 % de la population totale, ce qui représente une augmentation importante par rapport aux 3,8 % enregistrés en 2006. Le rapport se penche sur la mise en œuvre de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones du gouvernement fédéral par l'intermédiaire d'une analyse approfondie de quatre études de cas, à savoir : 1) le Centre for Aboriginal Human Resources and Development, à Winnipeg (Manitoba); 2) l'organisation Community Futures Treaty Seven, à Calgary (Alberta); 3) le Conseil MAWIW, à Fredericton (Nouveau-Brunswick); 4) l'organisation Kiikenomaga Kikenjigewen Employment and Training Services (KKETS), à Thunder Bay (Ontario). Ce rapport met en évidence les facteurs de réussite essentiels pour mieux relier les populations autochtones à des emplois de qualité, tout en formulant des recommandations concernant les prochains programmes relatifs au marché du travail et aux compétences pour les populations autochtones au Canada.

Anonyme (2018). *Stratégies d'emploi et de compétences au Canada, Revues de l'OCDE sur la création locale d'emplois*. OCDE. Dans l'ensemble toute l'OCDE, de nombreux pays mettent l'accent sur l'enseignement et la formation professionnels (EFP) afin de développer des compétences professionnelles spécifiques et de mieux relier les personnes à des emplois de qualité. Il est prouvé que l'EFP facilite les transitions entre l'école et le travail. En 2017, le taux d'emploi de la population en âge de travailler ayant suivi une formation professionnelle en Australie était de 81 %, soit un niveau bien supérieur au taux d'emploi moyen global de 61 %. La participation de la population australienne autochtone à l'EFP reste élevée. En 2018, 142 800 Australiens autochtones avaient suivi un programme d'EFP, ce qui représente une augmentation de 38,6 % par

rapport à 2005, année où l'on comptait 73 410 inscriptions à des programmes autochtones financés par le gouvernement.

Arriagada, P. (2021). *Étude : Les réalisations, les expériences et les résultats sur le marché du travail des femmes des Premières Nations, métisses et inuites titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme de niveau supérieur*, produit n° 75-006-X au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Cette nouvelle étude de *Regards sur la société canadienne* permet d'examiner et de fournir de nouveaux renseignements sur le niveau de scolarité et les résultats sur le marché du travail des femmes des Premières Nations, métisses et inuites titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme de niveau supérieur, principalement chez celles âgées de 25 à 64 ans. Les sources de données utilisées sont les recensements de la population de 2006 et de 2016, l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017 et l'Enquête nationale auprès des diplômés de 2018.

Arriagada, P. et Bleakney, A. (2019). *Participation des Inuits à l'économie basée à la fois sur les salaires et les ressources dans l'Inuit Nunangat*, produit n° 89-653-X2019003 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. En 2016, on comptait 65 025 Inuit au Canada, et près des trois quarts (73 %) d'entre eux vivaient dans l'Inuit Nunangat. Selon le recensement, la population inuite a augmenté de 29 % de 2006 à 2016. Au sein de l'Inuit Nunangat, la population inuite a connu une croissance de 20 % par rapport à celle vivant à l'extérieur de l'Inuit Nunangat, où elle a progressé de 62 %. La croissance rapide de la population inuite devrait se poursuivre. Selon tous les scénarios qui découlent des projections démographiques les plus récentes concernant les Autochtones, la population inuite totale pourrait se chiffrer entre 86 000 et 95 000 personnes d'ici 2036, tandis que le nombre d'Inuit vivant dans l'Inuit Nunangat pourrait atteindre entre 64 000 et 72 000 (Morency *et al.* 2015).

Arriagada, P. (2017). *L'insécurité alimentaire chez les Inuits vivant dans l'Inuit Nunangat*, produit n° 75-006-X au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. La présente étude examine la prévalence de l'insécurité alimentaire chez les Inuit âgés de 25 ans et plus vivant dans l'Inuit Nunangat, de même que les facteurs associés à l'insécurité alimentaire chez les adultes inuits, au moyen de données tirées de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2012. Une situation d'insécurité alimentaire peut se manifester lorsque les membres d'un ménage ont déjà mangé toute la quantité d'aliments achetée et ne disposent pas de suffisamment d'argent pour en acheter plus; n'ont pas les moyens de manger des repas équilibrés; ou réduisent leurs portions ou sautent des repas parce qu'ils ne disposent pas de suffisamment d'argent pour se procurer assez de nourriture. La présente étude porte également sur certains résultats en matière de santé des adultes inuits vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

Arriagada, P. et Hango, D. (2016). Littératie et numératie chez les Premières Nations vivant hors réserve et les Métis : des niveaux de compétence plus élevés se traduisent-ils

par de meilleurs résultats sur le marché du travail? *Regards sur la société canadienne*, Statistique Canada. Cet article examine les compétences en littératie et en numératie des Premières Nations vivant hors réserve et des Métis d'âge adulte, en particulier, les facteurs et les résultats sur le marché du travail associés à des niveaux de compétence élevés. Dans cette étude, les personnes classées aux niveaux supérieurs de littératie et de numératie sont celles qui ont obtenu un niveau de 3 ou plus (sur 5) aux tests administrés par le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de 2012.

Aulandez, K.M.W., Walls, M.L., Weiss, N.M., Sittner, K.J., Gillson, S.L., Tennessen, E.N., Maudrie, T.L., Leppi, A.M., Rothwell, E.J., Bolton-Steiner, A.R. et Gonzalez, M.B. (2021). Cultural Sources of Strength and Resilience: A Case Study of Holistic Wellness Boxes for COVID-19 Response in Indigenous Communities, *Frontiers in sociology*, 6, 612637. Les traditions, les atouts et la résilience des communautés ont porté les populations autochtones pendant des générations. Cependant, les souvenirs traumatiques collectifs liés aux maladies infectieuses passées et les répercussions actuelles de la pandémie liée à la COVID-19 dans de nombreuses communautés autochtones soulignent la nécessité de disposer de ressources de santé publique autochtones basées sur les points forts. En outre, des données récentes semblent indiquer que la COVID-19 aggrave les inégalités en matière de santé mentale et psychosociale pour les communautés autochtones.

Bal, A., Betters-Bubon J. et Fish R.E. (2019). A Multilevel Analysis of Statewide Disproportionality in Exclusionary Discipline and the Identification of Emotional Disturbance. *Education and Urban Society*, 51(2), 247-268. Les jeunes issus de minorités raciales sont de manière disproportionnée retirés de leur milieu d'apprentissage pour des questions de discipline scolaire et placés dans des établissements d'enseignement spécialisé pour cause de troubles émotionnels. Ces disparités continuent d'inquiéter les familles, les éducateurs et les décideurs politiques, en particulier dans les écoles situées en milieu urbain. Pourtant, peu d'études ont été menées sur la prévalence des disparités en matière de résultats comportementaux dans les différents États. Cette étude comble cette lacune en examinant l'étendue et les facteurs prédictifs des disparités en matière de résultats comportementaux dans le Wisconsin. En utilisant les données de l'ensemble de l'État, nous avons mené des analyses de régression logistique multiniveaux. Ces analyses ont montré que les élèves afro-américains étaient sept fois plus nombreux et les élèves amérindiens et latinos deux fois plus nombreux à faire l'objet de mesures disciplinaires d'exclusion. Les élèves afro-américains et les élèves amérindiens étaient deux à trois fois plus susceptibles d'être étiquetés comme souffrant de troubles émotionnels. La race, le genre, le revenu, la langue, l'assiduité et les compétences scolaires des élèves étaient liés aux disparités de résultats, tandis que les caractéristiques des écoles n'étaient pas des facteurs prédictifs importants, à l'exception du pourcentage d'élèves transférés. Les conséquences pour les recherches et les pratiques futures sont analysées.

Ball, J. (2021, juillet). Finding Fitting Solutions to Assessment of Indigenous Young Children's Learning and Development: Do It in a Good Way. *Frontiers in Education*, 6, 257. Frontiers. Les évaluations normalisées et selon des critères de l'apprentissage et du développement des jeunes enfants posent un certain nombre de problèmes lorsqu'elles sont utilisées avec des enfants autochtones, à commencer par la notion même de « petite enfance » qui va à l'encontre de certaines manières de savoir et d'être des Autochtones. Les dirigeants des communautés autochtones et les gardiens du savoir rejettent l'idée selon laquelle tous les enfants devraient grandir selon une norme universelle homogénéisante qui n'est pas fondée sur des objectifs et des pratiques culturels spécifiques autour du développement des enfants et qui ne respecte pas le caractère unique de chaque enfant. La création d'une évaluation appropriée de l'apprentissage et du développement des jeunes enfants autochtones pose trois problèmes majeurs : 1) dans les programmes pour la petite enfance, l'évaluation est souvent effectuée dans le but de déterminer si les enfants sont prêts pour l'école; 2) les systèmes scolaires, les programmes pour la petite enfance et les praticiens font face à un barrage de pressions visant à mesurer les « progrès » des enfants par rapport à des normes universalistes dérivées des modes de connaissance et des objectifs euro-occidentaux pour le développement des enfants; et 3) la connaissance des diverses expériences vécues par les jeunes enfants autochtones dans les communautés urbaines et rurales d'aujourd'hui est extrêmement limitée. Ce document se penche sur ces obstacles et s'appuie sur les nombreuses années de collaboration de l'auteur avec les enfants, les familles et les communautés autochtones pour cocréer une évaluation culturellement pertinente.

Banister, E.M. et Begoray, D.L. (2013). Reports from the Field: Using Indigenous Research Practices to Transform Indigenous Literacy Education: A Canadian Study. *Journal of American Indian Education*, 65-80. Les élèves autochtones sont confrontés à d'immenses désavantages éducatifs dans l'enseignement ordinaire, ce qui entraîne un certain nombre de conséquences négatives pour eux en tant que personnes et pour leurs communautés. Par conséquent, la question de l'enseignement de la littératie avec des principes dérivés de la recherche éclairée par les manières de savoir des Autochtones revêt une importance cruciale. Cet article examine l'apprentissage de la littératie chez les adolescents en général et les défis auxquels sont confrontés en particulier les élèves autochtones dans les classes occidentales. Nous discutons ensuite de l'importance de la sensibilité culturelle dans l'enseignement de la littératie et décrivons un programme d'enseignement de la littératie basé sur des principes propres aux élèves autochtones en faisant appel à des pratiques de recherche autochtones. Nous avons constaté que les élèves autochtones avaient besoin d'enseignants qui nouent des relations avec eux, d'activités en classe qui favorisent une participation active, d'une prise en compte de leurs antécédents culturels, du partage du pouvoir en classe et de l'utilisation de divers systèmes de signes (en particulier oraux et visuels) afin d'améliorer leur niveau en littératie.

Barber, M. et Jones, M.E. (2021). Inequalities in test scores between Indigenous and non-Indigenous youth in Canada. *Economics of Education Review*, 83, 102-139. Cet article fait état d'un écart important entre les résultats en mathématiques des jeunes autochtones et des jeunes blancs au Canada entre 1996 et 2008. En utilisant les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes à accès restreint, nous montrons qu'après avoir contrôlé un grand nombre d'éléments observables, les élèves qui s'identifient comme Autochtones obtiennent des résultats inférieurs de 0,31 (écart-type) à un test de mathématiques normalisé par rapport à leurs homologues blancs. Nous constatons que cet écart dans les tests apparaît dès l'âge de 12 ans et qu'il n'a pas diminué entre 1996 et 2008, malgré les recommandations de la Commission royale sur les peuples autochtones de 1996 visant à améliorer le système d'éducation publique pour les élèves autochtones. Les estimations contrefactuelles de la méthode de décomposition de Lemieux (2002) sous-entendent que l'écart dans les tests chez élèves les moins performants aurait été comblé si les élèves autochtones avaient été confrontés au même niveau de caractéristiques observables et aux mêmes rendements de ces dernières que les élèves blancs. Cet exercice n'aboutit pas à une réduction de l'écart dans le test chez les élèves les plus performants, ce qui semble indiquer que les éléments non observables, plutôt que les éléments observables, sont à l'origine de la majeure partie de l'écart chez ces élèves très performants.

Barker, Adam J. (2012). Locating Settler Colonialism. *Journal of Colonialism and Colonial History*, 13(3). Project MUSE, [doi : 10.1353/cch.2012.0035](https://doi.org/10.1353/cch.2012.0035).

Aucun résumé ou exposé de synthèse. Ces dernières années, les études sur le colonialisme ont connu une évolution certaine. De plus en plus, les chercheurs posent une question qui pourrait sembler régressive (« qu'est-ce que le colonialisme? ») et obtiennent des réponses surprenantes. Ce changement a été déclenché par un concept qui, bien que faisant partie du lexique du « colonialisme » depuis des décennies, a été revigoré dans les années 1990<sup>1</sup> et est désormais perçu comme la clé d'une nouvelle perspective critique et stimulante sur la colonisation. Ce concept est celui du « colonialisme de peuplement » : une méthode de colonisation distincte impliquant la création et la consommation de toute une série d'espaces par des collectifs de colons qui revendiquent et transforment des lieux par l'exercice de leur capacité souveraine.

Bartel, Joan (2018). Four Soft Skills for Employability and Ideas for Lessons. *Revue TESL du Canada/TESL Canada Journal*, 35(1), 83. Note de recherche – aucun résumé.

Bell, L.A. (2017). Soft skills, hard rocks: Making diamonds ethical in Canada's Northwest Territories. *Focaal*, 2017(79), 74-88. En 2007, le Canada était le troisième producteur mondial de diamants. Présentées comme des solutions de rechange éthiques aux « diamants de sang », les pierres précieuses canadiennes sont censées aller au-delà de l'appellation « sans conflit » en offrant aux populations autochtones du Nord des formations et des emplois bien rémunérés. L'article soulève deux points importants et liés.

Tout d'abord, il décrit comment l'éthique de l'extraction des diamants est liée à la gestion délicate des personnes formées pour travailler dans l'industrie extractive. Deuxièmement, en suivant l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation professionnelle pour les populations autochtones au cours de la crise financière de 2008-2009, cet article révèle comment les cours obligatoires de « compétences non techniques » tentent d'adapter le discours des futurs travailleurs aux normes de l'entreprise, d'une manière essentielle pour maintenir la valeur éthique des pierres issues de la région subarctique.

Berge, S.T. (2020). Pedagogical Pathways for Indigenous Business Education: Learning from Current Indigenous Business Practices. *International Indigenous Policy Journal*, 11(1), 1-20. Le commerce est l'un des domaines de l'enseignement postsecondaire qui connaît la croissance la plus rapide, mais les pratiques commerciales autochtones sont peu connues. Cet article s'intéresse à trois communautés arctiques du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, ainsi qu'aux entreprises coopératives qui y sont associées. J'examine comment ces entreprises expriment les valeurs culturelles ainsi que les besoins en compétences commerciales au sein de ces communautés. Des entretiens avec des informateurs clés ont été menés dans chacune de ces trois communautés arctiques, et trois conclusions ont été tirées : (a) les coopératives servent de liens entre les communautés et leurs activités économiques; (b) les compétences commerciales au sein des communautés doivent être développées; (c) les compétences commerciales doivent inclure des composantes culturelles, car les coopératives représentent des expressions économiques culturelles.

Billington, M.G. et Foldnes, N. (2021). Exploring the association between occupational complexity and numeracy. *Large-scale Assessments in Education*, 9(19). La compétence cognitive de base qu'est la numératie est une forme reconnue de capital humain, associée au bien-être économique et social des personnes et des nations. Dans cette étude, nous explorons le lien entre la complexité professionnelle et la maîtrise de la numératie chez les adultes travaillant à temps plein. Nous opérationnalisons la complexité professionnelle en construisant trois mesures de la complexité des tâches : la complexité avec les données, la complexité avec les personnes et la complexité avec les choses. Les données de l'enquête internationale de l'OCDE sur les compétences des adultes, menée en 2012, sont utilisées pour étudier à la fois la répartition de ces trois dimensions de la complexité des tâches professionnelles et la manière dont elles sont liées à la numératie dans 13 pays. L'analyse indique que les données sur la complexité professionnelle prédisent les résultats en numératie, après un contrôle de l'âge, du genre et du niveau de scolarité. Les résultats ouvrent la voie à une hypothèse selon laquelle les activités professionnelles peuvent améliorer les compétences de base au sein des populations adultes. Si ces résultats sont développés et étayés par d'autres études, ils auront des conséquences pratiques pour l'organisation du lieu de travail et contribueront à la compréhension théorique du développement des compétences de base chez les adultes.

Bischof, S. (2021). Mismatched, but Not Aware of It? How Subjective and Objective Skill Mismatch Affects Employee Job Satisfaction. *Social sciences (Basel)*, 10(10), 389. Plusieurs études sous-entendent que l'inadéquation des compétences réduit la satisfaction au travail. Jusqu'à présent, la recherche a principalement étudié les répercussions de l'inadéquation subjective des compétences; les études relatives à l'inadéquation objective des compétences sont moins nombreuses et se concentrent généralement sur des compétences uniques. La présente étude vise à déterminer si l'inadéquation subjective et objective des compétences réduit la satisfaction des employés au travail. Elle contribue aux recherches antérieures en distinguant les effets de l'inadéquation objective et subjective des compétences sur la satisfaction au travail, sur la base d'une mesure multidimensionnelle de l'inadéquation objective des compétences chez des employés en Allemagne. Sur la base de la vague de 2018 sur la cohorte d'adultes de la National Educational Panel Study en Allemagne, des modèles de régression linéaire multiple sont estimés ici afin d'étudier comment l'inadéquation subjective et objective des compétences a des répercussions sur la satisfaction professionnelle des personnes. Les résultats indiquent que les salariés dont les compétences sont subjectivement inadéquates sont moins satisfaits de leur emploi que les salariés dont les compétences sont équivalentes, et ce dans une mesure statistiquement significative, même si l'on tient compte de l'inadéquation objective. Toutefois, les salariés dont les compétences sont objectivement inadéquates ne présentent pas de baisse statistiquement significative de la satisfaction professionnelle par rapport aux salariés dont les compétences sont adéquates. Bien qu'il y existe une dissonance considérable entre les inadéquations objectives et la perception subjective de l'inadéquation, les résultats semblent indiquer que l'inadéquation des compétences ne réduit la satisfaction au travail que lorsque les salariés se perçoivent eux-mêmes comme inadéquats.

Bleakney, Amanda et Melvin, Alexandria (2022). Femmes et filles autochtones : conditions socioéconomiques dans les collectivités éloignées par rapport aux régions plus accessibles, *Regards sur la société canadienne*, produit n° 75-006-X au catalogue, Statistique Canada (ISSN 2291-0840). L'étude est fondée sur la classification de l'indice d'éloignement et sur les données du Recensement de la population de 2016. Plus précisément, elle fait état des caractéristiques des femmes et des filles métisses, inuites et des Premières Nations vivant dans des collectivités qui présentent divers niveaux d'éloignement. Les Autochtones vivant dans des collectivités éloignées ont souvent un lien plus étroit avec leur collectivité, leur culture, leurs traditions, leur langue, leur territoire et leurs ressources. Cependant, ils doivent également faire face à des obstacles et à des défis particuliers. Par exemple, l'accès à des biens et à des services peut être plus difficile pour les personnes vivant dans des collectivités éloignées qui se trouvent à une plus grande distance des grands centres de population.

Bleakney, A., Masoud, H. et Robertson, H. (2020). *Les répercussions de la COVID-19 sur le marché du travail des Autochtones : mars à août 2020*, produit n° 45280001 au catalogue, Statistique Canada. Le présent article utilise les données mensuelles de l'Enquête sur la population active (EPA) pour examiner les répercussions sur le marché du travail de la pandémie de COVID-19 chez les Autochtones, au cours des 18 mois qui ont suivi le début de la pandémie. L'analyse fait suite à une étude antérieure qui avait fait état des répercussions sur le marché du travail au cours des six premiers mois de la pandémie (Bleakney, Masoud et Robertson 2020). Les tendances à l'égard de l'emploi, du chômage et de l'activité sur le marché du travail sont examinées pour les populations autochtones et non autochtones, les Premières Nations vivant hors réserve et les Métis, ainsi que selon le sexe, le groupe d'âge, la région et le groupe professionnel.

Blue, L.E. et Pinto, L.E. (2017). Other ways of being: challenging dominant financial literacy discourses in Aboriginal Context. *Australian Educational Researcher*, 44(1), 55-70 [en ligne]. L'éducation en matière de littératie financière continue de gagner du terrain à l'échelle mondiale. Celle-ci est souvent décrite comme un apprentissage essentiel pour tous les citoyens, bien que la plupart des initiatives en dehors des classes obligatoires se concentrent sur l'éducation des individus économiquement défavorisés. S'inspirant des manières de savoir, d'être et de faire des Autochtones, nous avons mené une analyse critique du discours se trouvant dans les ressources des éducateurs en littératie financière utilisées dans les ateliers de formation des formateurs au sein d'une communauté autochtone canadienne afin de déterminer les discours dominants. Un espace inconfortable a été découvert, car l'accent omniprésent mis sur l'accumulation de richesses individuelles contredit les manières de savoir, d'être et de faire des Autochtones, soulignant les défis que pose l'intégration des épistémologies indigènes dans les tentatives des organisations caritatives hautement institutionnalisées d'aider les populations autochtones (et non autochtones) en situation de pauvreté. Bien que cette recherche soit basée sur un programme canadien, l'explosion de l'enseignement de la littératie financière en tant que « solution » à des problèmes collectifs tels que la pauvreté se prête à d'autres contextes, y compris australiens.

Boeren, E., Íñiguez-Berrozpe, T. (2022). Unpacking PIAAC's cognitive skills measurements through engagement with Bloom's taxonomy. *Studies in educational evaluation*, 73. Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) interroge des personnes âgées de 16 à 65 ans et comprend une évaluation des compétences cognitives (littératie, numératie et résolution de problèmes dans des environnements technologiques). Dans la psychologie de l'éducation traditionnelle, la taxonomie de Bloom sur les domaines cognitifs est considérée comme une référence essentielle dans le domaine et distingue les compétences cognitives de niveau inférieur, de niveau moyen et de niveau supérieur. Toutefois, les travaux de Bloom sur la nature hiérarchique des compétences cognitives ne sont pas cités par l'OCDE dans sa documentation du PEICA. Cet article démontre, au moyen d'une analyse textuelle des

définitions relatives aux niveaux de compétences du PEICA, que la description des compétences cognitives de l'OCDE ressemble aux mots-clés utilisés par Bloom, mais ne les définit pas explicitement par l'intermédiaire d'une approche hiérarchique. Au contraire, les compétences cognitives de haut niveau se caractérisent principalement par la capacité à appliquer des stratégies cognitives dans des contextes non familiers en dehors des circonstances immédiates de la vie des adultes.

Bone, Robert M. (2003). *The Geography of the Canadian North: Issues and Challenges*. Toronto, Oxford University Press, 186-187. Ce texte examine la double relation du Nord canadien, à la fois frontière de ressources et patrie de nombreux groupes autochtones. Il offre une interprétation riche et réaliste de la géographie humaine du Nord. Il présente la géographie physique et l'histoire de plus des trois quarts de notre pays, examine le développement du Nord et des Autochtones, et décrit certaines réalités géographiques des années 1990, alors que les habitants du Nord passent de l'économie des fourrures et de la dépendance à l'égard des gouvernements à la promesse d'autonomie au Nunavut et au Denedeh.

Borell, Belinda, Moewaka Barnes, Helen et McCreanor, Tim (2018). Conceptualising historical privilege: The flip side of historical trauma, a brief examination. *AlterNative: An International Journal of Indigenous Peoples*, 14(1), 25-34. Le traumatisme historique est un domaine de recherche important et en plein essor qui fournit des renseignements cruciaux sur l'historique des inégalités actuelles en matière de santé et de bien-être social subies par les populations autochtones dans les sociétés issues du colonialisme de peuplement. Il est toutefois plus difficile de se pencher sur le revers du traumatisme historique subi par les colons et leurs descendants, que l'on pourrait appeler le « privilège historique ». Ces privilèges historiques accordés aux colons, en particulier à ceux qui ont émigré de Grande-Bretagne, sont à l'origine des réalités actuelles de leurs descendants et des avantages structurels, institutionnels et interpersonnels qui constituent également une caractéristique essentielle des inégalités entre les Autochtones et les colons. Cet article formule des hypothèses quant au lien explicite entre le traumatisme historique et le privilège historique et explore la manière dont ce dernier peut être examiné en se référant plus particulièrement à l'Aotearoa (Nouvelle-Zélande). On propose trois éléments fondamentaux du traumatisme historique pouvant servir de cadre à appliquer au privilège historique.

Borghans, L., Ter Weel, B. et Weinberg, B. A. (2014). People skills and the labor-market outcomes of underrepresented groups. *ILR Review*, 67(2), 287-334. Dans cet article, les auteurs montrent que les compétences relationnelles sont des déterminants importants des résultats sur le marché du travail, y compris dans le choix de la profession et les salaires. Les changements technologiques et organisationnels ont renforcé l'importance des compétences humaines sur le lieu de travail. Les auteurs se concentrent en particulier sur la manière dont l'importance accrue de ces compétences a eu des répercussions sur

les résultats des groupes sous-représentés sur le marché du travail, en supposant que les différences de genre dans les interactions, les différences culturelles et les préjugés peuvent entraver les interactions interraciales et ethniques. Les estimations pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis sont compatibles avec cette explication. L'accélération observée dans le taux d'augmentation de l'importance des compétences humaines entre la fin des années 1970 et le début des années 1990 aux États-Unis peut contribuer à expliquer pourquoi l'écart salarial entre les hommes et les femmes s'est réduit et l'écart salarial entre les Noirs et les Blancs a stagné au cours de ces années par rapport aux années précédentes et aux années suivantes.

Bob Boughton, Frances Williamson, Sophia Lin, Richard Taylor, Jack Beetson, Ben Bartlett, Pat Anderson et Stephen Morrell (2022). Measuring adult English literacy improvements in First Nations communities in Australia. *International Journal of Training Research*. doi : 10.1080/14480220.2022.2032268 La prévalence des niveaux faibles, voire très faibles de littératie en anglais des adultes dans les communautés des Premières Nations en Australie reste un problème, malgré dix années de formation aux compétences de base financées par le gouvernement dans le cadre du système national d'enseignement et de formation professionnels. Cette étude se penche sur une approche innovante, gérée par la communauté des Premières Nations visant à améliorer la littératie des adultes en utilisant un modèle de campagne de masse internationalement reconnue. Les progrès en matière de littératie ont été évalués pour 63 participants dans six communautés, à l'aide de tests validés menés avant et après conformes au cadre australien des compétences de base intitulé Australian Core Skills Framework (ACSF). Dans l'ensemble, 73 % des participants ont amélioré leur niveau de littératie, c'est-à-dire qu'ils ont progressé d'au moins un niveau pour un ou plusieurs des six indicateurs de l'ACSF. Le nombre de leçons suivies et les niveaux en littératie à l'entrée de l'ACSF étaient associés de manière significative à la progression de la littératie et de manière non significative sur le plan statistique au niveau de scolarité antérieur. Le nombre minimum de leçons associé à une amélioration de la littératie est estimé à 47 à 49 (80 à 83 % des leçons).

Boulet, Virginie et Badets, Nadine (2017). La maternité hâtive chez les femmes des Premières Nations vivant hors réserve, les Métisses et les Inuites, *Regards sur la société canadienne*, produit n° 75-006-X au catalogue, Statistique Canada (ISSN 2291-0840). Dans la présente étude, on examine la prévalence de la maternité hâtive (c.-à-d. le fait de devenir mère avant l'âge de 20 ans) chez les femmes des Premières Nations vivant hors réserve, les Métisses et les Inuites âgées de 20 à 44 ans, en s'appuyant sur les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2012. Les données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 2011 sont utilisées pour les femmes non autochtones. De plus, l'étude examine si le fait d'avoir vécu une maternité hâtive est associé à des résultats différents sur le plan de la scolarité et de l'emploi.

Brant-Birioukov, K. (2021). Covid-19 and Ingenuity: Lessons from Indigenous resilience, adaptation, and innovation in times of crisis. *Prospects (Paris)*, 51(1-3), 247-259. Au milieu de la pandémie mondiale de COVID-19, les éducateurs sont invités à faire une pause et à reconsidérer l'héritage que cette crise laissera aux générations futures. Quelles leçons devons-nous tirer d'un programme d'études après la COVID-19? Cet article examine la valeur de la résilience, de l'innovation et de l'adaptation des Autochtones en temps de crise, l'« in(di)géniosité », si l'on peut dire, et envisage ses conséquences sur le savoir autochtone et le discours sur les programmes d'études de manière plus générale. Malgré des avancées encourageantes dans l'éducation autochtone depuis la Commission de vérité et réconciliation, une conscience historique coloniale continue d'imprégner le discours moderne sur l'éducation autochtone, dans la mesure où les connaissances autochtones sont souvent perçues comme dépassées, non pertinentes ou inférieures aux systèmes de connaissances occidentaux. Cette idée fautive et problématique ne tient pas compte de la résilience, de l'innovation et de l'adaptation dont les populations autochtones ont fait preuve face aux crises historiques. Cet article offre un point de vue autochtone sur la crise, le deuil et le renouveau dans le contexte de la COVID-19 et plaide en faveur du renouvellement du paysage de l'enseignement au Canada.

Brassington, L. (2022). *Gypsies, Roma and Travellers: The ethnic minorities most excluded from UK education*, HEPI Report 151. <https://www.hepi.ac.uk/wp-content/uploads/2022/07/Gypsies-Roma-and-Travellers.pdf> Ce rapport résume les données de la Higher Education Statistics Agency (HESA) de l'Office for Students (OfS) et du gouvernement britannique, ainsi que celles issues des publications secondaires et les preuves présentées lors de deux réunions de commissions parlementaires sur les questions relatives aux Gitans, aux Roms et aux Travellers. Il s'appuie également sur des entretiens avec des membres des communautés GRTSB (Gypsies, Travellers, Roma, Showmen and Boaters) et des universitaires spécialisés dans l'accès à l'éducation de ces communautés au sein d'universités anglaises (University of Sussex, Anglia Ruskin University et Buckinghamshire New University) ainsi que sur des conversations et de la correspondance avec des associations caritatives de ces communautés et des personnes participant au travail de sensibilisation dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur.

Brunello, G. et Wruuck, P. (2021). Skill shortages and skill mismatch: A review of the literature. *Journal of Economic Surveys*, 35(4), 1145-1167. Nous passons en revue les publications économiques récentes sur les pénuries de travailleurs qualifiés et l'inadéquation des compétences en accordant une attention particulière à l'aspect relatif à la demande concernant l'inadéquation des compétences, qui n'a pas fait l'objet d'une grande attention dans les ouvrages pertinents. Nous examinons les questions de mesure et la manière dont les pénuries de travailleurs qualifiés et l'inadéquation des compétences varient en fonction du cycle économique et de facteurs structurels. Nous passons en revue les coûts économiques pour les travailleurs et les entreprises et concluons en

examinant les conséquences politiques, notamment la manière dont les responsabilités en matière de développement des compétences peuvent être diffusées au mieux et le rôle que les politiques peuvent jouer pour mieux remédier aux pénuries de travailleurs qualifiés et aux inadéquations de compétences.

Calver, M. (2015). Closing the Aboriginal education gap in Canada: The impact on employment, GDP, and labour productivity. *International Productivity Monitor*, 28, 27. En dépit des améliorations constatées entre 2001 et 2011, la population autochtone du Canada est restée moins performante sur le marché du travail. L'écart dans le niveau de scolarité chez les Autochtones est souvent considéré comme la principale source de ces disparités. À l'aide des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, des projections de la croissance de la population autochtone et des prévisions des conditions économiques globales, nous estimons les répercussions économiques de la réduction de l'écart dans le niveau de scolarité d'ici à 2031. Nous constatons que les avantages d'une telle réduction pourraient être très importants, tant pour la population autochtone que pour le pays dans son ensemble. Comblent l'écart de scolarité augmenterait l'emploi autochtone de 90 000 travailleurs, le PIB de 28,3 milliards de dollars (en dollars de 2010) et le revenu d'emploi des Autochtones de 11 236 \$ par travailleur en 2031. La productivité de la main-d'œuvre augmenterait de 0,03 point de pourcentage par an au cours de la période 2011-2031. En supposant que l'amélioration se produise à un rythme constant, nous estimons que les gains cumulés pour le PIB canadien atteindraient pas moins de 261 milliards de dollars (en dollars de 2010) sur la période 2011-2031.

Cai, Jinghong et Gut, Dianne (2020). Literacy and Digital Problem-solving Skills in the 21st Century: What PIAAC Says about Educators in the United States, Canada, Finland and Japan. *Teaching Education*, 31(2), 177-208. L'objectif de notre étude est de se plonger dans le fossé éducatif entre les États-Unis et certains pays en examinant les compétences des éducateurs américains en matière de littératie et de résolution de problèmes numériques et en comparant leurs performances à celles de leurs homologues du Canada, de la Finlande et du Japon. Nous utilisons les données du PEICA collectées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et définissons les éducateurs comme des professionnels ayant le plus haut niveau de qualification dans le domaine de la formation des enseignants et des sciences de l'éducation. Nos résultats montrent qu'au niveau international, les éducateurs américains sont très désavantagés par rapport à leurs homologues finlandais et japonais en termes de littératie, et qu'ils se classent au dernier rang des quatre pays étudiés en ce qui concerne les compétences en matière de résolution de problèmes numériques. Parmi les autres résultats clés, citons : (a) au Canada et en Finlande, les éducateurs obtiennent des résultats nettement plus élevés en matière de littératie que les non-éducateurs dans leurs pays respectifs; (b) les jeunes éducateurs aux États-Unis (moins de 35 ans) sont loin derrière le même groupe d'âge en Finlande, au Japon et au Canada; et (c) dans les quatre pays, les compétences des éducateurs en matière de résolution de problèmes numériques ont tendance à

diminuer à mesure que leur âge augmente. Toutes les analyses statistiques sont basées sur la régression à l'aide de poids d'échantillonnage.

Camfield, D. (2019). Settler colonialism and labour studies in Canada: A preliminary exploration. *Le Travail : revue d'études ouvrières canadiennes/Labour: Journal of Canadian Labour Studies*, 83, 147-172. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le colonialisme des colons a attiré de plus en plus l'attention des chercheurs universitaires canadiens et internationaux. Dans le contexte canadien, l'intérêt a été alimenté principalement par une résurgence continue du travail intellectuel et du militantisme autochtones, dont l'expression la plus visible pour la plupart des peuples non autochtones était le mouvement Idle No More de 2012-2013. À ce jour, toutefois, peu d'attention a été accordée au colonialisme des colons dans le cadre d'études sur le travail, au sens large. Cet article, qui contribue modestement à remédier à cette lacune, souligne l'importance de comprendre le Canada comme société de colonisation, propose une conceptualisation du colonialisme sous l'angle du matérialisme historique reconstruit à travers la confrontation avec la pensée anticoloniale offre des réflexions préliminaires sur l'intégration de l'analyse du colonialisme des colons dans la recherche historique et contemporaine sur le travail.

Canada, Emploi et Développement social Canada, Direction générale de la politique stratégique et de la recherche (2015). *Évaluation de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones et du Fonds pour les compétences et les partenariats : Rapport final*, Ottawa, Emploi et Développement social Canada. L'évaluation de la SFCEA et du FCP couvre des activités de programme réalisées entre avril 2010 et janvier 2014, et se concentre sur trois priorités stratégiques : développement des compétences fondé sur la demande; partenariats; responsabilisation à l'égard de résultats améliorés. La présente évaluation s'inscrit dans une démarche calibrée qui met l'accent sur des aspects où les connaissances font défaut, comme les partenariats de la SFCEA et du FCP, et la mesure selon laquelle le développement des compétences fondé sur la demande a eu lieu, tout en intégrant de multiples champs d'enquête et en tablant sur les résultats d'évaluations similaires, le cas échéant et au besoin.

Caron, J. et al. (2020). Indigenous employees' perceptions of the strategies used by mining employers to promote their recruitment, integration, and retention. *Resources policy*, 68 101793 [en ligne]. Ce rapport d'évaluation présente les principaux résultats et observations concernant le volet « Connexion compétences » de la Stratégie emploi jeunesse (ci-après dénommée « la Stratégie »). Ce rapport a été rédigé conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et à la Politique sur les résultats.

Caron, J., Asselin, H., et Beaudoin, J.M. (2019). Attitudes and behaviors of mining sector employers towards the Indigenous workforce. *Resources Policy*, 61, 108-117. Les membres des communautés autochtones souhaitent améliorer leur situation

socioéconomique. Bien que nombre d'entre eux soient disposés à participer à l'industrie minière, ils se heurtent à de multiples obstacles à l'emploi. L'objectif de cette recherche était d'étudier la perception qu'ont les employés autochtones des stratégies utilisées par les employeurs miniers canadiens pour promouvoir leur recrutement, leur intégration et leur maintien en poste. Des entrevues semi-structurées avec 43 Anishnaabeg, Cris et Inuit de communautés situées à proximité de projets miniers au Québec et au Nunavut ont montré que, pour être efficaces, les programmes d'employabilité nécessitaient une collaboration étroite entre les gouvernements, les communautés autochtones et l'industrie. Les programmes de coordination, de préparation au travail, de préparation au chantier, de mentorat, d'avancement professionnel et de formation linguistique sont considérés comme favorisant le recrutement, l'intégration et le maintien en poste des travailleurs autochtones. Les installations et les activités valorisant les cultures autochtones, une masse critique d'employés autochtones et des relations de travail de qualité ont également été considérées comme favorisant l'emploi des autochtones dans les sociétés minières. Les perceptions des Cris et des Inuit sur les facteurs favorisant leur recrutement, leur intégration et leur maintien dans l'industrie minière sont semblables à celles de leurs employeurs, alors que les Anishnaabeg considèrent plutôt que les employeurs ne font pas assez d'efforts. Cette différence peut s'expliquer par le fait que les Anishnaabeg n'ont pas encore conclu d'accord sur des revendications territoriales, ce qui inciterait légalement les entreprises à mettre en œuvre des programmes d'employabilité.

Cassidy, L., Reggio, K., Shaywitz, B.A., Holahan, J.M. et Shaywitz, S.E. (2021). Dyslexia in Incarcerated Men and Women: A New Perspective on Reading Disability in the Prison Population. *Journal of correctional education* (1974), 72(2), 61-81. Les auteurs rapportent les résultats en lecture et de QI tirés d'une étude contemporaine portant sur 145 hommes et femmes incarcérés dans deux prisons à sécurité maximale en Louisiane soumis à des tests individuels. À leur connaissance, cette étude est la première à utiliser la définition de la dyslexie de la First Step Act (FSA) et la première à incorporer une mesure du QI pour faire la distinction entre les personnes atteintes de dyslexie et les personnes souffrant de troubles cognitifs. Les conclusions des auteurs indiquent que près de la moitié (47 %) des participants sont classés comme dyslexiques, 36 % comme compétents et 17 % comme souffrant de troubles cognitifs. Les détenus dyslexiques et non dyslexiques ont fait état de problèmes scolaires et comportementaux à l'école qui ont entraîné une diminution du nombre d'années passées à l'école et du taux d'obtention du diplôme d'études secondaires : 87 % d'entre eux déclarant avoir abandonné l'école, de nombreux détenus l'ayant abandonnée au milieu d'une année scolaire (âge moyen d'achèvement correspondant à 9,6 années d'études), 97 % déclarant avoir bénéficié d'une éducation spéciale ou d'adaptations et 59 % n'ayant pas obtenu de diplôme d'études secondaires ou équivalent. Les auteurs notent que, bien que la FSA exige du Bureau of Prisons des États-Unis qu'il dépiste la dyslexie chez les détenus à l'aide d'un outil de dépistage fondé sur des données probantes, dont la validité psychométrique, l'efficacité et le faible coût ont été prouvés, et qui est facilement disponible, un outil de dépistage n'est pas un instrument

de diagnostic, et nous discutons des étapes suivantes après que les détenus ont été dépistés comme étant dyslexiques.

Chartrand, V. (2019). Unsettled Times: Indigenous Incarceration and the Links between Colonialism and the Penitentiary in Canada. *Revue canadienne de criminologie et de justice pénale*, 61(3), 67-89. Le haut taux d'incarcération autochtone est un problème bien documenté partout au Canada. Dans le discours dominant, ce problème est souvent présenté comme étant les résultats ou les effets du colonialisme, lequel a entraîné le racisme systémique et les privations socioéconomiques vécues par les peuples autochtones aujourd'hui. Un corpus croissant d'études conteste la supposition que le colonialisme est une chose du passé en regardant comment ses structures et sa logique se perpétuent. Par contre, à ce jour, peu d'études ont porté sur le contexte colonial et l'émergence de l'incarcération autochtone au Canada. En reliant les chaînons historiques entre le colonialisme moderne et l'émergence du pénitencier canadien jusqu'à maintenant, cette étude dévoile certaines des connexions cachées qui contribuent aux taux actuels d'incarcération autochtone et la relation qui continue d'exister entre le colonialisme et le système pénal actuel. Ces résultats soulignent un aspect sociopolitique de l'incarcération qui va au-delà d'un cadre de crime et de justice.

Cincinnati, S., De Wever, B., Van Keer, H. et Valcke, M. (2016). The influence of social background on participation in adult education: Applying the cultural capital framework. *Adult Education Quarterly*, 66(2), 143-168. Dans cet article, nous abordons la question de la participation à l'éducation des adultes en nous appuyant sur le cadre du capital culturel. Ce cadre théorique sous-entend que les pratiques (éducatives) sont influencées par le milieu social et, plus précisément, par les ressources culturelles transmises dans le contexte familial. Pour examiner la validité de ce cadre théorique, nous nous appuyons sur les données du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de 23 pays ( $n = 120\ 789$ ). Les données de ce programme permettent d'utiliser les variables du niveau d'éducation des parents (une approximation de l'origine sociale), du niveau de scolarité et de la capacité d'apprentissage comme des éléments précurseurs de la participation à l'éducation des adultes (qui représentent une approximation du capital culturel). Nos résultats semblent indiquer que le cadre du capital culturel n'est pas parfaitement adapté pour expliquer la participation à l'éducation des adultes : même si l'origine sociale a une influence (indirecte) sur la participation, son effet ne correspond pas aux prédictions théoriques, c'est-à-dire qu'elle est modérée par la capacité d'apprentissage.

Coates, K. et Holroyd, C. (2022). The cool economy: Technological innovation and the prospects for a sustainable Arctic economy. Dans T. Koivurova et D.C. Natcher, *Renewable Economies in the Arctic* (2022, p. 46-61). Taylor & Francis. Cet ouvrage offre des perspectives multidisciplinaires à propos des économies renouvelables dans l'Arctique et sur la manière dont elles sont soutenues scientifiquement, économiquement,

socialement et politiquement par les États de l'Arctique. Le développement économique de la région arctique connaît de nouvelles tendances innovantes qui sont prometteuses pour le développement durable de la région. Le livre examine les formes émergentes d'économies renouvelables afin de comprendre où se font les innovations intellectuelles et technologiques. Il s'appuie sur l'expertise d'universitaires de tout l'Arctique et fournit au lecteur une base de connaissances lui permettant de cerner les défis uniques de la région et d'explorer les possibilités d'exploiter l'immense potentiel des ressources renouvelables pour stimuler l'économie de la région. Cet ouvrage offre une perspective globale de l'Arctique dans le contexte des défis sociaux, économiques et climatiques d'aujourd'hui. Avec les données critiques sur la situation économique et le rôle des ressources renouvelables dans le développement de la région arctique qu'il contient, ce document servira de point de référence essentiel pour les universitaires, les communautés et les décideurs politiques de l'Arctique.

Coates, K., Finnegan, G., Hall, C. et Lendsay, K. (2015). *Unearthing human resources: Aboriginal skills development and employment in the natural resource sector*. Ottawa, une publication de l'Institut Macdonald-Laurier. Cette étude révèle que les entreprises de ressources sont en effet les principaux employeurs des Autochtones. Par exemple, ces derniers comptent pour plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre nordique de deux grandes sociétés d'uranium au nord de la Saskatchewan, soit Cameco et Areva. De plus, le secteur des ressources offre aux travailleurs autochtones un niveau de salaire et d'emploi beaucoup plus élevé que celui de tout autre secteur. Les programmes de formation des entreprises, des gouvernements et des organisations autochtones sont de plus en plus nombreux.

Cohen, Alice, Melpatkwa Matthew, Kate J. Neville et Kelsey Wrightson (2021). Colonialism in Community-Based Monitoring: Knowledge Systems, Finance, and Power in Canada. *Annals of the American Association of Geographers*, 111(7), 1988-2004. Les programmes de surveillance communautaire sont des modèles de gouvernance environnementale de plus en plus répandus dans le monde. En conséquence, quelques documents d'analyse mettent en lumière les différents avantages, inconvénients et modèles de gouvernance associés à leur adoption. Ces études ont été pragmatiques dans leurs recommandations et ont aidé les chercheurs et les praticiens de ces programmes à mettre en œuvre et à comprendre les différentes formes possibles que pouvaient prendre ces programmes de surveillance communautaire. Toutefois, elles sont restées largement silencieuses sur les questions relatives à la dynamique du pouvoir implicite dans ces programmes. Structuré autour de l'exploration des politiques coloniales de la connaissance, des financements et de la finance, cet article soutient que les systèmes de connaissance dominants, en particulier ceux qui sous-tendent les gouvernements occidentaux et coloniaux ainsi que les économies libérales et capitalistes, façonnent le financement des programmes locaux et déterminent l'importance des différents types d'observations communautaires dans l'élaboration des décisions de gestion. Pour

défendre cet argument, nous situons notre travail à l'intersection de l'économie politique et des systèmes de connaissance, en utilisant des idées théoriques et des exemples empiriques pour montrer que les financements et la finance sont des sources clés de pouvoir dans l'élaboration des programmes de surveillance communautaire. Il s'agit là de données importantes, car les programmes de surveillance communautaire sont souvent considérés comme une activité purement scientifique, et donc politiquement neutre. À travers ce travail, nous explorons les questions de propriété intellectuelle, l'histoire de l'exclusion institutionnelle et le privilège accordé à certains systèmes de connaissance, de même que les relations de confiance et de méfiance entre différents groupes et pouvoirs, dans le but de stimuler des analyses critiques sur les relations de pouvoir dans les programmes de surveillance communautaire qui seront utiles aux chercheurs et aux praticiens.

Colbourne, R., Moroz, P., Hall, C., Lendsay, K., et Anderson, R. B. (2019). Indigenous works and two eyed seeing: mapping the case for Indigenous-led research. *Qualitative Research in Organizations and Management: An International Journal*. L'objectif de ce document est d'examiner les efforts déployés par Indigenous Works pour faciliter la recherche menée par les Autochtones répondant aux besoins socioéconomiques, aux valeurs et aux traditions des communautés autochtones.

Conception/méthodologie/approche : Ce document s'appuie sur un paradigme de recherche autochtone facilité par une méthodologie de recherche participative communautaire dirigée par des Autochtones et éclairée par les cadres du wampum à deux rangs et à double perspective afin de rapprocher les systèmes scientifiques et de connaissances autochtones des systèmes occidentaux. Les résultats soulignent la nécessité de se concentrer davantage sur la manière dont les connaissances autochtones et occidentales peuvent être alignées dans le domaine du contenu méthodologique tout en s'attaquant à un large éventail d'objectifs de recherche autochtone auxquels participent des alliés non autochtones. Cet article aborde la nécessité de développer des idées et des connaissances sur la manière de créer un espace sûr et éthique pour les partenariats de recherche transdisciplinaires et multcommunautaires dirigés par des autochtones, qui contribuent à l'autogestion et au bien-être des communautés.

Cook, Anna (2018). Recognizing Settler Ignorance in the Canadian Truth and Reconciliation Commission. *Feminist Philosophy Quarterly*, 4(4), article 6. La Commission de vérité et réconciliation (CVR) du Canada a été chargée de recueillir les témoignages des survivants du système des pensionnats indiens. La CVR demande aux survivants du système des pensionnats de faire part de leurs récits personnels en partant du principe que la diffusion de ces récits informera le public canadien de l'héritage des pensionnats et motivera une transformation de l'identité des colons. Je soutiens cependant que la CVR fournit un exemple concret de la manière dont une politique de reconnaissance échoue à transformer les relations entre les Autochtones et les colons canadiens, non seulement parce qu'elle édicte une internalisation de la reconnaissance coloniale, mais aussi parce

qu'elle ne tient pas compte de ce que j'appelle « l'ignorance des colons ». Les travaux sur les épistémologies de l'ignorance et de l'oppression épistémique permettent d'expliquer le déni durable. Ils fournissent des outils pour mieux comprendre comment perdure le déni des colons et comment il peut être rendu visible, et donc remis en question. Pour cette tâche, l'articulation de l'ignorance blanche de Mills devrait être élargie pour tenir compte de l'ignorance des colons blancs. Au-delà de l'explication de l'ignorance blanche, une telle explication devra tenir compte des logiques sous-jacentes du colonialisme de peuplement. Cette caractérisation de l'ignorance des colons montrera que le déni des violences passées et présentes à l'encontre des populations autochtones, par la reconstruction du passé pour affirmer la suprématie des colons, ne s'explique pas par un manque de reconnaissance, mais relève plutôt de l'ignorance structurelle.

Coulthard, Glen Sean (2014). *Red Skin, White Masks: Rejecting the Colonial Politics of Recognition*. Minneapolis, University of Minnesota Press. Coulthard remet en question la reconnaissance en tant que méthode d'organisation de la différence et de l'identité dans la politique libérale. Pour ce faire, il s'interroge sur l'hypothèse selon laquelle les différences contemporaines et les histoires passées du colonialisme destructeur entre l'État et les populations autochtones pourraient se réconcilier au moyen d'un processus de reconnaissance. Il examine une autre politique cherchant à revaloriser, à reconstruire et à redéployer les pratiques culturelles autochtones basées sur l'autoreconnaissance.

Canada, Conseil des ministres de l'Éducation (2021). *Compétences sur le marché du travail canadien : Résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*, Emploi et Développement social Canada. Ce rapport montre la répartition des compétences en traitement de l'information (littératie, numératie et résolution de problèmes dans des environnements technologiques [RP-ET]) chez les participantes et participants à la main-d'œuvre du Canada âgés de 16 à 65 ans, selon les données du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), évaluation internationale menée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le rapport porte en particulier sur la répartition des compétences en traitement de l'information parmi les travailleurs du Canada selon les groupes professionnels, les industries et certaines caractéristiques de l'emploi. Il illustre également la relation entre les compétences professionnelles et les résultats sur le marché du travail, en démontrant comment des compétences plus élevées sont associées à des probabilités d'emploi ou de chômage. Ce rapport examine également le lien entre les compétences et les revenus (provenant de l'emploi).

De Bruin, Anne et Matairea, Peter (2018). Indigenous entrepreneurship. *Entrepreneurship: New perspectives in a global age*, Routledge, 169-184. Ce chapitre affirme que l'activité entrepreneuriale, à de multiples niveaux, est un élément crucial de tout ensemble de mesures visant à renforcer le développement économique autonome des populations autochtones. Le statut socioéconomique relativement faible des populations autochtones

dans les pays développés est très préoccupant. Ce chapitre aborde les trois niveaux de l'activité entrepreneuriale. Tout d'abord, le concept d'entrepreneuriat patrimonial est expliqué et principalement illustré par l'étude des revendications récentes des Maoris, dans le cadre du traité de Waitangi. Le niveau suivant de l'entrepreneuriat tribal est défini et les principaux éléments de la réussite de ce modèle sont exposés. Au troisième niveau d'entrepreneuriat abordé – à savoir le travail indépendant des Autochtones – le rôle d'accompagnement de l'aide gouvernementale est mis en évidence et une définition associée de la viabilité commerciale est établie. La notion générale de promotion du développement économique autochtone est fondamentalement liée aux efforts déployés par les populations autochtones pour réduire leur dépendance à l'égard des prestations gouvernementales et pour réaffirmer leurs revendications souveraines.

Dinku, Y. *et al.* (2020). How might COVID-19 affect the Indigenous labour market? *Australian journal of labour economics*, 23(2), 189-210. Les chocs macroéconomiques et les réactions politiques face à ces chocs ont des effets importants sur l'économie australienne. Toutefois, les recherches sur les répercussions de ces chocs sur la main-d'œuvre autochtone sont limitées. Ce document étudie comment la crise de la COVID-19 est susceptible de se répercuter sur les résultats des autochtones sur le marché du travail à l'avenir. Si ce document examine brièvement les conséquences immédiates de la crise de la COVID-19 sur les résultats économiques des Autochtones, il aborde plus longuement les conséquences probables à plus long terme sur l'emploi de ces derniers. La concentration sectorielle de l'emploi autochtone, les niveaux relativement élevés d'emplois occasionnels et le profil d'âge relativement jeune de la population autochtone peuvent augmenter l'exposition de celle-ci à des risques économiques importants. Les entreprises autochtones emploient de manière disproportionnée des travailleurs autochtones, mais ces entreprises se concentrent dans le groupe des petites et moyennes entreprises qui peuvent être plus sensibles aux conditions de récession, en particulier si l'incertitude économique conduit à une crise financière plus généralisée provoquant une insuffisance de liquidités. L'histoire récente montre que les taux d'emploi des Autochtones n'ont augmenté que progressivement au cours de la longue période de croissance macroéconomique qui a précédé la pandémie. Les désavantages historiques, la discrimination et les contraintes géographiques sont des moteurs importants de la dynamique des désavantages des Autochtones sur le marché du travail qui limitent le niveau de scolarité et la capacité à trouver un emploi. Pour les Autochtones qui trouvent un emploi, il peut s'avérer difficile de le conserver. La COVID-19 entraînera probablement une période intense de correction structurelle de l'économie, et il est important que la communauté et les entreprises autochtones se positionnent de manière à tirer parti des éventuelles occasions et à minimiser les risques potentiels. Le fossé numérique actuel peut constituer un problème particulier pour les Autochtones qui travaillent à distance. Les difficultés d'accès à Internet d'un grand nombre de foyers autochtones peuvent également entraver l'accès à l'enseignement à distance. Ces questions auront des conséquences importantes pour la prise en compte du désavantage des Autochtones à l'avenir.

Durda, T., Gauly, B., Buddeberg, K., Lechner, C.M. et Artelt, C. (2020). On the comparability of adults with low literacy across LEO, PIAAC, and NEPS. *Methodological considerations and empirical evidence. Large-scale assessments in education, 8(1)*, 1-34. En Allemagne, trois enquêtes à grande échelle (la Level One Study [LEO], le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes [PEICA] et la National Educational Panel Study [NEPS]) – fournissent des données complémentaires sur les compétences en littératie des adultes, des données qui peuvent être exploitées pour mener des études sur les adultes affichant un faible niveau de littératie. Pour veiller à ce que les recherches menées sur ces derniers au moyen de ces enquêtes aboutissent à des conclusions valables et solides, il est impératif de vérifier la comparabilité des échantillons d'adultes ayant un faible niveau de littératie des trois enquêtes. À cette fin, dans la présente étude, nous évaluons de manière exhaustive la comparabilité des caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques des adultes ayant un faible niveau de littératie entre ces enquêtes. Le principal enseignement de notre étude est que, malgré des représentations d'échantillons et des approches de mesure différentes, les échantillons de personnes ayant un faible niveau de littératie dans les trois enquêtes sont largement comparables en termes de caractéristiques socioéconomiques et sociodémographiques. Bien qu'il y ait eu de petites différences entre les enquêtes en ce qui concerne la répartition du genre, du niveau de scolarité et de la proportion de locuteurs non natifs au sein du groupe d'adultes ayant un faible niveau de littératie, les résultats ont révélé que la prévalence de ce faible niveau de littératie et les corrélats étaient bien étayés dans les enquêtes de la LEO, du PEICA et de la NEPS. Dans ces trois enquêtes, le niveau de scolarité le plus faible est apparu comme le corrélat le plus significatif d'un faible niveau de littératie, suivi d'une origine non germanophone, du chômage et d'une situation professionnelle peu élevée. Conclusions : Notre étude prouve que les trois enquêtes peuvent être utilisées pour étudier les adultes ayant un faible niveau de littératie. Les petites différences constatées entre les échantillons de personnes ayant un faible niveau de littératie dans les trois enquêtes semblent être associées à la représentation de l'échantillon et à certaines caractéristiques de l'évaluation qu'il convient de garder à l'esprit lors de l'utilisation des enquêtes à des fins de recherche et d'élaboration de politiques. Néanmoins, notre étude a montré que, quoi qu'il en soit, nous comparons des choux et des carottes lorsque nous traitons d'adultes ayant un faible niveau de littératie dans différentes enquêtes à grande échelle.

Edelman, M. (2021). Hollowed out Heartland, USA: How capital sacrificed communities and paved the way for authoritarian populism. *Journal of rural studies, 82*, 505-517. Les régions sacrifiées (les lieux abandonnés et économiquement ravagés où les problèmes sociaux et sanitaires augmentent) s'étendent dans les zones rurales et les petites villes historiquement blanches à travers les États-Unis. Le déclin rural, enraciné dans la restructuration économique et la financiarisation, provoque un stress important, exacerbe le ressentiment racial et crée un terrain propice aux politiques autoritaires régressives.

Une approche multidimensionnelle doit établir un lien analytique entre les tendances récentes et à long terme ayant des répercussions sur l'économie et les moyens de subsistance, les institutions, la santé et la vie communautaire. Les explications du populisme autoritaire par le « ressentiment racial » et la « détresse économique » sont inextricablement liées. Depuis les années 1980, et plus encore depuis la crise financière de 2008, le capital a systématiquement sapé les institutions – banques mutualistes, coopératives de crédit, entreprises familiales, exploitations agricoles familiales – qui favorisaient le réinvestissement des richesses produites localement, en particulier, mais pas seulement, dans les zones rurales. Si de nombreux électeurs de Trump étaient des banlieusards aisés, un autre secteur important de partisans était constitué d'habitants en situation de paupérisation dans des zones où la financiarisation et l'austérité avaient détruit les institutions qui permettaient auparavant aux gens de s'approprier la richesse qu'ils produisaient et où le filet de sécurité sociale, toujours fragile, était toujours plus en lambeaux. Les États-Unis comptent aujourd'hui une majorité de pauvres et de quasi-pauvres. Les universitaires et les médias ont sous-estimé le bilan humain de cette crise et l'interconnexion des multiples processus de décomposition sociale qui touchent les zones rurales.

Egert, B., de la Maisonneuve, C. et Turner, D. (2022). A New Macroeconomic Measure of Human Capital Exploiting PISA and PIAAC: Linking Education Policies to Productivity, *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1709, Paris, Éditions OCDE et Policy File, *CESifo Group Munich*. Ce papier fournit une nouvelle mesure de capital humain qui s'appuie sur les enquêtes PISA et PIAAC, et les années moyennes de scolarité. La nouvelle mesure est une moyenne pondérée par cohorte des scores PISA antérieurs (représentant la qualité de l'éducation) de la population en âge de travailler et des années moyennes de scolarité correspondantes (représentant la quantité d'éducation). Contrairement à la littérature existante, les poids relatifs de chaque composante ne sont ni imposés ni calibrés, mais directement estimés. Le papier constate que l'élasticité du stock de capital humain par rapport à la qualité de l'éducation est trois à quatre fois plus grande que par rapport à la quantité d'éducation. La nouvelle mesure a un lien étroit avec la productivité, le potentiel de gains de productivité étant beaucoup plus important quand ils résultent d'une amélioration de la qualité plutôt que de la quantité du capital humain. L'ampleur de ces gains potentiels de PGF est comparable à une amélioration standardisée similaire de la réglementation des marchés de produits, mais les effets se matérialisent avec des délais beaucoup plus longs. Le papier montre, à travers l'exemple de l'enseignement préprimaire, comment simuler l'impact d'une réforme particulière de la politique éducative sur le capital humain et la productivité. L'ampleur de ces gains potentiels de PGF est comparable à une amélioration standardisée similaire de la réglementation des marchés de produits, mais les effets se matérialisent avec des délais beaucoup plus longs. Le papier montre, à travers l'exemple de l'enseignement préprimaire, comment simuler l'impact d'une réforme particulière de la politique éducative sur le capital humain et la productivité. L'ampleur de ces gains potentiels de PGF est

comparable à une amélioration standardisée similaire de la réglementation des marchés de produits, mais les effets se matérialisent avec des délais beaucoup plus longs. Le papier montre, à travers l'exemple de l'enseignement préprimaire, comment simuler l'impact d'une réforme particulière de la politique éducative sur le capital humain et la productivité.

Ens, E., Savoie-Chabot, L., See, K., et Wee, S.L. (2021). *Assessing Labour Market Slack for Monetary Policy* (n° 2021-15). Dans cette étude, nous proposons une façon d'évaluer la santé du marché du travail de manière plus exhaustive que par le passé. En dressant un tableau plus net des points de retournement clés de la reprise économique post-pandémie, cette nouvelle approche détaillée pourrait contribuer à atténuer les risques qui pèsent sur l'inflation en raison du maintien prolongé des taux directeurs à de bas niveaux. Elle nous permet de voir où se concentre la faiblesse (ou la vigueur) du marché du travail. Cette approche pourrait aussi nous permettre de mieux comprendre si la faiblesse du marché du travail découle de facteurs cycliques ou de tendances structurelles à long terme comme la numérisation, même si ce n'est pas l'élément central du présent document.

Ewert, S., Sykes, B.L. et Pettit, B. (2014). The Degree of Disadvantage: Incarceration and Inequality in Education. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 651(1), 24-43. Cet article examine comment l'augmentation du taux d'incarcération et sa concentration disproportionnée chez les jeunes hommes afro-américains peu qualifiés influencent les estimations relatives au niveau de scolarité aux États-Unis. Nous nous concentrons sur les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires et sur l'écart persistant entre les jeunes noirs et les jeunes blancs américains. Bien que les statistiques officielles montrent une diminution de l'écart racial en matière de décrochage scolaire au cours des dernières années, les sources de données traditionnelles excluent la population incarcérée des données d'échantillonnage. Nous montrons comment cette exclusion sous-estime l'ampleur des inégalités raciales dans l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires et sous-estime le taux de décrochage scolaire chez les jeunes hommes noirs dans une proportion qui pourrait atteindre 40 %. Les prisons américaines sont devenues le réceptacle de jeunes ayant abandonné l'école, occultant ainsi le niveau de désavantage auquel sont confrontés les hommes noirs dans la société des États-Unis d'aujourd'hui et la compétitivité relative de la main-d'œuvre américaine.

Exner-Pirot, Heather (2021). *Pathways to Indigenous Economic Self-Determination: How resource development supports independence for Indigenous communities*. Ottawa, une publication de l'Institut Macdonald-Laurier. Ce rapport explore l'évolution de l'engagement autochtone dans l'exploitation des ressources et démontre que ce secteur offre les meilleures perspectives de débouchés pour les nations et les peuples autochtones afin de les aider à développer leurs propres économies et parvenir à une plus grande

autodétermination dans la pratique. La majorité des Premières Nations participent à l'exploitation des ressources dans une certaine mesure dans les secteurs du pétrole et du gaz, des mines, de la forêt, de l'hydroélectricité et de la pêche commerciale. L'engagement important des Autochtones dans ces secteurs résulte de droits légaux, d'exigences contractuelles et du besoin d'une licence sociale, mais aussi de leur sens aigu des affaires et de leur persistance.

Fan, L. *et al.* (2017) Returns to education and occupations for Canadian Aboriginal people. *International journal of social economics*, 44(12), 2224-2237 [en ligne]. L'objectif du présent document est double. Tout d'abord, en s'appuyant sur un ensemble de données unique, les auteurs estiment le rendement de l'éducation pour les populations autochtones du Canada. Deuxièmement, les auteurs étudient la relation entre la profession et le bien-être économique, mesuré en fonction du revenu, des Autochtones afin de mieux comprendre les causes des écarts de revenus pour les Autochtones.

Conception/méthodologie/approche – Les données utilisées dans cette étude sont le fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012. On utilise un modèle logit ordonné afin d'estimer les principaux déterminants pour les groupes de revenus. Ensuite, les effets marginaux de chaque variable, concernant la probabilité de se trouver dans chaque catégorie de résultats, sont calculés.

Résultats – Toutes les variables explicatives, y compris les variables démographiques, éducatives et professionnelles, sont apparues statistiquement significatives avec les signes prédits. Ces résultats ont confirmé les relations entre le niveau de revenu, l'éducation et les professions.

Limites/conséquences de la recherche – Les données limitées concernant le revenu, en tant que variable catégorielle, empêchent l'estimation précise des contributions des variables dépendantes en valeur monétaire.

Conséquences sociales – Afin d'améliorer sensiblement les performances des Autochtones sur le marché, il est important de mettre l'accent sur la qualité de leur éducation et de déterminer si leurs domaines d'études peuvent les conduire à des professions hautement qualifiées.

Originalité/valeur – L'attention est portée sur les types de capital humain plutôt que sur le terme général d'éducation.

Feir, D., et Thomas, J. (2019). Introduction of Formal Child Care Services in Inuit Communities and Labour Force Outcomes. *Analyse de politiques/Canadian Public Policy*, 45(4), 428-459. Les auteurs étudient les répercussions de la mise en place de services structurés de garde d'enfants dans 28 communautés inuites du Nord canadien. Ils utilisent la variation géographique dans le choix du moment de l'instauration des services de garde d'enfants à la fin des années 1990 et au début des années 2000 pour estimer les répercussions de l'accès accru à ces services. Ils associent les données de la version longue des formulaires de recensement de 1996, 2001 et 2006 aux données relatives aux dates d'ouverture des services de garde et au nombre de places offertes en garderie dans chacune des 28 communautés, au fil des années. Ils relèvent peu d'éléments probants en ce qui a trait aux répercussions de ces services sur les taux de participation des femmes

sur le marché du travail. Les estimations ponctuelles relatives à d'autres répercussions, notamment sur les taux d'obtention de diplômes d'études secondaires et la participation des hommes aux soins des enfants, sont également, pour la plupart, faibles et statistiquement négligeables. Dans de nombreux cas, les sous-groupes du Québec font exception, ce qui pourrait s'expliquer par l'interaction de ces services et de la politique de services de garde à contribution réduite déployée au Québec *grosso modo* au cours de la même période. Rien ne permet de croire que la disponibilité de services de garde structurés diminue la capacité des enfants de parler l'inuktitut. Les auteurs proposent des explications plausibles de ces observations ainsi que des pistes de recherches futures.

Feir, D. *et al.* (2021). The Distributional Impacts of Active Labor Market Programs for Indigenous Populations. *AEA papers and proceedings*, 111, 216-220 [en ligne]. Nous évaluons les effets distributifs des programmes actifs du marché du travail pour les populations autochtones au Canada. L'utilisation de données administratives et d'une stratégie empirique comparant les participants à des programmes à forte intensité (interventions en matière de compétences, partenariats pour la création d'emplois ou subventions salariales) à ceux de programmes à faible intensité, comme l'aide à l'emploi ou le conseil en matière d'emploi, révèle d'importants avantages pour les programmes à forte intensité pour les revenus supérieurs à la médiane. Les rendements sont plus importants pour les femmes au niveau médian, ce qui semble indiquer que les programmes d'intensité élevée peuvent réduire les écarts de revenus entre les hommes et les femmes parmi les participants, qui représentent 10 % de l'ensemble des populations autochtones au Canada. Des rendements plus élevés au sommet de la répartition indiquent que l'inégalité globale entre les participants pourrait s'accroître.

Finnegan, G.F. (2012). The Mysterious Ways of Statistics for Aboriginal People in the Yukon: The Ownership and Interpretation of Data. *Aboriginal policy studies*, 2(1), Edmonton, Alberta, Canada. Cet article décrit trois défis qui ont été portés à l'attention du Bureau des statistiques du Yukon par des membres, des organisations ou des gouvernements des Premières Nations concernant les difficultés qu'ils rencontrent dans la gestion ou la compréhension des données provenant de Statistique Canada ou encore, dans certains cas, concernant la non-diffusion des données.

Finnegan, G.F. (2013). Analyzing the Role of Aboriginal Public Administration in Yukon – The Survey of Employment and Payroll Hours. *Aboriginal Policy Studies*, 2(2), 88-107. Ce document retrace l'augmentation des emplois gouvernementaux des Premières Nations et des salaires gagnés dans ce secteur depuis la montée en puissance du mouvement d'autonomie gouvernementale au Yukon. À notre connaissance, c'est la première fois que cet ensemble de données de Statistique Canada est utilisé pour évaluer les répercussions de l'autonomie gouvernementale des Autochtones au Canada. Dans cet article, nous comparons l'emploi et les salaires du gouvernement autochtone du Yukon aux données recueillies dans l'ensemble du Canada et dans le Nord (T.N.-O. et Alaska). Depuis la

finalisation de l'Accord-cadre définitif en 1990, onze (11) Premières Nations du Yukon ont mis en vigueur des règlements définitifs de revendications territoriales et des ententes d'autonomie gouvernementale.

Finnegan, G. et Jacobs J. (2015, 3 juillet). Canadian interprovincial employees in the Canadian Arctic: a case study in fly-in/fly-out employment metrics, 2004-2009. *Polar Geography*, 38(3), 175-193(19). L'un des débats en cours dans la recherche sur le travail dans l'Arctique est l'effet des populations de travailleurs-navetteurs sur les marchés du travail dans le Nord. L'un des problèmes rencontrés par les chercheurs est l'absence de mesures nationales normalisées pour le suivi des travailleurs migrants. Toutefois, un ensemble de données attendu depuis longtemps issu de la recherche sur la population de l'ombre en Alberta menée par Statistique Canada et utilisant les informations de l'Agence du revenu du Canada a récemment été mis à disposition et fournit des statistiques sur les travailleurs-navetteurs dans le Nord canadien. Cet ensemble de données fournit une vue d'ensemble des employés accueillis par les provinces et les territoires canadiens, ce qui nous donne un premier aperçu des dénombrements annuels de travailleurs-navetteurs accueillis par chacun des territoires canadiens pour la période 2004-2009. Ces récentes données nous permettent de commencer à explorer les répercussions possibles des travailleurs-navetteurs sur les marchés du travail nordiques au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon en utilisant des comparaisons avec des ensembles de données vérifiés provenant de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada et d'autres comptes nationaux. Les données indiquent que le Nord est devenu plus dépendant des travailleurs-navetteurs au cours de la période 2004-2009 et qu'au Nunavut, malgré l'augmentation du nombre de travailleurs-navetteurs constatée chaque année, le chômage et le nombre de personnes inactives ont également augmenté.

Finnegan, G., et Coates, K. (2016). Île-à-la-Crosse Northern Village, Saskatchewan: A New Approach to Understanding Northern Communities. *Northern Review*, 42, 131-175 (Whitehorse). Le Groupe de travail sur le développement durable du Conseil de l'Arctique développe des indicateurs socioéconomiques pour l'Arctique depuis plus d'une décennie en mettant l'accent sur la recherche et l'application d'indicateurs qui parlent aux populations et aux cultures de l'Arctique. Son travail est résumé dans trois études : le rapport Arctic Human Development Report (AHDR) de 2004, le document Arctic Social Indicators (ASI) de 2010 et les études de cas reprises dans la version de 2013 du document Arctic Social Indicators. Dans cette étude, nous appliquons les indicateurs de l'ASI 2010 à la communauté métisse de l'Île-à-la-Crosse, dans le nord de la Saskatchewan, en utilisant les indicateurs socioéconomiques canadiens et saskatchewanais disponibles, afin de tester l'applicabilité de la méthodologie de l'ASI 2010 dans une communauté provinciale du nord. Dans cet exercice, nous avons été gênés par l'échec de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et par la pénurie d'indicateurs socioéconomiques provinciaux publiés. Par exemple, les études de cas de 2013 indiquent que les gouvernements territoriaux dans le Grand Nord fournissent une

plus grande quantité de données pour l'ASI 2010 applicables aux communautés autochtones éloignées que la province de la Saskatchewan. Enfin, le gouvernement fédéral du Canada continue d'exiger des frais de service pour accéder à des données provenant de sources aussi essentielles que l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2012, limitant ainsi l'accès à des données essentielles pour l'analyse de la résilience et des inégalités dans les communautés autochtones. Dans l'ensemble, nous avons constaté que les indicateurs sociaux de l'Arctique donnaient une image claire et concise des inégalités sociales qui existent entre le nord et le sud de la Saskatchewan, tout en démontrant la force et la résilience de cette communauté métisse.

Fitzgerald, H.E., Johnson, D.J., Allen, J., Villarruel, F.A. et Qin, D.B. (2021). Historical and Race-Based Trauma: Resilience Through Family and Community. *Adversity and resilience science*, 2(4), 215-223. Cette analyse documentaire examine les différentes réactions face aux traumatismes subis par les peuples autochtones en raison des politiques gouvernementales axées sur l'assimilation. Ces réactions traumatiques et résilientes se manifestent à l'échelle de la personne, de la famille et de la communauté. La plupart des études qui ont été menées aux États-Unis pour élaborer des théories sur les traumatismes historiques et le stress traumatique lié à la race peuvent également s'appliquer aux Premières Nations du Canada qui ont vécu des histoires similaires d'oppression et de colonisation. Dans l'ensemble, cette étude montre que l'autonomie gouvernementale et le lien avec la culture et la spiritualité permettent d'obtenir de meilleurs résultats pour les populations autochtones.

Flanagan, A.M.H. (2015). Engaging First Nations children in summer learning. *Antistasis*, 5(2), 90-100. Les études sur la littératie révèlent que les compétences précoces en littératie et en lecture sont liées à la capacité de lecture et à la réussite scolaire ultérieures et en sont de puissantes variables explicatives (Lonigan, Purpura, Wilson, Walker et Clancy-Menchetti 2013; Lonigan, Schatschneider et Westberg 2008). Les compétences dans ces domaines ont des répercussions sociales, émotionnelles et physiques sur les personnes. En 2012, le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) a montré que 17 % des adultes canadiens en âge de travailler (16 à 65 ans) avaient des compétences extrêmement faibles en littératie (Hayes 2013; Statistique Canada 2013). Ces personnes peuvent être incapables, par exemple, de déterminer la quantité correcte de médicaments à donner à un enfant à partir des données imprimées sur le flacon. Autre donnée étonnante, 32 % des adultes canadiens affichent de faibles capacités en littératie et peuvent uniquement gérer des documents et des tâches simples, présentés clairement et pas trop complexes (Conseil canadien sur l'apprentissage 2008a). Il est possible que ce groupe d'adultes ait élaboré des stratégies d'adaptation pour faire face aux tâches quotidiennes et à d'autres exigences en matière de littératie, mais ils sont susceptibles d'avoir des difficultés avec les nouvelles tâches (Conseil canadien sur l'apprentissage 2008a; Hayes 2013). Bien qu'il s'agisse de niveaux en littératie des adultes, le développement de la littératie commence

dès la naissance, et c'est à ce moment que sont empruntées les trajectoires de vulnérabilité en matière de difficultés scolaires. C'est au cours des premières années que l'on peut éviter les faibles compétences en littératie (Carroll, Bowyer-Crane, Duff, Hulme et Snowling 2011).

Gladun, Elena, Soili Nysten-Haarala et Svetlana Tulaeva (2021). Indigenous economies in the Arctic: To thrive or to survive? *Elementa: Science of the Anthropocene* 9(1), [10.1525/elementa.2019.00088](https://doi.org/10.1525/elementa.2019.00088)À l'échelle mondiale, on constate un intérêt croissant pour les ressources naturelles de l'Arctique qui ont une forte influence sur les économies locales. L'économie arctique est un relativement unique et englobe les pratiques autochtones, les activités économiques locales et le développement industriel. Les économies autochtones varient d'un État de l'Arctique à l'autre et présentent des combinaisons économiques divergentes. Dans des sociétés qui se mondialisent et des économies pleinement axées sur le marché, les économies autochtones traditionnelles évoluent et sont perçues, en particulier par les non-Autochtones, comme un hommage aux vieilles coutumes plutôt que comme un mode de vie suivi par la jeune génération. Toutefois, certains groupes de populations autochtones contemporaines de l'Arctique continuent à préserver leur culture et à assurer la continuité des modes de vie autochtones. Le développement des communautés autochtones est étroitement lié à leur bien-être économique, d'une part, et à leur culture et à leurs traditions, d'autre part. Notre article contribue au débat sur l'importance des économies autochtones pour assurer la durabilité des communautés, des cultures et des traditions autochtones. L'objectif de cette étude est de recenser les stratégies et les outils qui soutiennent les économies autochtones ainsi que les objectifs des différents acteurs pour encourager et soutenir les activités économiques traditionnelles des populations autochtones. Nous comparons trois pays, à savoir la Russie, la Finlande et les États-Unis (Alaska), et analysons certaines des stratégies gouvernementales qui peuvent être employées pour préserver ces économies autochtones uniques. La méthode retenue pour cette étude a consisté à mener une analyse du contenu de la législation et des stratégies nationales et régionales, une analyse sociale des opinions des différents acteurs et des études de cas décrivant l'infrastructure du marché et les activités économiques, ainsi que les caractéristiques des modes de vie traditionnels et des savoirs autochtones typiques de ces régions.

Goldmann, G. et Racine, A. (2021). "Show Me the Money": The Returns to Education for Indigenous Canadians. *Canadian Studies in Population*, 48(2), 293-313. La recherche a montré qu'il existe un lien étroit entre l'acquisition de capital humain et la réussite sur le marché du travail, mesurée par le revenu d'emploi. Si cette relation a été démontrée pour la population non autochtone, il n'est pas certain qu'elle soit nécessairement valable pour les populations autochtones du Canada. Cet article se penche sur le rendement de l'éducation (en tant que composante du capital humain) pour les trois groupes autochtones du Canada (les Premières Nations, les Métis et les Inuit). Les résultats des modèles de régression à variables multiples construits à partir des données de l'Enquête

nationale auprès des ménages de 2011 et de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012 montrent que le rendement de l'enseignement postsecondaire pour les populations autochtones est très positif et, dans certains cas, comparable à celui de la population non autochtone.

Gordon, H.S.J. et Datta, R. (2022). Indigenous Communities Defining and Utilising Self-determination as an Individual and Collective Capability. *Journal of human development and capabilities*, 23(2), 182-205. Le droit international établit qui jouit d'un droit à l'autodétermination et décrit les droits des populations autochtones dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) de 2007. De nombreux pays membres des Nations Unies, comme ceux de nos études de cas, n'ont pas modifié leur législation pour mettre en œuvre la DNUDPA. Cette lacune a des répercussions sur la manière dont les populations autochtones peuvent déployer leurs capacités d'autodétermination pour leur bien-être. En nous appuyant sur des méthodes adaptées pour s'allier aux méthodologies autochtones grâce à l'utilisation de cadres théoriques sur les relations autochtones, nous présentons deux études de cas, l'une aux États-Unis se servant d'une recherche ethnographique prospective, et l'autre au Bangladesh se servant d'une recherche participative. Notre article examine de manière critique : (1) comment l'approche axée sur les capacités est liée à l'autodétermination et au bien-être des Autochtones; (2) comment la colonisation a des répercussions sur la capacité des populations autochtones à déployer des capacités d'autodétermination; (3) comment les populations autochtones définissent et utilisent l'autodétermination comme une capacité individuelle et collective pour leur bien-être; (4) comment le manque de liberté restreint les populations autochtones dans leur utilisation des capacités d'autodétermination. Nous espérons que cet article contribuera à élargir l'approche axée sur les capacités afin d'être en mesure de collaborer plus pleinement avec les populations autochtones.

Grotluschen, Anke *et al.* (2021). Beyond literacy and language provision: Socio-political participation of migrants and large language minorities in five countries from PIAAC R1/R2, *Journal of Adult and Continuing Education*, 27(1), 42-62. L'intégration ne se limite pas au travail et à l'école : elle consiste également en une participation sociopolitique. Même sans droits civiques, les migrants ont une opinion sur la question de savoir s'ils ont leur mot à dire dans la société d'accueil ou la société dominante. Cette expression – avoir son mot à dire – est emblématique, car il s'agit d'une question d'enquête bien connue, également utilisée dans le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA). Pour cet article, les auteurs ont choisi l'Autriche, le Canada, l'Allemagne, Israël et les États-Unis pour analyser les variables relatives à l'efficacité politique et au volontariat en tant qu'indicateurs de la participation sociopolitique. En utilisant des approches axées sur le postcolonialisme et la littératie multiple, les auteurs examinent si les migrants et les minorités linguistiques se sentent entendus. Les résultats montrent que, dans quatre pays, les migrants de première génération ont un faible

sentiment d'efficacité politique et sont exclus du bénévolat. Toutefois, lorsque l'on tient compte des compétences en littératie, de nombreux effets s'estompent s'agissant de l'efficacité politique. Pour les grandes minorités linguistiques, cependant, la maîtrise de la littératie n'a aucun effet sur leur exclusion sociopolitique.

Grotlüschen, A. et Buddeberg, K. (2020). PIAAC and the South – Is Southering the new Othering? Global Expansion of dominant Discourses on Adult Literacy. *European Journal for Research on the Education and Learning of Adults*, 11(2), 167-181. Les études à grande échelle comme le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) constituent actuellement le type le plus influent de recherche en matière de littératie. Le PEICA connaît un processus d'expansion régionale vers les pays du Sud. Partant du constat que les études à grande échelle peuvent créer des stéréotypes sur les groupes sociaux, cette contribution examine dans quelle mesure ce danger existe également en ce qui concerne les pays et les régions. Pour ce faire, nous proposons le terme de « southering », que l'on pourrait traduire littéralement par sudisation. Ce terme associe les discours sur le Sud au concept d'« othering » (extranéisation) introduit par Said (1978). La présentation des résultats sous forme de tableaux et de cartes du monde peut avoir pour effet d'exposer les pays du Sud à une perspective axée sur le déficit prononcé. Cette contribution ne cherche pas à remettre en question la légitimité des études internationales. Nous souhaitons plutôt souligner la nécessité de faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats des études connexes.

Grotlüschen, Anke. (2020). People who teach regularly: What do we know from PIAAC about their professionalization? *Journal of Adult and Continuing Education*, 26(1), 125-148. La professionnalisation de l'éducation des adultes est nécessaire et plusieurs initiatives sont en cours pour améliorer la situation professionnelle ainsi que les compétences et les qualifications des éducateurs d'adultes. La pertinence et l'importance de l'éducation des adultes sont souvent soulignées. Des évaluations à grande échelle comme le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes montrent l'importance de l'éducation des adultes pour les sociétés et les économies. Elles donnent des renseignements sur la participation et les participants. À première vue, le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes manque de données détaillées sur les établissements et les professions de l'éducation des adultes. Un second regard permet d'explorer ce que les gens font dans le cadre de leur travail. Ceux qui déclarent enseigner régulièrement ou occasionnellement feront l'objet d'une analyse plus précise ici. Les résultats de cette étude révèlent plusieurs caractéristiques des personnes qui enseignent, notamment concernant leur âge, leur genre, leur formation universitaire et leur secteur d'activité. En particulier, notre analyse semble indiquer que plus de 80 % des enseignants n'ont pas de diplôme officiel en sciences de l'éducation. En outre, ceux qui enseignent ont souvent des compétences plus élevées, sont plus âgés et ont de meilleures situations professionnelles que ceux qui n'enseignent pas. La majorité des enseignants sont des hommes. Enfin, les résultats indiquent que l'ancienneté et le

prestige dans les 14 pays examinés dans cette étude sont très importants pour les personnes qui enseignent.

Guner, N. (2017). Introduction to the special issue on the Survey of Adult Skills (PIAAC). *Series: Journal of the Spanish Economic Association*, 8(4), 311-314. Ce numéro spécial rassemble cinq articles sur l'Évaluation des compétences des adultes (PEICA). Le PEICA mesure les compétences des 16-65 ans en matière de littératie, de numératie et de résolution de problèmes dans les environnements technologiques. La principale motivation de cette enquête est que ces compétences cognitives sont essentielles pour réussir sur le marché du travail. Le PEICA a fait l'objet de deux séries de collecte de données. Lors de la première série, qui s'est déroulée en 2011 et en 2012, 166 000 adultes âgés de 16 à 65 ans ont été interrogés dans 21 pays : Australie, Autriche, Belgique (uniquement la Flandre), Canada, Chypre, République tchèque, Danemark, Angleterre (et séparément l'Irlande du Nord), Estonie, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Italie, Japon, Corée, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Russie, Slovaquie, Espagne, Suède et États-Unis. La deuxième série s'est déroulée en 2014 et en 2015 dans neuf pays supplémentaires, pour un total de 50 250 adultes. Les pays qui ont participé à la deuxième série sont le Chili, la Grèce, l'Indonésie, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Slovénie et la Turquie. L'OCDE (2016) fournit des précisions sur l'enquête et une vue d'ensemble sur les faits marquants.

Haan, M., Chuatico, G. et Cornetet, J. (2020). Aboriginal Earnings in Canada: The Importance of Gender, Education, and Industry. *Études ethniques du Canada/Canadian Ethnic Studies*, 52(2), 1-27. Plusieurs études canadiennes se sont penchées sur les inégalités sociales et économiques contrastées entre les peuples autochtones et non-autochtones. Quelques facteurs interdépendants ont été trouvés pour influencer le statut socioéconomique des peuples autochtones du Canada, ainsi que la distance sociale, l'éducation, le sexe et les caractéristiques professionnelles. Certaines de ces études n'ont cependant pas mis l'accent sur l'écart salarial entre les hommes et les femmes de la population autochtone et, dans cet article, nous avons identifié non seulement les facteurs qui déterminent le revenu, mais aussi les facteurs de différence entre les revenus des hommes et ceux des femmes dans la communauté autochtone. En nous servant des données de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017, nous examinons les principaux facteurs socioéconomiques et identifions comment ceux-ci sont liés au revenu. Nous postulons que l'éducation et l'industrie de l'emploi sont des indicateurs majeurs du statut socioéconomique, tout comme les interactions entre les hommes, les femmes et le revenu. Nous notons aussi un écart salarial persistant entre hommes et femmes de la population autochtone du Canada, mais trouvons que cet écart peut s'expliquer par des différences dans les rendements de l'éducation, des niveaux de compétence et de l'industrie de l'emploi.

Hageman, Anya et Pauline Galoustian (2020). *Economic Aspects of the Indigenous Experience in Canada*. Open Library. <https://openlibrary-repo.ecampusontario.ca/jspui/handle/123456789/900> Ce texte explore l'histoire économique et le potentiel économique des peuples autochtones au Canada. Il examine les dispositions institutionnelles qui les freinent sur le plan économique et celles qui les aident à aller de l'avant, et se penche sur les normes que les communautés autochtones ont adoptées et qui influencent leurs priorités et leur comportement économique. Les chapitres 1 et 2 présentent les populations autochtones du Canada (Premières Nations, Métis et Inuit) et leurs statistiques démographiques et de revenu actuelles. Les chapitres 3 à 12 décrivent leurs cultures, leurs économies et leur géopolitique jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Les chapitres 13 et 14 traitent de la manière dont la discrimination à l'égard des minorités peut être modélisée et mesurée. Enfin, les chapitres 15 et suivants décrivent les enjeux actuels du développement économique des communautés autochtones.

Hahmann, T., Robertson H. et Badets N. (2019). *Enquête auprès des peuples autochtones – Caractéristiques d'emploi chez les femmes et les hommes métis âgés de 25 à 54 ans au Canada*, produit n° 89-653-X2019002 au catalogue, Statistique Canada. La population métisse est jeune et en croissance, celle-ci ayant augmenté de 51,2 % de 2006 à 2016 (Statistique Canada 2018a). L'âge moyen était de 34,7 ans en 2016, soit 6,2 années de moins que celui observé dans la population non autochtone. Les taux d'emploi variaient selon le groupe d'âge : 75 % des adultes du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans), 52 % des jeunes (15 à 24 ans) et 39 % des adultes plus âgés (55 ans et plus) travaillaient en 2016. La majorité des Métis âgés de 15 ans et plus avaient un emploi permanent (85 %) [Robertson 2018]. Comparativement à la population non autochtone, les Métis vivent des inégalités sur le marché de l'emploi qui se reflètent par des taux d'emploi et de participation plus bas, un taux de chômage plus élevé, et une plus grande vulnérabilité en cas de ralentissement de l'économie (Arriagada 2016; Moyser 2017a). Cependant, on observe chez les Métis une hausse du taux d'obtention du diplôme d'études secondaires ainsi que de la poursuite des études postsecondaires, ce qui est une tendance prometteuse considérant que des études supérieures favorisent les perspectives d'emploi (Arriagada 2016; Moyser 2017a).

Tara Hahmann, Ph.D., Nadine Badets et Jeffrey Hughes (2019). *Enquête auprès des peuples autochtones – Les Autochtones ayant une incapacité au Canada : les Premières Nations vivant hors réserve, les Métis et les Inuits âgés de 15 ans et plus*, produit n° 89-653-X au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Peu d'études ont été menées sur les types d'incapacités chez les trois groupes autochtones. La plupart des recherches sur ces populations ont abordé le sujet sous l'angle des problèmes de santé chroniques plutôt que sous l'angle de l'incapacité. Selon l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations de 2008 à 2010, chez les adultes des Premières Nations vivant dans les réserves et les communautés du Nord, les problèmes de santé chroniques les plus fréquemment signalés

étaient les maux de dos chroniques (16,2 %), la déficience auditive (8,8 %), la cécité ou les problèmes de vision (3,6 %), les troubles d'apprentissage (3,6 %) ainsi que les problèmes cognitifs et de santé mentale (1,2 %). Des études précédentes sur la douleur chez les peuples autochtones au Canada et aux États-Unis ont, dans l'ensemble, révélé des taux nettement plus élevés de douleur déclarée, et à certains endroits du corps (p. ex. le dos, la tête, le cou, les articulations) par rapport à la population non autochtone (Jimenez, Garroutte, Kundu, Morales et Buchwald 2011). Ces études fournissent des renseignements contextuels importants sur les problèmes de santé auxquels se heurtent les Premières Nations vivant dans une réserve et les populations autochtones de façon plus générale. Le présent article vise à combler une lacune au chapitre des connaissances en fournissant un profil des Premières Nations vivant hors réserve, des Métis et des Inuit ayant une incapacité en utilisant les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2017. L'EAPA est une enquête nationale unique visant à recueillir des renseignements sur les conditions sociales et économiques des peuples autochtones au Canada.

Hall, R. (2021). Indigenous/state relations and the "Making" of surplus populations in the mixed economy of Northern Canada. *Geoforum*, 126, 461-470. Fondé sur une analyse de l'économie mixte des Territoires du Nord-Ouest (T.-N.-O.), au Canada, cet article se penche sur la relation contemporaine entre les populations excédentaires et l'accumulation coloniale capitaliste de nouveaux espaces. Le fonctionnement d'une réserve de population excédentaire exige que les personnes non salariées ou sous-salariées veuillent, ou aient besoin, d'un travail salarié. Ainsi, comme dans toutes les relations capitalistes, la réserve de population excédentaire repose sur la séparation des travailleurs de leurs moyens de subsistance : c'est ce que Marx appelle l'accumulation « primitive ». Lieu de vie traditionnel des Dénés et des Inuit, et aujourd'hui à parts égales des Autochtones (principalement les Dénés, les Inuit et les Métis) et des résidents non autochtones, l'économie mixte des T.N.-O. représente un ensemble de relations sociales qui combinent la subsistance et la reproduction sociale, où le travail est orienté vers le bien-être quotidien et intergénérationnel de la collectivité plutôt que vers le profit de la personne, avec la production capitaliste. En se concentrant sur l'industrie du diamant, cet article retrace l'évolution de l'approche de l'État canadien à l'égard de la main-d'œuvre autochtone dans cet espace au fil du temps. Il se penche également sur les politiques de l'État et les projets d'extraction qui ont à la fois « rendu » la main-d'œuvre autochtone excédentaire et justifié de manière rhétorique son existence en évoquant le chômage régional et une dépendance imaginée. Ce faisant, l'article décrit un passage de l'ère de l'État-providence, où l'État structurait la « dépendance » des Autochtones du Nord, à l'ère néolibérale, où la dépendance est devenue un problème à résoudre par une intégration accrue des Autochtones dans le travail salarié capitaliste. Dans le Nord, l'industrie minière du diamant, qui répond à la fois aux demandes des Autochtones en matière de

reconnaissance des terres et aux impératifs néolibéraux d'une exploitation allégée, illustre cette dernière approche.

Hamel, M. et Laniel, N. (2014). Producing official statistics via voluntary surveys -- the National Household Survey in Canada. *Statistical journal of the IAOS*, 30(3), 237-242. Statistique Canada réalise chaque année plus de 350 enquêtes sur les entreprises, les questions sociales et les institutions. Parmi toutes les enquêtes sociales ou auprès des ménages, une seule, outre le recensement de la population, est réalisée de manière obligatoire : l'Enquête sur la population active. De par leur nature même, les enquêtes volontaires obtiennent des taux de réponse plus faibles et sont donc exposées à des risques de biais plus élevés. Pour le programme du Recensement de la population de 2011, le questionnaire détaillé du Recensement a été collecté pour la première fois sur une base volontaire en tant qu'Enquête nationale auprès des ménages. Le contenu de l'enquête était fondamentalement le même que celui des questionnaires détaillés des recensements précédents et couvrait divers sujets sociodémographiques qui revêtent une grande importance pour une grande variété de parties prenantes au Canada. Étant donné que l'une des principales caractéristiques d'un recensement est de produire des données pour de petites régions et pour des sous-groupes de la population, la collecte de l'enquête sur une base volontaire a donné lieu à plusieurs difficultés. Statistique Canada, fort de sa grande expérience en matière d'enquêtes volontaires, a mis au point un certain nombre de processus et d'approches visant à garantir la meilleure qualité possible des données. Cet article décrit les mesures prises pour la collecte, le traitement et l'estimation des données. Il fournit également une brève description des processus d'assurance qualité qui sous-tendent la stratégie de diffusion de l'enquête 2011.

Hanushek, E.A., Piopiunik, M. et Wiederhold, S. (2019). Do smarter teachers make smarter students? *Education Next*, 19(2), 57-64. La réussite scolaire des élèves varie considérablement d'un pays développé à l'autre, mais l'origine de ces écarts n'est pas toujours bien comprise. La qualité des enseignants est un facteur évident et qui fait l'objet de recherches et de débats politiques tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Nous cherchons à savoir si les différences de compétences cognitives des enseignants peuvent contribuer à expliquer les différences de rendement des élèves dans les pays développés.

Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada (2017). *Évaluation du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques de 2011-2012 à 2015-2016*, Bureau de l'audit et de l'évaluation, Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada. Aucun résumé.

Heckman, J. (2017). *Four big benefits of investing in early childhood development*. <https://heckmanequation.org/resource/4-big-benefits-of-investing-in-early-childhood-development/> L'amélioration de l'économie, le renforcement de la classe moyenne et la réduction du déficit sont des priorités nationales. Pour relever ces défis, il faut commencer

par investir dans la plus grande ressource de l'Amérique : sa population. La qualité des programmes d'apprentissage et de développement des jeunes enfants issus de milieux défavorisés peut favoriser l'acquisition de compétences précieuses, renforcer notre main-d'œuvre, développer notre économie et réduire les dépenses sociales.

Heid, O., Khalid, M., Smith, H., Kim, K., Smith, S., Wekerle, C., Bomberry, T., Hill, L.D., General, D.A., Green, T.J., Harris, C., Jacobs, B., Jacobs, N., Kim, K., Horse, M.L., Martin-Hill, D., McQueen, K.C.D., Miller, T.F., Noronha, N., Smith, S., Thomasen, K. et Wekerle, C. (2022). Indigenous Youth and Resilience in Canada and the USA: a Scoping Review. *Adversity and resilience science*, 3(2), 113-147. Par rapport aux jeunes non autochtones, les jeunes autochtones sont sous-représentés lorsque l'on étudie les parcours qui permettent d'accéder au bien-être mental. Pourtant, on reconnaît qu'il existe un large éventail d'adversités découlant des traumatismes intergénérationnels et continus issus des politiques coloniales. Cette étude exploratoire porte sur les définitions et les mesures de la résilience, les principaux facteurs de stress et ce que les jeunes autochtones considèrent comme des voies vers leur bien-être, sur la base d'une documentation quantitative et qualitative évaluée par des pairs au Canada et dans la partie continentale des États-Unis. Huit bases de données (EBSCO, PsycINFO, ScienceDirect, Social Science Citation Index, Web of Science, PsycARTICLES et EMBASE) et des recherches manuelles dans sept revues pertinentes ont été effectuées pour garantir une couverture complète de la littérature. Deux évaluateurs indépendants ont examiné chaque article, avec un évaluateur autochtone par article. L'analyse finale a porté sur 44 articles. Dans les articles, aucun terme autochtone n'a été trouvé pour désigner la résilience, mais des concepts connexes ont été recensés (« suivre le bon chemin », faire preuve de « bon esprit », les sept enseignements des aînés, penser sur sept générations, etc.). Il existe peu de mesures de la résilience propres aux Autochtones, les études s'appuyant sur des mesures occidentales de la résilience psychologique. Les approches qualitatives qui soutiennent les définitions de la résilience des jeunes ont donné des indications importantes. Les facteurs de stress chez les jeunes étaient les suivants : la consommation de substances, l'instabilité familiale et la perte d'identité culturelle. Les stratégies de résilience des jeunes comprennent les éléments suivants : l'orientation vers l'avenir, la fierté culturelle, l'apprentissage à partir du monde naturel et l'interaction avec les membres de la communauté (p. ex. les relations avec les aînés, la présence au sein de la communauté et sur le territoire). Le savoir traditionnel autochtone et la continuité culturelle sont des voies de choix vers la résilience des jeunes autochtones. D'autres études seront nécessaires pour obtenir une mesure globale de la résilience, centrée sur les jeunes et intégrant les pratiques traditionnelles.

Heisig, Jan Paul, Benjamin Elbers et Heike Solga (2020). Cross-national differences in social background effects on educational attainment and achievement: absolute vs. relative inequalities and the role of education systems, *Compare: A Journal of Comparative and International Education*, 50(2), 165-184. Nous utilisons les données du

PEICA pour étudier la relation entre l'éducation des parents et la réussite scolaire chez les adultes de 23 économies avancées. Nous envisageons la réussite scolaire à la fois en termes de *niveau d'études* (qualifications officielles), de *réussite scolaire* (compétences) et de façon *absolue* et *relative* (c'est-à-dire, en tant que niveau de la personne par rapport à la répartition de la réussite scolaire). Les effets de l'éducation des parents sont plus marqués pour le niveau d'études que pour la réussite scolaire dans tous les pays. Les variations transnationales de l'intensité des effets liés au milieu social suivent des schémas largement similaires pour les différentes manières de mesurer la réussite, mais quelques pays combinent une réussite scolaire relativement forte avec des effets liés au niveau d'études relativement faibles et *vice-versa*. Dans l'enseignement secondaire, le suivi est associé à des effets contextuels plus importants pour le niveau d'études, mais pas pour la réussite scolaire. Une plus grande prévalence des programmes formels (informels) d'éducation et de formation des adultes est associée à des effets de contexte plus forts (plus faibles) en matière de niveau d'études et de réussite scolaire, tandis que l'orientation professionnelle de l'enseignement secondaire supérieur n'a pas beaucoup d'importance.

Hikaru Komatsu et Jeremy Rappleve (2021). Rearticulating PISA. *Globalisation, Societies and Education*, 19(2), 245-258. L'exercice du PISA de l'OCDE est dorénavant largement critiqué. Bien que nous soyons d'accord avec la plupart des préoccupations soulevées, nous partons du principe que l'enquête du PISA restera un élément durable et puissant du paysage éducatif mondial. Même si les tests du PISA étaient abandonnés en tant que tels, un exercice similaire d'évaluation quantitative à grande échelle serait bientôt mis en place pour le remplacer. C'est pourquoi nous nous concentrons ici sur les stratégies de réarticulation des évaluations internationales à grande échelle comme l'enquête du PISA, en utilisant de manière créative les données pour détourner cet exercice de la diffusion d'une vision dominante du monde afin de tenir compte d'autres visions. Pour ce faire, nous analysons l'approche et les résultats de nos récents articles, puis nous proposons des orientations futures. Plutôt qu'une simple adaptation, une réarticulation insiste sur une approche de la critique qui est génératrice de théories et de pratiques, une approche qui étend l'horizon des possibilités au-delà de la notion culturellement saturée de « bonne » éducation.

Hoicka, C.E., Savic, K. et Campney, A. (2021). Reconciliation through renewable energy? A survey of Indigenous communities, involvement, and peoples in Canada, *Energy research & social science*, 74(101897). La réconciliation consiste à restructurer et à transformer véritablement les relations entre les Autochtones et les colons. Bien que les énergies renouvelables n'aient pas été intrinsèquement positives pour les populations autochtones, les communautés autochtones du Canada ont participé à la production d'énergies renouvelables, ce qui représente une voie potentielle vers la réconciliation, l'atténuation des changements climatiques et une transition énergétique juste. Cette étude explore si et dans quelle mesure l'énergie communautaire (définie par une mobilisation

profonde dans ce processus, ainsi que par des avantages locaux et collectifs) est liée aux éléments de participation associés à la réconciliation, à la fois sur le plan conceptuel et empirique. Un cadre conceptuel basé sur l'énergie communautaire a été développé pour caractériser et analyser 194 projets d'énergie renouvelable associés à des communautés autochtones. Dans ce cadre, la « communauté » est considérée comme appartenant aux terres traditionnelles, à savoir les lieux où vivent les populations autochtones, et à l'autorité locale, comme l'organisation politique autochtone d'une colonie ou d'une réserve. Les projets ont été examinés en fonction de leur forme juridique, de leur localisation et de leur contrôle. Les résultats ne fournissent pas de signes solides de réconciliation. Selon nous, l'une des voies vers la réconciliation consisterait à permettre la participation au capital, lequel a augmenté au fil du temps, alors que les communautés autochtones ne disposent aujourd'hui que d'une participation minoritaire, voire nulle, dans la plupart des projets situés sur des territoires traditionnels. Aucun projet n'était associé aux communautés métisses et seuls six projets étaient associés aux communautés inuites. Le changement institutionnel nécessite la mise en œuvre du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) et un soutien politique important. D'autres études menées avec et par les communautés autochtones devraient chercher à déterminer comment soutenir l'actionnariat en examinant les résultats des 41 projets contrôlés par des communautés autochtones et en accordant une attention accrue aux communautés métisses et inuites.

Holcombe, S. et Kemp, D. (2019). Indigenous peoples and mine-automation: An issues paper. *Resources Policy*, 63(101420). À l'échelle mondiale, le secteur minier, comme d'autres secteurs des économies industrialisées, subit une transformation technologique dans le cadre de ce que certains commentateurs appellent la « quatrième révolution industrielle ». Les nouvelles technologies, comme l'automatisation et la robotique, transforment la nature même de l'exploitation minière et du travail. Ce document examine les conséquences de cette évolution pour les populations autochtones et la main-d'œuvre autochtone du secteur minier. Au cours des deux dernières décennies, le nombre d'employés autochtones dans ce secteur a atteint des niveaux sans précédent, notamment en Australie et au Canada. Nous nous penchons ici sur l'émergence d'accords au niveau local, d'exigences réglementaires des États ainsi que de politiques et d'engagements des sociétés minières en tant que moteurs de cette augmentation de l'emploi autochtone. Pourtant, l'accélération prévue de l'automatisation des mines pourrait perturber cette tendance positive, car l'automatisation vise des tâches routinières pour lesquelles les Autochtones sont employés de manière disproportionnée dans des fonctions manuelles et semi-qualifiées. Rien n'indique que l'industrie tient compte des effets négatifs potentiels de l'automatisation des mines sur ces personnes. Il est urgent de procéder à un examen minutieux et critique de l'automatisation des mines et de ses effets sur les populations autochtones.

Hossain, A. *et al.* (2021). Indexes of employability assets: a comprehensive tool for analyzing students' attitudes in Indigenous contexts. *Higher Education, Skills, and Work-Based Learning*. 11(4), 773-797 [en ligne]. Cette étude a pour objectif d'analyser les indices relatifs aux atouts en matière d'employabilité qui ont des répercussions sur l'employabilité des étudiants dans les contextes autochtones. L'étude restructure les indicateurs élaborés à partir de l'enquête menée par les auteurs dans le cadre du projet de recherche Vital Outcome Indicators for Community Engagement (VOICE) pour en extraire six indices d'employabilité. Ces six indices sont la lecture et la compréhension, la numératie, la maîtrise technologique, la contribution aux performances de l'organisation, les compétences en matière de recherche d'emploi et la sensibilisation culturelle. L'étude applique une méthode de recherche mixte, à savoir un mélange d'enquêtes et d'analyses de données secondaires.

Hu, M., Daley, A. et Warman, C. (2019). Literacy, numeracy, technology skill, and labour market outcomes among Indigenous Peoples in Canada. *Analyse de politiques/Canadian Public Policy*, 45(1), 48-73. Les auteurs utilisent le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes pour étudier la relation entre les compétences dans le traitement de l'information, le niveau de scolarité et les résultats obtenus sur le marché du travail chez les travailleurs des populations indigènes du Canada. Comparativement à l'échantillon de travailleurs de populations non-indigènes, ils relèvent dans celui des travailleurs de populations indigènes des écarts négatifs dans les revenus, un taux de chômage plus élevé et une participation plus faible au marché de l'emploi et du travail, ainsi que d'importantes différences entre les travailleurs des Premières nations, les travailleurs métis et les travailleurs inuits. Les travailleurs des Premières nations affichent des écarts plus importants en ce qui a trait aux revenus et aux résultats en matière d'emploi. De plus, les travailleurs métis affichent de moins bons résultats en matière d'emploi et des écarts de revenu négatifs dans la portion supérieure de la distribution. Les travailleurs des Premières nations présentent également des écarts appréciables en ce qui a trait à la littératie, à la numératie et aux compétences technologiques par rapport à l'échantillon de travailleurs non-indigènes. Sans surprise, les auteurs observent un lien positif entre les compétences dans le traitement de l'information et les salaires. Toutefois, le produit des compétences des populations indigènes et non-indigènes est très semblable. En d'autres termes, les auteurs ne relèvent aucun élément permettant de croire à une discrimination économique. Une fois ces compétences conditionnées, les écarts de revenu déclinent. Les auteurs observent également que la scolarité peut réduire les écarts de compétences et de salaires, bien que son incidence marginale soit faible. Les résultats mènent à la conclusion qu'une réflexion sur les obstacles à la scolarité auxquels se heurtent les populations indigènes s'impose.

Hu, Min (2019). *Three Essays on Labour and Health Outcomes of Vulnerable Populations in Canada*, thèse présentée pour satisfaire en partie aux conditions d'obtention d'un doctorat en philosophie à l'Université Dalhousie de Halifax (Nouvelle-Écosse). Cette thèse

contient trois essais qui se penchent sur le marché du travail et les résultats en matière de santé des populations vulnérables au Canada. Le premier essai examine la relation entre les compétences en matière de traitement de l'information, le niveau d'études et les résultats sur le marché du travail chez les populations autochtones du Canada, et s'appuie sur le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de 2012. Par rapport à l'échantillon non autochtone, cette étude révèle des écarts de revenus négatifs, des compétences moindres en matière de traitement de l'information, un taux de chômage plus élevé ainsi qu'un taux d'emploi et une participation au marché du travail plus faibles chez les populations autochtones. Les résultats montrent une relation positive entre les compétences et les revenus, et ne relèvent aucune preuve de discrimination économique basée sur le rendement des compétences, lequel est très similaire pour les deux groupes. Les résultats mènent aussi à la conclusion qu'une réflexion sur les obstacles à la scolarité auxquels se heurtent les populations autochtones s'impose. Le deuxième essai mesure et examine les écarts entre les genres dans l'état de santé des adultes autochtones vivant hors réserve en 2001, en 2006 et en 2012 à l'aide des trois Enquêtes auprès des peuples autochtones (EAPA) correspondantes. Il montre que l'écart relatif à l'autoévaluation de l'état de santé général entre les hommes et les femmes autochtones s'est creusé, passant de 1,6 à 5,2 points de pourcentage entre 2001 et 2012. La décomposition de Blinder-Oaxaca montre que les différences de caractéristiques observables entre les hommes et les femmes expliquent pour plus de la moitié l'écart entre les genres en matière de bonne santé générale. Plus précisément, les résultats indiquent que l'amélioration de la situation socioéconomique et de la participation des femmes aux activités traditionnelles au même niveau que les hommes permettra de réduire efficacement l'écart entre les genres dans le domaine de la santé chez les populations autochtones du Canada. Le troisième essai étudie l'effet préjudiciable du jeûne du ramadan pendant la grossesse sur le poids de l'enfant à la naissance et sur la proportion de naissances masculines au Canada. Avec sept millions de naissances enregistrées dans le registre d'état civil du Canada entre 1990 et 2016, et compte tenu de la grande variabilité des heures de clarté dans les emplacements géographiques au fil du temps, ainsi qu'entre les emplacements, cette étude permet également d'estimer une grande variation des heures de jeûne liées au ramadan. Les résultats montrent que les bébés de mères musulmanes ont un poids moyen à la naissance plus faible et sont plus susceptibles de dessous du seuil de faible poids à la naissance. En outre, une fois les heures de jeûne extrême supprimées, on constate de modestes réductions du poids de naissance associées au fait que le ramadan tombe au cours du neuvième, du septième ou du cinquième mois de la grossesse.

Services aux Autochtones Canada (2020). *Rapport annuel au Parlement*, produit n° R1-114F-PDF au catalogue (ISSN 2563-2981) © Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2020. Ce premier rapport annuel au Parlement est divisé en trois grandes parties. La première partie offre un aperçu général des écarts socioéconomiques entre les Premières Nations, les Inuit et les Métis, et la population non autochtone au Canada. Elle traite d'un

large éventail d'aspects liés aux affaires sociales, à l'économie et à la santé, allant du revenu à l'éducation, en passant par l'espérance de vie et les langues utilisées. Par ailleurs, on y souligne non seulement les écarts qui existent à l'heure actuelle, mais aussi la manière dont ceux-ci ont évolué. On y explique en quoi la mesure de ces écarts est importante et l'on y décrit les travaux en cours pour combler les lacunes persistantes en matière de données afin d'accroître l'efficacité des activités de mesure.

Jovicic, S. (2016). Wage inequality, skill inequality, and employment: evidence and policy lessons from PIAAC. *IZA Journal of European Labor Studies*, 5(1), 1-26. Cet article étudie les différences internationales en matière d'inégalité salariale et de compétences et cherche à déterminer si une répartition salariale comprimée est associée à un taux de chômage élevé dans les principaux pays de l'OCDE. La dispersion et la structure des salaires font l'objet de vastes débats chez les décideurs politiques; une structure salariale comprimée est souvent perçue comme une cause importante d'un taux de chômage élevé. Tout d'abord, cet article examine les différences dans la dispersion des salaires dans les pays de l'OCDE et leur lien avec la dispersion des compétences. Certains pays qui ont des structures salariales plus comprimées (dispersées) ont également des structures de compétences plus comprimées (dispersées), et les différences de compétences expliquent en partie les différences de dispersion des salaires. Toutefois, même en tenant compte des compétences, certains pays ont une structure salariale plus comprimée, très probablement en raison des institutions du marché du travail. Nous ne constatons pas d'effet de la compression des salaires sur la performance du marché du travail dans le secteur peu qualifié. Sur la base de l'Évaluation des compétences des adultes du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIEAC) dans les principaux pays de l'OCDE, le présent article ne permet pas de confirmer les hypothèses de compression des compétences ou des salaires. Plutôt que d'insister sur la déréglementation des institutions du marché du travail et sur la réduction des politiques publiques de protection sociale comme principales recommandations politiques pour parvenir à un taux d'emploi plus élevé (et à une plus grande inégalité salariale), les décideurs politiques devraient se pencher à nouveau sur les lacunes en matière de demande globale et la variabilité des politiques macroéconomiques comme explications potentielles des différences en matière d'emploi entre les pays.

Jensen, T. et Sandström, J. (2020). Fly-in/fly-out and the fragmentation of communities: A case study of a uranium mine on Indigenous land. *Journal of Rural Studies*, 78, 78-86. L'article présente une analyse de cas sur le régime de travail dans une mine d'uranium située sur des terres autochtones dans le nord de la Saskatchewan, au Canada. Tous les mineurs sont transportés par avion (travailleurs-navetteurs), et près de la moitié de la main-d'œuvre provient de différentes communautés autochtones. Nous nous demandons comment les mineurs vivent cette vie de travailleurs-navetteurs et intégrons le concept de communauté dans l'analyse. En définissant la communauté non seulement comme un groupe de personnes ou un lieu, mais aussi, dans le sillage de l'ouvrage classique de

Tönnies, comme une question d'attitude, l'étude de cas présente une communauté au travail, mais une fragmentation des communautés autochtones en dehors du travail.

Jin, Q. (2021). Supporting Indigenous Students in Science and STEM Education: A Systematic Review. *Education Science*, 11(9), 555. Il existe un nombre croissant de programmes éducatifs dans le domaine de l'enseignement des sciences et des STIM visant à améliorer les résultats scolaires des élèves autochtones qui sont depuis longtemps sous-représentés dans les systèmes éducatifs actuels. L'objectif de cette étude est d'examiner de manière systématique les études empiriques menées entre 2011 et 2020 faisant état de programmes visant à soutenir les élèves autochtones dans l'enseignement des sciences et des STIM. Au total, 24 études sont intégrées dans cette analyse. Ces programmes concernaient des élèves de tous les niveaux scolaires, de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année, et se déroulaient dans des cadres formels et informels. La plupart des programmes faisaient appel à des approches multiformes, et la pertinence culturelle ainsi que la pratique de la recherche scientifique étaient les deux principales caractéristiques de ces programmes. Tous les programmes ont fait état de résultats positifs en ce qui concerne l'apprentissage des sciences par les élèves autochtones, la compréhension de leurs propres cultures et traditions ou encore la complémentarité de la science occidentale et du savoir autochtone.

Kepkiewicz, Lauren et Bryan Dale (2019). Keeping 'our' land: property, agriculture and tensions between Indigenous and settler visions of food sovereignty in Canada. *The Journal of Peasant Studies*, 46(5), 983-1002. Cet article fait le lien entre les publications sur la souveraineté alimentaire et les réformes foncières et les écrits universitaires et populaires sur les questions foncières au Canada. Nous soutenons que le savoir et l'activisme dans le domaine de la souveraineté alimentaire issus des colons canadiens n'ont pas encore suffisamment abordé les conséquences de la propriété privée parallèlement aux processus continus du colonialisme de peuplement. Nous soutenons également que les efforts visant à promouvoir des pratiques agricoles écologiquement durables au Canada doivent mettre la propriété privée face à sa contribution à la violence capitaliste et coloniale.

Khuong Truong N.T. et Arthur Sweetman (2018). Basic Information and Communication Technology Skills among Canadian Immigrants and Non-Immigrants, *Analyse de Politiques/Canadian Public Policy*, 44(S1), S91-S112. L'emploi d'immigrants de sexe masculin dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Canada et les fonctions qui s'y rattachent est disproportionné au Canada. Les auteurs utilisent une mesure des compétences de base en TIC pour faire état des écarts dans les niveaux de compétence et leur relation de ces compétences avec les revenus sur le marché du travail, selon les catégories d'immigrants et de Canadiens de naissance. Les immigrants adultes, y compris ceux qui sont évalués selon le système de points du Canada, ont des notes moyennes plus faibles en TIC que les Canadiens de naissance,

bien que le taux de rendement de leurs compétences en TIC ne soit pas statistiquement différent. Les immigrants arrivés au pays dans leur enfance et les enfants nés au Canada d'immigrants ont des résultats similaires à ceux des enfants nés au Canada de parents également nés au Canada.

Kim, P.J. (2019). Social determinants of health inequities in Indigenous Canadians through a life course approach to colonialism and the residential school system. *Health Equity*, 3(1), 378-381. Les populations autochtones du Canada ont subi des désavantages sociaux, économiques et politiques du fait du colonialisme. Les politiques mises en œuvre pour assimiler les Autochtones ont rompu la continuité culturelle et ont eu des retombées négatives sur leur état de santé. En conséquence, les Canadiens autochtones se heurtent à des inégalités en matière de santé, comme les maladies chroniques, l'insécurité alimentaire et les crises de santé mentale. En 2015, le gouvernement canadien a affirmé sa responsabilité dans les inégalités touchant les Autochtones après la publication d'un rapport historique de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Ce rapport met en évidence les traumatismes intergénérationnels imposés aux Autochtones par des décennies de discrimination systémique prenant la forme du système des pensionnats autochtones et de la *Loi sur les Indiens*. Puisque ces politiques ont traversé de nombreuses vies et générations, la conceptualisation sociétale des inégalités de santé pour les Autochtones doit intégrer les déterminants sociaux de la santé qui s'entrecroisent avec l'approche axée sur développement de la santé au cours de la vie afin de saisir pleinement les causes du maintien intergénérationnel des mauvais résultats en matière de santé. Pour fournir des soins culturellement adaptés aux personnes ayant subi un traumatisme intergénérationnel, les prestataires de soins de santé doivent connaître et comprendre les deux inégalités majeures en matière de déterminants sociaux de la santé qui influencent le parcours de vie des Autochtones : le système des pensionnats autochtones et la perte progressive du statut socioéconomique liée au colonialisme.

Kim, M. (2017). Climate Change, Traditional Roles, and Work: Interactions in the Inuit Nunangat. Dans *Climate Change and Gender in Rich Countries* (150-166). Routledge. Dans le contexte canadien, les changements climatiques sont souvent considérés comme le résultat d'une surconsommation et d'un mode de vie non durable, auxquels s'ajoutent des niveaux élevés d'extraction de ressources dans des industries dites « sales ». Reprenant une expression utilisée lors d'un sommet des Nations Unies sur le climat en 2014, ce chapitre aborde les « lignes de front » des changements climatiques au Canada. Il examine les conséquences des changements climatiques pour l'Arctique canadien (« l'Arctique ») et les communautés inuites qui y résident. Les études existantes dans ce domaine ont été menées au niveau microéconomique et dans le cadre d'études de cas qualitatives ainsi que de recherches anthropologiques. Le chapitre commence par un résumé de ces études et recense les thèmes communs à toutes les communautés inuites. Il analyse les indicateurs macroéconomiques afin de corroborer les histoires qui ont émergé jusqu'à présent. Ce chapitre montre que les répartitions traditionnelles du

travail peuvent conditionner la vulnérabilité et la capacité d'adaptation des Inuit aux changements climatiques selon des critères de genre – y compris concernant l'« employabilité » d'une personne.

Kirsch, I. et Lennon, M.L. (2017). PIAAC: a new design for a new era. *Large-scale Assessments in Education*, 5(1), 1-22. En tant qu'évaluation internationale des adultes la plus importante et la plus innovante, le PEICA marque un point d'inflexion dans l'évolution des évaluations comparatives à grande échelle. Il s'est développé à partir des fondations posées par les enquêtes qui l'ont précédé et a introduit des innovations qui ont modifié la façon dont nous concevons et mettons en œuvre les évaluations à grande échelle. En tant que première enquête entièrement informatisée sur les adultes, ces innovations comprenaient : une conception d'évaluation exhaustive nécessitant des tests adaptatifs à plusieurs étapes; la création d'une plateforme ouverte capable de fournir à la fois des mesures cognitives et des questionnaires de base propres à chaque pays; une notation automatisée pour des questions ouvertes dans plus de 50 langues; des mesures cognitives améliorées comprenant des textes électroniques et des stimuli interactifs; l'intégration de nouveaux types de questions et de modes de réponse; et l'utilisation de fichiers journaux et de données de processus pour interpréter les résultats. Cet article examine chacune de ces innovations ainsi que le développement des produits de données et des activités de diffusion qui ont élargi l'utilité de l'enquête, fournissant aux décideurs politiques d'aujourd'hui des renseignements sur la mesure dans laquelle les adultes possèdent les compétences essentielles requises, non seulement pour leur propre réussite, mais également pour la santé et le dynamisme des sociétés dans le monde entier. Comme le laisse entendre cet article, les innovations introduites par le PEICA ont élargi la pertinence et l'utilité de l'enquête ainsi que la précision et la validité des données, renforçant ainsi les bases sur lesquelles les prochaines enquêtes pourront continuer de s'appuyer.

Kral, Inge, Lyn Fasoli, Hilary Smith, Barbra Meek et Rowena Phair (2021). OECD Working Group: A Strong Start for Every Indigenous Child, *Documents de travail de l'OCDE sur l'éducation*, n° 251. Ce document de travail a été rédigé pour aider les décideurs politiques, les responsables de l'éducation et les dirigeants autochtones, ainsi que les praticiens de l'éducation, à mieux soutenir l'apprentissage et le bien-être des jeunes enfants autochtones. Il se concentre sur les politiques et l'offre d'enseignements l'intention des jeunes enfants en Aotearoa (Nouvelle-Zélande), en Australie et au Canada. Il présente une synthèse des données probantes sur le développement précoce des enfants en mettant particulièrement l'accent sur les conditions et les approches qui favorisent des résultats positifs pour les enfants autochtones. Ce document de travail présente ensuite une série d'initiatives prometteuses visant à créer des environnements d'apprentissage positifs pour les jeunes enfants autochtones. S'appuyant sur les données disponibles et les approches prometteuses dans ce domaine, ce document présente un cadre visant à renforcer l'apprentissage et le bien-être des jeunes enfants autochtones.

Kumar, M.B., Furgal, C., Hutchinson, P., Roseborough, W. et Kootoo-Chiarelo, S. (2019). *Activités de récolte chez les membres des Premières Nations vivant hors réserve, les Métis et les Inuits : Tendances temporelles, obstacles et facteurs associés*. Statistique Canada. Les activités de récolte, comme la chasse, la pêche, le piégeage et la cueillette de plantes sauvages, font partie du mode de vie des Autochtones depuis des millénaires. Ces activités ont perduré malgré la colonisation et ses conséquences, qui comprennent les répercussions des pensionnats, la réinstallation dans des établissements permanents, l'économie fondée sur les salaires et d'autres contraintes. Dans le présent document, quatre cycles de l'Enquête auprès des peuples autochtones (ceux de 2001, 2006, 2012 et 2017) sont utilisés pour examiner les tendances relatives aux activités de récolte – notamment la chasse, la pêche ou le piégeage ainsi que la cueillette de plantes ou de baies sauvages – observées chez les Premières Nations vivant hors réserve, les Métis et les Inuit. On y étudie également les obstacles à la participation aux activités de récolte signalés par ces populations, ainsi que des facteurs connexes.

Lamb, D. et Verma, A. (2021). Nonstandard Employment and Indigenous Earnings Inequality in Canada. *Journal of Industrial Relations*, 63(5), 00221856211021128. L'étude examine dans quelle mesure le type d'emploi, en particulier les emplois atypiques, peut contribuer à une meilleure compréhension des disparités salariales chez les Autochtones. Nous constatons que les travailleurs autochtones sont surreprésentés dans les emplois atypiques et que ces formes d'emplois sont associées à des réductions salariales importantes. Bien que les disparités salariales des Autochtones soient *plus faibles* dans les emplois atypiques que dans les emplois standard, les revenus relativement faibles liés à de nombreux emplois atypiques sont un facteur important contribuant aux inégalités économiques globales que connaissent de nombreux Autochtones canadiens. Les réponses politiques visant à améliorer l'accumulation de capital humain risquent d'avoir une efficacité limitée si les obstacles supplémentaires qui empêchent de nombreux travailleurs autochtones d'accéder à des emplois de meilleure qualité et aux marchés du travail internes ne sont pas détectés et levés.

Landahl, Joakim (2020). The PISA calendar: Temporal governance and international large-scale assessments, *Educational Philosophy and Theory*, 52(6), 625-639. Cet article analyse les évaluations internationales à grande échelle dans le domaine de l'éducation en se penchant plus particulièrement sur la notion de temps. Il examine et compare les différentes conceptions du temps dans les premières évaluations internationales menées dans les années 1960 et 1970 par l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (IEA), avec celles des études du PISA menées par l'OCDE à partir de l'année 2000. L'article affirme qu'il y a eu un changement dans la façon dont les évaluations structurent le temps. Les premières enquêtes de l'IEA se caractérisaient par une relative lenteur ainsi que par un manque de synchronisation et d'analyse des tendances. L'enquête du PISA, *a contrario*, se caractérise par un rythme

soutenu, une publication simultanée des résultats dans le monde entier et des études régulières et récurrentes qui permettent d'analyser les tendances. L'émergence de ce nouveau régime temporel a des conséquences sur la gouvernance de l'éducation. À l'échelle transnationale, elle renforce l'influence et l'importance de l'OCDE en tant qu'acteur politique majeur. À l'échelle nationale, alors que le discours sur l'éducation et la politique éducative s'adaptent aux temporalités du calendrier du PISA, il est possible de distinguer deux types d'effets. Premièrement, il existe une tendance à rechercher des solutions « rétrotopiques » à des problèmes contemporains. Deuxièmement, la tendance est à l'accélération et à la planification à court terme lorsqu'il s'agit de réformes éducatives.

Lane, Janet et T. Scott Murray (2018). *Literacy Lost: Canada's Basic Skills Shortfall*, Human Capital Centre, Calgary, Canada West Foundation. Les lieux de travail évoluent rapidement. Les machines ou les algorithmes remplacent certaines tâches, et des emplois nouveaux et en constante évolution exigent des compétences techniques supplémentaires. Pour suivre le rythme de ces évolutions dans les emplois actuels et futurs, la capacité à continuer à apprendre est la compétence de base la plus importante pour n'importe quel emploi. La littératie étant la compétence la plus importante pour « apprendre à apprendre », la main-d'œuvre canadienne a besoin d'un niveau élevé en littératie. Cependant, de nombreux travailleurs canadiens affichent un faible niveau en littératie.

Leach, Dawn Madahbee, Baer, Lars-Anders et Yu, Peter (2020). Linking Indigenous Communities with Regional Development, Organisation de coopération et de développement économiques. *The OECD Observer*, Paris. Nous sommes heureux d'avoir joué un rôle moteur et d'avoir proposé des orientations pour ce rapport, la première étude mondiale de ce type sur les économies autochtones et le développement régional. Ce travail a permis la participation directe des communautés et des dirigeants autochtones tout au long du processus. Il arrive également à point nommé. Alors que de plus en plus de populations autochtones du monde entier obtiennent une reconnaissance juridique de leurs droits et de leurs titres de propriété sur les terres et les mers, il est impératif de combler les lacunes en matière de mise en œuvre et de traduire ces droits en de meilleurs résultats. La réconciliation nécessite de prendre en compte les titres fonciers autochtones ainsi que l'engagement important des populations d'origine dans la planification de la protection et de l'utilisation durable des terres, de l'eau, des ressources naturelles et de la faune. Elle exige également l'inclusion des populations et des perspectives autochtones dans la gouvernance et l'élaboration des politiques à tous les niveaux.

Lee, H., Bayoumi, I., Watson, A., Davison, C.M., Fu, M., Nolan, D., Mitchell, D., Traviss, S., Kehoe, J. et Purkey, E. (2021). Impacts of the COVID-19 Pandemic on Children and Families from Marginalized Groups: A Qualitative Study in Kingston, Ontario. *COVID*, 1, 704-716. La pandémie de COVID-19 a été associée à des changements sans précédent

dans la structure de la société. Les fermetures d'écoles, l'instabilité de l'emploi et l'impossibilité d'accéder aux services de santé ont provoqué d'énormes perturbations dans le bien-être des enfants et des familles. Cette étude recense les principaux thèmes illustrant la manière dont le bien-être de l'enfant et de la famille a été touché par la COVID-19, y compris les effets uniques subis par les familles autochtones. Des entretiens approfondis ont été menés avec des informateurs clés ( $n = 31$ ) recrutés au sein d'organisations fournissant des soins de santé et des services sociaux à Kingston, en Ontario. Les transcriptions des entretiens et les réponses écrites à l'enquête ont été analysées selon une approche phénoménologique afin d'explorer les thèmes liés au bien-être de l'enfant et de la famille. Trois grands thèmes sont ressortis : les fermetures d'écoles, la sécurité à la maison et les espaces en plein air. Les fermetures d'écoles étaient généralement décrites comme ayant des répercussions négatives sur l'apprentissage et le développement social, même si les fermetures d'écoles ont permis à certains enfants autochtones d'être retirés d'un système éducatif colonisé, ce qui a contribué à leur développement culturel et spirituel. Deuxièmement, les personnes interrogées ont fait état d'une augmentation de la gravité et de la fréquence des violences domestiques, qui ont eu des répercussions négatives sur le bien-être des enfants. Troisièmement, la fermeture des espaces publics en plein air a entravé le maintien d'une bonne santé physique pour les enfants. Cette étude recommande de donner la priorité : (1) à l'apprentissage et au développement des enfants en évitant de fermer les écoles en cas de pandémie; (2) à la sécurité des élèves autochtones en décolonisant l'éducation. Pour faire face à l'exposition accrue aux expériences négatives de l'enfance (ENE) pendant la pandémie de COVID-19, nous recommandons d'améliorer la formation des prestataires de services à la détection et au signalement des violences domestiques. Notre étude révèle également un besoin plus large de redéfinition des « services essentiels », en tenant compte des services culturellement adaptés aux populations autochtones.

Lee Harvey (2001). Defining and Measuring Employability, *Quality in Higher Education*, 7(2), 97-109. L'article analyse le concept d'employabilité et critique la tendance actuelle à créer des mesures d'employabilité basées sur les résultats. L'approche fondée sur les résultats fait que l'employabilité est considérée comme une réalisation institutionnelle plutôt que comme la propension de chaque élève à trouver un emploi. L'article examine l'opérationnalisation du concept d'employabilité et dévoile la notion implicite de « solution miracle » liée aux occasions de développement de l'employabilité. Un autre modèle plus complexe est esquissé, mais son applicabilité est compromise par les activités « irrationnelles » des recruteurs de diplômés, qui rendent inutile tout indice d'employabilité basé sur la proportion de diplômés obtenant un emploi. L'article explore une autre approche basée sur un audit du développement de l'employabilité au sein des institutions et souligne certains écueils méthodologiques. La conclusion sous-entend que toute évaluation de l'employabilité devrait clairement indiquer les domaines d'amélioration interne plutôt que de se contenter de classer les établissements.

Leigh, Andrew et Xiaodong Gong (2009). Estimating cognitive gaps between Indigenous and non-Indigenous Australians, *Education Economics*, 17(2), 239-261. L'amélioration des compétences cognitives des jeunes enfants a été proposée comme une stratégie possible pour équilibrer les chances entre les groupes raciaux. En utilisant les données sur les enfants de quatre et cinq ans de l'enquête longitudinale sur les enfants australiens, nous nous penchons sur deux tests cognitifs : l'Échelle de vocabulaire en images de Peabody et le test Qui suis-je? Nous estimons que l'écart de résultats entre les enfants autochtones et non autochtones est d'environ 0,3 à 0,4 écart-type, ce qui indique que l'enfant autochtone type de cinq ans a des résultats semblables à ceux de l'enfant non autochtone typique de quatre ans. Entre un tiers et deux tiers de l'écart entre les résultats aux tests des Autochtones et des non-Autochtones semble être lié à des différences socioéconomiques, comme le revenu et l'éducation des parents. Nous passons en revue les publications sur les différences de résultats aux tests en Australie et observons que nos écarts estimés sont inférieurs à la plupart de ceux que l'on y trouve. Cela sous-entend que l'écart de résultats entre les enfants autochtones et les enfants non autochtones peut se creuser au cours des années scolaires, un constat qui a des conséquences pour les politiques visant à améliorer les possibilités d'éducation pour les enfants autochtones.

Li, J., Brar, A. et Roihan, N. (2021). The use of digital technology to enhance language and literacy skills for Indigenous people: A systematic literature review. *Computers and Education Open*, 2(100035). Les populations autochtones ont subi les effets négatifs intergénérationnels de la colonisation et du stress socioéconomique, ce qui a entraîné la persistance de résultats scolaires inférieurs à ceux des populations non autochtones. Cette situation a empêché les Autochtones d'obtenir leur diplôme d'études secondaires, de poursuivre des études postsecondaires et de profiter de possibilités professionnelles. L'un des principaux défis qu'ils doivent relever consiste à acquérir des compétences linguistiques et en littératie nécessaires pour réussir à l'école et au travail. Cet article examine donc, au moyen d'une analyse systématique de 25 études empiriques, les preuves de l'efficacité de l'utilisation des technologies numériques pour soutenir l'apprentissage de la langue et la maîtrise de la littératie par les populations autochtones. Cette synthèse de recherche fournit un profil des caractéristiques globales des études et répond à cinq questions de recherche qui se concentrent sur les effets de l'utilisation de la technologie numérique sur l'apprentissage de la langue et des compétences en littératies par les populations autochtones et les éducateurs, ainsi que sur leurs points de vue à ce sujet. Cet article donne des indications sur la pratique de l'enseignement et recense également les lacunes qui devront faire l'objet de recherches ultérieures ainsi que les conceptions et les réalisations pédagogiques qui seront nécessaires de toute urgence pour soutenir les populations autochtones. Il s'agit en particulier du développement des compétences linguistiques et en littératie chez les enfants et les jeunes autochtones scolarisés.

Bibliothèque du Parlement (2021). Les services Internet à large bande dans les collectivités autochtones. *Notes de la Colline*, Ottawa, Bibliothèque du Parlement. <https://notesdelacolline.ca/2021/12/08/les-services-internet-a-large-bande-dans-les-collectivites-autochtones/> Les services Internet à large bande soutiennent l'autodétermination des peuples autochtones en permettant à leurs collectivités de donner suite à leurs priorités, d'améliorer l'accès aux programmes et aux services, de participer à la vie économique ainsi que de revitaliser les langues et les cultures autochtones. Toutefois, beaucoup de collectivités autochtones n'ont pas accès à des services Internet à large bande fiables et abordables. Des organisations autochtones, comme l'[Assemblée des Premières Nations](#) et l'[Inuit Tapiriit Kanatami](#) [en anglais], soulignent l'importance d'un tel accès depuis plusieurs années. La présente Note de la Colline traite de la disponibilité de ces services dans les collectivités autochtones et de leur importance pour celles-ci.

Lindstrom, G.E. (2018). *Trauma and resilience in Aboriginal adult learners' post-secondary experience* [thèse de doctorat inédite]. Université de Calgary, Calgary (Alberta). S'inspirant de ma propre expérience d'apprenante adulte autochtone, cette étude explore l'interaction entre les traumatismes et la résilience dans les expériences éducatives postsecondaires des apprenants adultes autochtones. L'étude compte neuf participants et j'ai utilisé deux méthodes de collecte de données. Dans le cadre d'un groupe de discussion, j'ai recueilli les points de vue de trois professionnels de l'aide aux étudiants de l'enseignement postsecondaire qui travaillaient en étroite collaboration avec des apprenants adultes autochtones. J'ai mené des entretiens individuels avec chacun des six apprenants adultes autochtones qui étudiaient dans l'un des quatre principaux établissements d'enseignement postsecondaire d'une grande ville d'une province des Prairies de l'Ouest. En recourant à une ethnographie ciblée fondée sur la philosophie autochtone et la théorie occidentale, l'objectif de ma recherche était de déterminer l'interaction entre le traumatisme et la résilience en tant que voie potentielle pour améliorer les expériences éducatives des étudiants autochtones. Une question était au cœur de mon étude : comment les étudiants autochtones de l'enseignement postsecondaire comprennent-ils et donnent-ils un sens à leurs réactions aux expériences traumatiques dans un contexte social marqué par l'histoire coloniale du Canada? J'ai enregistré sur un support numérique la séance du groupe de discussion et les entretiens individuels avec le consentement de tous les participants, puis retranscrit personnellement les conversations. Les résultats obtenus avec les données ainsi glanées ont apporté des renseignements importants sur la manière dont les traumatismes et les obstacles qui en résultent ont eu des répercussions sur la capacité des élèves autochtones à réussir. Ils ont en outre mis en évidence un processus d'épanouissement découlant des difficultés rencontrées. Les récits des élèves contenaient un nombre écrasant de luttes, de souffrances, de pertes et de traumatismes qui semblaient entourer les élèves participants alors qu'ils s'embarquaient dans leur parcours d'études postsecondaires. Cependant, j'ai perçu des fils d'espoir disséminés dans chaque histoire. Ce sont les fibres qui ont été tissées dans le tissu qui enveloppe les cultures autochtones – ces moments uniques où la

persévérance, l'endurance et la détermination des élèves ont brillé de mille feux et se sont élevées au-dessus de la lutte. Une conceptualisation distincte de la résilience a été mise en contexte dans une vision du monde autochtone qui pourrait être utilisée pour éclairer les approches pédagogiques et offrir des indications précieuses pour les administrateurs et les éducateurs de l'enseignement postsecondaire quant à la meilleure façon de soutenir et de favoriser la réussite des élèves autochtones. J'espère qu'en diffusant ces récits de souffrance, nous pourrions créer de nouvelles possibilités d'apprentissage grâce à une pédagogie de la résilience.

Lupton, K.A.C. (2019). *Evaluating Key Informant Perspectives on Inuit Self-Determination and Economic Participation in Nunavut* [thèse de doctorat, Université d'Ottawa]. Les négociations de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (1993) et la création ultérieure du territoire du Nunavut en 1999 ont été considérées par certains comme le début de la réconciliation de nation à nation entre les Inuit de l'est de l'Arctique et le Canada. Les institutions publiques créées dans le cadre de cet accord sont destinées en partie à aider les Inuit à modeler leurs moyens de subsistance économique sur le territoire, selon leurs propres conditions. Cependant, la manière dont les planificateurs territoriaux et régionaux et les décideurs au pouvoir imaginent un « développement économique réussi » au Nunavut et les conséquences que cela pourrait avoir pour l'autodétermination des Inuit demeure floue. Des informateurs clés du gouvernement du Nunavut et de plusieurs organismes inuits de revendications territoriales ont été interrogés (n = 17) pour comprendre comment ils conçoivent un développement réussi dans le territoire et ce qu'ils pensent être nécessaire pour atteindre leur vision. Un cadre pour l'édification de la nation indigène (Harvard Project on American Indian Economic Development), élaboré sur la base de trois décennies de recherche, est utilisé pour analyser les résultats des entretiens. Les résultats de cette analyse qualitative indiquent que les informateurs clés interprètent leur rôle à l'égard de l'autodétermination des Inuit comme celui d'assurer la promotion de la participation des Inuit à l'économie de marché basée sur le travail salarié au Nunavut. Cela a des conséquences importantes pour la coordination et la collaboration éventuelles entre le gouvernement du Nunavut et les organismes inuits de revendications territoriales dans leurs efforts socioéconomiques au nom des Nunavummiut.

MacDonald, D. et Hudson, G. (2012). The Genocide Question and Indian Residential Schools in Canada. *Revue canadienne de science politique/Canadian Journal of Political Science*, 45(2), 427-449. doi : 10.1017/S000842391200039X La Commission de vérité et réconciliation a enquêté sur l'ensemble des crimes commis dans les pensionnats autochtones du Canada. Le terme de génocide est invoqué de plus en plus régulièrement pour décrire les crimes infligés dans le cadre du système des pensionnats indiens, l'intention qui sous-tend ces crimes et l'héritage qui en découle. Nous posons les questions suivantes : Le Canada a-t-il commis un génocide à l'encontre des populations autochtones en tentant de les assimiler de force dans les pensionnats? Comment la

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide des Nations unies aide-t-elle à interpréter les allégations de génocide? S'il ne s'agit pas d'un génocide, quels autres qualificatifs sont plus appropriés? Notre position pourrait être qualifiée de neutre : la question de savoir si un génocide a été commis ne peut pas être réglée de manière définitive *aujourd'hui*. Cela est dû aux interprétations polyvalentes du terme, ainsi qu'au nombre croissant de preuves que la Commission de vérité et réconciliation est en train d'accumuler. Nous sommes favorables à l'utilisation du terme « génocide culturel » comme « point de départ » et comme moyen d'interpréter le système des pensionnats indiens d'un point de vue juridique et moral.

MacKinnon, S. (2015). *Decolonizing employment: Aboriginal inclusion in Canada's labour market*. Winnipeg, Manitoba, University of Manitoba Press. Les Autochtones d'Amérique du Nord restent surreprésentés parmi les pauvres, les chômeurs et les personnes peu instruites. Cette question, qui préoccupe depuis longtemps les populations autochtones et leurs alliés, attire aujourd'hui l'attention du gouvernement, des chefs d'entreprise et d'autres acteurs qui savent que cette population en plein essor représente une source essentielle de main-d'œuvre pour l'avenir. L'article de Shauna MacKinnon *Decolonizing Employment : Aboriginal Inclusion in Canada's Labour Market* est une étude de cas dont les leçons peuvent s'appliquer aux communautés de toute l'Amérique du Nord. Son examen de la participation des Autochtones au marché du travail met en évidence les effets intergénérationnels profondément préjudiciables des politiques coloniales. Il décrit en outre comment une politique économique néolibérale sert à exclure encore davantage les Autochtones d'Amérique du Nord.

Macqueen S, Knoch U, Wigglesworth G, *et al.* (2019). The impact of national standardized literacy and numeracy testing on children and teaching staff in remote Australian Indigenous communities. *Language Testing*, 36(2), 265-287. Tous les tests éducatifs sont censés avoir des conséquences supposément positives, mais ils peuvent également avoir des conséquences négatives involontaires (Messick 1989). Cette question est particulièrement importante dans le cas des tests normalisés à grande échelle, comme le *National Assessment Program - Literacy and Numeracy* (NAPLAN) de l'Australie, dont les avantages escomptés sont une plus grande responsabilisation et de meilleurs résultats scolaires. L'objectif du NAPLAN est comparable à celui d'autres programmes étatiques et nationaux de tests de « compétences de base », qui évaluent des sections transversales de populations afin de comparer les résultats entre les sous-groupes de population. Lesdites comparaisons sont à la base de la « responsabilisation » à l'ère des tests au niveau de la population. Cette étude examine les répercussions des tests du NAPLAN sur un groupe de population qui occupe une place importante dans les comparaisons et les rapports publics dans le cadre des résultats du NAPLAN, à savoir les enfants des communautés autochtones isolées. Une série d'entretiens avec des directeurs d'école et des enseignants relate les expériences concrètes des informateurs sur l'utilisation et les effets du NAPLAN dans les écoles. De l'avis de la plupart des participants, la formulation

et le contenu des instruments de test, la nature de l'engagement dans le test et la rétroaction du test ont des effets négatifs sur les élèves et le personnel, avec peu d'avantages en termes d'utilité des données qui en sont tirées. Le principal problème est que la participation aux tests dépend essentiellement de la maîtrise de l'anglais australien standard (SAE) en tant que première langue. Cette étude contribue au débat plus large sur la façon dont les tests normalisés ciblés par la réforme pour les populations nationales ont des conséquences pour les sous-groupes qui ne sont pas traités équitablement par l'instrument de test ou les rapports à des fins de responsabilisation. Il met en évidence un conflit entre la validité de conséquence et la notion de responsabilité qui sous-tend les tests ciblés par la réforme.

Maehler, D.B., Jakowatz, S. et Konradt, I. (2020). PIAAC Bibliography - 2008-2019. *GESIS Papers*, 2020/04, Cologne, GESIS – Leibniz-Institut für Sozialwissenschaften. La présente bibliographie donne un aperçu des publications relatives au Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA). Le PEICA évalue les compétences cognitives clés (comme la littératie et la numératie) ainsi que les compétences professionnelles de la population adulte dans plus de 40 pays. Ses premières données ont été publiées en 2013 (voir OCDE 2013). La bibliographie du PEICA vise à rassembler les différentes recherches entreprises dans le cadre du PEICA et résume toutes les contributions, y compris : les publications de la conception théorique des domaines de compétences évalués, les publications de résultats de recherche basés sur les données du PEICA, la conception technique de l'étude (ainsi que des études de suivi) et les fichiers de données publiques.

Mahboubi, P. (2019). Bad fits: The causes, extent, and costs of job skills mismatch in Canada. *Commentary*, 552, Institut C.D. Howe. Environ 13 % des travailleurs canadiens affichent des compétences qui ne sont pas adéquates par rapport à leur emploi. Bien que ce chiffre corresponde à la moyenne d'environ 10 % parmi les pays de l'OCDE estimée dans une étude internationale, les décideurs politiques canadiens ont deux raisons de s'inquiéter. Tout d'abord, il existe des différences importantes entre les groupes socioéconomiques à ce sujet. Alors que les travailleurs ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'être surqualifiés, les femmes, les immigrants et les travailleurs plus âgés sont plus susceptibles d'être sous-qualifiés par rapport à leur emploi. Dans le cas des immigrants, le problème de la sous-qualification disparaît entièrement avec le temps passé au Canada, ce qui souligne l'importance des politiques d'établissement qui offrent aux nouveaux arrivants une formation rigoureuse et accessible, des programmes linguistiques et des ateliers de recherche d'emploi. Deuxièmement, ces résultats pourraient s'aggraver dans les années à venir en raison des innovations technologiques et du vieillissement démographique qui se produisent sur le marché du travail en même temps que s'accroît le rôle des nouveaux arrivants dans la population active du Canada. En l'état actuel des choses, la majorité des travailleurs, toutes professions confondues, doivent utiliser des compétences cognitives comme la littératie, la numératie et la

résolution de problèmes au moins une fois par semaine dans le cadre de leur travail. Plus important encore, il n'existe aucune profession où ces compétences ne sont pas du tout requises. Les résultats de cette étude soulignent l'importance d'offrir plus de possibilités de perfectionnement des compétences et d'apprentissage tout au long de la vie à tous les travailleurs et de mieux répondre aux besoins individuels de formation, en particulier chez les personnes sous-qualifiées comme les travailleurs âgés et les nouveaux immigrants. Les entreprises, en plus d'offrir des possibilités de formation aux travailleurs sous-qualifiés, peuvent réduire les inadéquations au sein de leurs organisations en réaffectant les tâches de manière appropriée, en apportant une aide à la réinstallation et en trouvant des moyens innovants pour utiliser les compétences des travailleurs afin d'optimiser la productivité. Les gouvernements peuvent quant à eux participer à la réduction de l'inadéquation des compétences en adoptant des politiques qui améliorent la flexibilité du marché du travail, facilitent la mobilité de la main-d'œuvre et, surtout, augmentent la participation à l'apprentissage tout au long de la vie.

Mahboubi, Parisa et Colin Busby (2017, 6 septembre). EDUCATION, SKILLS, AND LABOUR MARKET – Closing the Divide: Progress and Challenges in Adult Skills Development among Indigenous Peoples. *E-Brief*, Institut C.D. Howe. Il est essentiel de combler l'écart de compétences entre les Canadiens autochtones et non autochtones en âge de travailler pour assurer la prospérité économique des populations autochtones du Canada, selon un rapport de l'Institut C.D. Howe. Dans le rapport intitulé « Closing the Divide : Progress and Challenges in Adult Skills Development among Indigenous Peoples », les auteurs Parisa Mahboubi et Colin Busby constatent à la fois des progrès et des difficultés dans le perfectionnement des compétences des adultes chez les Autochtones hors réserve, et en particulier chez ceux qui n'ont pas fait d'études secondaires, et recommandent des solutions.

Marques, Olga et Lisa Monchalin (2022). *The Mass Incarceration of Indigenous Women in Canada: A Colonial Tactic of Control and Assimilation*. Dans L. George et al. (dir.), *Neo-Colonial Injustice and the Mass Imprisonment of Indigenous Women*, Palgrave Studies in Race, Ethnicity, Indigeneity and Criminal Justice, 79-102. En se concentrant sur la sur-incarcération des femmes autochtones au Canada et en utilisant le concept de *nécropolitique* de Mbembé (2003) comme point d'entrée théorique et analytique, ce chapitre cherche à expliquer comment la prison est sous-tendue par des pratiques et des récits coloniaux racisés. En d'autres termes, nous soutenons que les pratiques coloniales qui ont historiquement cherché à gérer, à assimiler ou à exterminer les populations autochtones sous-tendent les logiques néolibérales contemporaines qui réitèrent que les corps autochtones sont intrinsèquement criminels et victimisables et qu'ils nécessitent un confinement punitif et normalisant.

Martin, J. (2018). Skills for the 21st century: Findings and policy lessons from the OECD survey of adult skills. *Documents de travail de l'OCDE sur l'éducation*, n° 166, Éditions

OCDE, Paris. L'Évaluation des compétences des adultes constitue le couronnement du Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC). Le présent document indique que les conclusions obtenues jusqu'à maintenant et les leçons tirées pour l'action des pouvoirs publics justifient les grands espoirs suscités par le PIAAC lorsque la planification détaillée du projet a débuté en 2003. Tout d'abord, il propose une brève synthèse du PIAAC ainsi que des deux précédentes enquêtes internationales sur l'évaluation des compétences. Puis, il offre une vue d'ensemble des grands thèmes étudiés jusqu'à présent sur la base des données du PIAAC, avant de mettre en avant les principales conclusions et les orientations à prendre pour une action plus efficace des pouvoirs publics. Enfin, dans la perspective du deuxième cycle du PIAAC, dont la mise en œuvre est désormais en cours, le document identifie certains secteurs qu'il convient d'améliorer en priorité concernant la conception de l'enquête, en vue de renforcer son utilité tant sur le plan analytique qu'à l'adresse des décideurs politiques.

Maslov, A et Zhong, J (2020). *Skill mismatch of Indigenous peoples in Canada: findings from PIAAC*, Kennesaw State University [Kennesaw], consulté le 7 janvier 2022. Utilisant l'échantillon canadien du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, cet article examine l'inadéquation des compétences des populations autochtones hors réserve. En utilisant plusieurs approches pour mesurer cette inadéquation des compétences, nous constatons que la surqualification ne semble pas représenter une question pour les populations autochtones du Canada. Toutefois, nous constatons des écarts considérables dans les taux de sous-qualification entre les populations autochtones et les populations non autochtones nées au Canada. Plus précisément, les femmes des Premières Nations sont plus susceptibles d'être sous-qualifiées en numératie et les hommes des Premières Nations sont plus susceptibles d'être sous-qualifiés en littératie. Les Inuit affichent les taux de sous-qualification les plus élevés et sont beaucoup plus susceptibles d'être sous-qualifiés en littératie et en numératie que les personnes non autochtones nées au Canada. Nous intégrons également les taux d'inadéquation des compétences dans l'analyse des salaires et concluons que cela ne modifie pas les écarts précédemment recensés.

Martínez-Matute, M. et Villanueva, E. (2021). Task specialization and cognitive skills: evidence from PIAAC and IALS. *Review of economics of the household*. Nous étudions le lien entre les tâches effectuées sur le lieu de travail et les mesures des compétences cognitives à l'aide de données provenant de 18 pays participant au Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) et de 13 pays participant également à l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA). Nous relevons deux résultats clés. Tout d'abord, les modèles à effets fixes individuels sous-entendent que les travailleurs peu instruits qui se spécialisent dans un ensemble particulier de tâches de base (comme des tâches liées à la numératie par rapport à des tâches liées à la littératie ou aux TIC) obtiennent des scores de 10 % plus élevés à l'écart-

type dans le domaine de l'évaluation du PEICA le plus concerné par ces tâches que dans les autres (dans le même exemple, le domaine lié à la numératie par rapport celui lié à la littératie ou à la résolution de problèmes). Deuxièmement, une analyse par cohortes synthétiques utilisant des évaluations répétées de la littératie dans l'EIAA et le PEICA indique que, parmi les personnes peu instruites, les augmentations à long terme de la composante des « tâches liées à lecture » des emplois affichent une corrélation positive avec les augmentations des scores en littératie au niveau de la cohorte. Les résultats sont plus marqués chez les travailleurs peu qualifiés ayant moins d'expérience professionnelle ou chez les femmes – c'est-à-dire, l'ensemble des travailleurs ayant eu moins de temps pour faire le tri sur le marché du travail. Nos résultats peuvent s'interpréter comme suit : les tâches effectuées sur le lieu de travail contribuent à la constitution du capital humain, mais sont des substituts imparfaits de l'instruction scolaire.

McCue, Harvey (2018). Op-Ed: First Nations Elementary & Secondary School Education – A National Dilemma. *Critical Social Work*, 19(2). Au cours des cinq dernières années, l'enseignement primaire et secondaire des Premières Nations a fait l'objet de recommandations utiles dans deux rapports importants : « La réforme de l'éducation chez les Premières nations : de la crise à l'espoir » (2011) du Comité sénatorial permanent des peuples autochtones, et le rapport du Panel national sur l'éducation primaire et secondaire des Premières Nations pour les élèves dans les réserves (2012). En réponse, le gouvernement Harper a présenté le projet de loi C-33 en 2014, la toute première *Loi sur l'éducation des Premières Nations* à l'échelle fédérale. Ces deux rapports ont recensé des réformes indispensables et, malgré l'opposition véhémente de la plupart des dirigeants des Premières Nations, la *Loi sur l'éducation des Premières Nations* a constitué un effort sérieux pour répondre à certaines d'entre elles. Toutefois, ni les rapports ni le projet de loi C-33, qui a finalement été torpillé, ne se sont penchés sur les trois éléments clés qui constituent le fondement de tout programme d'éducation : les enseignants, les chefs d'établissement et le programme d'études. Si ces trois éléments demeurent inchangés dans les politiques d'éducation pour les Premières Nations du nouveau gouvernement libéral, les résultats scolaires des Premières Nations resteront pour le Canada une humiliation nationale. Ce document conceptuel propose une critique des approches des gouvernements provinciaux et fédéral pour remédier à la situation désastreuse de l'enseignement primaire et secondaire pour les jeunes des Premières Nations. Il met l'accent sur les enseignants, les chefs d'établissement et les programmes d'études.

McGuire, M.M. et Murdoch, D.J. (2021). (In)-justice: An exploration of the dehumanization, victimization, criminalization, and over-incarceration of Indigenous women in Canada. *Punishment & society*. Les femmes autochtones sont largement surreprésentées dans les prisons fédérales canadiennes et constituent la population carcérale qui augmente le plus rapidement au Canada. Ce commentaire critique utilise un cadre décolonial pour examiner comment le fait d'être autochtone et femme augmente le risque d'être victime, assassinée et soumise au contrôle colonial en explorant les liens entre la construction des femmes

autochtones comme moins qu'humaines et l'utilisation de l'espace carcéral pour les contrôler, les détruire et les assimiler. Plus précisément, les auteurs appliquent la notion de « carcéralité génocidaire » de Woolford et Gacek aux forces intersectionnelles du racisme systémique et de la discrimination qui provoquent leur surincarcération. En outre, l'article critique l'autochtonisation du service correctionnel fédéral du Canada qui ne parvient pas à répondre aux besoins de cette population et qui perpétue une image assimilatrice et stéréotypée des femmes autochtones, perpétuant elle-même les préjudices coloniaux.

McKay, Dwanna L., Vinyeta, Kirsten et Norgaard, Kari Marie (2020, août). Theorizing race and settler colonialism within U.S. sociology *Sociology compass*, 14(9) [s. p.]. Le colonialisme de peuplement étend la notion de race et de racisme au-delà des perspectives idéologiques et révèle les liens entre les relations et les pratiques sociales raciales passées et contemporaines (la structure raciale) de la société américaine. Dans cet article, nous définissons le colonialisme de peuplement, mettons en lumière les travaux sociologiques qui utilisent des cadres théoriques relatifs au colonialisme de peuplement et explorons comment ces travaux enrichissent, recourent, compliquent et contredisent les hypothèses clés de la sociologie de la race.

McKinley, E. (2016, août). *STEM and Indigenous learners* [présentation par affiche]. Research Conference 2016 -- Improving STEM Learning: What will it take? © 2016, Australian Council for Educational Research. Les disparités de réussite entre les élèves autochtones et leurs camarades non autochtones dans le domaine de l'éducation continuent d'être documentées dans le monde entier. Au cours des trois dernières décennies, les méthodologies, l'épistémologie et, dans une moindre mesure, les pédagogies autochtones ont fait l'objet d'un grand nombre d'écrits. Toutes ces publications sont essentielles au processus d'enseignement et d'apprentissage tout au long de la vie – la nature des connaissances, la manière dont elles sont acquises et leur transmission. Cependant, une grande partie de ces travaux est contestée ou considérée comme inappropriée ou non pertinente dans le cadre de l'enseignement des STIM. Les élèves autochtones ne perçoivent pas les matières liées aux STIM comme accueillantes. En tant qu'enseignants de STIM, nous devons adopter un point de vue plus large qui englobe l'interaction complexe des contextes familiaux, sociaux, culturels, éducatifs, économiques et politiques, tout en tenant compte de la nature du savoir et de l'importance de l'identité culturelle pour les communautés autochtones. Les données de l'enquête du PISA montrent que les élèves autochtones ont un intérêt pour les sciences égal à celui de leurs camarades non autochtones. Les questions que nous devons nous poser sont donc les suivantes : Pourquoi les enseignants et les écoles spécialisés dans les STIM ne sont-ils pas parvenus à tirer parti de cet intérêt? Qu'est-ce qui rend l'enseignement des STIM efficace pour les élèves autochtones? Qu'est-ce qui fait la qualité de l'enseignement des STIM pour les élèves autochtones? Qu'est-ce qui fait la réussite des élèves autochtones

dans les matières liées aux STIM? Cette présentation débattrà des approches actuelles en la matière et s'interrogera sur ce qu'il reste à faire.

Miller, T. (2018). Measures of Indigenous achievement in Canada. *Diaspora, Indigenous and Minority Education*, 12(4), 182-200. La pratique consistant à mesurer les résultats obtenus par les Autochtones remonte au début des années 1960. Depuis lors, les populations autochtones ont été soumises à un certain nombre d'évaluations normalisées destinées à saisir des indicateurs de leur bien-être. Malheureusement, peu d'attention a été accordée à la pertinence culturelle du fait de soumettre les populations autochtones à des instruments conçus pour des populations non autochtones. Dès lors, certaines administrations autochtones se sont montrées réticentes à participer aux évaluations normalisées à grande échelle qui sont devenues monnaie courante dans le monde entier. Cette analyse documentaire visait à regrouper les publications relatives aux différents types d'évaluation et les résultats correspondants utilisés pour mesurer la réussite des élèves autochtones au Canada et à faire la synthèse des documents plus récents concernant les pratiques d'évaluation et la réussite des élèves autochtones. Le résultat de cette analyse documentaire donne un aperçu de la façon dont la réussite a été mesurée dans le passé et de la façon dont nous pourrions évoluer vers une évaluation culturellement adaptée à l'avenir.

Mills, S. (2019). The geography of skill: Mobility and exclusionary unionism in Canada's north. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 51(3), 724-742 [en ligne]. Cet article explore les politiques géographiques de racisme et la concurrence entre travailleurs par le truchement d'une étude de cas sur l'emploi des Autochtones pendant la construction de la mine de Voisey's Bay, dans le nord du Labrador. Au cours de la construction, les syndicats des métiers du bâtiment et de la construction ont cherché à limiter l'embauche de travailleurs inuits et innus locaux en contestant la légitimité des droits au travail fondés sur le lieu. Les travailleurs inuits et innus bénéficiaient d'un accès préférentiel à l'emploi en raison de revendications territoriales non résolues et des ententes sur les répercussions et les avantages (ERA) conclues entre la Voisey's Bay Nickel Company, la Nation Innu et la Labrador Inuit Association. Les dispositions de l'ERA prévoyant l'embauche préférentielle d'Inuit et d'Innus locaux allaient à l'encontre des structures et des cultures organisationnelles des syndicats, qui privilégiaient la mobilité et les compétences des travailleurs. Les syndicats des métiers du bâtiment et de la construction se sont servis de l'incompatibilité géographique entre l'échelle des revendications autochtones et celle de l'organisation des travailleurs de la construction pour justifier une approche concurrentielle du syndicalisme et dissimuler les représentations racistes des travailleurs innus et inuits. En mettant en évidence la relation entre les compétences, le racisme et les croyances relatives aux droits au travail, cet article explore la manière dont les travailleurs utilisent de manière sélective des identités mobiles et basées sur le lieu de travail pour participer à la concurrence entre travailleurs,

réifiant les modèles coloniaux de mobilité de la main-d'œuvre et de segmentation du marché du travail.

Moyser, Melissa (2017). *Les Autochtones vivant hors réserve et le marché du travail : estimations de l'Enquête sur la population active, 2007 à 2015*, produit n° 71-588-X au catalogue, Statistique Canada. Le rapport donne un aperçu à jour de l'activité sur l'intégration au marché du travail de la population autochtone vivant hors réserve dans les 10 provinces canadiennes durant et après le ralentissement économique de 2008-2009, en établissant des comparaisons avec la population non autochtone. Le rapport, fondé sur les moyennes annuelles tirées de l'Enquête sur la population active (EPA) pour la période de 2007 à 2015, porte principalement sur les Autochtones faisant partie du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans), bien que les jeunes (15 à 24 ans) et les adultes plus âgés (55 ans et plus) soient tout de même analysés séparément. Les indicateurs du marché du travail sont présentés non seulement en fonction du groupe autochtone, mais également selon le sexe, la région géographique (la province ou région de résidence), le niveau de scolarité, la monoparentalité et l'état matrimonial. La répartition des caractéristiques du travail (p. ex. le travail autonome, le secteur d'emploi, le nombre habituel d'heures de travail, les salaires, la durée de l'emploi, l'industrie et la profession) selon le statut d'autochtone est aussi examinée.

Mueller, R.E., et Truong, N.T. (2021). Wage and basic skills inequality between immigrants by immigration admission categories and Canadian non-immigrants. *Empirical Economics*, 62(4), 1833-1884. À l'aide du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de 2012, nous explorons les différences de compétences en littératie et en numératie, ainsi que les retombées économiques de ces compétences pour les immigrants et les non-immigrants canadiens. La nouveauté de cette recherche réside dans la ventilation de l'échantillon en sept groupes d'immigrants distincts (sur la base de la catégorie d'admission) et de Canadiens de deuxième et troisième générations. Nos résultats montrent qu'aucun groupe d'immigrants n'obtient d'aussi bons résultats aux tests de littératie et de numératie que les personnes nées au Canada, mais que les jeunes immigrants obtiennent de meilleurs résultats que les immigrants adultes. On obtient des résultats semblables pour les salaires, notre indicateur de réussite sur le marché du travail. Au sein des sous-groupes des immigrants, les immigrants de la catégorie économique ont tendance à obtenir les meilleurs résultats aux tests et les salaires horaires les plus élevés, tandis que les réfugiés ont les résultats aux tests et les salaires les plus bas. Les retombées salariales de ces compétences de base sont économiquement significatives pour tous les quantiles. Enfin, nous constatons que le marché du travail récompense les compétences en littératie ou en numératie de la même manière pour les immigrants que pour les personnes nées au Canada.

Norris, A.N. (2019). Are We Really Colour-blind? The Normalisation of Mass Female Incarceration. *Race and justice*, 9(4), 454-478. La forte augmentation des taux

d'incarcération des femmes aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande a fait l'objet d'une attention accrue. Les disparités raciales parmi les femmes emprisonnées sont encore plus pressantes. Cette étude de cas préliminaire examine 13 articles évalués par des pairs et publiés entre 2005 et 2016 afin de comprendre la nature de l'idéologie du daltonisme racial dans les débats sur l'emprisonnement des femmes en Nouvelle-Zélande. Plusieurs thèmes ont émergé, dont l'homogénéisation des femmes détenues. Hormis l'établissement d'un vague lien entre les vastes disparités raciales entre les femmes blanches incarcérées et les femmes autochtones et des pratiques coloniales mal définies, les explications contemporaines des fortes disparités raciales ne reçoivent que peu d'attention. Cet article conclut que l'absence d'un regard critique sur les formes et les expériences contemporaines de racisme qui sous-tendent la criminalisation de masse des populations autochtones perpétue un daltonisme racial qui, à son tour, contribue à normaliser l'incarcération de masse des femmes. Malgré ses tentatives d'impartialité, la recherche universitaire portant sur l'incarcération des femmes, dans sa façon d'aborder les questions de race/d'ethnie, de genre, d'âge et de classe, semble se faire l'écho de la nature influente des images de contrôle au lieu de les critiquer.

Núñez, R.E. (2017). Is There Really an Evolved Capacity for Number? *Trends in cognitive sciences*, 21(6), 409-424. L'homme et d'autres espèces sont biologiquement dotés de capacités leur permettant de distinguer les quantités. Un point de vue largement accepté considère ces aptitudes comme une capacité évoluée propre aux nombres et à l'arithmétique. Ce point de vue repose toutefois sur une logique téléologique implicite, s'appuie sur des conceptions inexactes de l'évolution biologique, minimise les données humaines provenant de cultures non industrialisées, surinterprète les résultats obtenus sur des animaux dressés et s'appuie sur une terminologie floue qui facilite les raisonnements téléologiques. Une distinction entre la cognition quantique (p. ex. la distinction des quantités) et la cognition numérique (exacte, symbolique) est nécessaire : la cognition quantique fournit des conditions préalables évoluées sur le plan biologique pour la cognition numérique, mais elle ne s'étend pas jusqu'aux nombres et à l'arithmétique, qui nécessitent une médiation culturelle. Cet argument a des conséquences sur les débats relatifs à l'origine d'autres capacités particulières, comme la géométrie, la musique, l'art et le langage.

Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] (2021). *21st-Century Readers: Developing Literacy Skills in a Digital World*, PISA, Éditions OCDE, Paris. En 2012, l'enquête du PISA a demandé aux jeunes de 15 ans combien de temps ils passaient sur Internet. En 2018, la même question a été posée dans le cadre de la même enquête. Les données révèlent que l'utilisation d'Internet dans cette tranche d'âge a explosé de 66 %, soit presque l'équivalent d'une semaine de travail moyenne d'un adulte dans les pays de l'OCDE (encadré 1.1). La part croissante d'utilisateurs d'Internet dans le monde modifie non seulement la façon dont les gens interagissent avec les autres, mais aussi la façon dont ils interagissent avec les textes. Aujourd'hui, les gens accèdent

davantage à l'information en utilisant des appareils numériques; auparavant, ils le faisaient en ayant recours à des documents imprimés ou en discutant avec d'autres personnes. Cet essor de la technologie numérique oblige les gens à être plus sélectifs dans ce qu'ils lisent en raison des grandes quantités de renseignements disponibles d'un simple clic.

Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] (2020). *Linking Indigenous Communities with Regional Development in Canada*, Examens de l'OCDE des politiques rurales, Éditions OCDE, Paris. Au Canada, la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît trois groupes autochtones : les Indiens (aujourd'hui appelés Premières Nations), les Inuit et les Métis. Les populations autochtones apportent une contribution essentielle à la culture, au patrimoine et au développement économique du Canada. Malgré l'amélioration du bien-être des Autochtones au cours des dernières décennies, des écarts importants subsistent par rapport à la population non autochtone. Cette étude se concentre sur quatre questions prioritaires pour optimiser le potentiel des économies autochtones au Canada. Premièrement, il convient d'améliorer de la qualité du cadre statistique et l'inclusion des populations autochtones dans la gouvernance des données. Deuxièmement, il convient de prendre des mesures visant à améliorer l'équité et la transparence en ce qui concerne la manière dont les peuples autochtones peuvent garantir leur propriété foncière et à utiliser des outils comme l'aménagement du territoire afin de promouvoir le développement économique communautaire. Troisièmement, il faut promouvoir l'esprit d'entreprise afin que les populations autochtones puissent utiliser leurs biens et leurs ressources d'une manière qui corresponde à leurs objectifs de développement. Quatrièmement, il faut mettre en œuvre une approche de la gouvernance qui adapte les politiques aux lieux et renforce les institutions et les communautés autochtones.

Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] (2019). *The Survey of Adult Skills Reader's Companion*, troisième édition, Études de l'OCDE sur les compétences, Éditions OCDE, Paris. Cette édition du Manuel à l'usage des lecteurs accompagne le document L'importance des compétences : Résultats supplémentaires de l'évaluation des compétences des adultes. Il présente les résultats des 39 pays et régions ayant participé aux trois cycles de collecte de données du premier cycle du PEICA en mettant plus particulièrement l'accent particulier sur les six pays qui ont participé au troisième cycle de l'étude (Équateur, Hongrie, Kazakhstan, Mexique, Pérou et États-Unis). Il décrit la conception et la méthodologie de l'enquête ainsi que sa relation avec d'autres évaluations internationales des jeunes élèves et des adultes.

Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] (2018). *Indigenous Employment and Skills Strategies in Canada*, Revues de l'OCDE sur la création locale d'emplois, Éditions OCDE, Paris. Dans de nombreux pays de l'OCDE, les populations autochtones représentent un groupe démographique important et croissant,

avec un ensemble unique de cultures et de coutumes. Dans le contexte du développement local, de nombreuses populations autochtones vivent dans des régions reculées et sont confrontées à des difficultés particulières pour trouver des emplois de qualité et des possibilités de développement économique. Ces populations affichent souvent des résultats inférieurs à ceux des populations non autochtones concernant un certain nombre d'indicateurs socioéconomiques clés. Des politiques bien conçues en matière d'emploi et de compétences sont essentielles pour permettre aux populations autochtones d'accéder à des emplois de qualité, tout en contribuant à des objectifs de développement économique plus larges et à une croissance inclusive. Au cours des 35 dernières années, le programme LEED de l'OCDE a permis d'accumuler un grand nombre de données sur ce qui fonctionne pour les groupes défavorisés, y compris les populations autochtones. Ce travail a démontré l'importance d'accorder plus d'autonomie au niveau local pour permettre l'innovation politique. En ce qui concerne les populations autochtones, il s'agit d'un élément essentiel pour soutenir le principe d'autodétermination.

Organisation de coopération et de développements économiques [OCDE] (2017-1). *La réussite scolaire des élèves autochtones – Pratiques prometteuses*, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264291676-fr> Les peuples autochtones forment un ensemble très diversifié, tant à l'échelle de chaque nation qu'à celle du globe. Toutefois, tous ont connu la colonisation, qui a fragilisé l'accès des jeunes autochtones à leur identité, leur langue et leur culture. De plus, les enfants autochtones n'ont bien souvent pas eu accès à une éducation d'aussi bonne qualité que celle dont peuvent bénéficier les autres enfants de leur pays. La combinaison de ces deux facteurs a eu pour conséquence de limiter les opportunités et les résultats éducatifs de plusieurs générations d'enfants et de jeunes autochtones, avec parfois des effets catastrophiques. Les six provinces et territoires du Canada ayant participé à cette étude, ainsi que la Nouvelle-Zélande et le Queensland (Australie) tentent de mieux satisfaire les aspirations et les besoins éducatifs des élèves autochtones et de leurs familles. Cet ouvrage vise à identifier des stratégies, des politiques, des pratiques et des programmes prometteurs susceptibles d'améliorer l'apprentissage et les acquis des élèves autochtones. Il cherche également à bâtir une base de faits empiriques sur l'éducation des élèves autochtones. L'étude porte sur quatre domaines de l'éducation des élèves autochtones : le bien-être, la présence, l'engagement et la réussite. Ces domaines sont liés et se renforcent mutuellement. Chacun d'eux est essentiel pour la réussite de chaque élève.

Organisation de coopération et de développements économiques [OCDE] (2017-2). *Pour une croissance plus forte et plus inclusive au Canada : Série « Politiques meilleures »*, corrigenda, Éditions OCDE, Paris. Le Canada a enregistré au cours des deux dernières décennies des progrès substantiels du niveau de vie, et l'existence y est aujourd'hui plus confortable que dans la plupart des pays de l'OCDE. Le PIB par habitant est supérieur à la moyenne OCDE, et les Canadiens jouissent, au regard de la qualité environnementale et de l'état de santé, d'une situation globalement plus enviable que celle des habitants des

autres pays de l'OCDE. Le taux d'emploi est lui aussi nettement supérieur à la moyenne OCDE et le pays figure parmi les premiers de la zone pour ce qui est des compétences des élèves. Cependant, tous les groupes de population ne bénéficient pas d'un niveau de bien-être uniformément élevé. Quoique le Canada soit l'un des rares pays de l'OCDE où les déséquilibres ne se sont pas accentués au cours des années 2000, les inégalités en termes de revenu et à l'égard d'autres dimensions du bien-être demeurent toutefois plus criantes que dans les pays de l'OCDE où les inégalités sont les moins marquées. Ce qui montre que le pays a encore une certaine marge de progression devant lui. Les revenus du décile supérieur sont, en moyenne, neuf fois plus importants que ceux du décile inférieur, quand ce rapport est compris entre 5 et 6 dans les pays de l'OCDE les plus égalitaires de ce point de vue. Qui plus est, alors même que la proportion de ménages à revenu intermédiaire n'a guère varié sur les quinze dernières années, de moins en moins de ménages canadiens considèrent appartenir à la classe moyenne.

Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] et Statistique Canada (2000). *La littératie à l'ère de l'information : rapport final de l'Enquête internationale sur la littératie des adultes*. Publication sous la responsabilité du Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du ministre responsable de Statistique Canada. Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles de cette publication doivent être adressées à : M. le Chef du Service des Publications, OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France. Cette étude éclaire la nature et l'ampleur des enjeux de littératie auxquels sont confrontés les pays et propose de nouvelles perspectives sur les facteurs qui influencent le développement des compétences des adultes dans divers contextes, soit au foyer, au travail et à l'échelle internationale. Les 20 pays représentés comptent pour plus de 50 pour cent du produit intérieur brut du monde entier; aussi les données sur la littératie représentent-elles une contribution importante pour comprendre l'offre et la demande de compétences dans l'économie mondiale du savoir. Les résultats confirment l'importance des compétences pour ce qui concerne le fonctionnement efficace des marchés du travail, la réussite économique et l'avancement social des particuliers et des sociétés. Ils proposent aux décideurs un outil d'analyse et de formulation de politiques et de programmes susceptibles de favoriser le progrès socioéconomique.

Parmenter, J. et Trigger, D. (2018). Aboriginal cultural awareness training for mine employees: Good intentions, complicated outcomes. *The Extractive Industries and Society*, 5(2), 363-370. Dans le contexte australien, les formations destinées à sensibiliser les employés à la culture des populations autochtones sont récemment devenues monnaie courante dans les processus d'intégration au milieu de travail au sein de l'industrie minière. Ces formations visent à favoriser les bonnes relations entre les entreprises et les propriétaires traditionnels autochtones des terres, et à accroître l'emploi autochtone dans l'industrie en formant les mineurs à propos de la « culture autochtone ». Toutefois, peu d'études se sont penchées sur la manière dont cette formation est conçue

et enseignée, ni sur son contenu ou son efficacité. Cet article présente un aperçu de la manière dont cette formation est mise en œuvre dans plusieurs grandes mines de Rio Tinto Iron Ore (RTIO) dans la région de Pilbara en Australie-Occidentale. L'étude constate que l'engagement du secteur des entreprises à éduquer les travailleurs sur les différences culturelles est difficile à mener à bien dans ce contexte hautement politisé. L'article plaide en faveur d'une compréhension des complexités et des politiques stratégiques qu'implique la mise en œuvre d'une formation à la sensibilisation culturelle autochtone afin d'éviter non seulement les attentes trop naïves, mais également les conséquences négatives involontaires.

Park, J. (2018). Overqualification Among Aboriginal Workers in Canada. *The International Indigenous Policy Journal*, 9(1). Cette étude examine l'éducation, l'emploi et la mesure dans laquelle les travailleurs autochtones adultes (âgés de 25 à 64 ans) étaient surqualifiés pour leur emploi par rapport aux travailleurs non autochtones. Les données proviennent de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011, qui comprenait 415 115 travailleurs autochtones et 13 301 610 travailleurs non autochtones. Les travailleurs autochtones ayant un niveau d'études plus élevé (baccalauréat ou plus) étaient moins susceptibles d'être surqualifiés que leurs homologues non autochtones, mais les travailleurs autochtones ayant un niveau d'études moins élevé (inférieur au niveau universitaire) étaient plus susceptibles d'être surqualifiés que les travailleurs non autochtones. Cette étude met également en évidence les différences de surqualification en fonction du domaine d'études : parmi les travailleurs autochtones titulaires d'un diplôme universitaire, de faibles taux de surqualification ont été observés chez ceux qui avaient fait leurs études dans les secteurs de l'éducation, des mathématiques, de l'informatique et des sciences de l'information, de l'architecture, de l'ingénierie et des technologies connexes, ainsi que dans les secteurs de la santé.

Passey, Don *et al.* (2018). Digital agency: Empowering equity in and through education. *Technology, Knowledge and Learning*, 23(3), 425-439. Cet article théorique vise à conceptualiser une question majeure à laquelle sont confrontés tous ceux qui s'occupent d'influencer l'avenir de l'équité dans l'éducation : la nécessité d'assurer l'agentivité numérique. L'article justifie cette préoccupation, souligne l'importance du concept et de ses pratiques, présente les défis qu'il soulève et certains moyens utilisés aujourd'hui dans la pratique pour relever ces défis et examine les fondements théoriques de la manière dont il pourrait être abordé à l'avenir. Ce document définit l'agentivité numérique et ses trois composantes : les compétences numériques, la confiance dans le numérique et la prise de responsabilité dans le domaine du numérique. Il affirme que l'agentivité numérique est une exigence fondamentale pour l'éducation et qui passe par celle-ci. Elle concerne tous les citoyens dans une société mondiale et devrait être rendue possible l'utilisation qu'en font ces derniers dans leurs pratiques numériques en cours et en développement. Le document se conclut par des recommandations à l'intention de

différents groupes du secteur de l'éducation, notamment les décideurs politiques, les praticiens, les concepteurs et les chercheurs.

Pearson, C.A. et Daff, S. (2013). Transcending hunter gatherer pursuits while balancing customary cultural ideals with market forces of advanced western societies: Extending the traditional boundaries of Indigenous Yolngu people of the Northern Territory of Australia. *International Journal of Cultural Studies*, 16(2), 189-208. Alors que les grandes multinationales implantent leurs activités dans des régions reculées du monde, les impératifs relatifs à la responsabilité sociale et au pragmatisme commercial imposent la consultation des populations autochtones locales marginalisées. Cette notion est particulièrement pertinente pour l'industrie minière en Australie, qui est implantée dans des régions reculées, où les communautés autochtones locales sont considérablement désavantagées sur le plan socioéconomique par rapport au reste de la population australienne. Cet article présente les résultats en matière d'emploi obtenus par les autochtones Yolngu, du nord-est de la Terre d'Arnhem, dans le Territoire du Nord de l'Australie, qui ont participé à un programme unique d'enseignement professionnel mis en place par la multinationale minière Rio Tinto Alcan. Ces résultats liés à l'emploi dans cette filière relèvent de deux secteurs principaux : (1) l'emploi dans la filière à la raffinerie de Nhulunbuy ou sur le site de la mine; (2) les entreprises liées au bois d'œuvre (sciage du bois, construction de maisons et fabrication de meubles). Ces deux secteurs sont des premières réussites pour ces Autochtones australiens. Les dernières sections présentent les défis auxquels sont confrontées les multinationales lorsqu'il s'agit d'ancrer les processus institutionnels, les structures et les technologies contemporaines du lieu de travail dans le contexte des communautés rurales australiennes.

Pena, A. A. (2016). PIAAC skills and economic inequality. *Journal of Research and Practice for Adult Literacy, Secondary, and Basic Education*, 5(2), 17-34. Les publications sur les compétences et la répartition économique au sein des pays et entre eux présentent des résultats mitigés. Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) apporte de nouvelles données comparables au niveau international sur la littératie, la numératie et les compétences en matière de résolution de problèmes numériques, lesquelles peuvent être combinées avec des renseignements sur les salaires. Cet article des analyses statistiques visant à quantifier la contribution des facteurs observables et non observables s'agissant des inégalités en matière de revenus. Des inégalités considérables sont documentées entre les pays et les mesures des compétences, ce qui renforce les conclusions précédentes selon lesquelles les compétences, même si l'on suit la définition plus large utilisée ici, n'expliquent que partiellement les différences en matière d'inégalité économique entre les pays. Le document conclut sur les possibilités de recherches à venir qui permettront de mieux comprendre la dynamique des inégalités au sein des nations et entre elles. [La version initiale de ce document a été commandée par l'American Institutes for Research (AIR), dans le cadre d'un contrat avec le National Center for Education Statistics (NCES)].

Perry, K.H., Shaw, D.M. et Saberimoghaddam, S. (2020). Literacy practices and the Programme for the International Assessment of Adult Competencies (PIAAC): A conceptual critique. *International Review of Education*, 66(1), 9-28. Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) évalue des compétences clés en littératie, en numératie et concernant la résolution de problèmes dans des environnements technologiques, ainsi que ce qui en résulte pour les adultes au sein de la société. Les concepteurs du PIAAC affirmaient que leur programme prenait mieux en compte les usages que faisaient les adultes de la littératie que d'autres études internationales antérieures comme, par exemple, l'Enquête internationale sur la littératie des adultes (IALS). À travers le prisme socioculturel de l'usage social de la littératie, les auteurs se penchent sur le décalage entre l'orientation cognitive du PIAAC et la tentative de ce dernier de prendre en compte des usages utiles de la littératie. Ils analysent particulièrement la conceptualisation du PIAAC concernant les usages de la littératie tels qu'ils sont exemplifiés dans le questionnaire de référence remis aux participants adultes. Ils concluent que la conceptualisation du PIAAC est mal adaptée aux notions théoriques actuelles concernant l'usage de la littératie ainsi que le démontrent (1) l'amalgame qu'il fait de plusieurs termes clés de la littératie, y compris des mots texte, genre et usage, et (2) sa suppression du contexte, du but et de l'interaction sociale de l'usage de la littératie. Ainsi les auteurs ont-ils constaté qu'il y a largement matière à améliorer l'évaluation des usages concrets de la littératie.

Preston, J.P., Cottrell, M., Pelletier, T.R. et Pearce, J.V. (2012). Aboriginal early childhood education in Canada: Issues of context. *Journal of Early Childhood Research: ECR*, 10(1), 3-18. Nous présentons ici une synthèse des publications relatives à la situation de l'éducation des jeunes enfants autochtones au Canada. Nous décrivons les principales caractéristiques des programmes de qualité à l'intention des jeunes enfants autochtones. Nous expliquons également le contexte et l'importance de l'éducation des jeunes enfants pour les populations autochtones. La théorie de la compatibilité culturelle sert de base philosophique à la conceptualisation d'une éducation des jeunes enfants autochtones de qualité. Sur la base de cette hypothèse théorique, nous proposons que les programmes pour les jeunes enfants autochtones intègrent la pédagogie autochtone, soient imprégnés de la langue et de la culture autochtones, soient dotés d'un personnel adéquat d'éducateurs autochtones qualifiés, soient structurés de manière à renforcer l'autonomie des communautés autochtones et intègrent un enseignement à temps plein à la maternelle. L'article présente d'éminents programmes autochtones pour la petite enfance.

Proulx, G., Beaudoin, J.-M., Asselin, H., Bouthillier, L. et Théberge, D. (2020). Untapped potential? Attitudes and behaviours of forestry employers toward the Indigenous workforce in Quebec, Canada. *Canadian Journal of Forest Research*, 50(4), 413-421. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur des ressources naturelles est un problème important en Amérique du Nord, particulièrement dans le secteur de la foresterie au

Canada. Seulement dans la province de Québec, 15 000 emplois devront être comblés d'ici 2022. Au même moment, plusieurs communautés autochtones cherchent à développer les perspectives d'emploi, étant aux prises avec un taux élevé de chômage et une population jeune et en pleine croissance. Mais est-ce que les employeurs en foresterie créent un environnement favorable au recrutement, à l'intégration et à la rétention d'une main-d'œuvre autochtone? Nous avons interrogé 22 directeurs et responsables des ressources humaines provenant de 19 entreprises forestières (16 non autochtones et 3 autochtones) au Québec afin de répondre à cette question. Les commentaires des employeurs indiquent qu'ils commencent à peine à réaliser le potentiel de la main-d'œuvre autochtone et à mettre en œuvre des pratiques de gestion de la diversité. On a constaté que les partenariats entre les communautés autochtones et les entreprises forestières, l'élaboration d'autres méthodes de formation et de développement des compétences, ainsi que la sensibilisation parmi les employeurs et les employés favorisent le recrutement, l'intégration et la rétention des travailleurs autochtones. À l'inverse, selon les participants, les stéréotypes, la discrimination, l'absence de mesures d'inclusion, l'usage de drogue et d'alcool ainsi que le manque de formation réduisent la possibilité que la population autochtone joigne la main-d'œuvre forestière.

Pullman, Ashley et Michelle Y. Chen (2020). Varieties of employment: a comparison of skill-based activities at work among youth and young adults in Canada. *International Journal of Lifelong Education*, 39(5-6), 576-590. À l'aide des données sur les compétences et les revenus tirées du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) récemment publié par l'OCDE et d'une méthodologie de décomposition tirée de la littérature sur les répartitions économiques entre les pays, cette étude fournit de nouvelles preuves sur la mesure limitée dans laquelle les niveaux et les taux de rendement des compétences expliquent les répartitions inégales des salaires dans les sous-groupes définis par la race et l'ethnicité aux États-Unis. L'importance particulière des niveaux de compétences du PEICA et des taux de rendement des compétences varie considérablement entre les minorités raciales et ethniques par rapport aux populations blanches et entre les tranches supérieures et inférieures de la répartition des salaires, tandis que les variables non observables restent essentielles. Ces résultats concernant les caractéristiques différentielles des écarts salariaux contrastent avec les corrélations relativement élevées entre les moyennes des répartitions des salaires et les mesures de compétences définies de manière plus complète observées dans l'enquête du PEICA (par rapport à celles qui ont été examinées dans les publications antérieures) et ne sont pas infirmés par l'intégration d'autres déterminants observables du capital humain et de la situation socioéconomique. Ces résultats ont des conséquences sur la compréhension de la manière dont les institutions formelles et informelles, la discrimination et les pratiques de rémunération sur le marché du travail peuvent donner lieu à des différences entre les groupes raciaux et ethniques et à des écarts observés dans les revenus.

Rapplee, Jeremy et Hikaru Komatsu (2021). Is knowledge capital theory degenerate? PIAAC, PISA, and economic growth. *Compare: A Journal of Comparative and International Education*, 51(2), 240-258. Dans le prolongement d'analyses récentes utilisant les données du PISA, la présente étude s'appuie sur l'enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PEICA) pour tester les principales affirmations concernant la théorie du capital de connaissances. Le PEICA présente un avantage certain par rapport au PISA en ce sens qu'il teste plus directement les niveaux du prétendu « capital de connaissances » de l'ensemble de la main-d'œuvre nationale, plutôt que de proposer des approximations basées sur les performances d'élèves de 15 ans. Les résultats de nos deux études initiales présentés ici réfutent le lien étroit entre les niveaux cognitifs et la croissance du PIB par habitant envisagé par les partisans du capital de connaissances, notamment l'OCDE et la Banque mondiale. Ces résultats suggèrent que la théorie du capital de connaissances tombe aujourd'hui en déliquescence. Si des chercheurs sont prêts à élargir la diffusion de résultats réfutant la théorie du capital de connaissances, cela accélérera probablement la perte de vitesse de cette théorie dans les années à venir.

Ratcliffe, Ruth et Bob Boughton (2019, janvier). The Relationship Between Low Adult Literacy Levels and Aboriginal Family and Community Engagement in Educational Decision Making. *Australian and International Journal of Rural Education*, 29(1), 1+. Cet article s'appuie sur le travail réalisé avec les communautés des villes rurales et isolées de Brewarrina, Wilcannia et Enngonia, en Nouvelle-Galles du Sud (NSW), pour explorer la relation entre les faibles niveaux de littératie des adultes et l'aliénation continue des communautés autochtones par rapport au processus décisionnel en matière d'éducation. En nous appuyant sur l'analyse des relations entre les communautés et les écoles réalisée par des chercheurs tels que Chris Sarra, Jay Phillips, Allan Luke et Kevin Lowe, nous soutenons qu'il est nécessaire de s'attaquer au problème du faible niveau de littératie des adultes pour améliorer les relations entre les communautés et les écoles de manière généralisée et durable. Les communautés qui ont participé à la campagne de littératie des adultes autochtones intitulée « Yes, I Can! » nous aident à comprendre un certain nombre de questions importantes, notamment l'ampleur de la privation de droits associée à une littératie insuffisante chez les adultes, l'énormité des défis auxquels sont confrontées les personnes précédemment peu alphabétisées et désengagées pour se réengager dans la vie communautaire, les pressions supplémentaires exercées sur les membres alphabétisés de la communauté lorsque de nombreuses personnes ont un niveau de littératie minimal et la relation entre les faibles taux de littératie des adultes et la persistance d'une pensée axée sur les lacunes de la part des écoles.

Reiter, C. (2022). Changes in Literacy Skills as Cohorts Age. *Population and Development Review*, 48(1), 217-246. À mesure que nos sociétés se transforment en sociétés de la connaissance, les compétences jouent un rôle de plus en plus important dans la vie. Malgré les efforts récents pour mesurer de manière cohérente les compétences des adultes dans différents pays, il reste difficile de comprendre comment les compétences

évoluent dans le temps et quels sont les principaux facteurs à l'origine de ces évolutions. En appliquant des méthodes démographiques pour estimer le développement des compétences au cours de la vie, cet article présente la reconstruction des résultats empiriques des tests sur la littératie des adultes en fonction de cohortes par âge, par genre et par niveau d'éducation dans quarante-quatre pays pour la période 1970-2015. Les résultats sous-entendent une hétérogénéité importante dans le modèle d'évolution des compétences en littératie avec l'âge, reflétant une exposition différentielle à la stimulation cognitive au cours de la vie et semblant indiquer que le perfectionnement des compétences dans un pays est également la conséquence de l'évolution de la composition de sa population. En revanche, il s'est avéré que le genre n'avait pratiquement aucun effet sur l'évolution des compétences en littératie entre 15 et 65 ans. Au niveau global, les résultats révèlent des différences considérables entre les pays, tant en ce qui concerne le niveau des compétences que leur évolution dans le temps. Dans l'ensemble, on constate que l'expansion massive de l'éducation dans le monde au cours des dernières années ne s'est traduite que partiellement par une augmentation correspondante des compétences.

Rempel, E., Lorie Donelle et Anita Kothari (2016). Exploring the health literacy of First Nations young adult women. *Journal of Communication in Healthcare*, 9(1), 11-21. Par rapport aux Canadiens qui ne sont pas membres de Premières Nations, Inuit et Métis (PNIM), les membres des PNIM affichent un moins bon état de santé. Accéder aux renseignements et aux services ayant une incidence sur la santé et les comprendre représente une compétence fondamentale qui permet aux personnes de fonctionner au sein d'un système de soins de santé qui attend d'eux qu'ils jouent un rôle actif dans la promotion de leur propre santé. Une enquête qualitative a été menée sur les compétences en littératie en matière de santé et les besoins d'information sur la santé des jeunes adultes PNIM. Huit mères célibataires des Premières Nations vivant dans les réserves ont été interrogées entre février 2012 et septembre 2012. L'analyse des données a permis de dégager les thèmes principaux et les sous-thèmes suivants : (1) Besoins en renseignements sur la santé des jeunes mères des membres des Premières Nations; (2) Ressources interpersonnelles pour obtenir des renseignements sur la santé : (i) médecin/service de télésanté, (ii) membres féminin de la famille et amies; (3) Accessibilité en ligne et compétences des utilisateurs : (i) renseignements sur la santé en ligne, (ii) médias sociaux, (iii) navigation et compétences informatiques. Bien que les participantes aient utilisé les ressources en ligne et les médias sociaux pour accéder à des renseignements sur la santé, elles ont fait part de leur manque de confiance dans leur capacité à comprendre les renseignements ainsi obtenus. On recommande des stratégies de soutien aux jeunes mères des Premières Nations.

Renbarger, R., Rivera, G. et Sulak, T. (2019). What predicts literacy, numeracy, and problem solving for incarcerated individuals? A PIAAC examination. *Journal of offender rehabilitation*, 58(3), 199-219. L'objectif de cet article est d'étudier les relations entre la

littératie, la numératie et la capacité à résoudre des problèmes et les caractéristiques des personnes incarcérées dans le système pénitentiaire américain. L'ensemble de données du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) a été utilisé pour cette analyse, qui comprenait des renseignements sur 1 319 participants âgés de 16 à 74 ans. Les résultats indiquent que les expériences antérieures des délinquants et les variables du contexte carcéral permettent de prédire de manière différenciée les niveaux en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques. Les conséquences pour l'éducation en milieu carcéral sont abordées, tout comme les limites de l'étude.

Rheault, H., Coyer, F., Jones, L. *et al.* (2019). Health literacy in Indigenous people with chronic disease living in remote Australia. *BMC Health Services Research*, 19(523). La littératie en matière de santé est fortement liée aux résultats en matière de santé et représente un point important des politiques de santé et de la prestation de services de santé. On a rapporté un faible niveau de littératie en matière de santé chez 59 % des adultes australiens, mais il n'existe pas de données nationales sur la littératie en matière de santé chez les populations aborigènes et les Autochtones du détroit de Torrès. En Australie, la population des Autochtones du détroit de Torrès présente un écart notable dans ses résultats en matière de santé par rapport aux Australiens non autochtones, ce qui s'explique en partie par une prévalence plus élevée des maladies chroniques. L'écart dans les résultats en matière de santé est encore plus prononcé dans les zones rurales et éloignées. Cette étude vise à établir le profil de la littératie en matière de santé des Autochtones adultes du détroit de Torrès atteints de maladies chroniques et vivant dans les régions reculées du nord-ouest du Queensland, en Australie. Elle cherche également à étudier les liens entre les domaines du Questionnaire sur la littératie en santé (HLQ), les caractéristiques démographiques et les maladies chroniques autodéclarées.

Richards, J. (2020). Student Performance in PISA 2018: Nettlesome Questions for Canada. *Commentary*, 576, Institut C.D. Howe. Le fossé entre les résultats scolaires des Autochtones et des non-Autochtones est large, même si les données sont parcellaires. Six des dix provinces ont accepté d'ajouter une question facultative invitant les élèves autochtones à s'autoidentifier. L'organisme responsable de l'administration de l'échantillon canadien du PISA a décidé de ne pas publier les résultats des Autochtones, affirmant qu'ils étaient « non représentatifs ». Sans explication, il est difficile de savoir ce que signifie l'expression « non représentatifs ». La décision de ne pas divulguer les résultats va à l'encontre de la raison d'être des enquêtes du PISA, à savoir fournir une meilleure base empirique pour discuter de la politique éducative.

Ross, M. (2019). *The Indigenous—White Earnings Gap and Labour Market Discrimination in Canada*. (maîtrise en économie du développement à l'Université de Dalhousie). Les populations autochtones représentent 4 % de la population totale du Canada et constituent la minorité la plus jeune du pays et dont la croissance est la plus rapide. Le

colonialisme a infligé aux populations autochtones des désavantages en matière d'éducation, de santé et de résultats sur le marché du travail par rapport à la population majoritaire du Canada d'aujourd'hui. Cette étude examine la relation entre la discrimination autodéclarée sur le marché du travail et l'écart de revenus annuels entre les populations autochtones et blanches en 2013, en utilisant le cycle 28 de l'Enquête sociale générale – Victimisation au Canada. En faisant appel à la méthode de décomposition d'Oaxaca (1973), je constate qu'entre 44,2 et 49,2 % de l'écart des revenus annuels entre les hommes autochtones et les hommes blancs peut s'expliquer par des caractéristiques observables et que 50,8 à 55,8 % de cet écart reste inexpliqué. Pour les femmes, 32,2 % de l'écart ne peut être expliqué lorsque des variables secondaires comme le type d'emploi et la situation de handicap sont intégrés dans l'analyse, mais 86,3 % restent inexpliqués lorsque seuls l'éducation, l'expérience professionnelle et les critères géographiques sont observés. Enfin, j'utilise une approche nuancée pour analyser l'écart de revenus entre les Autochtones et les Blancs. Une proportion plus élevée d'hommes ayant fait l'objet d'une discrimination sur le marché du travail affichent des revenus prédits plus élevés que leurs revenus réels en utilisant les coefficients de capital humain extrait de la régression des revenus du groupe des hommes blancs pour prédire les revenus des hommes autochtones.

Saxinger, G., et S. Gartler (2017). *The Mobile Workers Guide – Fly-in/Fly-out and Rotational Shift Work in Mining. Yukon Experiences*. Whitehorse, Resources and Sustainable Development in the Arctic (ReSDA), Première nation des Nacho Nyäk Dun, Collège du Yukon. Le guide intitulé « Mobile Workers Guide – Fly-in/Fly-out and Rotational Shift Work in Mining » présente une large gamme de données sur la vie professionnelle qui se caractérise par la mobilité, la vie dans des camps miniers et les horaires fixes loin de chez soi. Dans ce guide, des travailleurs expérimentés – hommes et femmes – issus de diverses professions du secteur de l'exploration et de l'exploitation minières apportent des éclaircissements à ceux qui découvrent ce secteur. Ils font part de leurs histoires, de leurs expériences et de leurs stratégies pour faire face aux difficultés potentielles tout en donnant des conseils sur la manière de tirer profit de ce mode de vie itinérant. Les sections du guide présentent aux lecteurs des sujets tels que la gestion des cycles d'expansion et de récession, les spécificités des communautés minières, l'emploi des Premières Nations, les femmes dans l'industrie minière, la vie familiale et les relations privées, la gestion des revenus et le développement de carrière.

St. Clair, Ralf (2016). Plus ça change – The failure of PIAAC to drive evidence-based policy in Canada. *Zeitschrift für Weiterbildungsforschung*, 39, 225-239. L'auteur examine l'influence du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) sur le domaine de l'enseignement de la littératie au Canada. Il s'appuie sur une méthodologie globale centrée sur l'analyse critique des politiques. Il s'avère que, malgré ses investissements massifs dans les enquêtes, le Canada n'a pas encore modifié sa politique ni ses pratiques en fonction des résultats obtenus. Deux raisons sont avancées

pour expliquer ce manque d'influence des enquêtes : la difficulté de comparer les résultats des enquêtes sur la littératie dans le temps et le manque d'investissement à l'échelle fédérale dans les organismes capables de mettre les résultats en pratique. L'auteur conclut par des recommandations visant à rapprocher le PEICA de la pratique.

Schirle, T. et Sogaolu, M. (2020). A work in progress: Measuring wage gaps for women and minorities in the Canadian labour market. *Commentary*, 561, Institut CD Howe. Un large éventail de lois fédérales et provinciales vise à garantir que chaque Canadien jouit de chances égales de participer au marché du travail canadien et d'en tirer profit. Malgré cela, nous constatons invariablement d'importantes disparités sur le marché du travail entre les différents groupes de personnes. Dans ce commentaire, nous décrivons les écarts salariaux qui persistent entre les groupes travaillant à temps plein dans le secteur privé : entre les hommes et les femmes, entre les personnes blanches, autochtones et les membres de minorités visibles, et entre les personnes non autochtones nées au Canada et celles qui ne le sont pas.

Schleicher, A. (2019). *PISA 2018: Insights and Interpretations*. Éditions OCDE. Doter les citoyens des compétences dont ils ont besoin pour exploiter tout leur potentiel, prendre part à une économie mondiale de plus en plus interconnectée et, en fin de compte, transformer un emploi meilleur en une vie meilleure est au cœur des préoccupations des responsables politiques dans le monde entier. Dans l'action publique, l'équité, l'intégrité et l'ouverture dépendent donc des compétences des citoyens. Pour atteindre ces objectifs, de plus en plus de pays cherchent à l'étranger des informations sur les politiques et pratiques les plus efficaces et les plus fructueuses en matière d'éducation. PISA n'est pas seulement l'indicateur le plus complet et le plus fiable des capacités des élèves, mais aussi un outil puissant que les pays et les économies peuvent utiliser pour affiner leurs politiques d'éducation. C'est pourquoi l'OCDE produit ce rapport triennal sur la situation de l'éducation dans le monde : pour diffuser des éléments probants sur les meilleures politiques et les pratiques exemplaires et offrir notre soutien opportun et ciblé afin d'aider les pays à fournir la meilleure éducation possible à tous leurs élèves.

Schleicher, A., Zimmer, K., Evans, J. et Clements, N. (2009). *Le cadre d'évaluation de PISA 2009 : Les compétences clés en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences*. Éditions OCDE (NJ1). Cette publication expose les principes directeurs du cycle d'évaluation PISA 2009 et définit les connaissances que les élèves doivent acquérir, les processus qu'ils doivent appliquer et les contextes dans lesquels leurs savoirs et savoir-faire seront évalués. Elle illustre, par ailleurs, les domaines d'évaluation par des exemples de tâches.

Voir également : <https://www.oecd.org/fr/competences/piaac/>

Présentation PPT de 60 minutes de Schleicher

Schleicher, A. (2008). PIAAC: A New Strategy for Assessing Adult

Competencies. *International Review of Education*, 54(5), 627-650. À l'heure où les gouvernements sont confrontés aux défis liés au maintien de la compétitivité dans une économie mondialisée, il est nécessaire de disposer de renseignements comparatifs de haute qualité concernant les compétences fondamentales de la population adulte. Lesdits renseignements peuvent aider les gouvernements à évaluer les politiques et à élaborer des interventions plus efficaces. Cet article décrit une stratégie actuellement développée par l'OCDE pour évaluer les compétences en littératie des adultes, y compris en ce qui concerne leur niveau de connaissance des technologies de l'information et des communications et leur capacité à gérer l'information, à construire de nouvelles connaissances et à communiquer avec les autres. Ce travail permettra de mieux comprendre l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation dans le développement des compétences cognitives de base et des compétences professionnelles génériques essentielles.

Schwerdt, G., Wiederhold, S. et Murray, T.S. (2020). Literacy and Growth: New Evidence from PIAAC. Repéré le [insérer la date] sur le site Web PIAAC Gateway [insérer le lien], Washington, D.C. Les données internationales détaillées tirées de l'enquête du PEICA sur les compétences des adultes nous permettent de reproduire l'analyse basée sur l'EIAA (Coulombe, Tremblay et Marchand 2004; Coulombe et Tremblay 2006) en s'appuyant sur des données plus récentes et plus complètes sur les compétences de la population adulte en matière de littératie. Les résultats des estimations de panel sur la période 1970-2010 sous-entendent que les compétences en littératie sont devenues un déterminant encore plus important de la croissance économique que ne l'insinuait l'analyse de l'EIAA couvrant la période 1960-1995. Nos estimations laissent penser que l'élasticité à long terme du PIB par habitant par rapport à la littératie serait de l'ordre de trois, environ. Cela signifie qu'à long terme, une augmentation de 1 % du niveau de littératie se traduit par une augmentation de 3 % du PIB par habitant. L'élasticité à court terme est également importante. Le lien entre la productivité du travail et la littératie est tout aussi fort. Cela semble indiquer que l'effet de la littératie sur le niveau de vie va au-delà de son effet sur les taux de chômage et d'activité. Un examen approfondi des données révèle en outre d'importantes hétérogénéités : l'investissement dans le capital humain des femmes semble avoir un effet beaucoup plus important sur la croissance ultérieure que l'investissement dans le capital humain des hommes. Nos résultats indiquent également que le sous-investissement dans le capital humain entrave davantage la croissance que le perfectionnement de personnes très talentueuses ne la stimule. Plus précisément, la proportion d'adultes ayant un faible niveau en littératie – niveaux 1 et 2 – semble avoir une incidence beaucoup plus forte sur les taux de croissance que la proportion d'adultes affichant des niveaux 4 et 5 en littératie. Par conséquent, les politiques visant à réduire la proportion d'adultes peu qualifiés devraient être plus rentables que celles visant à augmenter la proportion d'adultes hautement qualifiés.

Selle P. et Wilson G.N. (2022). Economy, territory, and identity: A Rokkanian analysis of Indigenous self-determination in Canada and Norway. *Polar Record*, 58(e3), 1-12. Les populations autochtones du Nord circumpolaire ont réalisé des progrès significatifs en matière d'autodétermination grâce à une plus grande autonomie politique. Bien que ces changements soient importants, ils doivent s'accompagner d'un contrôle économique accru visant à réduire les dépendances à l'égard des états. En se servant d'un cadre analytique élaboré par le politologue norvégien Stein Rokkan, cet article explore l'interaction entre l'économie, le territoire et l'identité chez les Inuit du Canada et les Samis de Norvège. Il révèle que le destin économique des deux groupes a été profondément influencé par des facteurs nationaux et internationaux qui déterminent l'orientation et le type de développement économique qu'ils entreprennent. Alors que les Inuit ont recherché un équilibre entre les formes modernes et traditionnelles de développement économique, lui-même fondé sur un modèle régional d'autonomie, les Samis ont opté pour un modèle de développement économique qui met l'accent sur les activités économiques traditionnelles et qui est soutenu par les engagements internationaux de la Norvège en faveur des droits des peuples autochtones.

Shalley, F. et Stewart, A. (2017). *Aboriginal adult English language literacy and numeracy in the Northern Territory: A statistical overview*. Université Charles Darwin. L'initiative Whole of Community Engagement (WCE) a reçu un message clair au moment de travailler en étroite collaboration avec les dirigeants autochtones, six communautés éloignées du Territoire du Nord et d'autres parties prenantes au cours des trois dernières années. Pouvoir parler, lire, écrire, apprendre et communiquer en anglais tout en appliquant ces compétences dans la vie quotidienne est considéré comme essentiel par les adultes autochtones qui ont des aspirations éducatives pour eux-mêmes, leur famille et leur communauté. Grâce aux larges processus de consultation associés à cette initiative, nous savons qu'il reste beaucoup à faire en ce qui concerne la politique et l'offre d'enseignements en anglais en littératie et en numératie pour les Autochtones du Territoire du Nord.

Skudra, M., Avgerinos, A. et McCallum, K. E. (2020). *Portrait de la situation : l'acquisition de nouvelles compétences et l'emploi chez les Autochtones au Canada*. Forum des politiques publiques. Entre 2016 et 2026, 350 000 jeunes Autochtones atteindront l'âge de 15 ans et pourront intégrer le marché du travail. Toutefois, pour de nombreuses raisons, dont le manque de financement pour offrir une éducation de qualité dans les réserves, le manque de connexion Internet fiable dans les régions éloignées et les multiples effets collatéraux associés au fait de grandir dans des ménages affectés de manière disproportionnée par la pauvreté et le syndrome des pensionnats autochtones, beaucoup de jeunes et adultes autochtones ne terminent pas leurs études secondaires, ou obtiennent leur diplôme, mais sans avoir acquis les compétences nécessaires en littératie et en numératie. Dans ce document, nous examinons les tendances actuelles au Canada ainsi que nos connaissances. Nous n'entendons pas faire une analyse, ni donner des

conseils politiques, mais notre objectif est plutôt d'établir certains faits afin d'éclairer des conversations à venir et de mettre en lumière ce que nous savons, ce que nous ne savons pas et ce que nous pensons qu'il serait important de savoir concernant les compétences et la formation des Autochtones du Canada. Dans cette optique, nous commencerons par faire une évaluation du milieu autochtone en recueillant des renseignements sur le contexte lié aux compétences des Autochtones et en soulignant la relation entre les peuples autochtones et la Couronne/l'État. Nous procéderons ensuite à un examen des données démographiques connues des populations autochtones, puis nous passerons à une analyse des domaines de la formation pratique et de l'avenir du travail des Autochtones. Nous résumons nos conclusions et proposons des pistes de recherche dans nos sections sur l'incertitude et les questions liées aux recherches à venir. En invitant le lecteur à considérer le contexte de l'écosystème des compétences autochtones, nous souhaitons promouvoir des solutions collectives et concertées qui viendront compléter les efforts déjà réalisés par les exploitants des entreprises, les fournisseurs de services et les travailleurs autochtones afin d'améliorer leurs compétences et de se préparer à l'avenir du travail.

Smidova, Zuzana, Jarmila Botev, David Turner et Balázs Égert (2019). *A New Macroeconomic Measure of Human Capital with Strong Empirical Links to Productivity*. Éditions OCDE. Cet article calcule de nouvelles mesures du capital humain. Contrairement à la littérature existante, elles reposent sur des taux de rendement réalistes de l'éducation, qui peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre et, dans une certaine mesure, au fil du temps. Les nouvelles mesures donnent de bons résultats dans l'analyse de régression expliquant la productivité dans les pays de l'OCDE et dans le temps. Dans les échantillons de l'OCDE, les estimations des coefficients sont globalement conformes aux rendements privés sous-jacents à la construction des nouvelles mesures du capital humain. Dans un échantillon plus large de pays, la plupart des estimations impliquent des rendements sociaux positifs supplémentaires.

Stasiulis, D. (2020). Elimi(Nation): Canada's "Post-Settler" Embrace of Disposable Migrant Labour. *Studies in Social Justice*, 2020(14), 22-54. Cet article utilise le prisme de la « jetabilité » pour explorer les conditions récentes de la main-d'œuvre migrante temporaire à bas salaire, de plus en plus nombreuse et touchant de plus en plus de secteurs au fil du XXI<sup>e</sup> siècle. L'argument central est que la « jetabilité » représente un rapport de pouvoir discursif et matériel qui crée et reproduit des distinctions injustes entre la valeur de colons-citoyens canadiens « légitimes » (et des candidats à la citoyenneté) et l'absence de valeur des populations migrantes indésirables qui travaillent au Canada, souvent pendant des périodes prolongées. La perspective analytique de la « jetabilité » des populations migrantes s'appuie sur l'élaboration d'hypothèses dans le cadre des études marxistes et critiques de la modernité ainsi que sur la décolonisation des cadres relatifs au colonialisme de peuplement. Cet article explore les technologies de « jetabilité » qui font du mal aux travailleurs à bas salaires dans des domaines comme la législation sur l'immigration et la législation provinciale/territoriale en matière d'emploi, le

milieu de travail, les transports, les conditions de vie, l'accès aux soins de santé et la pratique du rapatriement médical des travailleurs migrants blessés ou malades. Les preuves de plus en plus nombreuses soulignant le caractère inhérent de la « jetabilité » au sein des régimes de travail des migrants à bas salaires au Canada ont des conséquences pour la justice sociale des migrants. L'incapacité à protéger les travailleurs migrants contre un large éventail de préjudices fait écho aux bases historiques des régimes contemporains de travailleurs migrants au Canada sur une « toile de fond héritée [du colonialisme de peuplement] dans laquelle convergent les relations de marché, racistes, patriarcales et étatiques » (Coulthard 2014, p. 14). Les réformes libérales progressives n'ont apporté guère de progrès, dans la mesure où l'administration et, dans certains cas, l'inversion de réformes plus progressistes comme les voies d'accès garanties à la citoyenneté, donnent la priorité aux intérêts des employeurs en matière de travail ainsi qu'à la vie et à la santé des citoyens canadiens, principalement blancs et issus de la classe moyenne, au détriment d'une population de migrants du Sud, rejetée et racisée, mais qui ne cesse de croître. Le changement transformationnel et la justice sociale pour les travailleurs migrants ne peuvent se produire qu'en inversant la jetabilité et l'hypermarchandisation intrinsèques des programmes de migrants à bas salaires et en accordant un statut juridique permanent aux travailleurs migrants.

Statistique Canada (2017). *Enquête auprès des peuples autochtones de 2017 – Expériences sur le marché du travail des Métis : principaux résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017*, produit n° 89-653-X2018002 au catalogue. L'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2017 marque le cinquième cycle de cette enquête nationale menée auprès des Métis, des Inuit et des Premières Nations vivant hors réserve âgés de 15 ans et plus. L'enquête de 2017 portait sur la participation à l'économie. L'EAPA fournit des données sur une vaste gamme de sujets, dont le travail, l'éducation, la langue, le logement et la santé permettant d'éclairer l'élaboration de politiques et la programmation d'activités qui ont pour but d'améliorer le bien-être des Premières Nations vivant hors réserve, des Métis et des Inuit. Elle constitue une source d'information précieuse pour les organismes autochtones, les collectivités, les fournisseurs de services, les chercheurs, les gouvernements et le grand public. La présente publication montre les résultats de l'enquête concernant les personnes ayant déclaré être Métis. Les publications intitulées *Expériences sur le marché du travail des Inuit : principaux résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017* (produit n° 89-653-x2018004 au catalogue) et *Expériences sur le marché du travail des Premières Nations vivant hors réserve : principaux résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017* (produit n° 89-653-x2018003 au catalogue) sont également disponibles.

Statistics Canada (2017). *Enquête auprès des peuples autochtones de 2017 – Expériences sur le marché du travail des Premières Nations vivant hors réserve : principaux résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017*, produit n° 89-

653-X2018003 au catalogue. L'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2017 marque le cinquième cycle de cette enquête nationale menée auprès des Premières Nations vivant hors réserve, des Métis et des Inuit âgés de 15 ans et plus. L'enquête de 2017 portait sur la participation à l'économie. L'EAPA fournit des données sur une vaste gamme de sujets, dont le travail, l'éducation, la langue, le logement et la santé permettant d'éclairer l'élaboration de politiques et la programmation d'activités qui ont pour but d'améliorer le bien-être des Premières Nations vivant hors réserve, des Métis et des Inuit. Elle constitue une source d'information précieuse pour les organismes autochtones, les collectivités, les fournisseurs de services, les chercheurs, les gouvernements et le grand public. La présente publication montre les résultats de l'enquête concernant les personnes ayant déclaré être des Premières Nations vivant hors réserve. Les publications intitulées *Expériences sur le marché du travail des Métis : principaux résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017* (produit n° 89-653-x2018002 au catalogue) et *Expériences sur le marché du travail des Inuit : principaux résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2017* (produit n° 89-653-x2018004 au catalogue) sont également disponibles.

Statistique Canada (2013). *Les compétences au Canada : Premiers résultats du Programme d'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC)*, Division du tourisme et du centre de la statistique de l'éducation, Immeuble principal, Pièce 2001, Ottawa, K1A 0T6, produit n° 89-555-X au catalogue (ISBN 978-1-100-22678-1). Le présent rapport donne les premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), une initiative de l'OCDE. Le PEICA fournit des mesures comparables à l'échelle internationale qui portent sur trois compétences essentielles au traitement de l'information : la littératie, la numératie et la résolution de problèmes dans des environnements technologiques (appelée « RP-ET »). Le Canada est l'un des 24 pays et régions infranationales qui participent à cette initiative. Un échantillon de plus de 27 000 répondants a été recueilli et permet d'obtenir des estimations fiables au niveau national, provincial et territorial. Ce rapport fournit des renseignements sur les compétences en littératie, en numératie et en RP-ET dans la population canadienne âgée de 16 à 65 ans. Il fournit des résultats pour l'ensemble du Canada, ainsi que pour toutes les provinces et tous les territoires. Il examine aussi les rapports entre la maîtrise des compétences et un éventail de caractéristiques sociodémographiques (p. ex. l'âge, le sexe, le niveau de scolarité) pour la population canadienne tout entière. De plus, il étudie les premiers résultats se rapportant aux compétences en littératie, en numératie et en RP-ET des populations autochtones, des immigrants, ainsi que des communautés minoritaires de langue officielle.

Statistics Canada (2007). *Apprentissage par les adultes au Canada : Une perspective comparative : Résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes*, Kjell Rubenson, Richard Desjardins et Ee-Seul Yoon, Statistique Canada, Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Une étude thématique des politiques et des

pratiques d'apprentissage chez les adultes menée dans 17 pays de l'OCDE a révélé que les décideurs reconnaissent de plus en plus la nécessité d'investir dans l'apprentissage des adultes pour réaliser l'efficacité économique et contrer les déficits d'égalité (OCDE 2005a, p. 15). Cette tendance est stimulée par le progrès des technologies de l'information et des communications et l'abaissement des barrières commerciales. Les pays industrialisés ont amorcé une période de transformation fondamentale de l'économie, où le savoir et l'information sont considérés comme les fondements de l'activité économique. Au Canada, on peut lire dans la récente publication Plan pour la croissance et la prospérité que la matière grise est l'assise fondamentale de l'avantage concurrentiel. « Savoir et créativité sont devenus les véritables mesures du potentiel économique » (gouvernement du Canada 2005, p. 8).

Stijepic, D. (2021). A cross-country study of skills and unemployment flows. *Journal for Labour Market Research*, 55(1), 1-30. En utilisant une enquête internationale qui évalue directement les compétences cognitives de la population adulte, j'étudie la relation entre les compétences et les flux de chômage dans 37 pays. En fonction du domaine précisément évalué, je constate que les compétences ont une corrélation inconditionnelle avec le rapport de risque log de sortie du chômage par rapport à l'entrée au chômage de 0,65 à 0,68 dans les pays avancés où les compétences abondent au sein de l'échantillon. Cette relation est remarquablement solide et il est peu probable qu'elle soit due à une causalité inverse. Aucune preuve ne permet d'affirmer que cette relation positive s'étend aux sept pays relativement moins avancés où les compétences sont moins abondantes au sein de l'échantillon, à savoir le Pérou, l'Équateur, l'Indonésie, le Mexique, le Chili, la Turquie et le Kazakhstan.

Taylor, J. et Kukutai, T. (2016). *Indigenous Data Sovereignty: Toward an Agenda*, Australian National University Press, Acton, A.C.T. L'émergence de la révolution mondiale des données et des nouvelles technologies qui y sont associées peut être une arme à double tranchant pour les populations autochtones. Ce recueil d'essais examine le concept de souveraineté des données et le droit des populations autochtones à conserver, à maîtriser, à protéger et à développer leur patrimoine culturel, leurs connaissances traditionnelles et leurs expressions culturelles traditionnelles, ainsi que leur droit à la propriété intellectuelle sur les données.

Tess Miller (2018). Measures of Indigenous achievement in Canada. *Diaspora, Indigenous, and Minority Education*, 12(4), 182-200. Au Canada, le processus de sélection des immigrants accorde une grande importance au niveau de scolarité. Cependant, les études montrent qu'à niveau de scolarité équivalent, les immigrants ont des compétences en littératie nettement inférieures à celles de leurs homologues nés au Canada. Cette recherche montre qu'il est important de tenir compte des compétences en littératie dans l'analyse de l'offre de main-d'œuvre. Grâce aux données d'enquête du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) et à un

modèle de microsimulation (LSD-C), une projection de la main-d'œuvre canadienne (offre de travail) est réalisée en fonction de nombreuses variables socioéconomiques, y compris les compétences en littératie. La main-d'œuvre projetée est ensuite répartie dans les cinq principaux types de professions définis par la Classification nationale des professions (CNP) du Canada. Les paramètres utilisés pour cette répartition proviennent de régressions logistiques multinomiales stratifiées en fonction du niveau de scolarité et du statut d'immigration. Ces régressions prennent d'abord en compte une série de variables sociodémographiques, dont le niveau de littératie ( $N = 15\ 180$ ). La procédure est ensuite répétée en omettant la littératie. Une comparaison des deux répartitions montre qu'en tenant compte des compétences en littératie dans l'analyse, l'offre projetée de main-d'œuvre (et de compétences) est plus prudente. En analysant ce reflet peaufiné de l'offre de main-d'œuvre, nous montrons qu'elle est plus équilibrée et qu'elle correspond mieux à la demande de main-d'œuvre. Ce document montre comment les projections et les analyses traditionnelles portant sur l'offre et la demande de main-d'œuvre, qui ne tiennent compte que du niveau de scolarité, surestiment le nombre de travailleurs qui possèdent les compétences nécessaires pour occuper des postes de cadres ou de dirigeants. Les conséquences politiques en matière de sélection des immigrants et d'intégration économique de ces derniers sont abordées.

Conseil national de développement économique des Autochtones (2016). *Réconciliation : stimuler l'économie canadienne de 27,7 milliards \$ – Contexte et méthodes*. Gatineau (Québec), Conseil national de développement économique des Autochtones. [www.naedb-cndea.com](http://www.naedb-cndea.com) La main-d'œuvre autochtone est sous-utilisée, comme en témoignent les écarts importants entre les indicateurs économiques concernant les Autochtones et ceux concernant les Canadiens non autochtones. Cette étude se concentre sur la nécessité de mettre en place une stratégie visant à accroître la productivité de la main-d'œuvre autochtone, compte tenu de l'augmentation du ratio de dépendance des personnes âgées dans le pays. Contrairement à la population canadienne, la population autochtone est jeune et croît rapidement. En 2011, 46 % de la population autochtone avait moins de 25 ans, contre 29 % de la population non autochtone. L'âge médian de la population autochtone était de 28 ans, contre 41 ans pour la population non autochtone en 2011. Le nombre de personnes autochtones en âge de travailler (de 25 à 64 ans) a augmenté de 21 % entre 2006 et 2011, contre 5 % seulement pour la population non autochtone.

Thomas, A., Bohr, Y., Hankey, J., Oskalns, M., Barnhardt, J. et Singoorie, C. (2022). How did Nunavummiut youth cope during the COVID-19 pandemic? A qualitative exploration of the resilience of Inuit youth leaders involved in the I-SPARX project. *International Journal of Circumpolar Health*, 81(1), 2043577–2043577. Cette étude a examiné les répercussions de la COVID-19 sur le bien-être d'un groupe de jeunes responsables inuits du Nunavut dans le cadre de leur participation à une initiative de recherche en cours sur la santé mentale, le projet Making I-SPARX Fly in Nunavut [I-SPARX]. L'étude avait trois objectifs : (1) comprendre comment la pandémie a eu des répercussions sur la perception de

l'implication des responsables d'I-SPARX dans le projet du même nom; (2) acquérir des connaissances sur les conséquences de la pandémie sur la vie quotidienne et le bien-être des jeunes dans les communautés du Nunavummiut; (3) acquérir une compréhension culturellement pertinente concernant leurs mécanismes d'adaptation et leurs stratégies de résilience à travers le prisme de l'Inuit Qaujimajatuqangit (IQ). Neuf jeunes Inuit ont été interrogés virtuellement concernant leur participation au projet I-SPARX, leur vie pendant la pandémie et leurs stratégies d'adaptation. Leurs commentaires ont été analysés à l'aide d'une analyse thématique inductive. On a abordé les défis liés à la pandémie, l'utilité des enseignements tirés du projet I-SPARX et de la participation à ce projet ainsi que les voies de la résilience ancrées dans la culture et la communauté. Les conséquences de la COVID-19 sur les jeunes Inuit des communautés isolées ne sont pas entièrement comprises. Cette étude met en lumière leurs expériences de la pandémie afin d'éclairer les études futures sur les moyens de soutenir les jeunes Inuit dans des situations, comme une pandémie mondiale, qui limitent leurs activités traditionnelles de renforcement de la résilience et créent un isolement social.

Trovato, Frank *et al.* (2022, 6 mai). Conditions économiques des peuples autochtones au Canada. Dans *l'Encyclopédie canadienne, Historica Canada*, avec une mise à jour par Laura Aylsworth et Michelle Filice le 15 juin 2022. Repéré le 29 juin 2022 à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/conditions-economiques-des-autochtones> Aucun résumé.

Vézina, S. et Bélanger, A. (2020). Literacy Skills as an Explanation for Labor Market Imbalances by Occupational Type in Canada: Microsimulation Projections for 2014-2024. *Population Research and Policy Review*, 39, 1019-1049. Au Canada, le processus de sélection des immigrants accorde une grande importance au niveau de scolarité. Cependant, les études montrent qu'à niveau de scolarité équivalent, les immigrants ont des compétences en littératie nettement inférieures à celles de leurs homologues nés au Canada. Cette recherche montre qu'il est important de tenir compte des compétences en littératie dans l'analyse de l'offre de main-d'œuvre. Grâce aux données d'enquête du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) et à un modèle de microsimulation (LSD-C), une projection de la main-d'œuvre canadienne (offre de travail) est réalisée en fonction de nombreuses variables socioéconomiques, y compris les compétences en littératie. La main-d'œuvre projetée est ensuite répartie dans les cinq principaux types de professions définis par la Classification nationale des professions (CNP) du Canada. Les paramètres utilisés pour cette répartition proviennent de régressions logistiques multinomiales stratifiées en fonction du niveau de scolarité et du statut d'immigration. Ces régressions prennent d'abord en compte une série de variables sociodémographiques, dont le niveau de littératie (N = 15 180). La procédure est ensuite répétée en omettant la littératie. Une comparaison des deux répartitions montre qu'en tenant compte des compétences en littératie dans l'analyse, l'offre projetée de main-d'œuvre (et de compétences) est plus prudente. En analysant ce reflet peaufiné de l'offre de main-d'œuvre, nous montrons qu'elle est plus équilibrée et qu'elle correspond mieux à

la demande de main-d'œuvre. Ce document montre comment les projections et les analyses traditionnelles portant sur l'offre et la demande de main-d'œuvre, qui ne tiennent compte que du niveau de scolarité, surestiment le nombre de travailleurs qui possèdent les compétences nécessaires pour occuper des postes de cadres ou de dirigeants. Les conséquences politiques en matière de sélection des immigrants et d'intégration économique de ces derniers sont abordées.

Vézina, S., Bélanger, A., Sabourin, P. et Marois, G. (2019). Literacy skills of the future Canadian working-age population: Assessing the skill gap between the foreign- and Canadian-born. *Canadian Studies in Population*, 46, 5-25. Cet article présente les résultats des projections relatives aux compétences en littératie à l'aide d'un modèle de microsimulation qui estime simultanément les futures caractéristiques démographiques, ethnoculturelles et socioéconomiques de la population canadienne. Les facteurs liés aux compétences en littératie de la population en âge de travailler sont analysés pour les Canadiens nés au pays ou à l'étranger. Les résultats des projections montrent que les compétences en littératie sont susceptibles de diminuer légèrement entre 2011 et 2061, les effets positifs de l'augmentation du niveau d'éducation étant annulés par l'écart de compétences important entre les Canadiens nés au pays et ceux nés à l'étranger. Les résultats de la simulation semblent indiquer que des modifications plausibles apportées aux politiques de sélection des immigrants pourraient empêcher cette baisse des compétences en littératie au sein de la population canadienne en âge de travailler.

Veracini, L. (2008). Settler Collective, Founding Violence and Disavowal: The Settler Colonial Situation. *Journal of Intercultural Studies*, 29(4), 363-379. Ce document décrit un certain nombre d'approches pour l'analyse des subjectivités coloniales, l'exploration d'un état d'esprit spécifique et la détection d'un certain nombre de dispositions paranoïaques dans un ensemble particulier de traditions politiques. Parallèlement, il explore la possibilité d'une interprétation lacanienne (c.-à-d. l'imaginaire, la symbolique, la réalité) de ce qui est défini ici comme la situation du colonialisme de peuplement. Il y a d'abord un spectacle imaginaire d'une communauté ordonnée travaillant dur et vivant paisiblement à la manière de La Petite Maison dans la prairie. Il y a ensuite l'arrière-plan symbolique et idéologique : un monde moral et régénérateur censé incarner les traditions démocratiques des colons (la « frontière », la « brousse », etc.). Enfin, il y a la réalité : l'expansion des ordres capitalistes associée à la nécessité de réinstaller un nombre croissant de personnes. Tout en étant conscient que les catégories de cette analyse ont été à l'origine créées pour classer des phénomènes psychiques individuels et non des processus collectifs, et tout en étant évocateur plutôt que concluant (et tout en se concentrant sur la situation coloniale de l'Australie), cet article cherche surtout à esquisser la possibilité d'une étude plus poussée sur le sujet. Il insinue au bout du compte que la « société coloniale » est en tant que telle un fantasme émanant d'une perception douloureuse des contradictions croissantes et des conflits sociaux, où la perspective de la migration des colons opère littéralement comme un déplacement des tensions, et où le désir d'un corps politique sans

classe, constant et établi peut s'exprimer. Cet article sous-entend également qu'une évaluation de la situation coloniale peut contribuer à l'interprétation des contestations actuelles concernant la différence autochtone dans les sociétés coloniales.

Walker, J. (2020). Comparing adult education systems: Canada and Aotearoa New Zealand. *Zeitschrift für Weiterbildungsforschung* 43, 241-257. Cet article examine les récentes initiatives politiques en matière d'éducation et de formation des adultes au Canada et en Nouvelle-Zélande par rapport aux réformes politiques et éducatives adoptées au cours des dernières décennies. Il tente d'approfondir notre compréhension des systèmes d'éducation des adultes (ou de leur absence) dans chaque pays ainsi que du néolibéralisme et des réactions qu'il suscite.

Walter, M., Lovett, R., Maher, B., Williamson, B., Prehn, J., Bodkin-Andrews, G. et Lee, V. (2021). Indigenous Data Sovereignty in the Era of Big Data and Open Data. *The Australian Journal of Social Issues*, 56(2), 143-156. La souveraineté autochtone en matière de données, en proclamant le droit des peuples autochtones à régir la collecte, la propriété et l'utilisation des données, reconnaît les données comme un bien culturel et économique. La répercussion des données est amplifiée par l'émergence des données massives et l'élan associé en faveur de l'ouverture des données publiques (données ouvertes). Les populations, les familles et les communautés aborigènes et autochtones du détroit de Torres, fortement surreprésentées dans les données relatives aux désavantages sociaux, seront également surreprésentées dans l'application de ces nouvelles technologies, mais dans un paysage de données, les populations autochtones restent largement étrangères à l'utilisation des données et à leur exploitation dans les circuits du pouvoir politique. L'infrastructure de données existante et l'infrastructure de données ouvertes émergente ne reconnaissent pas les organismes et les visions du monde autochtones et ne tiennent pas compte des besoins des Autochtones en matière de données. L'absence de prise en compte des questions relatives aux données autochtones dans les discussions et les publications sur les données ouvertes en est la preuve. Ainsi, alors que les avantages potentiels de cette révolution des données sont annoncés à grand renfort de publicité, notre situation sociale, culturelle et politique marginalisée laisse à penser que nous ne bénéficierons pas de ces avantages de manière égale. Cet article traite des conséquences imprévues (et probablement invisibles) de l'influence des données ouvertes et des données massives tout en examinant comment la souveraineté autochtone en matière de données peut atténuer les risques en ouvrant des chemins vers des avantages collectifs.

Wannell Ted et Sheila Currie (2016). *Determinants of Participation in 2011 Indigenous Labour Market Programs: Final Report*, Société de recherche sociale appliquée, Direction des affaires autochtones, Emploi et Développement social Canada. L'objectif de ce projet est d'apporter des renseignements de base pour le renouvellement de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones dans le cadre plus

large des Programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones d'Emploi et Développement social Canada (EDSC). Cette étude se concentre sur les obstacles à la participation aux Programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones. Les principaux obstacles sont ceux liés au contexte sanitaire et social, ceux liés à l'infrastructure communautaire, ceux liés au logement et ceux liés aux effets de la faiblesse de l'activité économique et de l'éloignement.

Wilk, P., Maltby, A. et Cooke, M. (2017). Residential schools and the effects on Indigenous health and well-being in Canada—a scoping review. *Public Health Reviews*, 38(8). Contexte : Il s'est avéré que l'histoire des pensionnats avait des effets durables et intergénérationnels sur le bien-être physique et mental des populations autochtones au Canada. Notre objectif était de déterminer l'étendue et la portée des études se penchant sur la fréquentation des pensionnats, sur certains résultats précis en matière de santé et sur les populations concernées. Méthodes : Un examen approfondi des publications empiriques évaluées par les pairs a été réalisé, en suivant le cadre méthodologique d'Arksey et O'Malley (2005). Pour cette analyse documentaire, neuf bases de données ont été utilisées : Bibliography of Native North Americans, Canadian Health Research Collection, CINAHL, Google Scholar, Indigenous Studies Portal, PubMed, Scopus, Statistique Canada et Web of Science. Les citations qui ne portaient pas sur la santé et les pensionnats au sein d'une population autochtone canadienne ont été exclues. Les articles ont été codés selon les catégories suivantes : groupe d'identité autochtone, géographie, âge-sexe, fréquentation des pensionnats et état de santé. Résultats : Soixante-et-un articles ont été sélectionnés pour être intégrés dans l'étude. La plupart d'entre eux se concentraient sur les répercussions des pensionnats sur les Premières Nations, mais certaines concernaient également les Métis et les Inuit. Les effets sur la santé physique liés à la scolarisation dans les pensionnats comprenaient une moins bonne santé générale et autoévaluée ainsi qu'une augmentation des taux de maladies chroniques et infectieuses. Les effets sur le bien-être mental et émotionnel comprenaient la détresse mentale, la dépression, les comportements à risque de dépendance et de toxicomanie, le stress et les comportements suicidaires. Conclusion : On peut considérer que les publications empiriques approfondissent la documentation des retombées négatives des pensionnats sur la santé, tant chez les anciens élèves des pensionnats que chez les générations suivantes. Les prochaines études empiriques devraient s'attacher à mieux comprendre l'étiologie de ces effets, et en particulier à déterminer les caractéristiques qui permettent aux personnes et aux communautés d'y résister.

Zarifa, David, Brad Seward et Roger Pizarro Milian (2019). Location, location, location: Examining the rural-urban skills gap in Canada. *Journal of Rural Studies*, 72, 252-263. Les exigences élevées de la nouvelle économie du savoir posent des défis particuliers aux régions rurales et nordiques du Canada, dont les décideurs politiques reconnaissent depuis longtemps qu'elles souffrent de graves déficits en capital humain. Les résidents

ruraux ont des niveaux de scolarité inférieurs à ceux de leurs homologues urbains et ceux qui obtiennent une formation postsecondaire migrent souvent vers des régions urbaines qui offrent de nombreuses possibilités d'emploi et des salaires plus élevés. Malgré un consensus émergent concernant les déficits de compétences dans les régions rurales, les chercheurs canadiens n'ont pas encore exploré de manière systématique les différences contemporaines entre les zones rurales et urbaines en matière de capital humain, en utilisant des mesures affinées des compétences en littératie et en numératie. Nous comblons cette lacune en cartographiant les disparités entre les zones rurales et urbaines en matière de compétences au sein de la population en âge de travailler (de 16 à 65 ans) à l'aide de l'Étude longitudinale et internationale des adultes (ELIA) de 2012 de Statistique Canada. Nos résultats indiquent que les résidents des petites agglomérations et des zones rurales du Canada affichent une maîtrise des compétences nettement inférieure. Ces différences en fonction du lieu de résidence se réduisent considérablement lorsque l'on tient compte du niveau de scolarité, ce qui souligne la nécessité d'améliorer l'accès à l'enseignement postsecondaire dans les zones rurales.

## Appendix 1: Statistics Canada Education Cross Tabs and Reports

Voici un échantillon des résultats du Recensement du Canada de 2016 disponibles auprès de Statistique Canada. Ces résultats couvrent le niveau de scolarité des Autochtones, le domaine d'études, les résultats en matière d'emploi et les domaines d'études spécialisés (STEM) qui semblent avoir été sous-utilisés dans les rapports de recherche sur l'éducation et les compétences des adultes, les évaluations et la littérature universitaires, mais qui sont directement liés au projet.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (43), plus haut certificat, diplôme ou grade (15), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), résidence selon la géographie autochtone (10), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %).* Produit n° 98-400-X2016262 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), statistiques du revenu (17), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %).* Produit n° 98-400-X2016178 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), statistiques du revenu (17), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %).* Produit n° 98-400-X2016178 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), statistiques du revenu (17), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %).*

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016178 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), plus haut certificat, diplôme ou grade (15), situation d'activité (8), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), résidence selon la géographie autochtone (10), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).* Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016266 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), plus haut certificat, diplôme ou grade (15), situation d'activité (8), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), résidence selon la géographie autochtone (10), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).* Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016266 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), statistiques du revenu d'emploi (7), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (14), travail pendant l'année de référence (3), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %) – Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur.* Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016268 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), statistiques du revenu d'emploi (7), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (14), travail pendant l'année de référence (3), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %) – Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.* Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016268 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), statistiques du revenu d'emploi (7), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (14), travail pendant l'année de référence (3), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %) – Aucun certificat, diplôme ou grade.* Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016268 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), statistiques du revenu d'emploi (7), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (14), travail pendant l'année de référence (3), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %) – Total.* Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016268 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), Regroupements STIM et SACHES (non-STIM), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (16), plus haut certificat, diplôme ou grade (9), situation d'activité (8), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).*

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016263 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (43), plus haut certificat, diplôme ou grade (15), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), résidence selon la géographie autochtone (10), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %) – Hors réserve.*

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016262 au catalogue.

Statistique Canada – Recensement de 2016. *Identité autochtone (9), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (43), plus haut certificat, diplôme ou grade (15), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), résidence selon la géographie autochtone (10), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %) – Réserve.* Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016262 au catalogue.

## 6. Annexe 2 : Analyse des populations des Premières Nations « dans les réserves et hors réserves » au Canada à l'aide de données personnalisées de Statistique Canada

### 6.1 Introduction

L'une des difficultés constantes auxquelles se heurtent les chercheurs dans le domaine de la démographie et des études sur le travail des Premières Nations consiste à chercher à *comprendre qui vit où*. Puis à obtenir les bases de données qui correspondent à la géographie de la vie moderne et à la mobilité croissante des populations des Premières Nations. Les Canadiens autochtones d'aujourd'hui, comme tous les autres Canadiens, sont très mobiles. Ils émigrent loin de chez eux et des « réserves indiennes » pour des raisons d'éducation et d'emploi, pour des raisons familiales et personnelles ou encore pour partir à l'aventure. Pourtant, les outils de recensement des Autochtones auxquels les chercheurs ont généralement accès ne tiennent pas compte de cette mobilité et nos recherches sur le travail tendent à placer les membres des Premières Nations dans des communautés rigides et très définies, caractérisées négativement par l'étiquette de réserve indienne ou par la désignation amorphe de « hors réserve ».

Les populations autochtones du Canada et du monde entier ont toujours migré. Les réserves indiennes étaient une réponse coloniale à cette mobilité, une volonté paternaliste de les confiner dans un espace défini, géré par le gouvernement des colons. Il s'agissait essentiellement d'une tentative de créer une population sédentaire pouvant être contrôlée et régulée. Malheureusement, nous utilisons encore les outils du colonialisme, à savoir les réserves indiennes, comme des témoins géographiques permettant d'interpréter le développement socioéconomique des Premières Nations. Il existe une meilleure approche, et ce document montre ce qu'il est possible de faire en utilisant une approche axée sur une géographie adaptée permettant de comprendre plus précisément comment ces communautés vivent et travaillent dans la société hautement mobile d'aujourd'hui. L'approche géographique personnalisée d'après Statistique Canada reconnaît que ces communautés présentent de multiples facettes, avec des populations vivant sur leur « territoire traditionnel » et d'autres vivant à l'extérieur, soit à proximité, soit à une distance considérable de la communauté, mais toujours liées à la communauté par des liens familiaux, des relations financières et la gouvernance de la bande ou de la Première Nation.

L'héritage du système des réserves est encore présent aujourd'hui. Il compromet les données que le Canada recueille et qui lui sont accessibles par l'intermédiaire de Services aux Autochtones Canada ou encore des données de recensement et d'enquête collectées et publiées par Statistique Canada. Cette note de recherche se

penche sur une Première Nation située dans le nord du Yukon. Il s'agit d'une étude de cas portant sur la mobilité des populations et les faiblesses inhérentes à toute étude menée sur les Premières Nations dépendant de la géographie du recensement aujourd'hui disponible. Le document examine un tableau personnalisé du profil socioéconomique de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun à partir du Recensement de 2016. Il rassemble des données sur tous les membres des Premières Nations qui s'identifient comme tels dans l'ensemble du Canada, sur la base de trois zones géographiques « particulières » :

1. ceux qui vivent dans le territoire traditionnel de la Première Nation, tel qu'il est défini par l'Accord-cadre définitif (voir la figure 36 pour les territoires traditionnels du Yukon);
2. ceux qui vivent ailleurs au Yukon;
3. ceux qui vivent ailleurs au Canada.

Un tableau personnalisé de cette nature est coûteux, nécessite une planification approfondie et n'est pas accessible sans l'envoi d'une demande spéciale.

Cette étude s'appuie sur une étude entreprise à l'origine par le Bureau des statistiques du Yukon qui se servait d'un tableau personnalisé pour toutes les Premières Nations du Yukon. Ce tableau déterminait la répartition géographique des citoyens/membres des Premières Nations dans tout le Yukon et, plus largement, partout au Canada à l'aide du Recensement du Canada de 2006<sup>80</sup>. En utilisant les données du recensement du Canada de 2016, nous nous sommes concentrés sur une petite communauté qui compte entre 200 et 600 personnes, en comparant les données rapportées par SAC à celles du gouvernement de la

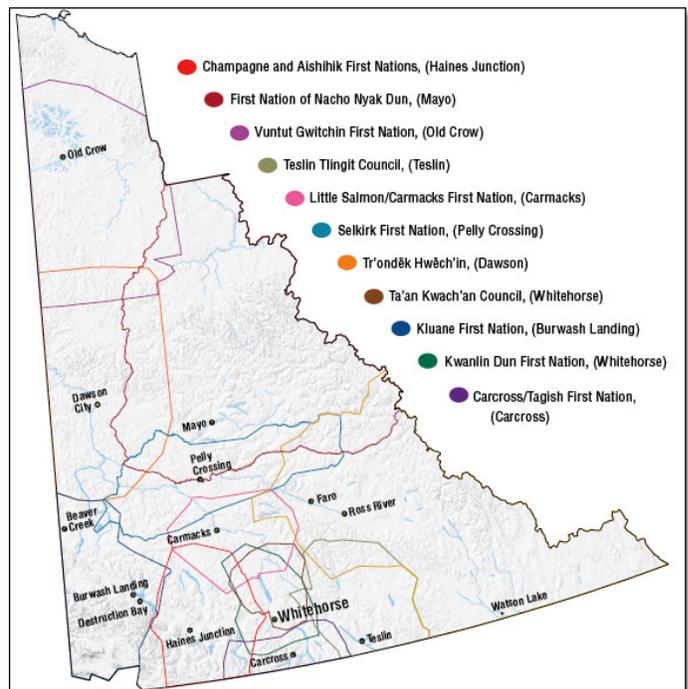


Figure 36 : Territoires traditionnels des Premières Nations du Yukon, <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1316214942825/1617131037517>

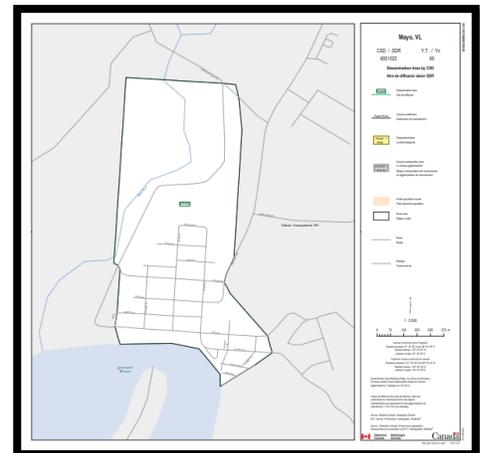
<sup>80</sup> L'auteur principal était le statisticien en chef du Yukon de 2007 à 2011.

Première Nation, soit des sources de données différentes, mais toutes fondées sur l’autoidentification.

La population de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun est particulièrement difficile à déterminer avec certitude en raison de la mauvaise adéquation entre les limites du village de Mayo, considéré par le Canada et le Yukon comme le centre d’établissement de la Première Nation, et le nouveau centre géographique de la communauté, lequel se trouve sur les falaises au-dessus du village et non dans les limites de son territoire de recensement. En conséquence, du point de vue de la géographie du recensement, le village de Mayo est *sous-délimité* et la géographie du recensement n’a pas été corrigée pour tenir compte des nouveaux blocs de peuplement de la Première Nation au cours des nombreux cycles de recensement<sup>81</sup>. Ainsi, les estimations de la population de la communauté varient considérablement et fluctuent dans le temps et selon les sources. Par exemple, le Recensement du Canada de 2016 a dénombré une population de seulement 200 habitants pour le village de Mayo (*sous-délimité*), mais le dernier bulletin du Bureau des statistiques du Yukon (30 juin 2021) estimait la population à 457 habitants en utilisant une géographie *sur-délimitée* définie comme suit :

*Les estimations au niveau communautaire comprennent les populations des municipalités et des zones environnantes jusqu’à la moitié de la frontière municipale suivante le long de la route ou du chemin concernés<sup>82</sup>. Il y a donc différents gouvernements, différents outils d’enquête, différentes raisons d’estimer les populations et différents résultats pour le même nom de lieu et c’est très déroutant.*

Figure 37 : Géographie du recensement de Mayo (2011)



<sup>81</sup>Pour la note sur la géographie du recensement, voir : [https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/geo/map-carte/pdf/CSD\\_SDR/2011-92145-6001022-00.pdf](https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/geo/map-carte/pdf/CSD_SDR/2011-92145-6001022-00.pdf). Aucune nouvelle géographie du recensement n’a été élaborée pour le Recensement de 2016.

<sup>82</sup>Voir : [https://yukon.ca/sites/yukon.ca/files/ybs/populationq2\\_2021.pdf](https://yukon.ca/sites/yukon.ca/files/ybs/populationq2_2021.pdf)

## 6.2 La communauté de la Première Nation

La Première Nation des Nacho Nyäk Dun est culturellement affiliée au peuple tutchone du Nord de la Première Nation de Selkirk et de la Première Nation de Little Salmon/Carmacks. Leurs ancêtres sont les Gwitchin, au nord, et les Mackenzie, à l'est. Le nom « Nacho Nyäk Dun » signifie « peuple de la grande rivière ». Leurs histoires orales indiquent que, depuis les temps les plus reculés, les habitants vivaient de la terre en exploitant la richesse du gibier, des poissons, des oiseaux et des plantes. Ils se déplaçaient sur leur territoire traditionnel tout au long de l'année. Les habitants de la région suivaient un système traditionnel axé sur l'exogamie de moitiés (parenté double) avec le Corbeau et le Loup.

L'histoire orale des Nacho Nyäk Dun révèle des premiers contacts et des relations commerciales avec les explorateurs et les commerçants de la région, ainsi qu'une adaptation précoce au travail dans l'industrie minière, qui a commencé à avoir des retombées sur la région à la fin des années 1890 et jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle<sup>83</sup>.

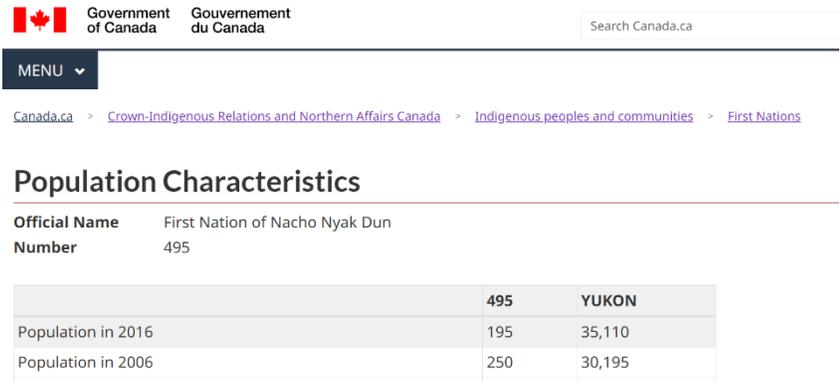
Le village de Mayo est situé à la confluence des rivières Mayo et Stewart, au cœur du Yukon, à 400 km au nord-ouest de Whitehorse, sur le territoire traditionnel de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun. Mayo était à l'origine une colonie riveraine qui est devenue le centre de services d'une importante activité minière dans la région au début des années 1900. Une route praticable en tout temps reliant Mayo à Whitehorse a été achevée en 1950, tandis que l'aéroport de Mayo est actuellement l'un des petits aéroports les plus fréquentés du Yukon, assurant des vols réguliers vers la mine Victoria Gold par l'intermédiaire d'Air North. Cette localité est une base arrière pratique pour le tourisme en pleine nature, le canoë, la randonnée, la chasse au gros gibier et la pêche accessible par voie aérienne. Aujourd'hui, Mayo et la Première Nation des Nacho Nyäk Dun se trouvent au centre d'une région minière active où l'on trouve des mines d'or, d'argent, de plomb et de zinc, des mines actives produisant des métaux précieux, ainsi que de nombreux projets d'exploration minière et des exploitations d'or placérien.

---

<sup>83</sup> Voir : <https://yukon.ca/sites/yukon.ca/files/ybs/ybs-forms/fin-first-nation-na-cho-nyak-dun-census-2006.pdf>

**Figure 38**

La Première Nation des Nacho Nyäk Dun compte 602 membres. En tant que Première Nation autonome, la Première Nation des Nacho Nyäk Dun peut adopter des lois au nom de ses citoyens et de ses terres. En vertu de l'accord sur les revendications territoriales, la Première Nation possède 4 739,68 kilomètres carrés de terres visées par le règlement et a reçu un financement de 14,6 millions de dollars détenu en fiducie à titre de compensation<sup>84</sup>.



The screenshot shows the Government of Canada website with the following information:

- Government of Canada / Gouvernement du Canada
- Search Canada.ca
- MENU
- Navigation: Canada.ca > Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada > Indigenous peoples and communities > First Nations
- Section: Population Characteristics
- Official Name: First Nation of Nacho Nyak Dun
- Number: 495

	495	YUKON
Population in 2016	195	35,110
Population in 2006	250	30,195

### 6.3 Décrypter les chiffres de population

La diaspora géographique de la population Nacho Nyäk Dun est probablement typique des communautés des Premières Nations du Canada. Cependant, il semble tout aussi difficile d'obtenir un décompte précis de sa population. Définir la population de la Première Nation Nacho Nyäk Dun, comme pour de nombreuses autres Premières Nations du Canada, est une sorte de puzzle au sein d'une énigme, pour citer librement Winston Churchill. La population fluctue fortement en fonction de la source, de l'année et éventuellement des intentions politiques ou économiques. Sur son site Web, la Première Nation déclare avoir une population de 602 membres, un chiffre qu'elle présente systématiquement comme étant celui de sa population. Cependant, le Canada dispose de différents dénombrements qui sont tous inférieurs, comme le montre la figure 39, avec un nombre de seulement 195 membres.

<sup>84</sup> (<https://www.nndfn.com/history/> 2021).

**Figure 39 : First Nation of Nacho Nyäk Dun [Région de Première Nation/Bande indienne ou conseil tribal], Yukon Total – Sexe, Total – Groupes d’âge saisie d’écran, [https://fnp-ppn.aadnc-aandc.gc.ca/fnp/Main/Search/FNPopulation.aspx?BAND\\_NUMBER=495&lang=fra](https://fnp-ppn.aadnc-aandc.gc.ca/fnp/Main/Search/FNPopulation.aspx?BAND_NUMBER=495&lang=fra)**

Caractéristiques de la population en 2016	Total – Identité autochtone	Identité autochtone	Réponses autochtones uniques	Premières Nations	Identité non autochtone	Première Nation (en %)
Total – Âge moyen et âge médian de la population dans les ménages privés – Données-échantillon (25 %)	195	90	90	90	105	46,2 %
Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018.						
<a href="https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F">https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F</a>						

Encore une fois, différentes sources gouvernementales, utilisant différentes méthodologies et peut-être même différents dénombrements à propos de qui est et qui n’est pas membre de la Première Nation, donnent des chiffres publiés qui vont de 195 dans le recensement de la population autochtone au Canada pour la Première Nation Nacho Nyäk Dun (voir la note ci-dessous et la figure 40)<sup>85</sup> à 520 dans le tableau personnalisé pour la Première Nation Nacho Nyäk Dun issu du même recensement, en utilisant notre géographie corrigée, en passant le chiffre de 547 (en 2021)<sup>86</sup> de la « population inscrite » de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et celui de 602 déclaré la Première Nation sur son site Web.

<sup>85</sup> Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018. First Nation of Nacho Nyak Dun [Région de Première Nation/Bande indienne ou conseil tribal], Yukon (Total – Sexe) (Total – Groupes d’âge), <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

<sup>86</sup> Voir : [https://fnp-ppn.aadnc-aandc.gc.ca/fnp/Main/Search/FNRegPopulation.aspx?BAND\\_NUMBER=495&lang=fra](https://fnp-ppn.aadnc-aandc.gc.ca/fnp/Main/Search/FNRegPopulation.aspx?BAND_NUMBER=495&lang=fra)

Bien entendu, ne sont pas pris en compte dans le recensement les membres de la bande qui résident à l'étranger, par exemple en Alaska ou dans les quarante-huit États des États-Unis plus au Sud, ni ceux qui vivent dans les autres pays étrangers. Ces différents décomptes peuvent avoir des répercussions réelles sur la prestation de services, le financement des programmes et les transferts financiers du Canada à la Première Nation. La population équivaut aux paiements de transfert qui déterminent les montants alloués aux programmes des Premières Nations en matière de santé, de logement, de garderies, d'éducation, d'infrastructure et d'autres services fédéraux pour lesquels les Premières Nations sont en concurrence pour boucler leurs budgets.

Par exemple, la page consacrée à la Première Nation des Nacho Nyäk sur le site Web d'Affaires autochtones et du Nord Canada indique que la population de 2016 n'est que de 195 personnes, ce qui représente une baisse de 22 % par rapport au Recensement de 2006, qui indiquait 250 personnes. Pourtant, le même site Web fournit une ventilation de la population « inscrite », dont le personnel nous dit qu'elle représentait une approximation de 547 fournie au Canada par la Première Nation elle-même (figure 40). En retraçant l'origine des chiffres de 195 et de 250 utilisés par RCAANC, on constate qu'il s'agit de la population totale de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun en tant que *Région de Première Nation/Bande indienne ou conseil tribal* (figure 40). Cette région tribale semble en fait représenter un décompte de la population du village de Mayo, qui n'est pas sous-délimité, et comprend différentes catégories de personnes, y compris des membres de la Première Nation et des non-Autochtones. Ici, la population des Premières Nations (qui peuvent être des Premières Nations de n'importe où au Yukon ou au Canada) d'élève à 90 personnes tandis que la population non autochtone de la « région » s'élève à 105 personnes, ce qui semble indiquer que la Première Nation des Nacho Nyäk Dun, avec 46 % du total, représente une minorité au sein de sa propre région tribale!

<b>Figure 40 : Population inscrite selon Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada</b>	
<b>Nom officiel : First Nation of Nacho Nyäk Dun, Numéro 495</b>	
<b>Population inscrite à partir de novembre 2021</b>	
<b>Résidence</b>	<b>Nombre de personnes</b>
Hommes inscrits vivant dans leur propre réserve	3
Femmes inscrites vivant dans leur propre réserve	3
Hommes inscrits vivant dans une autre réserve	0
Femmes inscrites vivant dans une autre réserve	1
Hommes inscrits vivant sur leurs propres terres domaniales	69
Femmes inscrites vivant sur leurs propres terres domaniales	78
Hommes inscrits vivant sur des terres domaniales d'une autre bande	0
Femmes inscrites vivant sur des terres domaniales d'une autre bande	1
Hommes inscrits vivant sur des terres domaniales n'appartenant à aucune bande	1
Femmes inscrites vivant sur des terres domaniales n'appartenant à aucune bande	1
Hommes inscrits vivant hors réserve	180
Femmes inscrites vivant hors réserve	210
<b>Total de la population inscrite</b>	<b>547</b>
Source : <a href="https://fno-pfn.aadnc-aandc.gc.ca/fnp/Main/Search/FNRegPopulation.aspx?BAND_NUMBER=495&amp;lang=fra">https://fno-pfn.aadnc-aandc.gc.ca/fnp/Main/Search/FNRegPopulation.aspx?BAND_NUMBER=495&amp;lang=fra</a>	

Ce chiffre de population reflète un calcul « dans la réserve » plus précisément mené par le Ministère qui tente de faire entrer cette Première Nation autonome du Yukon dans son cadre de données nationales axé sur les principes « dans les réserves » et « hors réserve », un cadre qui ne fonctionne tout simplement pas (figure 41), mais qui semble être devenu une obsession pour le Ministère.

Premières nations du Yukon	Total au Canada		Dans la communauté		Au Yukon (sauf communauté)		Extérieur du Yukon	
	no.	%	no.	%	no.	%	no.	%
Carcross/Tagish First Nation	475		200	42.1	155	32.6	120	25.3
Champagne and Aishihik First Nation <sup>1</sup>	585		165	28.2	370	63.2	50	8.5
First Nation of Na-Cho Nyäk Dun <sup>2</sup>	455		80	17.6	225	49.5	150	33.0
Kluane First Nation	120		45	37.5	35	29.2	40	33.3
Kwanlin Dün First Nation	835		535	64.1	65	7.8	235	28.1
Liard First Nation <sup>3</sup>	820		405	49.4	105	12.8	310	37.8
Little Salmon/Carmacks First Nation	565		270	47.8	160	28.3	135	23.9
Ross River Dena Council	420		240	57.1	145	34.5	35	8.3
Selkirk First Nation	425		225	52.9	120	28.2	80	18.8
Ta'an Kwäch'än Council	230		200	87.0	25	10.9	5	2.2
Teslin Tlingit Council <sup>4</sup>	385		170	44.2	155	40.3	60	15.6
Tr'ondëk Hwëch'in First Nation	640		290	45.3	185	28.9	165	25.8
Vuntut Gwitchin First Nation	450		200	44.4	100	22.2	150	33.3
White River First Nation	130		35	26.9	60	46.2	35	26.9

Source: Statistics Canada, 2006 Census-CRO0107046

Figure 41 : Chiffres de la population des Premières Nations du Yukon du Bureau des statistiques du Yukon, Recensement du Canada de 2006, tableau personnalisé.

Le chiffre de 195 habitants correspond mieux aux tableaux personnalisés pour l'intérieur du territoire traditionnel générés ici à l'aide d'une géographie personnalisée de 170 habitants, une fois de plus avec les données de 2016 et l'auto-identification. Toutefois, cette approximation ne doit pas être confondue, car elle correspond à une géographie différente ainsi qu'à une définition plus fine de la population de recensement liée à l'autodéclaration. En utilisant deux différents tableaux personnalisés du recensement de Statistique Canada, l'un créé à partir du Recensement de 2006 par le Bureau des statistiques du Yukon (figures 41 et 42) et l'autre, plus récent, utilisant les données du recensement de 2016 de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun, nous pouvons déchiffrer la population probable de la Première Nation et son évolution au fil du temps, ainsi que l'émigration du territoire traditionnel.

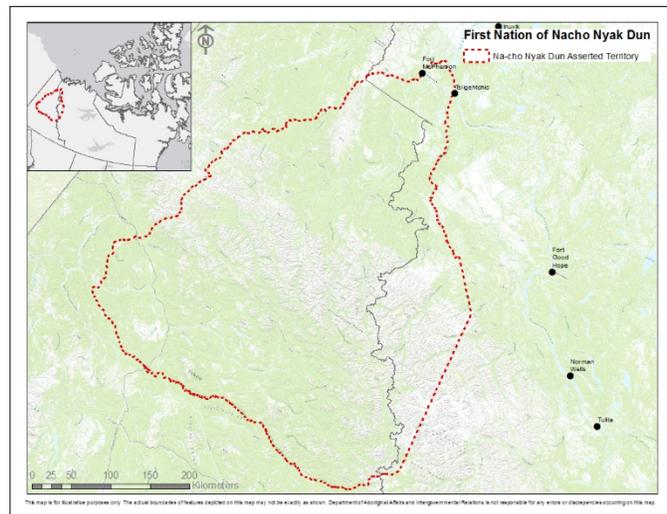


Figure 42 : <https://www.eia.gov.nt.ca/fr/priorities/conclure-et-mettre-en-oeuvre-les-accords-sur-les-droits-ancestraux/premiere-nation-des>

En 2006, le recensement faisait état d'une population de 455 citoyens de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun dans l'ensemble du pays. Le tableau personnalisé de 2016 pour cette communauté géographiquement dispersée se chiffre à 520 personnes, dont 420 dans la tranche d'âge des 15 ans et plus, avec une estimation de 105 enfants de moins de 15 ans, soit une augmentation de 12,5 % (voir la figure 42

pour la géographie du recensement personnalisée). Cette analyse suggère une population de 520 habitants (+/-) et un taux de croissance de 12,5 %. En revanche, le Recensement des populations autochtones du Canada de 2016 indique une baisse de la population pour cette Première Nation, passant de 250 en 2006 à 195 en 2016. Cela représente un écart de 325 personnes. En 2015-2016, la répartition des fonds d'Ottawa au Yukon s'élevait à 24 723 \$ par habitant (figure 43). Avec cet écart, si le gouvernement de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun recevait la même allocation par personne, il manquerait plus de 8 millions de dollars en transferts.

**Figure 43 : Aide fédérale au Yukon (en millions de dollars)**

Principaux transferts	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Transfert canadien en matière de santé <sup>1</sup>	32	33	35	38	40	42	44	46	48	51
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	13	13	14	14	15	15	16	17	17	18
Formule de financement des territoires	817	851	874	895	919	950	997	1 055	1 118	1 174
<b>Total – Soutien fédéral</b>	<b>861</b>	<b>898</b>	<b>923</b>	<b>946</b>	<b>975</b>	<b>1 008</b>	<b>1 058</b>	<b>1 118</b>	<b>1 183</b>	<b>1 244</b>
<i>Répartition par habitant (en dollars)</i>	<i>23 829</i>	<i>24 391</i>	<i>24 723</i>	<i>24 909</i>	<i>24 646</i>	<i>24 898</i>	<i>25 575</i>	<i>26 519</i>	<i>27 589</i>	<i>28 497</i>
1) Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) ne comprend pas les compléments uniques au TCS de 0,5 M\$ en 2019-2020 et de 4,4 M\$ en 2020-2021 au Yukon en réponse à la COVID-19.										
2) La Formule de financement des territoires (FFT) comprend un paiement additionnel de 16 M\$ en 2016-2017, découlant des modifications législatives pour améliorer la stabilité et la prévisibilité du programme.										
3) La FFT comprend un paiement annuel de 1,3 M\$ pendant cinq ans commençant en 2019-2020.										
Source : <a href="https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/programmes/transferts-federaux/principaux-transferts-federaux.html">https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/programmes/transferts-federaux/principaux-transferts-federaux.html</a>										

Le chiffre de la population personnalisé de 2016, soit plus ou moins 520 en raison d'arrondissements aléatoires, correspond bien à la population de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun indiquée à la figure 44, à savoir la population inscrite qui, en 2021, comptait 547 personnes. Le problème avec les chiffres relatifs à la population inscrite n'est pas la démographie en soi, mais plutôt la géographie fictive dans laquelle la population a été classée pour « compléter les chiffres » en utilisant les catégories « officielles » d'Ottawa (dans les réserves et hors réserve). Le tableau de 2006 indiquait que 33 % de la population vivait à l'extérieur du Yukon, ce qui correspond parfaitement au tableau de 2016, où 170 des 520 personnes de plus de 15 ans vivaient à l'extérieur du Yukon, soit 32,7 %.

**Figure 44 : Première Nation des Nacho Nyäk Dun, Recensement du Canada de 2016, rapports de dépendance**

Population de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun par zone géographique	Total – Âge	De 0 à 14 ans	De 15 à 64 ans	65 ans et plus	Rapport de dépendance
Canada	520	105	380	40	38,2 %
Au sein du territoire traditionnel de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun	215	45	150	25	46,7 %
Ailleurs au Yukon	140	30	95	10	42,1 %
À l’extérieur du Yukon	170	30	130	10	30,8 %
Population totale du Yukon	35 875	6 280	25 340	4 255	41,6 %

Source : Données compilées par les auteurs à partir du produit n° CRO0167264 de Statistique Canada (2021).

Cependant, la répartition de la population de la Première Nation par âge et par territoire montre un profil plutôt inégal, la communauté centrale de Mayo et de ses environs (appelée ici territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun) affichant une surabondance de personnes âgées de plus de 65 ans et de jeunes de moins de 15 ans, par rapport notamment aux membres de la communauté de la Première Nation vivant ailleurs au Canada (figure 44). En 2016, le rapport de dépendance de la population vivant dans le territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun s’élevait à 46,7 %, soit cinq points de pourcentage de plus que le rapport de dépendance au Yukon et 16 points de pourcentage de plus que la communauté de Nacho Nyäk Dun vivant à l’extérieur du Yukon. La région de Mayo accueillait la majorité des personnes âgées de la Première Nation, soit 24/40 ou 62,5 % de cette cohorte d’âges.

La carte utilisée pour définir la géographie correspondant à l’intérieur du territoire traditionnel de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun est tirée de l’accord de 2015 signé par la Première Nation des Nacho Nyäk Dun, les T.-N.-O. et le Canada concernant la revendication extraterritoriale des Nacho Nyäk Dun à l’extérieur des frontières du Yukon. Elle a été rendue fonctionnelle par la Division de la géographie du recensement de Statistique Canada. Il est impossible de calculer la population réelle de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun. Le décompte de son propre gouvernement n’est pas

**Le recensement de 2006 utilise la même question que celui de 2001 et 1996 :**

20. Cette personne est-elle un Indien avec statut (Indien inscrit ou des traités aux termes de la Loi sur les Indiens du Canada)?

1 : Non  
2 : Oui, Indien avec statut (Indien inscrit ou des traités)

Limite des données : Les données sur le statut d’Indien doivent être utilisées avec prudence. La plus importante cause de différence entre le Recensement et le Registre vient de l’énumération incomplète de certaines réserves ainsi que de différences dans la méthodologie, la conceptualisation et la collection des données.

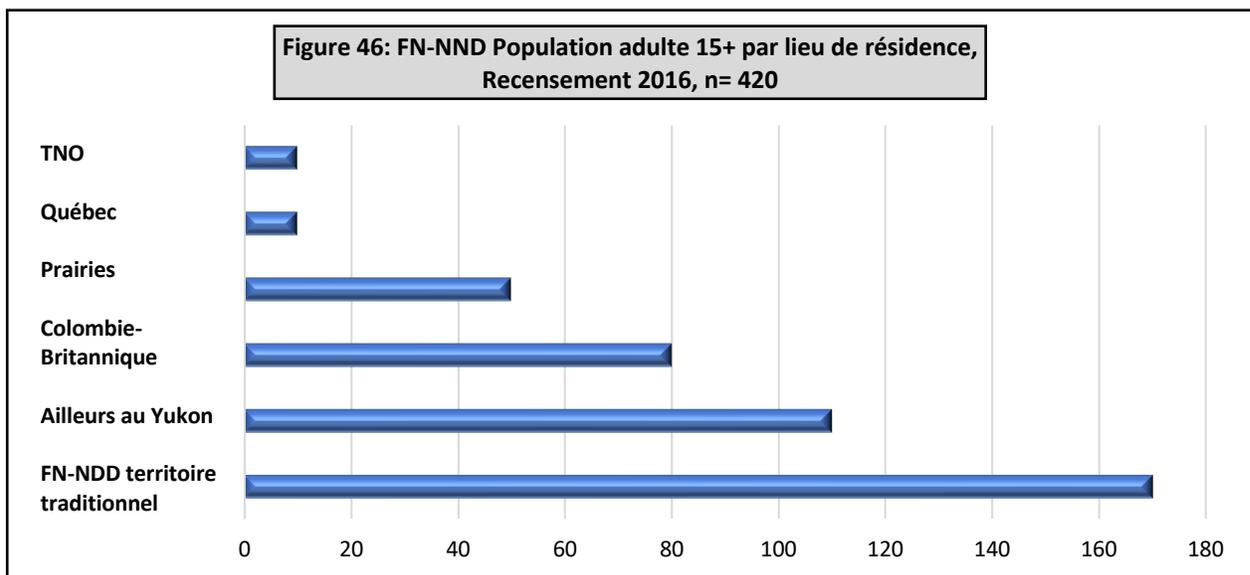
Figure 45 : Question du recensement concernant l’auto-identification des Premières Nations

étayé par une source indépendante vérifiable, tandis que le décompte d'AANC extrait du site Web du Canada semble ridiculement bas et constitue une tentative de calcul de la population « dans la réserve ». Les deux tableaux personnalisés de 2006 et de 2016 compilés par Statistique Canada à partir des résultats complets du Recensement constituent une source nationale et vérifiable, et démontrent une certaine cohérence, mais présentent la faiblesse de s'appuyer sur l'auto-identification.

La figure 45 donne l'exemple de la question 20 du livret du Recensement de 2006, qui sert de base à la définition de l'appartenance à la Première Nation des Nacho Nyäk Dun et à toutes les autres bandes des Premières Nations du Canada, avec un avenant préalable concernant les limites des données.

Le dictionnaire du Recensement de 2016 définit l'appartenance comme suit :

*« Membre d'une Première Nation ou bande indienne » indique si la personne est membre ou non d'une Première Nation ou d'une bande indienne. On définit une bande indienne comme un groupe d'Indiens au profit duquel des terres ont été réservées ou dont l'argent est détenu par la Couronne, ou qui a été désigné comme bande aux termes de la Loi sur les Indiens. De nombreuses bandes indiennes ont décidé de s'appeler Première Nation et ont modifié le nom de leur bande en conséquence. Après l'amendement de la Loi sur les Indiens en 1985 (projet de loi C-31), plusieurs bandes indiennes ont exercé leur droit à établir leur propre code d'appartenance, en vertu duquel il n'était plus toujours nécessaire pour une personne appartenant à la bande d'être Indien inscrit aux termes de la Loi sur les Indiens.*



Il convient donc de tenir compte de ces limites, à commencer par les questions liées à l'autodéclaration et à l'auto-identification, ainsi que de la remarque suivante annexée à la définition qui indique que : par conséquent, les utilisateurs des données détaillées sur l'appartenance à une Première Nation ou bande indienne du Recensement de 2016 devraient être conscients que ces données ne devraient pas être utilisées comme comptes officiels des Premières Nations et des bandes indiennes au Canada. Les utilisateurs doivent donc se reporter à chaque Première Nation ou bande indienne pour connaître le nombre de ses membres, car seuls les documents de recensement peuvent fournir un profil accessible au public pour chaque Première Nation. La figure 46 illustre la répartition de la population des Nacho Nyäk Dun par province au Canada et montre la forte attraction exercée par la Colombie-Britannique et les provinces des Prairies auprès de cette population. En 2016, 170 membres de la Première Nation s'identifiant comme tels résidaient sur le territoire traditionnel de la Première Nation, tandis que 110 autres vivaient ailleurs au Yukon, principalement dans le grand centre économique de Whitehorse, qui domine la population du territoire. Cela représente environ 66,6 % de la population totale de la Première Nation, ce qui signifie qu'un tiers de la population de cette Première Nation vivait en dehors du Yukon en 2016. La Colombie-Britannique abrite 80 de ces personnes et les trois provinces des Prairies en comptent 50 autres. Cela signifie également que la majorité de la population des Nacho Nyäk Dun, soit 62 %, vit en dehors du territoire traditionnel de la Première Nation, centré sur Mayo.

Les deux valeurs restantes sont les T.-N.-O., ce qui, compte tenu des revendications territoriales de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun dans la région, était attendu, et le Québec, ce qui est plus inattendu. Ici, l'effet des petits nombres de populations et des exigences du Recensement en matière d'arrondissement aléatoire peuvent entrer en ligne de compte<sup>87</sup>. Il est possible que des citoyens de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun aient déménagé au Québec en 2016, mais il est peu probable qu'il y en ait eu dix. Toutefois, avec l'arrondissement aléatoire, 10 citoyens sont recensés sans autres précisions. De même, le nombre de dix citoyens dans les T.-N.-O. pourrait être compris entre un et dix.

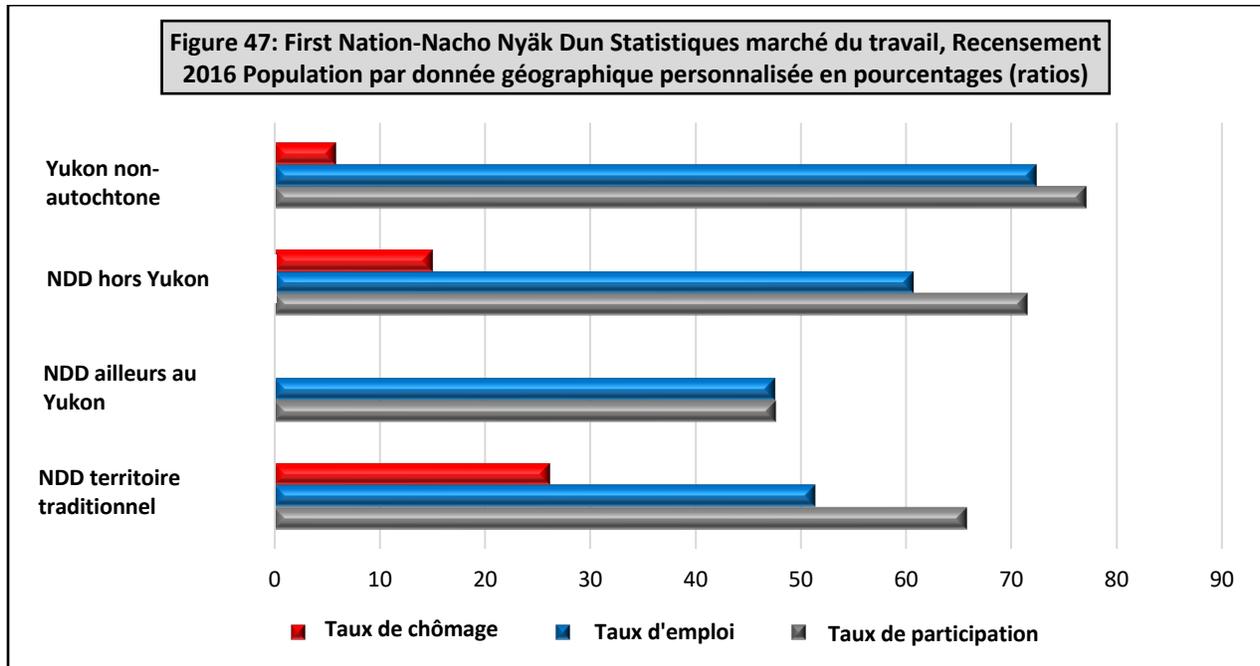
---

<sup>87</sup>Aucun membre de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun n'est répertorié comme vivant en Ontario, dans la région de l'Atlantique ou au Nunavut. Les chiffres figurant dans les tableaux ont été produits à l'aide d'une méthode de confidentialité connue sous le nom d'arrondissement aléatoire afin d'éviter la possibilité d'associer des données statistiques à une personne identifiable. Selon cette méthode, tous les chiffres, y compris les totaux et les marges, sont arrondis de façon aléatoire (vers le haut ou vers le bas) jusqu'à un multiple de « 5 » et, dans certains cas, de « 10 ». Voir : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/ref/dict/app-ann003-fra.cfm>

L'avantage de pouvoir personnaliser les données relatives à une Première Nation en fonction de la géographie est évident lorsque nous examinons les statistiques sur la main-d'œuvre du Recensement pour la Première Nation des Nacho Nyäk Dun selon l'ordre géographique initial suivant : « Au sein du territoire traditionnel de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun », « Ailleurs au Yukon » et « Ailleurs au Canada ».

La figure 47 illustre les taux d'activité de la population non autochtone du Yukon à titre de point de référence. Les citoyens de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun vivant à l'extérieur du Yukon sont plus proches des données de référence de la population non autochtone du Yukon, avec un taux de chômage de 15 % contre 5,9 %, un taux d'emploi de 60,7 % contre 72,4 % et un taux de participation de 71,4 % contre 77 %. En revanche, la population active des Nacho Nyäk Dun vivant dans le territoire traditionnel affiche un taux de chômage quatre fois supérieur à celui de la population non autochtone du Yukon, soit 26,1 %, et un taux d'emploi de seulement 51,4 %.

La population active des Nacho Nyäk Dun vivant ailleurs au Yukon, principalement à Whitehorse, nécessite une explication. Cette population enregistre un taux de chômage de zéro, mais aussi des taux de participation et d'emploi faibles. Si l'on répartit cette population active des Nacho Nyäk Dun en fonction du sexe, les taux commencent à devenir plus logiques. Les hommes travaillent et sont pleinement employés avec un taux d'emploi de 86 % et un taux de participation de 93 %, tandis que les femmes sont principalement représentées dans la population des inactifs : avec 30 des 55 femmes ne travaillent pas ou ne recherchent pas activement un emploi, 20 sont employées et aucune n'est au chômage. Il semble que nous soyons en présence d'une situation dans laquelle les femmes restent à la maison dans un rôle domestique et les hommes travaillent.



Cette situation est à l’opposé de celle observée dans la région de Mayo, où le taux de chômage des hommes atteint 36,4 % et où le nombre d’inactifs compte 25 hommes en âge de travailler sur 75, pour un taux d’emploi de 48 % seulement. En revanche, le taux d’emploi des femmes s’élevait à 58 % dans le territoire traditionnel de Mayo et leur taux de chômage à seulement 15,4 %, soit moins de la moitié de celui de l’homme. Pour faire court, cela signifie qu’il y a plus de femmes (55) que d’hommes (35) employés dans le territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun, et deux fois plus d’hommes (20) que de femmes (10) à la recherche d’un emploi. Dans le territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun, les femmes (95) actives sont plus nombreuses que les hommes (75), alors que dans le reste du Yukon et dans la population des Nacho Nyäk Dun ailleurs au Canada, ces chiffres sont équivalents, avec une répartition moitié-moitié.

#### 6.4 Niveau de scolarité et revenu

Le niveau de scolarité au sein de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun montre un déséquilibre considérable entre ceux qui vivent sur le territoire traditionnel et ceux qui vivent à l’extérieur. Il est généralement admis que les personnes vivant dans les communautés doivent déménager pour poursuivre leur éducation, généralement à partir de la fin du secondaire et indubitablement pour se rendre dans les collèges

En 2012, environ 45 % des enfants du Yukon dont les compétences en compréhension du langage ont été évaluées ont été signalés comme devant faire l'objet d'une intervention et d'une évaluation plus approfondies. En outre, veiller à ce que les enfants de quatrième année soient suffisamment compétents pour pouvoir passer de « l'apprentissage de la lecture » à « la lecture pour apprendre » est une étape importante de leur éducation et est fortement corrélé à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires. L'assiduité et l'engagement à l'école sont des problèmes pour de nombreux élèves en âge d'être scolarisés. Bien que de nombreux facteurs entrent en jeu, le soutien des parents et de la communauté tout au long de la scolarité est crucial pour la réussite des enfants. La survie et la revitalisation des huit langues des Premières Nations du Yukon sont des questions cruciales. Les langues des Premières Nations sont étroitement liées aux aspects culturels et traditionnels de la littératie. Le cadre de littératie défini par le Conseil des Premières Nations du Yukon souligne que, pour les Premières Nations du Yukon, la littératie est une question linguistique et culturelle, et que les compétences en matière de littératie sont étroitement liées au à la perception de soi et au sentiment d'identité des Premières Nations au sein de leur propre Première Nation.

Yukon Éducation (n. d.) 2016-2019 Yukon Literacy Strategy, Whitehorse, Yukon.

<https://yukon.ca/sites/yukon.ca/files/edu-literacy-strategy-2016.pdf>,

professionnels ou à l'université. La figure 48 présente le niveau de scolarité des membres de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun en 2016 et montre que ceux qui habitent loin sont plus susceptibles d'avoir terminé avec succès une école secondaire, des programmes d'apprentissage des métiers et l'université.

Une fois de plus, il s'agit ici de petites populations, ce qui signifie que les citoyens de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun vivant en dehors du territoire traditionnel et ceux vivant en dehors du Yukon ont été regroupés pour être comparés à la population vivant dans le territoire

### Résultats de l'enquête du PEICA au Yukon

L'enquête du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) recense un certain nombre de domaines préoccupants. Si, dans son ensemble, le Yukon s'est bien classé dans un certain nombre de domaines, cela ne doit pas occulter les écarts entre les groupes au sein du Yukon et la nécessité de concentrer les efforts sur ceux qui affichent les compétences les plus faibles, qui rencontrent le plus d'obstacles et qui ont le moins de possibilités d'améliorer leur niveau de littératie. En effet, les membres de la société coloniale bien éduqués, dont beaucoup sont diplômés d'universités du Sud, tendent à masquer les faibles performances de la population autochtone, qui représente environ 24 % de la population du Yukon. Par exemple, le PEICA a constaté que :

- les jeunes yukonnais de 16 à 24 ans affichaient des niveaux inférieurs, en moyenne, à ceux des jeunes canadiens et étrangers en littératie et en numératie;
- le territoire comptait un nombre plus élevé que la moyenne de répondants aux niveaux les plus bas dans les domaines mesurés par l'enquête;
- l'écart entre les scores des Autochtones et ceux des non-Autochtones était important, la population autochtone obtenant systématiquement des scores inférieurs.

Ces résultats ont des origines diverses et complexes, mais certaines de ces difficultés ont été cernées par les organismes qui financent les mesures en faveur de la littératie et les prestataires de services et pourront être prises en compte dans la conception des programmes et des politiques. L'un des principaux défis auxquels se heurte le perfectionnement des compétences au Yukon est l'inégalité qui règne actuellement entre la ville de Whitehorse et les communautés rurales beaucoup plus petites. De nombreuses organisations ont du mal à fournir des services et à assurer une présence constante dans les petites localités. Ces petites localités sont confrontées à un manque de ressources et à une base de bénévoles surchargée. Les besoins de ces villages se distinguent de ceux de Whitehorse et diffèrent également d'une localité à l'autre. Les défis évoqués dans la présente section sont exacerbés par la difficulté de fournir des services dans les communautés. Un autre défi consiste à s'assurer que les enfants possèdent les compétences fondamentales nécessaires pour réussir lorsqu'ils entrent à l'école maternelle.

*(Suite à la page suivante)*

traditionnel. Au sein de ce territoire traditionnel, il est évident que toutes les catégories d'enseignement ne sont pas couvertes et que certaines d'entre elles sont associées à des populations très réduites.

La population du territoire traditionnel est moins susceptible d'avoir terminé ses études secondaires : 29 % de cette population n'a pas atteint ce niveau, contre seulement 16 % de la population vivant en dehors du territoire traditionnel. Cependant, la population vivant à l'intérieur du territoire traditionnel affiche un profil d'âge plus élevé, ce qui fausse ce résultat. En effet, seulement 6,1 % de la population vivant à l'extérieur du Yukon a plus de 65 ans, contre 12,2 % vivant à Mayo et dans les environs. La prédominance de personnes évoluant dans le secteur des métiers parmi celles vivant en dehors du territoire traditionnel, où 35 des 45 certificats/diplômes et autres certifications professionnelles sont détenus par des personnes vivant à l'extérieur de la région de Mayo, valide peut-être le fait que les personnes vivant hors du territoire traditionnel sont plus jeunes. Les certificats et les diplômes d'une école de métiers sont principalement détenus par des hommes, tandis que ceux de la catégorie inférieure des « autres qu'un certificat d'apprenti ou certificat de qualification » sont tous détenus par des femmes. Cela s'explique peut-être par la plus grande difficulté qu'éprouvent les femmes à obtenir un poste en apprentissage après avoir suivi les cours (figure 48).

En 2016, personne n'est répertorié comme ayant obtenu un diplôme universitaire supérieur au baccalauréat, tandis que dans la catégorie détenant un baccalauréat, les faibles effectifs et les arrondis aléatoires ne permettent pas de déterminer les niveaux réels de réussite. Nous pouvons affirmer qu'entre 15 et 20 citoyens de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun ont obtenu un baccalauréat, mais que tous semblent résider en dehors du territoire traditionnel. En raison des faibles effectifs, nous ne pouvons pas déterminer la répartition précise de cette population par sexe, bien qu'il semble que plus de femmes que d'hommes aient obtenu un diplôme universitaire, avec des chiffres arrondis de manière aléatoire de 15 femmes et de 10 hommes. Là encore, il s'agit de très petites populations.

<b>Figure 48 : Total – Plus haut certificat, diplôme ou grade pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés – Données-échantillon (25 %), Recensement de 2016 – Dans et à l'extérieur du territoire traditionnel</b>				
	<b>À l'intérieur du territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun</b>	<b>À l'extérieur du territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun</b>	<b>À l'intérieur du territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun (en % du total)</b>	<b>À l'extérieur du territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun (en % du total)</b>
Total – Plus haut certificat, diplôme ou grade pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés – Données-échantillon (25 %)	175	250		

Aucun certificat, diplôme ou grade	50	40	29 %	16 %
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	35	85	20 %	34 %
Certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires	85	120	49 %	48 %
Certificat ou diplôme d'apprentis ou d'une école de métiers	10	35	6 %	14 %
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	65	65	37 %	26 %
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	10	20	6 %	8 %
Baccalauréat	0	15	0 %	6 %
Source : Données compilées par les auteurs à partir du produit n° CRO0167264 de Statistique Canada (2021).				

Enfin, l'avantage apparent de la population à l'intérieur du territoire traditionnel dans la catégorie « Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire » peut être lié au grand nombre de cours de formation proposés aux citoyens des Premières Nations qui apportent une certaine forme de certification, mais qui ne répondent pas nécessairement aux exigences requises pour un emploi ou pour démarrer une carrière.

**Figure 49 : Population de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun selon l'âge moyen et l'âge médian, Recensement du Canada de 2016**

	À l'intérieur du territoire traditionnel des Nacho Nyäk Dun	Ailleurs au Yukon	À l'extérieur du Yukon
Âge moyen	46,3	40,4	38,2
Âge médian	48,4	32,5	34,7
Source : Données compilées par les auteurs à partir du produit n° CRO0167264 de Statistique Canada (2021).			

Un autre aspect du niveau de scolarité qu'il convient d'aborder est la différence considérable entre les âges moyen et médian des trois populations. La population du territoire traditionnel est plus de huit ans plus âgée que la population de Nacho Nyäk Dun vivant à l'extérieur du Yukon, tandis que les différences en matière d'âge médian sont proches de 14 ans avec la population à l'extérieur du Yukon et de pas moins de 16 ans avec la population vivant principalement à Whitehorse (figure 49). Cela signifie également que la majorité de la population des Nacho Nyäk Dun, soit 62 %, vit en dehors du territoire traditionnel de la Première Nation, centré sur Mayo. Un autre aspect du vieillissement de la population des territoires traditionnels est que celui-ci représente le dernier bastion des locuteurs de la langue tutchone du Nord au sein de la Première Nation, le recensement de 2016 n'ayant enregistré que 55 personnes ayant le tutchone du Nord comme langue maternelle, toutes vivant tous dans la région de Mayo.

Les différences de niveau de scolarité ont des répercussions évidentes sur l’employabilité et les revenus. La figure 50 montre que les citoyens Nacho Nyäk Dun vivant à l’extérieur du Yukon ont une capacité de gain supérieure, le revenu moyen étant d’un peu plus de 10 000 \$ de plus pour tous les bénéficiaires de revenu âgés de 15 ans et plus dans les ménages privés vivant à l’extérieur du Yukon, soit 52 790 \$ contre 42 077 \$ pour ceux qui vivent dans le territoire traditionnel (figure 50). Cette différence s’accroît lorsqu’on compare les revenus individuels des hommes dans toutes les régions géographiques : les hommes de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun vivant à l’extérieur du Yukon affichent un salaire moyen de 82 672 \$, soit près de deux fois la capacité de gain des hommes de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun vivant n’importe où au Yukon (figure 51).

**Figure 50 : Total – Statistiques du revenu en 2015 pour la Première Nation des Nacho Nyäk Dun âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés par région de recensement – Données-échantillon (25 %)**

	Au sein du territoire de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun	À l’extérieur du territoire de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun (provinces)
Nombre de bénéficiaires d’un revenu total âgés de 15 ans et plus dans les ménages privés – Données-échantillon (25 %)	100	135
Revenu total moyen en 2015 parmi les bénéficiaires (\$)	41 066 \$	52 790 \$
Source : Données compilées par les auteurs à partir du produit n° CRO0167264 de Statistique Canada (2021).		

**Figure 51 : Total – Statistiques du revenu en 2015 pour la population de sexe masculin de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés par région de recensement – Données-échantillon (25 %)**

	Population totale de Nacho Nyäk Dun de sexe masculin au Yukon	Population Nacho Nyäk Dun de sexe masculin dans le territoire traditionnel	Nacho Nyäk Dun de sexe masculin ailleurs au Yukon	Nacho Nyäk Dun de sexe masculin à l’extérieur du Yukon
Nombre de bénéficiaires masculins d’un revenu total âgés de 15 ans et plus dans les ménages privés – Données-échantillon (25 %)	125	80	45	70
Revenu total moyen en 2015 parmi les bénéficiaires masculins (\$)	42 467 \$	44 006 \$	40 023 \$	82 672 \$
Source : Données compilées par les auteurs à partir du produit n° CRO0167264 de Statistique Canada (2021).				

On peut également comparer la situation des bénéficiaires de revenus Nacho Nyäk Dun au Yukon et à l’extérieur du Yukon aux moyennes canadiennes pour les bénéficiaires de revenus non autochtones à l’aide des données sur les revenus de 2015. Au Yukon,

le revenu moyen des ménages privés non autochtones s'élève à 57 130 \$, soit un peu plus de 13 000 \$ de plus par an que les citoyens de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun vivant dans leur territoire traditionnel. À l'échelle nationale, la différence est radicalement inversée : les citoyens Nacho Nyäk Dun vivant à l'extérieur du Yukon gagnent en moyenne 82 672 \$, alors que le revenu national moyen des non-Autochtones n'est que de 57 399 \$. Ainsi, non seulement les citoyens Nacho Nyäk Dun mobiles et mieux éduqués gagnent plus que leurs compatriotes vivant au Yukon, mais ils s'en sortent également beaucoup mieux que les Canadiens moyens non autochtones de sexe masculin.

La composition des revenus est une autre source de comparaison des revenus qui permet d'établir des comparaisons au sein de la population non autochtone et par rapport à la population non autochtone nationale. Elle s'appuie

**Figure 52 : Comparaison de la composition du revenu en 2015, par région de recensement, pour la Première Nation des Nacho Nyäk Dun**

Composition du revenu total en 2015 de la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés – Données-échantillon (25 %)	Population Nacho Nyäk Dun dans le territoire traditionnel	Nacho Nyäk Dun ailleurs au Yukon	Nacho Nyäk Dun à l'extérieur du Yukon
Revenu du marché (%)	85	85,1	93,7
Revenu d'emploi (%)	79,9	66,1	88,5
Transferts gouvernementaux (%)	14,6	15,4	6,3

Source : Données compilées par les auteurs à partir du produit n° CRO0167264 de Statistique Canada (2021).

sur les déclarations de revenus de 2015 recueillies dans le cadre du Recensement du Canada de 2016 (figure 52). Les citoyens de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun vivant dans le territoire traditionnel et ailleurs au Yukon affichent un revenu très dépendant des transferts gouvernementaux, soit 14,6 % et 15,4 %, par rapport à ceux vivant à l'extérieur du territoire, dont le revenu provient du marché à 93,7 % et qui affichent un niveau de dépendance à l'égard des transferts gouvernementaux de seulement 6,3 %. Au Yukon, la population non autochtone âgée de 15 ans et plus vivant dans des ménages privés affichait un niveau de revenu marchand de 92,1 % et ne dépendait qu'à 7,9 % des transferts gouvernementaux, alors qu'au niveau national, ces chiffres étaient respectivement de 88,5 % et de 11,5 %. À l'échelle nationale, les citoyens Nacho Nyäk Dun obtiennent de meilleurs résultats que la population non autochtone en ce qui concerne la part de revenu du marché dans le revenu total des ménages privés. Ils dépendent en outre beaucoup moins des transferts gouvernementaux que les non-Autochtones.

L'ensemble des données comprend également un tableau croisé comparant le niveau d'éducation au revenu et à la participation de la population active. Toutefois, en raison de la petite taille des échantillons, les tableaux croisés comparant le niveau d'éducation et l'emploi ne permettent pas de fouiller plus précisément qu'au niveau de la population totale pour recenser les personnes ayant ou non un niveau de scolarité

plus ou moins élevé. En outre, la taille de l'échantillon des tableaux croisés signifie que le revenu est supprimé en dessous du niveau de la population totale, de sorte que l'incidence de la mobilité et de l'éducation sur le revenu ne peut pas être publiée.

## 6.5 Conclusion

La présente note de recherche montre ce qu'il est possible de faire en utilisant une nouvelle approche pour comprendre la situation socioéconomique des membres d'une Première Nation au sein d'une communauté, celle des Nacho Nyäk Dun. Il convient d'élaborer une géographie personnalisée qui permet de créer des données distinctes pour ceux qui vivent sur le territoire traditionnel de la bande, ceux qui vivent ailleurs au Yukon (principalement à Whitehorse) et ceux qui vivent à l'extérieur du territoire du Yukon. Il en résulte une compréhension très différente des membres de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun qui sont restés au sein de la communauté et, en particulier, de ceux qui ont quitté le Yukon pour profiter de possibilités d'éducation et d'emploi en dehors du Yukon, principalement en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan. Les communautés dans cette situation ont été qualifiées de *communautés vidées de leur substance*. Edelman (2021) décrit de manière comparative les communautés qui fonctionnent et celles qui sont ainsi vidées de leur substance : *Les communautés prospèrent lorsqu'elles peuvent s'approprier la richesse qu'elles produisent et que leurs institutions donnent un sens à la vie des gens. Elles s'étiolent lorsque les institutions qui le permettent s'affaiblissent ou disparaissent. Des zones sacrifiées, à savoir des lieux abandonnés, économiquement détruits, avec des problèmes sociaux et sanitaires croissants, apparaissent alors et peuvent conduire, selon lui, à un populisme autoritaire. Alors que les programmes gouvernementaux et l'industrie notent que les possibilités d'exploitation des ressources naturelles dans les territoires traditionnels autochtones offrent souvent la formation et l'expertise nécessaires pour que leurs citoyens participent à l'économie locale des ressources naturelles, une fois cette formation obtenue ou tout autre niveau de formation technique obtenu, ils sont de plus en plus mobiles et de plus en plus la cible des recruteurs qui cherchent à ajouter des employés autochtones à leur personnel. Il convient de noter qu'il s'agit de données coûteuses à commander auprès de Statistique Canada, et que la petite taille de la Première Nation sélectionnée a entraîné des limitations, notamment une suppression de données et une limite élevée pour l'arrondissement aléatoire.*

## 6.6 Bibliographie pour les tableaux personnalisés

Canada (2008). *Un Avenir à Bâtir : l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon*. Ottawa, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada.

Statistique Canada (2021). Produit numéro CRO0167264\_ Groupe d'âge des membres de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun pour les géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2016, données-échantillon (25 %).

Statistique Canada (2021). Tableau 1 (2016) : Situation d'activité (8), sexe (3), statistiques du revenu d'emploi (7), **profession – Classification nationale des professions (CNP) 2016 (13)**, plus haut certificat, diplôme ou grade (11), **industrie – Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 2012 (122)** pour les membres de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun âgés de 15 ans et plus dans les ménages privés de certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada (2021) Tableau 2 (2016) : Type de ménage, y compris la structure familiale de recensement (11), Taille du ménage (7), tranches de revenu total du ménage (14), mode d'occupation (4) des ménages privés du Canada comptant au moins un membre adulte (**18 ans** et plus) au sein de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun dans certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada (2021). Tableau 3 (2006) : Situation d'activité (8), sexe (3), statistiques du revenu d'emploi (7), profession – Classification nationale des professions (CNP) 2006 (13), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), industrie – Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 2002 (126) pour les membres de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun âgés de 15 ans et plus dans les ménages privés de certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2006 – Données-échantillon (20 %).

Statistique Canada (2021) Tableau 4 (2006) : Type de ménage, y compris la structure familiale de recensement (11), Taille du ménage (7), tranches de revenu total du

ménage (14), mode d'occupation (4) des ménages privés du Canada comptant au moins un membre adulte (**18 ans** et plus) au sein de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun dans certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2006 – Données-échantillon (20 %).

Statistique Canada (2021). Profil de groupe cible de **2016, population totale d'identité autochtone** âgée de 15 ans et plus **n'étant pas membre de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun** dans certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada (2021). Profil de groupe cible de **2016, population non autochtone** âgée de 15 ans et plus dans certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2006 – Données-échantillon (20 %).

Statistique Canada (2021). Profil de groupe cible de **2006, population totale d'identité autochtone** âgée de 15 ans et plus **n'étant pas membre de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun** dans certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada (2021). Profil de groupe cible de **2006, population non autochtone** âgée de 15 ans et plus dans certaines géographies personnalisées (Géographie A et Géographie B), Yukon, Territoires du Nord-Ouest, Nunavut, Colombie-Britannique, Ontario, Québec, Prairies, provinces de l'Atlantique et Canada, Recensement de 2006 – Données-échantillon (20 %).

Statistique Canada (2021). Profil de groupe cible de **2016, population membre de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun** âgée de 15 ans et plus, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada (2021). Profil de groupe cible de **2006, population membre de la Première Nation des Nacho Nyäk Dun** âgée de 15 ans et plus, Recensement de 2006 – Données-échantillon (20 %).

Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone – Yukon, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

Statistique Canada (2018). Profil de la population autochtone – Whitehorse, Recensement de 2016, produit n° 98-510-X2016001 au catalogue, Ottawa, Statistique Canada. Diffusé le 18 juillet 2018. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/index.cfm?Lang=F>

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016262 au catalogue. Identité autochtone (9), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (43), plus haut certificat, diplôme ou grade (15), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), résidence selon la géographie autochtone (10), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %).

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016263 au catalogue. Identité autochtone (9), Regroupements STIM et SACHES (non-STIM), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (16), plus haut certificat, diplôme ou grade (9), situation d'activité (8), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016266 au catalogue. Identité autochtone (9), plus haut certificat, diplôme ou grade (15), situation d'activité (8), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), résidence selon la géographie autochtone (10), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016268 au catalogue. Identité autochtone (9), statistiques du revenu d'emploi (7), plus haut certificat, diplôme ou grade (11), principal domaine d'études - Classification des programmes d'enseignement (CPE) 2016 (14), travail pendant l'année de référence (3), âge (10) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %).

Statistique Canada – Recensement de 2016. Produit n° 98-400-X2016178 au catalogue. Identité autochtone (9), plus haut certificat, diplôme ou grade (11),

statistiques du revenu (17), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), âge (9) et sexe (3) pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, Recensement de 2016 – données-échantillon (25 %).

## Remarque sur la terminologie

Les statistiques constituent une réalité puissante et ont de nombreuses conséquences sur la manière dont les politiques publiques sont conçues et mises en œuvre (Walter et Andersen 1992[2]). Le chapitre suivant s'appuie sur des données produites par Statistique Canada (l'organisme national de statistiques du Canada) et le Conseil canadien pour l'entreprise autochtone.

La façon dont les populations autochtones sont définies et recensées diffère grandement d'un pays à l'autre. Au Canada, les populations autochtones sont définies dans la *Loi constitutionnelle* comme comprenant les Indiens, les Inuit et les Métis du Canada (1982, paragraphe 35[2]). L'identité autochtone fait référence au fait que la personne s'identifie aux populations autochtones du Canada. Les populations autochtones comprennent donc les personnes qui sont membres des Premières Nations (Indiens de l'Amérique du Nord), les Métis ou les Inuit et les personnes qui ont un statut d'Indien inscrit ou d'Indien visé par un traité (c.-à-d. qui est inscrit en vertu de la *Loi sur les Indiens* du Canada) et les personnes qui sont membres d'une Première Nation ou d'une bande indienne. Les « peuples autochtones du Canada » s'entendent des Indiens, des Inuit et des Métis du Canada selon la définition figurant au paragraphe 35(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Le terme Indien inscrit désigne les personnes qui sont inscrites en vertu de la *Loi sur les Indiens* du Canada. Les Indiens des traités sont des personnes appartenant à une Première Nation ou à une bande indienne ayant signé un traité avec la Couronne. Les Indiens inscrits ou des traités sont parfois appelés Indiens avec statut ou Indiens statués.

« Membre d'une Première Nation ou bande indienne » indique si la personne est membre ou non d'une Première Nation ou d'une bande indienne. On définit une bande indienne comme un groupe d'Indiens au profit duquel des terres ont été réservées ou dont l'argent est détenu par la Couronne, ou qui a été désigné comme bande aux termes de la *Loi sur les Indiens*. De nombreuses bandes indiennes ont décidé de s'appeler Première Nation et ont modifié le nom de leur bande en conséquence. Après l'amendement de la *Loi sur les Indiens* en 1985 (projet de loi C-31), plusieurs bandes indiennes ont exercé leur droit à établir leur propre code d'appartenance, en vertu duquel il n'était plus toujours nécessaire pour une personne appartenant à la bande d'être Indien inscrit aux termes de la *Loi sur les Indiens*.

Dans le cadre du Recensement canadien de Statistique Canada, les populations autochtones se répartissent comme suit : Indiens inscrits, Métis, Indiens non inscrits, Inuit et autres Autochtones (à savoir des répondants s'identifiant à plus d'un groupe autochtone ou étant membres d'une bande sans identité autochtone et sans statut d'Indien inscrit) [Statistique Canada 2017(3)]. Les pratiques peuvent varier d'un ministère à l'autre. Par exemple, SAC et RCAANC n'utilisent pas les mêmes

dénominations ni les mêmes définitions de groupe que Statistique Canada – par exemple, Indien inscrit c. membres inscrits d’une Première Nation. Tous les ministères ne définissent pas les groupes de la même manière, ce qui peut entraîner des statistiques différentes.

Comme le soulignent Guimond *et al.* (2015[4]), il y a des « frontières floues » entre les définitions et on compte en fait quinze réponses différentes liées à l’origine, couvrant des réponses uniques (p. ex. Indien d’Amérique du Nord) et multiples (p. ex. Indien d’Amérique du Nord et non-Autochtone). Par exemple, la question du Recensement de 2016 sur l’identité autochtone offrait huit possibilités : Indien d’Amérique du Nord, Métis, Inuit, non-Autochtone et quatre réponses multiples (p. ex. Indien d’Amérique du Nord et Métis).

Sources :

Statistique Canada (2018[5]). *Définitions, sources de données et méthodes*. <https://www.statcan.gc.ca/fr/concepts/index> (consulté le 17 décembre 2018);

Statistique Canada (2017[3]). *Guide de référence sur les peuples autochtones, Recensement de la population, 2016*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/guides/009/98-500-x2016009-fra.cfm>

Walter, M. and C.

Andersen (1992[2]). *Indigenous Statistics: A Quantitative Research Methodology*. [https://books.google.fr/books?hl=en&lr=&id=ycP\\_AAAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA5&dq](https://books.google.fr/books?hl=en&lr=&id=ycP_AAAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA5&dq) (consulté le 2 mars 2018).

Guimond, É., Robitaille N. et Senecal S. (2015[4]). *Fuzzy definitions and demographic explosion of Aboriginal populations in Canada from 1986 to 2006*. [http://dx.doi.org/10.1007/978-3-319-20095-8\\_12](http://dx.doi.org/10.1007/978-3-319-20095-8_12)

## **7. ANNEXE 3 : Entrevues avec des informateurs clés et des responsables autochtones sur les programmes d'éducation, de compétences et de formation et l'écart entre les indicateurs relatifs à la littératie, à la numératie et à la résolution de problèmes dans un environnement technologie au sein de la société autochtone et de la société coloniale.**

Dans le cadre de ce projet, l'équipe de recherche a mené des entrevues sur Zoom avec une douzaine d'administrateurs autochtones et non autochtones de premier plan dans le domaine du développement des compétences et de la formation des Autochtones. L'anonymat a été promis à ces personnes afin qu'elles puissent parler librement et franchement de leur expérience et de celles de leurs organismes et communautés. Leur analyse et leurs commentaires reflètent bon nombre des idées tirées de l'analyse documentaire, mais avec un grand sens de l'urgence et une critique considérable des pratiques actuelles. Leurs observations fournissent des éléments de réflexion importants aux responsables gouvernementaux qui envisagent de réviser les programmes existants.

- L'ampleur du problème est à la fois plus grande et plus compliquée qu'on ne le pense généralement, et cela s'intègre dans les différents problèmes à l'échelle fédérale. Voici certaines de ces complexités :
  - La préférence marquée des Autochtones pour la vie et le travail dans leur communauté d'origine et le manque d'intérêt pour la mobilité professionnelle et la délocalisation qui en découle.
  - Les problèmes systémiques et graves d'emploi auxquels se heurtent les hommes autochtones.
  - Les réussites notables des jeunes femmes autochtones au cours des dernières années.
  - Les problèmes économiques et d'emploi particuliers auxquels se heurtent les populations autochtones dans les zones rurales et isolées.
  - Des lacunes majeures dans les systèmes d'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année qui offrent des bases médiocres aux nombreux jeunes adultes désireux d'entrer sur le marché du travail.
  - Le nombre très limité de recherches menées sur les populations autochtones en milieu urbain ainsi que dans les secteurs de la vente au détail et des services en général.
  - La dépendance importante des Autochtones à l'égard des secteurs économiques cycliques et saisonniers.
  - L'importance croissante des sociétés de développement économique autochtones et les pratiques uniques et importantes en matière

d'embauche, de maintien en poste et d'emploi des entreprises et organisations appartenant à des Autochtones.

- Des fonds supplémentaires sont nécessaires, mais l'argent n'est pas le principal problème auquel sont confrontées les organisations travaillant sur le terrain.
- Les coûts liés aux demandes de subventions publiques et à l'établissement de rapports à ce sujet sont largement sous-estimés et ont des effets négatifs graves sur la productivité et l'efficacité.
- Les programmes gouvernementaux sont souvent/habituellement à court terme. De nombreux programmes nécessitent un temps de mise en œuvre considérable et n'atteignent leur efficacité maximale que sur une longue période. Les délais fixés par le gouvernement ne correspondent pas aux besoins des prestataires de programmes et des demandeurs d'emploi.
- Les gouvernements sont perçus comme privilégiant les annonces de programmes et les communiqués de presse, mettant davantage l'accent sur la sensibilisation du public que sur l'efficacité des programmes.
- L'autonomie des Autochtones dans la gestion de l'emploi et de la formation est la priorité absolue des organisations autochtones. Le gouvernement est considéré comme un obstacle important à l'efficacité.
- Les programmes existants échouent à presque tous les niveaux et dans toutes les situations. Le retour sur investissement est extrêmement faible, et l'une des seules réussites en matière de création d'emplois se trouve dans les organisations offrant des services d'emploi et de formation.
- Le problème fondamental de nombreuses communautés autochtones est l'absence d'emplois basés sur le marché. Les systèmes d'emploi actuels partent du principe que l'économie de marché absorbera les travailleurs formés.
- Il est pratiquement impossible d'obtenir des données fiables et systématiques sur les circonstances locales. Par exemple, il n'y a pratiquement pas de données sur le rendement de l'« économie souterraine » ou des bienfaits économiques des activités de cueillette. En l'absence de données fiables, il est pratiquement impossible de planifier l'emploi et la formation futurs.
- Plusieurs organisations ont mis en place de vastes programmes de mentorat. Ils ont constaté que les mentorats supervisés, axés sur des relations à long terme, donnent de meilleurs résultats que les programmes d'emploi et de formation classiques.
- On accorde beaucoup trop peu d'attention au renforcement des capacités des gouvernements autochtones, qui sont aujourd'hui des employeurs majeurs et fiables de travailleurs autochtones.
- Il est rare que les programmes de formation soient bien reliés aux possibilités d'emploi locales. Par exemple, la préparation de travailleurs aux emplois proposés dans le secteur des ressources naturelles commence souvent trop tard.

- Les programmes et les services existants ne font pas grand-chose pour donner plus de chances aux hommes autochtones; ils fonctionnent beaucoup mieux pour les femmes autochtones.
- Dans de nombreuses communautés, la crise se situe sur le plan du bien-être humain plutôt que de l'emploi et de la formation. Les initiatives en matière de bien-être sont plus nécessaires que les programmes de formation.
- Souvent, les programmes d'emploi et de formation sont eux-mêmes devenus des « emplois », offrant des possibilités d'emploi régulières et répétitives aux populations autochtones.
- Les dispositions actuelles sont axées sur le maintien des organisations existantes autant, sinon plus, que sur la résolution des problèmes socioéconomiques sous-jacents auxquels sont confrontées les populations et les communautés autochtones.
- Les organisations consacrent généralement plus de temps et de ressources à demander des subventions gouvernementales et à en rendre compte qu'à aider les clients autochtones.
- L'orientation à court terme du gouvernement du Canada compromet les tentatives de développement d'une continuité et d'une durabilité dans les programmes autochtones.
- Les établissements d'enseignement postsecondaire contrôlés par les Autochtones ont mis au point une série de programmes axés sur l'emploi, y compris des programmes coopératifs, qui ont connu un succès considérable en matière de transition vers le monde du travail.
- La fonction publique à Ottawa (qui envoie rarement des fonctionnaires sur le terrain pour voir les réalités locales) est trop coupée de la réalité pour comprendre les conditions dans les réserves et à l'extérieur des réserves. La méconnaissance de la situation des Autochtones est tout à fait frappante et inquiétante.
- L'évolution des programmes gouvernementaux oblige les organisations à abandonner des priorités locales bien définies pour s'adapter aux besoins du gouvernement. C'est essentiel si l'on veut conserver les financements.
- Plusieurs organisations expérimentent des approches de l'emploi fondées sur les aptitudes, plutôt que sur les diplômes. Certaines de ces initiatives comprennent la formation au sein de la communauté et le travail à distance. Bien qu'il soit trop tôt pour savoir si ces approches seront efficaces à long terme, elles ont déjà donné des résultats impressionnants.
- Les gouvernements provinciaux sont devenus de plus en plus actifs dans le domaine de l'emploi et de la formation. Dans certaines provinces, ils se sont révélés beaucoup plus attentifs aux besoins et aux intérêts locaux/régionaux. Il a été beaucoup plus facile de traiter avec certains gouvernements infranationaux

sur le plan organisationnel. Les autorités municipales et régionales sont de plus en plus nombreuses à vouloir apporter leur aide dans ce domaine.

- Les approches actuelles favorisent l'« ancienne économie » et ne tiennent guère compte des différents modèles et des exigences de la « nouvelle économie ». Plusieurs personnes ont souligné que cette approche risquait de laisser les populations autochtones à l'écart des secteurs de l'économie qui connaissent la croissance la plus rapide.
- La recherche sur l'emploi et la formation des Autochtones ne fournit que peu d'indications aux administrateurs de programmes ou aux Autochtones à la recherche d'un emploi.
- Des données imprécises et peu fiables, dont la plupart sont collectées et gérées en dehors de tout contrôle par les Autochtones, nuisent aux tentatives de développement de programmes plus performants et plus efficaces.
- Malgré les centaines de millions de dollars dépensés au fil des ans, il n'existe aucune preuve solide que les programmes d'emploi et de formation :
  - ont produit une amélioration substantielle et positive des résultats des Autochtones en matière d'emploi;
  - se sont adaptés pour répondre aux besoins de régions ou de communautés autochtones précises;
  - ont relevé les défis propres aux hommes autochtones, au secteur des ressources naturelles et aux communautés isolées;
  - ont apporté un rendement raisonnable par rapport au temps, à l'argent et aux efforts déployés;
  - ont permis de s'adapter à l'émergence d'organisations et d'entreprises détenues/gérées par des Autochtones;
  - ont tracé un chemin positif et créatif pour l'avenir de l'emploi et de la formation des Autochtones au Canada.

Collectivement, les entrevues avec les informateurs clés dressent un portrait critique, voire peu flatteur, des programmes de développement de la main-d'œuvre du gouvernement du Canada. Ils ne sont pas critiques à l'égard de la fonction publique, mais reconnaissent que les approches actuelles ne sont pas efficaces. Certains sont allés jusqu'à affirmer que les programmes gouvernementaux ralentissaient l'adaptation des Autochtones au monde du travail et prenaient un temps administratif démesuré pour les Autochtones. En tant que professionnels actifs occupant des postes de direction, leurs commentaires ont un poids considérable et doivent être examinés avec soin. Ils reflètent en outre l'importance croissante accordée par les Autochtones au contrôle local et à l'autonomie. Compte tenu des transitions rapides de l'économie canadienne, des graves défis auxquels sont confrontées les communautés autochtones rurales et éloignées, et de l'interaction complexe des forces sociales, économiques, culturelles et politiques à l'œuvre dans les populations autochtones, il est urgent de mettre en place des parcours d'emploi adéquats. Les dispositions actuelles ne

fonctionnent pas, de l'avis d'une douzaine de hauts responsables de l'emploi et de la formation des Autochtones.